

LOUIS O. KELSO
et
MORTIMER J. ADLER

le
manifeste
capitaliste

Traduction
de
G.R. THOMPSON
et D.L. CUSHMAN

ÉDITIONS GÉNIN - PARIS

LE MANIFESTE CAPITALISTE

Louis O. KELSO
et Mortimer J. ADLER

LE MANIFESTE CAPITALISTE

(THE CAPITALIST MANIFESTO)

*Traduction de Germaine R. THOMPSON
et Danièle L. CUSHMAN*

ÉDITIONS M.-TH. GENIN

Librairie de Médecis

PARIS

PRÉFACE

Bien que mon nom paraisse en tête du MANIFESTE CAPITALISTE à côté de celui de M. Louis Kelso, comme co-auteur de ce livre, je ne peux prétendre avoir conçu la théorie très originale qui lui sert de base. M. Kelso en est entièrement le créateur. Elle est le résultat de longues années de recherches et de réflexions de sa part, cette théorie apparaîtra bientôt dans tous ses détails dans Le Capitalisme dont M. Kelso est l'unique auteur.

J'aimerais expliquer comment je suis arrivé à me rendre compte de l'importance critique de la théorie du capitalisme, et pourquoi j'ai senti que ses vues et son programme révolutionnaire devraient être résumés sous la forme d'un manifeste adressé à tous les Américains qui pensent sérieusement à l'avenir de la société démocratique, à tous ceux qui désirent aussi que la liberté et la justice existent pour tous, et à tous ceux enfin qui se rendent compte que le droit de chacun à « la vie, la liberté, et la poursuite du bonheur » doit être repensé à nouveau dans les termes posés par le XX^m siècle.

Pendant vingt ans, j'ai émis la théorie que la démocratie est la seule forme de gouvernement qui soit parfaitement juste, et je suis arrivé lentement à me rendre compte que la démocratie sous sa forme politique ne peut exister sans que certaines conditions économiques soient présentes. La démocratie demande un système économique qui soutienne les idéaux de liberté et d'égalité pour tous. Les hommes ne peuvent pas jouir de la liberté dans

la sphère politique s'ils en sont dépourvus dans la sphère économique.

John Adams et Alexander Hamilton font observer qu'un homme qui dépend de la volonté d'un autre être humain pour sa propre subsistance, n'est pas libre économiquement et qu'il ne devrait pas, dès lors être considéré comme un citoyen jouissant de tous ses droits, car il ne peut pas jouir de la liberté qui accompagne cet état. Si John Adams et Alexander Hamilton avaient prédit que l'avenir se chargerait de leur donner raison, l'histoire serait là en effet pour confirmer leur thèse. L'affranchissement progressif au point de vue politique de la classe ouvrière a suivi son émancipation progressive au point de vue économique, car ses membres ont passé de l'état d'esclavage à l'état de servitude et se sont libérés ensuite de l'état de dépendance abjecte envers l'employeur.

Ma première impression du problème était la suivante : quelle est la contrepartie de la démocratie politique ? Quelle est la formule économique nécessaire qui doit servir de base aux institutions d'une société politiquement libre ? La première réponse qui vient aux lèvres immédiatement est : la démocratie économique. Mais, cette réponse n'a vraiment aucune valeur à moins que nous ne puissions donner un sens concret à ces mots.

Nous commençons à avoir une idée de ce que la contrepartie économique de la démocratie politique peut être, ou, en d'autres termes, nous commençons à concevoir quelle sorte de sous-structure économique est nécessaire pour servir de support à un système politique libre, quand nous admettons deux vérités : (1) la liberté économique signifie l'abolition de tout esclavage, de toute servitude ou de toute dépendance économique ; et (2) l'égalité économique signifie le droit pour tous les hommes au même statut économique, impliquant les mêmes possibilités de vie riche.

Mais que voulons-nous dire par l'abolition de toutes les formes de servitude ou de dépendance économique ?

Naturellement, il va de soi que le premier sens implique qu'aucun être humain ne doit être esclave. Mais cela seul paraît à peine suffisant. Dans toute la période qui a précédé le grand développement industriel, on croyait que la liberté économique signifiait qu'un être humain devait être propriétaire d'un avoir suffisant pour lui permettre de vivre et de faire vivre sa famille sans être obligé de se livrer à un travail manuel dur et épuisant.

Dans toutes les républiques oligarchiques ou dans toutes les aristocraties féodales du passé, ceux qui jouissaient de la liberté politique de citoyen ou qui étaient considérés de rang noble étaient toujours des hommes possédant une fortune indépendante. Le principe du suffrage universel dans notre république démocratique confère maintenant à tous la liberté politique qui accompagne le titre de citoyen. Si cette liberté politique n'est vraiment effective que lorsqu'elle est accompagnée par une liberté économique, sommes-nous obligés d'envisager une société dans laquelle tous les hommes jouiront de la même indépendance économique, de la même sécurité qui n'étaient autrefois que le privilège de quelques-uns ?

Le problème qui consiste à déterminer ce que représente l'égalité économique est encore plus difficile. Nous ne pouvons être sûrs que d'une chose. Egalité économique ne veut pas dire égalité de possessions, pas plus qu'égalité politique ne veut dire égalité de fonctions. Cependant, si nous procédons par analogie avec l'idéal de démocratie politique, que nous concevons comme une société politiquement sans classe, menée par une aristocratie de dirigeants toujours changeante, nous pouvons au moins entrevoir, qu'une démocratie économique doit être conçue, en somme, comme une société sans classe au point de vue économique, dirigée par une aristocratie de directeurs toujours changeante.

Très récemment encore, tandis que je méditais sur ces problèmes, j'en étais arrivé à craindre que ce que nous ap-

pelons Capitalisme ne puisse établir le système de démocratie économique requis par une démocratie politique. Je comprends maintenant les raisons qui m'inspiraient ces craintes. Elles étaient nées de la compréhension que j'avais du système capitaliste, compréhension qu'influençaient les critiques justifiées qui sont portées contre ses injustices et ses iniquités, non seulement par Marx et Engels et par les socialistes en général, mais aussi par les Papes Léon XIII et Pie XI, et par les philosophes ou les réformateurs tels que Alexis de Tocqueville, Horace Mann, Henry George, Théodore Roosevelt, Woodrow Wilson, Hilaire Belloc, Jacques Maritain, Amintore Fanfani et Karl Polanyi. Parmi ceux-ci, seuls Marx et Engels et leurs disciples ont proposé le communisme comme règle.

Ce que tous ces penseurs critiquaient, était le capitalisme du XIX^m siècle tel qu'il existait en Angleterre et aux Etats-Unis, les deux pays les plus avancés au point de vue industriel. Que le capitalisme du XIX^m siècle ait été injuste, personne ne peut en douter. Mais, il s'agit de savoir si le capitalisme tel qu'il était conçu au XIX^m siècle est conforme à l'idée du capitalisme, et à cette question s'en ajoute une autre, celle de savoir si les injustices commises par le capitalisme du XIX^m siècle sont des accidents historiques ou s'ils sont intrinsèques à l'idée même de capitalisme.

Il y a de cela dix ans, alors que je ne voyais pas que la conception et l'idéal du capitalisme pussent être différents de ce qui existait sous ce nom au XIX^m siècle, j'avais tendance à supposer que les injustices économiques perpétrées au XIX^m siècle faisaient partie intégrante du capitalisme. Si cela était, on ne pouvait y porter remède sans abandonner le capitalisme lui-même, et en le remplaçant par quelque alternative : socialisme, système corporatif, ou autre chose.

Dans l'état d'esprit où je me trouvais, j'étais aussi troublé par le fait que l'expression que j'avais été forcé d'employer pour donner un sens quelconque à la démocratie

économique, l'expression de « société sans classe », était devenue le slogan et la bannière des communistes. La Manifeste Communiste exigeait le renversement de la société bourgeoise qui implique la séparation des classes et la division de la société entre propriétaires et travailleurs, oppresseurs et opprimés. Il faisait briller devant les hommes l'idéal de la société sans classe qu'établirait le prolétariat devenu dictateur. Ce prolétariat serait, en effet seul propriétaire des moyens de production, et le travail serait imposé à tous.

Je ne pouvais m'empêcher d'être d'accord avec ceux qui montraient les vices évidents du programme révolutionnaire des communistes. Si les hommes dépendent pour leur subsistance du pouvoir arbitraire de l'Etat, ou de celui de ses fonctionnaires qui dirigent les moyens de production, eux-mêmes dans les mains de l'Etat, ils sont aussi peu libres économiquement que lorsqu'ils dépendent du pouvoir arbitraire des propriétaires privés. De plus, le principe de base du programme communiste entrave la liberté économique au lieu de l'encourager. La société sans classe des communistes, par conséquent, n'est pas la démocratie économique que nous cherchions comme devant être la contrepartie de la démocratie politique.

Mais, si les défenseurs du capitalisme ont démontré que le communisme était l'ennemi de la liberté politique et de l'égalité, ils n'ont offert aucun programme positif pour l'établissement d'une société sans classe fondée sur l'égalité économique. Ils n'ont pas répondu au défi de la révolution communiste en proposant une révolution capitaliste qui, par le fait même qu'elle appliquerait les vrais principes du capitalisme, créerait la démocratie économique dont nous avons besoin comme base de la démocratie politique.

Un autre fait obscurcissait mon raisonnement sur ce problème, ou tout au moins me conduisait à une solution erronée. Ce fait est le développement extraordinaire qui s'est produit dans l'économie américaine durant ma propre

vie. Pendant toute l'administration de Theodore Roosevelt et de Woodrow Wilson, aussi bien que pendant celle de Franklin Roosevelt et que pendant celle de ses successeurs, le capitalisme américain, que ce soit sous un régime dominé par le Parti Républicain ou Démocrate, a subi une transformation remarquable qui surprend beaucoup d'observateurs européens. Ils ne peuvent pas comprendre comment l'Amérique a pu rester un pays capitaliste, et éviter la prédiction marxiste d'après laquelle le capitalisme serait détruit par la rupture d'équilibre entre la production qui lui est propre et la consommation. Pour exprimer cette pensée sous une autre forme, ils se sont demandé si le capitalisme américain du XIX^me siècle est encore du vrai capitalisme. Ils soupçonnent ce capitalisme d'être en réalité un des chemins qui mènent au socialisme.

Les Américains ont l'habitude de cette accusation. Beaucoup d'entre eux, en particulier les ennemis violents du New Deal, l'ont formulée eux-mêmes. ils ont déploré maintes fois « le socialisme rampant » qui a rongé lentement, et même quelquefois renversé les institutions et les principes du capitalisme.

Si l'accusation de « socialisme rampant » est juste, on peut vraiment avancer que l'Amérique a créé une économie qui supporte la démocratie politique en substituant lentement et d'une manière insidieuse les principes du socialisme aux principes du capitalisme. Ce qui est vrai de l'Amérique est aussi vrai de l'Angleterre, mais dans ce cas, l'opération se passe au grand jour.

Pour comprendre l'accusation de « socialisme rampant », il suffit de faire une liste des dix points du programme que Marx et Engels ont établis en 1848, et qui étaient destinés à « diminuer lentement les droits à la propriété et à ébranler les conditions requises par la production bourgeoise », et de comparer la situation d'alors à celle qui se présente à nous aujourd'hui. Les mesures qu'ils proposaient pour « socialiser » l'économie d'un pays confisquaient tout le capital de la bourgeoisie et « centralisaient

tous les instruments de production aux mains de l'Etat.» Ces mesures sont les suivantes.

1. Abolition de la propriété foncière et application de tout loyer de la terre aux besoins publics.
2. Etablissement d'un impôt très lourd progressif sur le revenu.
3. Abolition de tous les droits à l'héritage.
4. Confiscation de la propriété de tous les émigrants et de tous les rebelles.
5. Centralisation du crédit entre les mains de l'Etat au moyen d'une banque nationale organisée avec des fonds d'Etat et munie d'un monopole exclusif.
6. Centralisation de tous les moyens de communication et de tous les transports entre les mains de l'Etat.
7. Extension du nombre des usines et des instruments de production qui deviendront la propriété de l'Etat ; développement et exploitation de terrains en friches et amélioration du sol arable d'après un plan commun.
8. Collaboration des industries et des productions agricoles ; abolition graduelle de la distinction entre ville et campagne après une distribution équitable de la population à travers tout le pays.
9. Obligation du travail pour tous. Etablissement d'armées de travailleurs employés surtout dans l'agriculture.
10. Enseignement gratuit pour tous les enfants dans les Ecoles de l'Etat. Abolition du travail des enfants dans les usines sous sa présente forme. Collaboration de l'enseignement et de la production industrielle.

Dans son dernier livre, *Capitalisme Contemporain*, John Strachey, le marxiste anglais, fait allusion à l'économie industrielle de la moitié du XIX^e siècle comme étant « le capitalisme à son début ». C'était donc le capitalisme tel qu'il était conçu avant la démocratie politique, avant les développements de la technologie qui ont accéléré la formation du capital, et avant la mise en œuvre complète ou partielle des mesures révolutionnaires de Marx et Engels.

Strachey parlant du capitalisme contemporain, le capi-

talisme de l'Angleterre et des Etats-Unis du milieu du XX^e siècle, emploie les termes de « capitalisme dans sa dernière phase de développement ». Pour lui, ce n'est pas seulement une économie très avancée au point de vue technologique accompagnée par une accumulation toujours plus grande de capital. Ce n'est pas seulement un système capitaliste qui fonctionne dans une société démocratique. C'est aussi, d'après le jugement de Strachey, un capitalisme en partie socialiste qui s'est développé grâce à l'application d'un programme marxiste devenu légal, et cela sans la révolution violente que Marx croyait nécessaire. A ses yeux, c'est cependant une révolution, une révolution toujours en train de s'accomplir, dont le but ultime est, d'après son pronostic, « le capitalisme dans sa dernière phase de développement », c'est-à-dire la socialisation complète de l'industrie où l'Etat est le seul capitaliste.

La description par Strachey des événements qui se sont déroulés pendant les cent dernières années n'est pas loin d'être l'exacte vérité. Les différences radicales qu'il souligne entre le capitalisme dans sa première et dans sa dernière phase ne peuvent pas être mises en question. Quand il décrit l'économie actuelle de l'Angleterre et celle des Etats-Unis comme étant partiellement socialisées, on ne peut qu'accepter son jugement. Mais, l'idée qu'il émet d'après laquelle le mouvement de socialisation doit être complet pour mettre fin au conflit inhérent entre le capitalisme et la démocratie, ne peut être plus fausse.

D'après Strachey, la socialisation de l'économie ne peut être complète que lorsque l'abolition de la propriété individuelle des moyens de production sera totale. Mais, quand ce but sera atteint, toute la propriété du capital doit être entre les mains de l'Etat ; à ce moment-là, comme le montre Milovan Djilas, on se trouve devant une nouvelle classe de propriétaires : les fonctionnaires qui composent la classe dirigeante de l'Etat totalitaire. Le livre de Djilas, *La Nouvelle Classe*, prouve d'une façon irréfutable qu'une société complètement socialisée, loin de former une société

libre et sans classe, en crée une où règne une division très marquée entre la classe dirigeante et la classe ouvrière qui sont économiquement et politiquement en esclavage. D'après ce livre, on peut affirmer que c'est le socialisme et non le capitalisme qui est incompatible avec l'idée de démocratie.

Pendant des années, j'ai été aveuglé par les erreurs et les conceptions erronées qui empêchent les socialistes de voir la vérité sur le capitalisme et la démocratie. Beaucoup d'Américains partagent cette erreur, y compris nos économistes les plus connus qui, sans aller aussi loin que Strachey, pensent cependant que la socialisation progressive des dernières années a été une marche en avant vers l'idéal de la société démocratique. C'était précisément ces mêmes erreurs qui me faisaient douter que le capitalisme en soi (et non ce socialisme rampant qui se déguise sous le nom de capitalisme) puisse créer la démocratie économique, la société libre et sans classe, qui devrait fournir l'atmosphère même dans laquelle la démocratie politique peut se développer.

Ces erreurs obscurcissaient ma pensée jusqu'au jour où j'ai fait la connaissance de Louis Kelso. D'après la théorie de M. Kelso, le capitalisme se perfectionnant d'après ses principes mêmes, et sans mélange de socialisme, peut créer la société libre et sans classe qui servira de base à la démocratie politique et qui nous aidera surtout à préserver les institutions d'une société libre. Dans ce que nous avons l'habitude d'appeler « la lutte pour l'esprit humain », cette conception du capitalisme présente la seule alternative au communisme, car notre capitalisme partiellement socialisé est un mélange instable de principes en conflits les uns avec les autres, un abri mal construit d'où nous devons sortir en suivant une des deux directions opposées.

Pour peu qu'on soit pourvu de quelque sens de justice ou d'attachement à l'idée démocratique, on ne peut désirer retourner vers le capitalisme sous sa forme primitive. Aucun esprit possédant un certain sens de la révolution scien-

tifique et industrielle qui commence à peine, et qui, dans cent ans, aura transformé notre société, ne pourrait considérer notre système économique en partie capitaliste et en partie socialiste comme un système qui soit capable de se maintenir en équilibre entre ces deux forces qui s'opposent.

Une de ces deux formes est la socialisation et la diminution des droits de propriété du capital. L'autre est l'effort fait pour garder les vestiges des droits de propriété au capital. Si l'on cède à la première de ces forces, on arrive à la révolution socialiste ou communiste. Si l'on accepte l'autre en développant dans toutes ses possibilités les droits de la propriété privée au capital, et en établissant un rapport harmonieux entre ces droits et les principes de justice économique, on s'achemine vers la situation idéale qui sera la conséquence de la révolution capitaliste.

Cette deuxième solution est certainement la meilleure des deux, en admettant même que les deux solutions, grâce au développement de la technologie, soient capables d'apporter à tous le même niveau de vie très élevé. Ce que nous appelons un niveau de vie élevé représente avant tout une vie large, pourvue de tous les comforts et des facilités possibles. Un niveau de vie élevé ne veut pas dire nécessairement une vie libre ou une vie riche. Un niveau de vie élevé est parfaitement compatible avec l'esclavage de l'Etat totalitaire, et avec une soumission à des fins néfastes.

Il existe une différence très grande entre l'idée de vivre une vie riche et l'idée de vivre confortablement. Le but de la révolution capitaliste, d'après Kelso, n'est pas d'établir le confort économique comme une fin en soi, mais de permettre une vie riche pour tous. La révolution capitaliste apportera à tous les hommes la liberté en même temps que l'égalité. Elle fera dépendre l'activité économique de l'activité politique, elle soumettra la direction des richesses matérielles au gouvernement des hommes.

M. Kelso m'a donné à lire le livre sur le capitalisme

qu'il était en train d'écrire il y a dix ans. Pendant les deux dernières années, j'ai eu de nombreuses conversations avec lui tandis qu'il écrivait à nouveau ce même livre qu'il vient de finir. Au cours de nos discussions, nous sommes arrivés tous les deux à établir la signification philosophique et économique des principes fondamentaux d'une théorie juste du capitalisme. Sentant l'importance de ces idées nouvelles, j'ai persuadé M. Kelso d'écrire avec moi LE MANIFESTE CAPITALISTE.

La première partie du Manifeste explique les idées philosophiques et historiques qui sont à la base d'une compréhension intelligente des principes du capitalisme et de la révolution à laquelle ces principes conduisent.

La seconde partie établit un programme qui nous paraît possible pour mener à bien la révolution capitaliste aux Etats-Unis dans une cinquantaine d'années.

Si nous pouvons faire de notre pays un modèle du capitalisme démocratique, nous pouvons aussi assurer à notre pays le rôle de leader dans cette marche vers la liberté et vers la justice pour tous.

MORTIMER J. ADLER.

San-Francisco, février 1958.



PREMIÈRE PARTIE

LA CONCEPTION
D'UNE RÉVOLUTION CAPITALISTE

CHAPITRE I

POURQUOI UN MANIFESTE CAPITALISTE ?

AUTREFOIS ET AUJOURD'HUI.

En 1848, un document important, le *Manifeste Communiste*, a bouleversé le monde entier. En effet, ce document établissait que le capitalisme devait disparaître, le capitalisme dans sa forme primitive, expression que nous définirons plus tard. Le vrai titre de ce document était « *Manifeste du Parti Communiste* ». Le fait est important à signaler puisqu'il s'agit d'établir une comparaison entre ce manifeste communiste et le nôtre qui, nous l'espérons, remplacera le premier pour entraîner les hommes à l'action.

Notre manifeste n'est pas le manifeste d'un parti révolutionnaire qui s'impose comme devoir de renverser l'ordre établi. Tout au contraire, c'est un manifeste révolutionnaire qui s'adresse à tous les Américains afin qu'ils trouvent dans le système économique actuel des raisons nécessaires pour lui donner une vie nouvelle et pour qu'ils y trouvent les bases d'une société meilleure que nous désirons tous. Le but qui est enfin maintenant à notre portée, est cette société idéale à l'établissement de laquelle l'Amérique s'est consacrée depuis le début de son existence et dont les progrès sont déjà marqués.

Le *Manifeste Capitaliste* a l'intention de remplacer le *Manifeste Communiste* pour inciter à l'action non seulement toute l'Amérique mais aussi tous les autres pays qui suivront son exemple. Notre puissance industrielle, notre richesse en capital et nos institutions politiques fondées sur la liberté et sur la justice font de ce

pays-ci le pays où la révolution capitaliste doit avoir lieu d'abord pour établir la liberté économique et la justice pour tous.

Ce manifeste est écrit *en faveur* du capitalisme pour remplacer l'autre manifeste communiste dirigé *contre* ce même capitalisme. Nous avons toute raison d'espérer que les principes et le programme de ce manifeste peuvent convaincre les esprits de tous ceux qui veulent bien se donner la peine de réfléchir. Nous sommes bien obligés de reconnaître, cependant, qu'un manifeste pour le capitalisme ne fera jamais appel aux émotions humaines comme l'a fait le manifeste communiste, ce qui a fait de ce dernier une force révolutionnaire si puissante.

Peut-être serait-il sage de préciser le sens que nous donnons aux mots « capitalisme » et « capitaliste ». Ces mots impliquent des idées différentes suivant les individus, il en est de même des mots « communisme » et « communiste ».

Les idées défavorables qui accompagnent le mot « capitalisme » viennent de l'habitude très répandue qu'on a de désigner par ce mot la forme d'économie industrielle qui s'était développée avec tant de succès en Angleterre et aux Etats-Unis au milieu du XIX^m siècle et qui a persisté avec des modifications secondaires jusqu'aux dix premières années du XIX^m siècle. Presque tout le monde s'accorde à dire aujourd'hui que des changements devaient être apportées à cette économie. Il s'ensuit que certains esprits qui approuvent toutes les réformes ou quelques unes des réformes qui ont été faites en Amérique pendant les dernières trente années, ont tendance à se méfier de certaines idées que le mot « capitalisme » implique.

Cependant, nous pensons que le mot « capitalisme » est le mot exact qui doit être employé pour indiquer l'organisation juste d'une économie industrielle. Dans les chapitres suivants nous analyserons les formes de capitalisme qui sont loin de représenter une économie juste, et nous leur donnerons un nom ; nous analyserons non seu-

lement le capitalisme du XIX^m siècle, mais aussi la forme de capitalisme qui existe à l'heure actuelle en Angleterre et aux États-Unis, et enfin, la forme de capitalisme qui existe en Russie Soviétique.

Ce serait, par exemple, une grave erreur d'abandonner le mot « démocratie » parce que le mot était employé dans le passé pour désigner une forme de gouvernement qui était loin d'être juste, comme c'était le cas dans les sociétés de l'antiquité où sévissait l'esclavage, et où une faible partie de la population était admise à la condition de citoyen et jouissait des droits qui doivent appartenir à tous les hommes si l'on veut que la justice règne. Nous pensons qu'une erreur aussi grave serait commise si le mot « capitalisme » était abandonné.

De même que nous employons le mot « démocratie » pour désigner la forme de gouvernement juste qui existe depuis une période très récente, de même nous devrions employer le mot capitalisme pour désigner l'économie juste qui doit exister. La création de ce système économique juste est le but de la révolution capitaliste.

DU SENTIMENT PREDOMINANT DE BONHEUR ET DE CONFORT DANS LA NATION AMERICAINE

Nous nous adressons d'abord aux Américains parce qu'ils sont dans l'aisance, et non pas à cette partie de l'humanité qui meurt de faim, et qui est victime de l'injustice et de l'oppression. Nous ne pouvons les exhorter à la violence car, d'après la fameuse phrase, ils n'ont rien à perdre si ce n'est leurs chaînes. Par contre, nous devons persuader les Américains d'agir rationnellement, avec clairvoyance et prudence, parce qu'ils ont au contraire quelque chose d'important à perdre : leur liberté que leur confort leur fait oublier.

Les hommes qui pensent jouir de toute la liberté et de la justice auxquelles ils peuvent avoir droit, et qui de plus jouissent d'une richesse matérielle très grande ne

peuvent pas être exhortés par des arguments purement sentimentaux à prendre des mesures radicales destinées à améliorer leur société. On ne peut que leur demander de penser à nouveau.

Nous pourrions logiquement commencer le *Manifeste Capitaliste* en montrant que le spectre du communisme menace encore l'Europe et le monde entier. Une telle déclaration devrait remplir de terreur le cœur des Américains. Mais les Américains ne peuvent se rendre compte de ce danger car ils sont persuadés que le communisme ne peut pas pénétrer dans leur pays. La plupart d'entre nous ne se rendent pas compte que quelque chose d'assez semblable s'est déjà développé ici même et que si nous persistons à avancer dans la direction que nous avons choisie depuis trente ans, nous irons beaucoup plus loin encore. C'est de nouveau ce sentiment de bien-être qui nous empêche de nous rendre compte des changements qui ont déjà eu lieu et du danger qui nous menace.

Quand le *Manifeste Communiste* a annoncé que le spectre du communisme s'étendait sur l'Europe, la société européenne d'une façon générale était divisée en deux camps hostiles : d'un côté les propriétaires du capital et les patrons, de l'autre les travailleurs sans aucune propriété, c'est-à-dire le prolétariat. Marx et Engels admiraient la puissance du capital. Ils affirmaient que « la bourgeoisie, en un siècle à peine, a créé des forces de production plus massives et plus colossales que toutes les générations précédentes n'avaient su le faire ». Mais, ils déploraient les conséquences de cette puissance que possédaient les propriétaires du capital.

Un dixième de la population était propriétaire de tout le capital, et les autres neuf dixièmes vivaient sous son joug tyranique et menaient une vie d'esclaves. C'est pourquoi, le *Manifeste Communiste* demandait que toute la propriété privée devienne la propriété de l'Etat qui soi-disant devait l'administrer au profit de tous.

Examinons maintenant la situation actuelle de l'Amé-

rique et la condition de tous ceux à qui le *Manifeste Capitaliste* s'adresse. Ce manifeste est écrit à une période où non seulement la faim et l'état de dégradation des masses n'existent pas, mais alors que la société entière jouit de niveau de vie matériel le plus élevé qu'aucune nation n'ait jamais connu. Non seulement les salaires sont élevés et le chômage réduit au minimum, mais de plus, les possibilités de travail sont telles que la proportion de mères de famille et de femmes mariées qui peuvent obtenir du travail dans le commerce et dans l'industrie est plus importante que jamais, ce qui permet de maintenir leur famille à un niveau de vie encore plus élevé. Grâce surtout aux efforts des syndicats, devenus très puissants après les lois nées de la Grande Dépression de 1930, les heures de travail ont été diminuées systématiquement, à tel point que maintenant peu d'individus travaillent régulièrement plus de quarante heures par semaine. Quelques industries sont arrivées à une moyenne de trente-six heures de travail par semaine, et les chefs du grand syndicat AFL-CIO parlent sérieusement de la semaine de trente heures, de vacances annuelles d'un mois, de vacances périodiques de trois mois, et même de vacances supplémentaires.

Ce que l'on décrit généralement sous le nom de « Capitalisme Américain », de « Capitalisme moderne » ou de « Capitalisme pour tous » représente un état de choses qui est exactement l'inverse du capitalisme du XIX^{me} siècle tel qu'il est décrit par Marx et Engels. On entend dire de toute part que cette nouvelle sorte de capitalisme est quelque chose d'entièrement nouveau qui existe depuis trente ans, et qu'il amène avec lui un niveau de vie élevé pour tous, qu'il libère une grande majorité de la population d'un travail monotone et pénible, et qu'à tout cela s'ajoute la jouissance d'une grande liberté individuelle. La formule secrète qui est à la base de cette heureuse condition peut être attribuée en grande partie à John Maynard Keynes. Les parties principales peuvent en être formulées de la manière suivante :

1. Pour que tous les membres de la société jouissent d'un niveau de vie élevé, la consommation générale est nécessaire. De plus il est significatif que cette consommation est indispensable pour étayer la production globale d'une économie industrielle.

2. Mais la consommation générale ne peut exister ni continuer sans une répartition du pouvoir d'achat à travers toutes les couches sociales.

3. Pour obtenir cette répartition, il est nécessaire que les masses aient du travail, c'est-à-dire que le plein emploi existe, en d'autres termes que tous ceux qui veulent du travail en obtiennent.

4. Puisque la prospérité et le bien-être de tous dépendent d'une distribution égale du pouvoir d'achat, les syndicats feront pression et des lois seront votées pour que les salaires et les paiements de la Sécurité Sociale soient augmentés ainsi que les allocations de chômage, les subventions pour soutenir les prix des entreprises agricoles et d'autres entreprises. D'autre part, le gouvernement exercera son plein pouvoir pour taxer les revenus et pour maintenir le plein emploi.

Par l'Employment Act de 1946, nous avons adopté une politique nationale d'emploi pour tous.

Enfin, nous pouvons nous sentir à peu près sûrs de pouvoir maîtriser ce cauchemar de toute économie industrielle : *la dépression*.

En d'autres termes, le capitalisme qu'on accusait autrefois d'exploiter et d'opprimer le travailleur, semble être devenu un système qui procure les avantages obtenus par le socialisme, sans arriver à la perte de la liberté individuelle, ce qui paraissait être une conséquence nécessaire de ce dernier.

L'Amérique semble avoir découvert le secret de la vie pleine et noble pour le travailleur. La justice semble être arrivée à réformer et à rendre décente l'économie capitaliste autrefois sans pitié.

NOTRE BIEN-ETRE, RESULTAT DE LA MACHINE

On nous dit que cet état de bien-être est dû à l'usage de plus en plus répandu des biens d'équipement qui

sont de plus en plus efficaces. Ces derniers cessent de tendre vers une productivité plus grande du travail, et ils expliquent le rendement de plus en plus élevé de chaque travailleur. Le principe qui guide les directeurs d'industrie et les chefs de syndicat dans leurs négociations perpétuelles pour des augmentations de salaire, est que « les augmentations de salaire et les bénéfices accordés doivent marcher de pair avec les possibilités de productivité et le maintien d'un dollar stable. » (1).

Les leaders syndicalistes sont parfaitement d'accord avec ce principe. Ils sont tout acquis aux progrès de la technologie qui causent immédiatement une augmentation de la productivité du travail ; cette augmentation de la production demande comme conséquence immédiate des salaires plus élevés pour permettre aux masses d'acheter le résultat de cette production croissante, etc... (2).

Le résultat net du progrès scientifique dans l'industrie et pour l'industrie est que la vitesse du développement technique s'accélère tous les jours. La situation à laquelle nous devons faire face n'admet pas la diminution des résultats ; au contraire, nous sommes obligés d'admettre que cette situation ne peut que s'améliorer davantage avec le progrès technique, auquel il n'y a pas de fin.

Aucun spectre ne peut venir nous troubler tant que nous sommes sous la protection de notre ange gardien : notre économie capitaliste moderne !

NOS SENTIMENTS SUR LE SOCIALISME

Notre sentiment général de bien-être nous unit et nous

(1) Rapport Economique du Président, 1957, page 3.

(2) Voir Philip Murray, 14ème Congrès Constitutionnel du syndicat C. I. O. en 1952, (réimprimé dans le Supplément de *The People Shall Judge*, Chicago, 1956).

Voir aussi les rapports présentés au « Subcommittee on Economic Stabilization of the Joint Economic Committee on Automation and Technological Change, 1955 : pages 120, 220, 234, 287, 337, 419, 455, 463.

pensons que le capitalisme en est la cause. Nous sommes unis également dans le sentiment que nous avons du socialisme. En tant que peuple, nous avons pour le socialisme une même aversion et nous ne pouvons pas concevoir qu'il prenne la place du capitalisme.

Tout le monde s'accorde à dire aux Etats-Unis que le socialisme est le contraire de l'idéal américain, qu'il empiète sur la liberté humaine et qu'il doit être évité à tout prix.

On reconnaît, quelquefois d'une façon très éloquente, quelquefois d'une façon seulement intuitive, que la réunion du pouvoir économique et du pouvoir politique entre les mêmes mains est exactement l'envers du principe idéal américain de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs. C'est un sentiment très répandu que la fusion des pouvoirs politique et économique est inévitable lorsque la même bureaucratie dirige la machine politique d'un Etat et qu'elle se trouve propriétaire de l'industrie. Il est établi aussi que cette fusion des pouvoirs politique et économique a comme conséquence inévitable la destruction des libertés individuelles. La pensée que la liberté individuelle et la propriété privée sont liées intimement est un sentiment partagé par tous.

Le fait que nous trouvons le socialisme inacceptable et que nous le jugeons comme étant le contraire même de la façon de vivre américaine, nous porte à nous trouver satisfaits de la nouvelle économie capitaliste que nous avons développée. Parce que nous avons créé un pouvoir d'achat qui permet le plein emploi, un niveau de vie satisfaisant pour tous, et un revenu élevé aussi bien pour les habitants des villes que pour les agriculteurs, il nous semble que nous avons accompli tout ce que nous pouvons rêver d'accomplir et que nous avons enlevé tout crédit à l'idée que le socialisme était un remède possible pour les maux et l'instabilité d'une économie industrielle moderne.

LE PIÈGE

Qui pourrait avoir l'audace, l'ingratitude ou l'effronterie de souhaiter qu'une révolution capitaliste vienne tout changer dans notre société alors que le paradis économique est si proche ?

Ecrire un livre qui serait un monument à la mémoire d'un nouveau capitalisme ? Oui, bien sûr. Un guide pour expliquer les secrets cachés à ceux qui n'ont pas encore été identifiés ? Pourquoi pas ? Mais pourquoi un manifeste révolutionnaire ?

Notre réponse est la suivante : nous voulons une révolution du capitalisme car s'il est vrai qu'aucune ombre néfaste ne soit en train de s'étendre sur l'Amérique, le socialisme sous bien des formes pénètre par la petite porte. Nous voulons une révolution capitaliste pour expliquer que le capitalisme, le capitalisme pur, c'est-à-dire le capitalisme sans teinte de socialisme, est le seul système économique compatible avec une démocratie. Enfin, nous voulons montrer que nous sommes bien loin d'avoir un système économique de cette sorte et que nous n'avons pas encore une conception nette de ce que ce système devrait être.

L'image d'un système politico-économique est une illusion. Ce qui reçoit tant de louanges sous le nom de *Capitalisme Américain*, de *Capitalisme Moderne* ou de *Capitalisme du peuple*, est un mélange de capitalisme et de socialisme. Si le phénomène de socialisation continue à gagner du terrain avec les améliorations technologiques considérables qui sont devenues possibles, nous allons nous trouver de plus en plus près du socialisme c'est-à-dire du capitalisme d'Etat. Rien ne peut arrêter ce mouvement en avant, si ce n'est une révolution capitaliste.

Ce qui paraît un rendement toujours croissant du travail n'en est pas vraiment un, mais c'est, au contraire, un

rendement toujours plus important du capital.

Les moyens employés pour protéger la propriété privée dans la production, particulièrement la richesse en capital des sociétés anonymes, sont caractérisés par la part infime faite aux droits qui permettraient d'appeler cette propriété : propriété privée.

Ce qui paraît être juste dans la distribution des revenus est en fait une injustice flagrante.

Ce qui paraît libérer les hommes du travail inutile est d'une nature telle que ce même travail doit fatalement les enchaîner à des besognes inutiles.

Ce qui paraît au premier abord être un ordre économique en rapport avec le système américain de séparation et d'équilibre des pouvoirs, principe qui est la défense la plus sûre de la liberté humaine, est en fait un ordre économique qui tend à créer une centralisation des pouvoirs qui aurait indigné nos ancêtres s'ils l'avaient connue.

Bien qu'il soit à la mode aujourd'hui de croire que nous nous avançons graduellement vers un capitalisme bien conçu, nous nous en éloignons en fait tous les jours et une compréhension plus complète des principes du capitalisme nous montrera que nous nous dirigeons de plus en plus vers l'Etat socialiste.

Jamais une société n'a marché si gaiement vers un piège, poussée par les forces mêmes qu'elle condamne mais qu'elle ne reconnaît pas. Nous sommes en face d'une nation qui sincèrement est à la recherche de la démocratie et de la justice économique en employant les moyens qui portent en eux une force destructive de ces mêmes principes démocratiques.

C'est pourquoi, nous pensons qu'un manifeste capitaliste est à l'ordre du jour. C'est pour dissiper cette erreur sur l'identité même du capitalisme que nous voulons examiner à nouveau la nature de la liberté économique, de la propriété privée, de la justice qui doit régner dans la distribution et dans la production économique. Enfin, nous compléterons cette analyse par l'exposé d'une série de

changements parfaitement possibles et qui, nous en sommes certains, devraient être faits pour mettre notre société sur la voie du capitalisme en plein épanouissement, contre-partie de la démocratie politique.

APPEL A LA RAISON

Nous avons appelé ce bref exposé théorique et ce plan de propositions pratiques un manifeste car nous pensons que l'heure est venue de faire une déclaration publique des principes du « capitalisme pur » accompagnée d'un programme capable de le réaliser.

Les principes du capitalisme ont été jusqu'ici considérés d'une façon fragmentaire et assez confuse. Dans leur simplicité ils ne sont applicables qu'à une économie industrielle en pleine maturité. Seule une économie qui crée la plus grande partie de ses produits et de ses services au moyen de biens d'équipement et qui possède ces derniers en quantité suffisante, peut créer un niveau de vie très élevé dont tous peuvent jouir, et c'est dans une économie de cette sorte que la vérité et la possibilité d'une économie capitaliste peuvent être comprises.

Pour comprendre la vérité de ces principes et pour comprendre leurs conséquences, il suffit de penser d'une façon précise, soutenue et d'une manière rationnelle. Le Manifeste capitaliste fait appel à cette façon de penser pour faire face aux problèmes que nous allons envisager.

CHAPITRE II

LIBERTÉ POLITIQUE : PROPRIÉTÉ ET LOISIR

LES TROIS ELEMENTS DE LA LIBERTÉ ECONOMIQUE

Dans toutes les sociétés fondées jadis sur l'esclavage, les êtres humains étaient divisés en deux classes. La première classe était celle des propriétaires ; ils possédaient des terres, des animaux, des esclaves, des matières premières et des outils. Ils étaient les maîtres et, en tant que maîtres, ils étaient économiquement des hommes libres. L'autre classe était celle des travailleurs qui ne possédaient rien. C'étaient des esclaves, des hommes sans aucune liberté économique.

Aristote faisait une distinction entre deux groupes d'esclaves : les esclaves qui n'étaient que du bétail humain parce qu'ils étaient devenus la *propriété d'autres hommes* et qui se trouvaient si dépourvus de toute propriété qu'ils n'étaient même pas maîtres de leur propre puissance de travail, et dans l'autre groupe, « les esclaves spéciaux et séparés » (1) qui formaient une classe d'artisans inférieurs qui ne possédaient rien, si ce n'est leur puissance de travail, et qui étaient donc forcés de mener une vie servile.

Ce qui est vrai des esclaves qui n'étaient que du bétail humain et des artisans serviles de l'ancienne Grèce et de Rome est aussi vrai des serfs dans les économies agraires de l'Europe féodale, et des travailleurs, esclaves de leur salaire, qui formaient le prolétariat du milieu du XIX^e siècle.

(1) Politique, Livre I, chapitre 13, 1260b 1-2.

cle. Les masses de travailleurs n'ont jamais été des hommes libres dans le passé. Ils n'ont acquis le droit de suffrage et le droit d'avoir leur mot à dire dans la conduite de leur gouvernement qu'au moment où la puissance syndicale leur a fait acquérir une certaine forme d'indépendance économique.

Avant la production industrielle et avant que les forces syndicales ne montrent leur puissance, les membres de la classe dirigeante étaient aussi ceux qui étaient affranchis de l'obligation de travailler. Ceci est vrai de l'Amérique dans sa période coloniale et pendant les dix premières années de notre République, et des anciennes républiques grecque et romaine. Les hommes qui possédaient quelque richesse étaient en même temps libres. Parce qu'ils avaient acquis une liberté par le fait qu'ils étaient propriétaires de certaines richesses, ils essayaient de protéger cette richesse, ils faisaient tous leurs efforts pour la garder en s'octroyant certains privilèges et des droits politiques. Leur liberté économique était la base même de leur droit à la liberté politique.

Mais, leur liberté économique était aussi la base sur laquelle reposait la vie très humanisée qu'ils menaient et qui contraste avec la vie moins qu'humaine qui était le lot du reste de la population. Dans toutes les sociétés d'avant la période industrielle une vie large et humaine n'était possible que pour ceux qui pouvaient s'adonner aux activités culturelles qui impliquent le loisir parce qu'ils pouvaient pourvoir à leurs besoins non par leur travail, mais par les revenus qui venaient de leur propriété.

Pour bien comprendre, voyons comment la condition d'esclaves contraste avec celle de l'homme qui est libre économiquement. Nous verrons que la liberté économique est composée de trois éléments, le plus important des trois étant la libération complète du travail obligatoire, ou en d'autres termes, le droit au loisir. Cette condition est indispensable pour jouir d'une vie libre au lieu d'être soumis à une vie servile. L'esclave non seulement n'avait pas cette liberté, mais il n'avait pas non plus l'indépendance écono-

mique et la sécurité sans laquelle la liberté politique ne peut pas exister.



Dans le contraste que nous allons voir entre les conditions de l'esclavage économique et la liberté, le mot « esclave » est pris dans son sens le plus large pour désigner non seulement tous les hommes qui sont devenus la propriété d'autres hommes et qui sont du vrai bétail humain, mais aussi tous ceux qui sont forcés de mener des vies serviles indignes d'un être humain parce qu'ils ne possèdent rien.

1. L'esclave était un homme qui travaillait pour le bien et pour le profit d'un autre homme, et qui était devenu l'instrument, l'outil d'un autre homme. Il était exploité du fait que le fruit de son travail était séparé de son intérêt personnel et qu'il servait l'intérêt d'un autre. Au contraire, l'homme économiquement libre ne se livrait à aucun travail qui faisait de lui l'instrument d'un autre homme et il ne faisait rien qui ne serve son propre intérêt ou l'intérêt général de la société où il vivait.

2. L'esclave était un homme qui dépendait pour sa subsistance de la volonté arbitraire d'un autre homme qui était son maître. Il était dès lors sous la menace d'un dénuement complet : la faim ou pire encore. Au contraire, le maître, en tant que propriétaire, était un homme économiquement indépendant. Cela ne veut pas dire que tous les hommes soient complètement à l'abri du malheur. Puisque la richesse est comptée parmi les biens où la chance a son mot à dire, elle est toujours sujette à des accidents imprévus. Mais, en faisant la part du hasard, nous pouvons dire que l'homme qui est économiquement libre est celui qui a assez de richesses pour être libéré de la peur de manquer sans dépendre pour cela d'autres hommes et qui est en même temps protégé contre la menace d'un complet dénuement.

3. L'esclave était un homme qui consacrait la plupart de son temps et de son énergie à travailler. Ce travail commençait pour lui dès l'enfance et finissait à la mort, qui était ordinairement prématurée, et ce travail occupait presque toutes les heures de sa vie consciente, sept jours par semaine. Le temps qui lui restait, il l'em-

ployait pour dormir et pour satisfaire les autres fonctions biologiques qui lui permettaient de ne pas mourir. Par contre, l'homme qui obtenait toute sa subsistance ou même davantage grâce à sa propriété et grâce au travail de ses esclaves, jouissait d'une liberté économique dans le sens le plus important du mot : il était libéré de l'obligation de travailler. Lorsque l'homme est libéré de cette obligation, il est libéré déjà de la peur du besoin, de l'insécurité et du complet dénuement, et il n'est plus à la merci de l'exploitation d'un autre homme et de sa volonté arbitraire. Nous approchons à ce moment, et à ce moment seulement, de l'idéal de la liberté dans la vie économique de l'homme.

Ces trois contrastes entre la condition de maître et celle d'esclave, qui représente les conditions de l'homme quand il est économiquement libre et quand il ne l'est pas, se trouvent résumées dans l'antithèse qu'Aristote établit entre la vie servile et la vie libre. D'après Aristote, certains hommes subsistent à peine, d'autres sont capables de dépasser le niveau de subsistance et de vivre noblement, c'est-à-dire ils peuvent se consacrer à toutes les activités que permet le loisir (1). Une vie servile est remplie par le travail qui est destiné à assurer à l'homme sa subsistance. Les hommes qui ont le malheur d'être du bétail humain et qui ne possèdent aucune richesse sont forcés de vivre une vie servile, une vie de travail constant qu'accompagne un sentiment d'insécurité et de dépendance.

Il va sans dire que certains hommes assez heureux pour se trouver parmi ceux qui peuvent vivre noblement de leur propriété s'avalissent et retombent dans une vie servile en employant tout leur temps et toute leur énergie

(1) Aristote a décrit les travaux des hommes riches et vertueux, de la manière suivante : « Ceux qui, grâce à leur situation économique n'ont pas besoin de gagner leur pain, prennent des intendants qui administrent leurs propriétés, tandis qu'ils s'adonnent eux-mêmes à la philosophie et à la politique. » (*Politique*, Livre I, chapitre 7, 1225b 35-38). Dans ce passage, les mots « philosophie » et « politique » représentent toutes les occupations auxquelles les hommes peuvent se consacrer dès qu'ils ont des loisirs, travaux concernant les arts et les lettres, et ceux qui servent à développer les institutions de toute société humaine et leur fonctionnement.

à accumuler des richesses ; ils se livrent même à un travail monotone et dégradant pour cela. Alors que tous les hommes dépourvus de richesses ne peuvent pas vivre noblement, il n'est pas vrai que tous les hommes qui ont des richesses choisissent cette manière de vivre ; seuls ceux qui comprennent la différence entre le travail et le loisir dirigeront leurs efforts vers une vie libre et noble (1).

TRAVAIL, LOISIR ET LIBERTE

La distinction entre le travail et le loisir est généralement mal comprise par l'Amérique du XX^e siècle. Loisir est faussement synonyme de paresse, de vacances (le mot lui-même implique une idée de vide), de jeu, de récréation, de détente, de diversion, d'amusement, etc... Si le loisir n'était que cela, les enfants et les adultes doués d'une mentalité d'enfant, lui accorderaient ce sens, et il n'aurait jamais été considéré comme une activité bien supérieure moralement à tout travail utile pour le développement de la société humaine.

L'erreur faite sur l'idée du loisir vient du fait qu'il implique du temps libre, c'est-à-dire du temps libre une fois les fonctions biologiques et la subsistance assurées. Ce temps libre peut naturellement être employé de manières diverses : il peut servir au jeu et à tous les plaisirs imaginables, ou il peut être employé à certaines activités vertueuses qui sont une source de bonheur pour les hommes et qui servent le bien général de la société humaine.

(1) Aristote fait une distinction entre deux sortes de richesses. « Dans le premier cas », dit-il « l'accumulation de la richesse est une fin en soi, tandis que dans le second, il y a un but ultérieur. C'est pourquoi quelques individus sont amenés à penser que s'enrichir est le but même qu'ils doivent poursuivre quand ils administrent leur fortune, et l'idée dominante de leur existence est de l'augmenter ou tout au moins de ne pas la diminuer. L'explication de cette attitude réside dans le fait que ces individus consacrent tous leurs efforts à exister seulement et non pas à vivre une vie pleine et humaine. » (Politique, Livre I, chapitre 9, 1257b 35, 1258 a 2).

Le loisir conçu comme étant l'élément essentiel d'une vie libre par contraste avec une vie servile, consiste en activités qui ne sont ni des travaux pénibles, ni des jeux mais qui sont l'expression même de la vertu morale et intellectuelle, c'est-à-dire ces activités auxquelles un homme se livre parce qu'elles sont en elles-mêmes bonnes pour lui et pour la société. Elles le rendent, en effet, meilleur et elle font avancer la civilisation dans laquelle il vit.

Dans toutes les sociétés qui existaient avant le grand essor industriel, alors que quelques hommes seulement étaient exempts du travail monotone et avilissant, les activités qui représentaient le loisir étaient aussi différentes du jeu qu'elles étaient différentes de l'abrutissement du travail monotone. Les cultivateurs, les artisans et les ouvriers de toutes sortes fournissaient à la société tous ses moyens de subsistance et ses comforts matériels. Ils n'avaient que très peu de temps pour le loisir et pour le jeu. Le temps libre était la part généreuse de ceux qui dérivait leurs moyens d'existence de la richesse qui leur appartenait et du travail des autres. Si ces hommes avaient gaspillé leur temps libre en frivolité et en jeu, la civilisation dont nous sommes les héritiers n'aurait jamais existé. Une civilisation en tant qu'elle s'oppose à la vie prise au niveau de subsistance, est créée par ceux qui ont du temps libre et qui l'emploient d'une façon créatrice pour développer les arts, les sciences et toutes les institutions de l'Etat et de la religion.

Le jeu comme le sommeil repose l'homme des fatigues et des tensions qui résultent de tous les travaux difficiles qui sont nécessaires à la création de tous les biens indispensables à la vie et au développement de la civilisation. Le jeu et le sommeil, comme le disait Aristote, doivent être subordonnés à ces occupations si importantes pour la société. Puisque les activités auxquelles l'homme peut se livrer pendant le loisir peuvent être aussi fatigantes et aussi impérieuses que le travail de subsistance, une forme de détente, de repos, que ce soit le sommeil ou le jeu, est né-

cessaire à tous ceux qui travaillent d'une façon productive (1).

Alors que le jeu existe pour aider l'homme dans son travail, le travail productif existe pour que l'homme puisse se consacrer à des travaux de loisir. Considérer le loisir comme étant l'équivalent de l'oisiveté ou du jeu, veut dire que l'on renverse l'ordre des valeurs qui donnaient sa signification à la division des classes des sociétés existant avant la grande révolution industrielle. Ceux qui parmi nos ancêtres étaient des hommes de haute vertu aussi bien que des hommes riches trouvaient difficile de comprendre comment tout homme qui se respecte pourrait considérer le jeu comme but de l'existence. Ces mêmes ancêtres considéraient le travail des esclaves et celui des artisans comme le seul moyen qui leur permettait de se consacrer à toutes ces activités de loisir et non pas au jeu. Demander que les masses travaillent du matin au soir toute leur vie pour qu'un groupe infime d'autres d'hommes puissent gaspiller leur temps dans l'oisiveté ou le sport aurait signifié à leur yeux un degré d'enfantillage ou d'immoralité possible seulement parmi les membres les plus dépravés de leur propre classe. (2).

(1) Voir Aristote : *Politique*, Livre VII, chapitre 9, 14 et 15 ; Livre VIII, chapitre 3.

(2) Quand en 1825, les journaliers charpentiers de Boston ont fait grève pour obtenir une augmentation de salaire et des heures de travail plus courtes, les maîtres charpentiers qui les employaient, ont répondu « que les mesures proposées avaient pour but d'exercer une influence néfaste sur nos apprentis, en essayant de leur faire abandonner les habitudes de travail et d'économie de temps que nous essayons de leur inculquer. » Ils affirmaient aussi « que les journaliers seraient ainsi exposés à des tentations et à des habitudes de gaspillage contre lesquelles ils étaient heureusement protégés jusqu'à présent. » Ils ajoutaient enfin « que nous considérons l'oisiveté comme le plus grand danger que peut encourrir tout homme qui doit gagner son pain honorablement et utilement. » Leur déclaration avait le support de « tous les bourgeois qui s'occupaient de bâtiments » et qui, eux, cependant, ne considéraient pas le temps libre dont ils jouissaient comme une occasion de vice. Deux ans plus tard, lorsqu'une grève des journaliers charpentiers de Philadelphie était suivie par une fédération de tous les syndicats de la ville, le Préambule de la déclaration faite

On confond fréquemment le loisir avec l'oisiveté dans notre société industrielle, alors que pour la première fois dans l'histoire il est devenu possible pour tous les hommes d'avoir assez de temps libre pour se livrer aux travaux du loisir. Il peut paraître difficile à nos contemporains de comprendre que le travail de subsistance et les travaux auxquels un homme se livre pendant les heures de loisirs représentent les deux grandes formes du travail humain. La première forme du travail, c'est-à-dire le travail journalier et monotone doit exister pour permettre l'autre, le travail conçu dans le loisir. Il est essentiel que nos contemporains comprennent cette différence et ce rapport, autrement ils ne verront pas l'ultime signification morale de la révolution capitaliste. Cette révolution peut augmenter la liberté humaine et renforcer les institutions des sociétés libres, mais la liberté en elle-même n'est qu'un moyen. La liberté peut être gaspillée et pervertie aussi facilement qu'elle peut être employée à des fins variables.

Ce n'est qu'au moment où l'homme est libéré du travail mercenaire et qu'il est en même temps libre de se livrer aux travaux de loisir que la révolution capitaliste produira une civilisation bien meilleure que celle que nous connaissons et à laquelle tous les hommes participeront. Ce n'est qu'au moment où les hommes emploieront sagement leurs loisirs que la révolution capitaliste pourra améliorer la vie même des hommes et non pas seulement ses conditions extérieures et les institutions qui régissent la

par l'Association des Syndicats des ouvriers mécaniciens (the Mechanics Union of Trade Associations) déclarait que les ouvriers « étaient soumis à une telle fatigue, et à une telle servitude qu'ils ne pouvaient pas penser à jouir des avantages culturels offerts dans leur ville. Ces derniers, en ce qui les concernaient, étaient parfaitement inutiles, parce qu'inaccessibles. » Ils attendaient avec impatience le moment où la diminution progressive des heures de travail « aiderait enfin tous les membres utiles de leur société à posséder graduellement leur part complète et juste de cet élément sans lequel le bonheur n'existe pas, qui est le loisir. » (réimprimé dans « *The People Shall Judge* », Chicago, 1953, Volume I, pages 580 à 583).

société où ils vivent. Alors que le travail mercenaire existe pour produire le loisir, la liberté et la justice pour tous sont les moyens institutionnels qui permettent à tous les hommes de jouir d'une vie pleine dans les démocraties capitalistes de demain alors que quelques-uns d'entre eux seulement avaient ce privilège dans les aristocraties qui ont précédé la révolution industrielle dans le passé. (1).

L'emploi erroné du mot loisir demande que nous trouvions d'autres mots pour faire une distinction si essentielle à la compréhension de la révolution capitaliste. Nous ne serons pas toujours capables d'éviter ce mot, mais nous essayerons au moins de corriger l'erreur constamment commise en employant d'autres mots ou d'autres phrases pour exprimer la même idée.

Il serait peut-être utile d'observer que si Aristote fait une distinction très nette entre le travail mercenaire et le travail fait dans le loisir, Adam Smith fait la même distinction parmi les activités humaines en établissant une différence très nette entre ce qu'il appelait « le travail productif » et le « travail non productif ». Son emploi du mot « travail » montre qu'il pensait au travail utile au point de vue social dans les deux cas et qu'il ne parlait pas d'oisiveté et de jeu. En employant l'expression « travail non productif », il voulait dire les activités du clergé, de l'hom-

(1) Le sommeil, les jeux et le loisir représentent les bienfaits de la vie humaine. Mais ils n'ont pas tous la même valeur morale. Si on les compare à l'oisiveté, à l'indolence, ou au gaspillage de temps et d'énergie, on voit que le sommeil et les jeux sont supérieurs à ces derniers puisqu'ils contribuent, eux, au bonheur humain. Cependant, cette contribution à son tour est moindre que celle fournie par le travail manuel le plus dur s'il est productif ou par les travaux faits dans les moments de loisir. L'homme doit faire tous les efforts possibles pour se procurer tous les bienfaits qui contribuent au bonheur humain, mais il est important qu'il établisse une échelle de valeur entre ces bienfaits, ce qui lui servira de règle dans ses efforts pour les obtenir. L'homme qui met les bienfaits du corps humain au-dessus de ceux de l'esprit commet une erreur de jugement qui lui est néfaste et qui l'éloigne du bonheur idéal qu'il recherche. Il en est de même s'il sacrifie une trop grande partie de son temps libre au jeu, au lieu d'en consacrer une bonne partie aux travaux qui doivent occuper ses loisirs.

me de science, de l'artiste, du professeur, du médecin et de l'avocat. Il appelait ces activités « travail » parce que comme les formes du travail qui produisent des richesses matérielles, elles ne sont pas une forme de jeu mais elles sont des activités sérieuses qui servent à des fins utiles dans la société. Il donnait le nom de « travail non productif » au travail qui ne produit pas de richesse ou des biens utilisables par l'être humain mais qui crée une civilisation et les biens dont se nourrit l'intelligence humaine.

Nous pensons qu'il vaut mieux employer le mot « travail » pour les deux formes d'activité. Nous parlerons de « travail de pure subsistance » quand nous voudrons parler des activités qui créent la richesse matérielle (c'est-à-dire les choses nécessaires à l'homme, les comforts de l'existence) et nous parlerons de « travail désintéressé » ou « travail de loisir » quand nous ferons allusion aux activités qui créent les richesses d'une civilisation (c'est-à-dire les arts libéraux, les sciences, les institutions de l'Etat et de la religion.)

Quand nous emploierons les mots « travail » et « loisir » sans les qualifier, nous espérons qu'il sera bien entendu que le mot « travail » veut dire travail mercenaire, et que le mot loisir veut dire travail désintéressé. Le fait que le loisir est considéré comme l'équivalent de l'une des deux formes principales du travail humain devrait empêcher la confusion qui porte à le confondre avec le jeu ou l'oisiveté. Le fait que les produits qui en découlent sont si différents des produits qui résultent du travail mercenaire, devrait aider à établir la distinction entre le travail et le loisir, distinction qui est nécessaire pour tout ce qui va suivre.

FORME ET CARACTERE DU TRAVAIL HUMAIN

Jusqu'à présent nous avons distingué deux formes du travail humain en invoquant seulement le résultat de ce travail, ou les buts qu'ils servent. D'un côté, les biens utiles au corps humain, les biens nécessaires à la subsistance biologique, les premières nécessités de la vie, les objets

qui créent le confort et agrémentent l'existence ; d'un autre côté, les biens nécessaires à l'âme, les biens qui font une civilisation ou qui développent l'esprit humain tels que les arts, les sciences, les institutions de l'Etat ou la religion.

On peut établir des différences dans le travail d'après sa qualité humaine, aussi bien que d'après son but, la fin qu'il poursuit.

Certaines formes de travaux sont mécaniques dans leur qualité. Ils impliquent la répétition d'actes routiniers qui ne demandent presque aucun acte créateur de la part du travailleur. Ces formes de travail sont toujours accompagnées par un effort corporel violent ou au moins d'une certaine dextérité. Mais c'est le caractère mécanique du travail à faire, et non pas le fait que ce travail implique un effort physique qui rend ce travail abrutissant.

Les matériaux sur lesquels le travailleur opère s'améliorent grâce à ses efforts, mais la nature même du travail ne change pas. Après avoir acquis un minimum de dextérité pour faire ce travail, le travailleur n'apprend rien de plus. Peut-être peut-il augmenter la quantité d'objets utiles dans le monde, mais lui-même ne se développe pas moralement.

Le mot grec « banausia » exprime bien la qualité dégradante du travail mécanique fait par les esclaves, la tristesse de l'acte répété qui atteint son maximum dans le genre de travail mécanique que nous appelons « besogne ». Par le fait même de son caractère répétitif, la personne qui se livre à ce travail mécanique ne se développe pas moralement ou spirituellement. Bien au contraire, le caractère besogneux d'un travail empêche ce développement.

Ne pouvant apporter par son caractère propre aucune récompense intérieure à l'homme, ce travail doit entraîner une récompense purement extérieure. Celui qui s'y livre le fait de force, et cette force est le désir de vivre. Tous ceux qui pourraient gagner leur pain d'une autre manière s'en écarteraient immédiatement, ou s'y consacrerait aussi peu que possible. Dès lors, un travail de cette sorte est récompensé d'une façon purement extérieure par des objets

immédiats utilisables, ou par des salaires, ou par la maigre subsistance que l'on donne à l'esclave.

A l'opposé du travail mécanique que l'homme fait pour se procurer une subsistance, on trouve le travail dont la caractéristique principale est d'être créateur dans sa qualité en même temps qu'il sert des fins désintéressées. Toutes les activités conçues dans le loisir sont des travaux de cette sorte. L'aspect créateur de ce travail est exprimé par le mot grec pour loisir qui était « *schole* ». Comme notre mot anglais « *school* », il implique l'effort d'apprendre, un développement mental, moral ou spirituel.

Un tel travail contient en lui-même sa récompense. C'est un travail que tout homme *devrait* faire et que tout homme vertueux *ferait* sans que l'idée de récompense soit nécessaire. Si l'homme vertueux est suffisamment riche pour avoir de quoi vivre pour lui-même et pour les siens, il se livre avec bonheur à ce travail libéral sans penser à une récompense quelconque. Comme la vertu elle-même, ce travail est en lui-même sa récompense.

Nous venons de voir que les formes du travail humain peuvent être différenciées d'après les résultats qu'elles apportent à la société. Nous pouvons voir maintenant qu'il est possible de grouper ces caractéristiques de plusieurs manières.

Si l'on considère la variété des travaux humains, on distingue d'un côté certaines activités humaines qui présentent deux caractéristiques : elles ont en effet pour but de créer des richesses et en même temps elles sont purement mécaniques. D'un autre côté, se trouvent les activités humaines les plus nobles. Elles sont essentiellement créatrices et, en même temps, elles peuvent devenir la source de tous les biens désirables pour une civilisation et pour l'esprit humain. Entre ces deux extrêmes, se trouvent des formes de travaux mixtes : d'une part, le gagne-pain qui, bien qu'il ait pour but de créer de la richesse, reste créatif plutôt que mécanique, d'autre part, le travail mécanique qui sert une fin identique à celle du travail désintéressé.

Toute la signification de cette classification du travail en quatre catégories devient d'une importance critique quand nous considérons la variété des fonctions que doit remplir une société moderne. Pour l'instant, nous adopterons cette classification pour attirer l'attention sur une erreur courante commise au sujet de la dignité du travail humain.

Au cours des siècles passés, en fait, dans toutes les sociétés qui se rattachent à la période précédant le grand essor industriel, l'erreur qui consiste à penser que toutes les activités humaines comportent la même dignité n'était pas commises. Seules étaient considérées dignes de l'homme les activités qui étaient essentiellement humaines c'est-à-dire les travaux qui ne pouvaient pas être entrepris par un animal, ni par une machine.

L'animal, aussi bien que l'homme, lutte pour subsister. Ces activités qui ont pour but d'assurer l'existence sont largement dues à l'instinct chez l'animal, tandis que chez l'homme l'intelligence et la raison entrent en jeu ; cependant, le but de ces travaux est le même. La vie de l'homme prend toute sa noblesse lorsqu'elle est consacrée à certains travaux qui ne peuvent être exécutés par des animaux ou tout au moins dont l'exécution est totalement différente de celle de l'animal.

La dignité de l'homme se manifeste par les besoins qu'il a de certains biens qui ne sont pas nécessaires aux animaux alors qu'il a en commun avec eux le besoin de se nourrir, de se mettre à l'abri et le besoin de se détendre et de dormir. Dès lors, on peut dire que la noblesse humaine n'est pas présente lorsque l'homme s'occupe uniquement de produire sa propre subsistance ou des richesses, tandis qu'elle se manifeste pleinement lorsqu'il emploie ces richesses pour se livrer à certains travaux qui sont à la base des biens de l'esprit et de la civilisation.

Il découle de la proposition précédente que le travail qui assure la subsistance de l'homme ne sera vraiment un travail digne de lui qu'au moment où une certaine intelligence créatrice accompagnera tout travail non mécani-

que. Même dans ce cas, ces travaux humains seront moins nobles que le travail non mécanique dont le but est désintéressé, c'est-à-dire le travail purement créatif. Tout travail qui est mécanique et qui, de plus, a pour seul but de fournir à l'homme sa subsistance est le plus bas de tous. Tout gagnepain, qu'il soit mécanique ou créateur, sera accompagné d'une certaine noblesse lorsque la production des richesses, bien comprise, permettra l'existence des travaux de loisirs qui eux donnent à la vie humaine toute sa dignité.

Il paraîtrait à première vue que Saint Paul ait prêché une vérité chrétienne tout à fait à l'opposé de ce que nous avançons quand il a dit que ceux qui ne travaillent pas ne mangeront pas. Mais, il ne faut pas oublier que le travail pénible de l'homme fait pour arriver à manger à sa faim, n'est pas un honneur ni une bénédiction mais une punition qui lui est infligée parce qu'il a péché. De plus, si l'on analyse les mots que Saint Paul a employés, on remarque qu'il a parlé de tout travail utile à la société et non pas seulement du travail dans le sens étroit du mot, c'est-à-dire du travail qui assure uniquement la subsistance de l'homme. (1). En somme, il veut dire que tous les hommes sont soumis à l'obligation morale de travailler, mais non pas pour vivre mais pour avoir le droit de vivre. D'après l'idée chrétienne, ceux qui, bien qu'ils aient les moyens de subsister, n'essayent pas de vivre noblement en s'adonnant à un travail désintéressé, jouissent d'une vie à laquelle ils n'ont pas droit.

DESCRIPTION D'UNE SOCIÉTÉ ÉCONOMIQUEMENT LIBRE

Jusqu'à présent, nous avons vu comment la vie du propriétaire d'esclaves contient tous les éléments de la liberté économique, et par conséquent, toutes les possibi-

(1) Voir Jacques Maritain : « *Freedom in the Modern World* », New-York, 1936, page 59.

lités de mener une vie riche qui deviendra une vie humaine seulement s'il est un homme vertueux.

Être propriétaire d'un capital productif veut dire pour l'homme être économiquement libre. Cette propriété seule ne veut pas dire que l'homme va immédiatement mener une vie exemplaire et humaine plutôt qu'une vie consacrée uniquement à la consommation des richesses ou à leur production. L'homme peut se livrer corps et âme à la production des richesses alors qu'il n'y est nullement obligé parce qu'il ne possède pas la vertu suffisante pour s'élever au-dessus de cette tâche. Pis que cela, il peut perdre son temps et ses forces dans la paresse ou les plaisirs qui, même inoffensifs, le corrompent, précisément parce qu'il en fait le but de son existence. Il faut ajouter que les passe-temps restent rarement bénins dans leurs effets quand ils doivent remplir la plus grande partie de la vie consciente de l'homme.

Dans les sociétés aristocratiques qui existaient avant la révolution industrielle, les hommes qui possédaient tous les éléments de la liberté économique étaient rares, et parmi ceux-ci plus rares étaient ceux qui, vertueux autant que servis par la chance, se servaient de cette liberté pour employer leurs loisirs à un travail dont ils faisaient bénéficier la société où ils vivaient. Les avantages dont ils jouissaient étaient payés chèrement par la misère et l'esclavage de tous ces êtres humains qui besognaient non seulement pour assurer leur propre existence, mais pour assurer cette richesse qui était la base même du droit au bonheur d'un petit nombre, et la cause de l'épanouissement de la civilisation. Et ceux-là seuls jouissaient de cette civilisation qui étaient économiquement libres et qui étaient assez vertueux pour profiter de cet avantage.

Cette liberté était fondée sur l'esclavage d'autres êtres humains. Ce loisir d'une classe privilégiée reposait sur le travail pénible et constant de la masse. Cette vie noble qui n'était possible que pour quelques-uns seulement représentait la civilisation même dans tout son épanouisse-

ment dont les racines plongeaient au sein d'une vie inhumaine pour tant d'autres. Cet état de choses était accepté comme un ordre naturel dans toutes les sociétés basées sur la division des classes qui ont précédé l'essor industriel.

Nous savons maintenant une chose que nos ancêtres ignoraient, nous savons que, si les conditions de la production industrielle sont présentes, si les promesses du capitalisme sont remplies, il est possible que toute une société devienne libre économiquement, et que tous les hommes puissent vivre d'une vie vraiment humaine.

Les Egyptiens, les Chaldéens, les Juifs et les Grecs, et après eux tous les hommes jusqu'au milieu du XX^o siècle, pensaient que l'esclavage ou son équivalent, le travail mécanique et abrutissant, était le prix nécessaire que l'humanité devait payer pour faire avancer la civilisation, alors que la culture rudimentaire de toute société primitive était par essence statique. S'il en était ainsi, si tous les hommes devaient travailler pour vivre, si tous les hommes étaient astreints à passer la plupart de leur temps à travailler afin de pouvoir vivre et de faire vivre leur famille, il ne resterait personne pour profiter des loisirs, c'est-à-dire qu'il ne resterait personne pour s'adonner au travail purement désintéressé et créateur qui assure le développement d'une civilisation et qui est le contraire du travail que fait l'homme pour assurer sa subsistance.

Avant la révolution industrielle, il était impossible de concevoir une division du travail qui pourrait produire une quantité suffisante de richesses pour nourrir toute une société et qui pourrait créer le climat nécessaire à tout travail désintéressé, tout en permettant à tous les membres de cette société d'avoir un gagne-pain et de participer en même temps à ces travaux désintéressés. La seule solution pratique semblait être l'esclavage ou le travail abrutissant et avilissant sous une forme ou une autre. L'emprisonnement de tant de vies humaines dans un travail incessant et monotone, permettait à un grou-

pe infime de se consacrer à l'avancement de la civilisation.

Au siècle dernier, tous les triomphes de la civilisation occidentale, le développement des arts, des sciences pures, des institutions politiques et religieuses, étaient le produit de travaux désintéressés ; ces travaux étaient accomplis par les membres vertueux de la classe privilégiée qui avaient des loisirs alors que toutes les richesses matérielles de cette civilisation étaient le produit du travail mécanique, destiné à assurer la subsistance de l'homme. Ce dernier était le partage de toutes les masses besogneuses.

Nous avons émis l'idée, il y a quelques instants, qu'au siècle dernier, personne ne pouvait concevoir une solution pratique à part l'esclavage, qui permettait à tous les hommes de subvenir à leur existence et à quelques-uns de vivre humainement. Cela revient à dire que personne ne pouvait concevoir une société économiquement libre, une société sans classe dans laquelle tous les hommes, et non pas quelques-uns seulement seraient économiquement libres et mèneraient une vie digne d'êtres humains, à condition toutefois qu'ils soient assez vertueux pour employer intelligemment leur liberté économique. Cette assertion est littéralement exacte si par « concevoir » nous voulons dire penser jusqu'au bout et en détail un plan pratique pour organiser une société dans laquelle les hommes seraient économiquement libres.

Cependant, un seul homme, il y a plus de deux mille cinq cents ans, a été capable d'entrevoir une société économiquement libre, même s'il n'a pas pu en concevoir l'application pratique. Ce rêve était le rêve d'un homme de génie. Et quoique pour lui, cette idée ne soit restée qu'à l'état de rêve, elle est devenue pour nous une réalité possible. Cette idée peut être réalisée par une société sans classe, une société d'hommes économiquement libres où l'esclavage ou son équivalent serait aboli, et où le travail serait réduit pour tous au minimum.

Bien qu'Aristote n'ait pas conçu la révolution capita-

liste en termes concrets, car il ne le pouvait guère, il a imaginé en une seule phrase des conditions que le capitalisme seul peut réaliser.

Aristote a écrit : « Si tous les instruments pouvaient accomplir leur propre travail en obéissant ou en anticipant la volonté d'autres instruments, si la navette pouvait tisser et le plectre toucher les cordes de la lyre sans qu'une main ne les guide, les artisans n'auraient pas besoins de serviteurs et les maîtres n'auraient pas besoin d'esclaves ». (1).

Puisque nous parlons d'un rêve, prolongeons ce rêve encore un moment. Aristote imaginait une société qui semble aller bien au-delà de la révolution industrielle et qui implique l'automation complète : les machines ont complètement remplacé les esclaves, c'est-à-dire les êtres humains qui se livrent à un travail purement mécanique, destiné à créer la subsistance nécessaire à l'homme.

Il est important de se rendre compte que les machines ne peuvent remplacer les hommes que là où les hommes font des travaux purement mécaniques, c'est-à-dire des travaux dont les gestes sont répétés sans pensée créatrice ou d'après une règle établie. Les machines peuvent faire aussi bien que l'homme ce que les hommes font mécaniquement ; en fait, elles le font beaucoup mieux. Le travail, tel que les longues opérations de calcul, peut être un travail mécanique bien qu'il serve un travail créateur.

Sans perdre cette idée de vue, nous pouvons voir que le rêve de l'automation complète peut inclure tout travail

(1) *Politique*, Livre I, chapitre IV, 1253b 34-1254a1. Ce passage se trouve dans le contexte d'une déclaration qui établit que « les instruments sont de différentes sortes. Quelques uns sont doués de vie, d'autres en sont dénués. Le gouvernail est un instrument sans vie pour le pilote, mais la vigie est pour lui un instrument vivant ; dans les arts, le serviteur est une sorte d'instrument qui aide à vivre. De même, dans la famille, un esclave est une propriété vivante et la propriété totale est faite de plusieurs de ces instruments ; le serviteur est lui-même un instrument qui l'emporte sur tous les autres. » (ibid, 1253b 27-33).

qui est de nature mécanique (peu importe s'il a pour but de permettre à l'homme d'assurer sa subsistance ou non) et qui est exécuté par une machine automatique, y compris la fabrication des machines elles-mêmes. L'invention ou l'amélioration de ces machines, la direction des procédés de production dans lesquelles elles sont employées, représentent des travaux dont le but est d'assurer la subsistance de l'homme, mais qui sont en eux-mêmes créateurs. N'étant pas mécaniques, ils ne peuvent pas être faits par des machines. Dans notre rêve de complète automation, nous n'incluerons donc pas le travail technique qui résulte de l'invention des machines ou de leur amélioration ni le travail de direction qui est nécessaire pour l'organisation et l'administration de la production.

Même après avoir fait une exception pour ces deux sortes de travaux qui assurent la subsistance de l'homme, nous savons que l'automation absolue est impossible, mais nous savons aussi que dans le siècle à venir, l'automation progressive fera de ce rêve une réalité presque complète. Dès lors, c'est en analysant ce rêve et en le considérant réalisable que nous pouvons savoir si cet idéal est en partie possible.

Imaginons donc, pendant quelques instants une société où les machines feraient presque tout le travail mécanique qui doit être exécuté pour créer les richesses nécessaires afin de permettre à l'homme de vivre pour développer une civilisation. Imaginons de plus que dans cette société, chaque homme, ou chaque famille serait propriétaire d'une partie de ces machines de telle façon que chacun puisse dériver de leur productivité un revenu suffisant pour vivre. Dans cette société industrielle, dominée par l'automation, chaque individu propriétaire de machines serait dans une position semblable au propriétaire d'esclaves des temps anciens. Devenu capitaliste, il serait un homme libre économiquement, il serait libéré de la peur, de la pauvreté, de l'obligation de se plier à un travail mécanique abrutissant, il serait enfin, à même de vivre une vie humaine à condi-

tion qu'il soit suffisamment vertueux pour en voir la nécessité. (1).

Une telle société serait une société sans classe et l'opposé absolu de la société socialiste dans laquelle une bureaucratie despotique constitue une classe dirigeante et possédante qui domine la classe des travailleurs, qui, eux, sont dépourvus de toute indépendance économique et de tout pouvoir politique. Même si nous acceptons comme vraie l'idée que la dictature du prolétariat crée une société sans classe, celle-ci serait faite de travailleurs qui ne possèderaient rien. Par contre, la société sans classe du capitalisme dont nous avons trouvé la conception dans le rêve d'Aristote, serait une société sans classe, faite de maîtres et non d'esclaves, de propriétaires capables de profiter de leurs loisirs et non pas d'hommes aux mains vides, besognant du matin au soir.

Une telle société est la seule réalisation du véritable idéal de la démocratie économique. Tous ses membres seraient libres économiquement et égaux comme ils doivent l'être dans une démocratie politique. La démocratie existe réellement lorsque tous les individus ont reçu le droit de

(1) La machine est souvent conçue comme un esclave inanimé dans notre société industrielle, mais on ne suit pas cette idée jusqu'à ses conclusions dernières. On devrait conclure en effet qu'il est possible maintenant à tous les hommes de devenir libres, c'est-à-dire propriétaires des nouveaux esclaves : les machines. D'un côté, on voit Norman Thomas écrire sur l'avenir du socialisme : « Le socialisme croit que l'homme peut devenir libre en asservissant les machines » (*After The New Deal, What ?* New-York, 1936, page 157). Mais, en dépit du fait que l'homme libre, dans le passé était toujours propriétaire — cette propriété représentait toujours plusieurs esclaves — Norman Thomas, en tant que socialiste, croit que les hommes pourraient être économiquement libres, c'est-à-dire qu'ils pourraient jouir de l'indépendance économique, accompagnée d'un sentiment de sécurité, sans posséder de capital. D'un autre côté, dans un récent discours, Roger Blough, président du Comité Directeur de United States Steel Corporation, fait allusion à un article du *London Economist* où les machines sont traitées « d'esclaves inanimés. » Il recommande d'en créer davantage pour que la production aille en croissant et pour répartir cette grande richesse à travers toutes les couches sociales, afin de créer un niveau de vie très élevé. Mais, il s'arrête là et il ne demande pas que tous les hommes soient libérés en devenant propriétaires en partie de ces esclaves inanimés.

citoyen ; la démocratie économique existera lorsque tous les individus, toutes les familles qui la composent, seront propriétaires d'un certain capital.

Cet idéal peut devenir une réalité de tous les jours dans la mesure où la société peut réduire au minimum le travail mécanique et abrutissant grâce à l'automatisation, dans la seule mesure où la propriété des instruments de production est répartie à travers toutes les couches d'une société économique, si les membres de cette société reçoivent l'éducation nécessaire qui leur permettra non seulement de diriger et d'employer avec intelligence le profit qu'ils dérivent de leur propriété, mais aussi de s'adonner au travail désintéressé qui doit être fait pendant le loisir, car il crée les biens de la civilisation.

CHAPITRE III.

DE QUELQUES PROBLÈMES A RÉSOUDRE

Nous devons faire face à trois problèmes quand nous essayons de penser clairement aux mesures à prendre pour créer une société économiquement libre et sans classe.

ORGANISATION DE LA PRODUCTION

Comment devra-t-on organiser l'industrie si l'on veut qu'aucun être humain ne travaille au profit d'un autre, et si l'on veut que chaque homme ait son mot à dire dans la conduite des affaires économiques, comme il le fait en tant que bon citoyen dans les affaires politiques ?

Même si la plus grande partie du travail qui assure la subsistance de l'homme est faite par les machines, il demeure fort possible que certains hommes soient à la merci d'autres hommes comme s'ils étaient des machines ou des esclaves. Comment cet état de choses peut-il être évité sans diminuer l'efficacité de la direction des grandes entreprises ?

REPARTITION DE LA PROPRIÉTÉ

Comment peut-on répartir la propriété pour que chaque individu ou chaque famille puisse se procurer de quoi vivre grâce à sa participation à la production de la richesse générale et sans cependant se livrer à un travail monotone et mécanique ?

LIBERTÉ ET ÉGALITÉ

Nous sommes en présence de plusieurs problèmes.
Comment subordonner les activités économiques d'un

pays à ses institutions économiques tout en évitant les extrêmes du régime totalitaire et l'individualisme outrancier ?

Les pouvoirs économiques et politiques ne doivent pas être concentrés dans les mêmes mains. Le principe de la séparation des pouvoirs établi par Montesquieu quand il s'agit d'un gouvernement, ne doit-il pas être appliqué encore plus sévèrement quand il s'agit de la séparation des pouvoirs économiques et politiques d'un pays ?

Comment régulariser et diriger la vie économique d'une société tout en évitant l'emprise de l'Etat sur les moyens de production et sur la production des richesses ?

Pour comprendre ces problèmes, et pour comprendre comment les deux sociétés les plus révolutionnaires, les Etats-Unis et la Russie Soviétique, n'ont pas réussi jusqu'à présent à les résoudre, et pour comprendre, enfin, comment la révolution capitaliste est à même de le faire, il est nécessaire de considérer les éléments importants de la production des richesses et le rôle joué par la propriété dans l'organisation d'une économie.

Dans le chapitre IV, nous présenterons donc l'analyse :

1. des facteurs de la production des richesses ;
2. du rôle de l'homme comme facteur dans la production des richesses.
3. de la productivité du travail ;
4. des formes de la propriété ;
5. de la répartition première et secondaire des richesses.

Dans le chapitre V, nous expliquerons pourquoi la propriété est la seule base possible de la participation à la production et de la répartition des richesses ; ceci fait, nous établirons les trois principes de justice économique qui sont à la base de la révolution capitaliste.

Dans le chapitre VI, nous présenterons une classification de toutes les économies dans l'histoire. D'après cette classification, nous pourrions décrire l'état présent de l'économie américaine, qui, hésitante, est tentée de suivre la route qui mène au socialisme ou celle qui mène à la révolution capitaliste.

CHAPITRE IV

ÉLÉMENTS D'ÉCONOMIE POLITIQUE

FACTEURS DE PRODUCTION DES RICHESSES

Les facteurs de production peuvent être rangés en trois catégories : (1) les ressources naturelles, (2) le travail humain, (3) les instruments inanimés fabriqués par l'homme.

Chacune de ces trois catégories peut être divisée à son tour de la manière suivante :

Les ressources naturelles comprennent (a) les terrains cultivés, les terres riches en minéraux, la mer, l'air, et les matières premières qui en découlent ; (b) toutes les sources d'énergie naturelle, énergie hydraulique, énergie électrique, énergie solaire, énergie atomique ; (c) la capacité de travail des animaux domestiques et leurs aptitudes.

Les êtres humains qui se livrent au travail destiné à assurer leur subsistance fournissent (a) un effort physique analogue à l'effort des animaux ou à la puissance qui dérive des sources naturelles telles que les chutes d'eau ; (b) un talent mécanique qui consiste à diriger ou à contrôler une telle puissance de manière à produire des richesses ; (c) enfin un talent créateur grâce auquel les produits de consommation sont créés et améliorés ; ce talent créateur dirige aussi les facteurs mécaniques ou naturels de la production et s'applique à l'organisation et à la direction des forces de production qui découlent de tous les facteurs de production en question.

Les instruments inanimés peuvent entrer dans les catégories suivantes (a) outils qui ne font qu'augmenter la

productivité ou la dextérité humaine ; (b) les machines qui fonctionnent grâce à une puissance motrice, qui suppléent à la dextérité humaine, et qui suppléent aussi à la puissance de production et très souvent la dépassent ; (c) les machines automatiques qui non seulement remplacent les hommes et les animaux comme source de puissance initiale, mais qui la produisent en quantité bien plus grande et deviennent à leur tour une source de dextérité nécessaire à la production bien supérieure à la dextérité humaine. De plus elles apportent au processus de production une provision de nouveaux talents qui dépassent la capacité humaine et animale.

Le fait que les machines dirigées par une puissance motrice sont une source de puissance de production très supérieure à celle que les hommes et les animaux peuvent fournir, rend possible la production de certaines richesses à laquelle la puissance de travail humaine ou animale ne pouvait prétendre dans les sociétés antérieures au développement industriel.

Cette analyse des facteurs de la production des richesses fait naître deux commentaires. Premièrement, il faut remarquer que l'on peut établir une échelle de ces facteurs de production qui ira des facteurs *passifs* aux facteurs *actifs*.

Les terres riches en minéraux par exemple, et les outils manuels sont entièrement passifs dans la production. Au contraire, les terrains agricoles, les sources naturelles d'énergie, la force et l'habileté des animaux domestiques, les machines qui fonctionnent avec une puissance motrice sont des facteurs plus ou moins actifs. Ceci est visible si l'on considère que les terrains agricoles produisent des fruits et des grains sans l'aide de l'homme, et que le fermier aide la nature et remplit la fonction de facteur actif dans la production. De même, le travailleur industriel coopère avec la machine actionnée par la puissance motrice. Cette machine est un facteur actif dans la production, car

elle apporte au processus de production sa puissance, ses aptitudes nouvelles et ses nouveaux moyens de contrôle (1).

Par contre, l'homme est le seul facteur complètement actif de la production dans tous les cas où il apporte sa puissance de travail seule, ou sa puissance de travail et sa dextérité. Les machines automatiques qui demandent à l'homme le moins d'effort, se rapprochent le plus de l'homme lui-même comme facteurs actifs de la production lorsque nous parlons du travail mécanique de l'homme qui lui permet de gagner sa vie. Mais, tandis que la machine automatique peut remplacer l'homme dans presque tous ses travaux de production qui sont mécaniques et qu'elle peut même faire certains travaux que l'homme ne pourra jamais faire, elle ne pourra jamais faire le moindre travail créateur qui réclame une certaine intelligence humaine. Ces machines ne peuvent donc pas remplacer les hommes qui font du travail créateur même si ce travail a pour but la production des richesses.

Théoriquement, tout le travail mécanique peut être fait dans sa totalité par des machines automatiques. Cette idée est une idée répétée par tous ceux qui étudient l'automatisme. En fait, il y aura toujours des millions de travaux mécaniques qui seront faits par des hommes, ou bien parce que ce ne sont pas des travaux difficiles, ou bien parce que le coût du développement technique que représente leur

(1) Dans le « Report on Manufactures », publié par Secrétaire du Trésor en 1791, Alexander Hamilton résume un des arguments pour la productivité supérieure du travail agricole en disant que « dans la production de la terre, la nature coopère avec l'homme et l'effet de cette collaboration est supérieure au travail de l'homme seul ». Il répond à cet argument en disant que, dans l'industrie, l'homme coopère avec une machine très productive comme, dans l'agriculture, il coopère avec une nature qui est elle-même productive. « Les machines », dit-il, « représentent une force artificielle qui vient en aide à la force naturelle de l'homme, et représentent autant de mains qui s'ajoutent aux mains humaines ; et cette force additionnelle n'est pas soumise aux dépenses nécessaires au maintien de l'existence du travailleur ». Voir *The People Shall Judge*, Chicago, 1953, vol. 1, pages 404, 406.

disparition est trop élevé. Cependant à mesure que les chercheurs et les techniciens permettent aux biens d'équipement de remplacer ces travaux par lesquels l'homme gagne sa subsistance, le nombre des travaux purement mécanique diminue.

ROLE DE L'HOMME DANS LA PRODUCTION DES RICHESSES

Nous venons de voir que le rôle de l'homme dans la production des richesses est dû à sa force physique et à sa dextérité mécanique, c'est-à-dire au contrôle qu'il exerce sur les machines. Alors que le cas extrême où l'usage que fait l'homme de sa force physique seule pour arriver à une certaine production sans avoir recours à un talent quelconque est devenu rare (par exemple, l'esclave qui tourne une roue à la main pour écraser le grain, ou pour extraire le minerai dans une mine), l'autre cas est bien moins rare. Nous pouvons trouver de nombreux exemples où le talent humain contrôle une force qui est purement mécanique d'origine ; par exemple, on peut citer tous les travaux dans lesquels le travailleur déploie une certaine dextérité pour contrôler les machines qui sont actionnées par un moteur. Dans un groupe intermédiaire, on trouve les travaux qui sont mécaniques mais où l'homme doit fournir une certaine force physique et un certain contrôle. Ces travaux varient d'un extrême à l'autre, car quelques-uns demandent presque exclusivement une certaine force physique et d'autres demandent simplement un contrôle.

Dans la mesure où le développement technologique fait diminuer l'importance de l'effort humain dans la production et augmente celle des biens d'équipement, l'effort physique et la dextérité de l'homme varient.

En ce qui concerne la force employée dans la production, un double changement a lieu. D'un côté, l'effort physique et musculaire que le travailleur est obligé de fournir est réduit à une fraction de ce qu'il était dans la production des richesses de la période pré-industrielle. D'un autre côté, de très importantes nouvelles sources de puis-

sance physique sont contrôlées grâce aux biens d'équipement (1).

Les premiers instruments, tels que le rouet, la machine à coudre et la machine à calculer ont rendu inutiles certains talents de l'homme. Ce phénomène s'est accentué lorsque les machines sont devenues plus complexes et que la combinaison de certaines d'entre elles exigeait plusieurs procédés mécaniques. Finalement, lorsque le principe de l'automation à circuit fermé a été perfectionné, le dernier effort du progrès technique sur la dextérité humaine s'est fait sentir. Grâce à l'emploi d'un nombre considérable de mécanismes variés, tels que le simple mécanisme de relai ou le mécanisme moderne de l'ordinateur électronique, le savoir-faire que les travailleurs avaient acquis dans leur production d'autrefois a été complètement éliminé. D'ailleurs, les processus de production et les produits eux-mêmes seront peut-être révisés pour pouvoir exploiter une nouvelle sorte de dextérité électronique et mécanique qui dépasse la compétence humaine.

Nous venons de toucher à un sujet qui est de la plus grande importance. Dans la production des richesses, certains hommes apportent les talents créateurs qui sont nécessaires à l'invention, à l'amélioration et à la réparation des machines. Nous appellerons ces talents « talents techniques ». De plus, toute une série de talents servent à organiser, à administrer la production d'une façon générale. Ils s'appliquent à tous les facteurs de la production, y compris l'emploi et la direction de tous les talents techniques, de tous les biens d'équipement et la direction du personnel. Nous appellerons ces talents, talents de direction. Nous opposerons les talents techniques et les talents de direction aux talents mécaniques en réservant cette appellation pour tous les talents non créateurs que les hommes emploient

(1) On estime que la puissance de la force physique représente à peu près 1 % de l'énergie employée dans la production. Voir *America's Needs and Resources*, The Twentieth Century Fund, New York, 1955, page 908.

dans les procédés de production.

Nous pouvons établir une classification de tous les travaux humains en nous fondant sur ces distinctions. Elle sera composée de la façon suivante :

CARACTERISTIQUES DU TRAVAIL	GENRE DE TRAVAIL
1. Travail dont le but est désintéressé et de qualité créatrice.	Par exemple, le travail des chercheurs, des hommes d'Etat, des gens d'Eglise, des professeurs.
2. Travail destiné à assurer la subsistance de l'homme mais qui est créateur.	Travail des techniciens et des directeurs d'entreprise ; travail des avocats, des médecins dont le travail est une conséquence de la production des richesses. Le travail de cette catégorie n'est pas plus mécanique que les travaux créateurs qui sont à la base même de tout le développement de la civilisation.
3. Travail dont le but est désintéressé mais qui est mécanique.	Par exemple, travail des secrétaires des juristes, de tous les hommes employés à aider les chercheurs dans leur tâche ou des professeurs dont le travail peut être remplacé par une machine.
4. Travail destiné à assurer la subsistance de l'homme et qui est mécanique.	Ce travail est fait par tous ceux qui fournissent un effort musculaire ou qui exercent certains talents non créateurs, ou une combinaison des deux dans la production des richesses. Ils font ce travail à l'aide de machines pourvues d'un moteur, à la main, ou avec des outils.

Examinons soigneusement toutes les formes de travail mécanique dans lesquelles des talents non créateurs ou une force physique ou une combinaison des deux sont la contribution majeure du travailleur dans la production des richesses. Ce que nous allons dire s'applique à tout travail mécanique qui sert à la production des biens nécessaires à la civilisation aussi bien qu'au travail mécanique qui produit les richesses. Mais, la remarque que nous allons faire nous intéresse bien davantage quand il s'agit de la production des richesses.

Beaucoup de paroles creuses ont été prononcées au su-

jet de la productivité grandissante du travail humain quand, par travail humain, on entend le travail purement mécanique de l'homme destiné à lui assurer sa subsistance. Un des résultats de la théorie du *Capitalisme* est de mettre à nu le vide de ces assertions. Elles n'ont pour but en effet, que de servir les intérêts des ouvriers ; tandis qu'elles ne représentent, de la part des théoriciens qui les ont encouragées, qu'une analyse peu claire (1).

La vérité est que si l'on considère toute l'histoire de l'homme en tant que créateur des richesses, on voit que le « travail humain », c'est-à-dire le travail purement mécanique de l'homme, est une source d'énergie productrice soit constante, soit en régression. La diminution progressive des talents producteurs chez l'homme livré au travail mécanique est directement liée à l'augmentation constante des talents de production des machines.

Le fait que la force productrice de l'homme a diminué est bien établi. Cela ne veut pas dire que l'homme ne puisse pas développer d'autres formes de puissance de production. Les limitations de l'homme sont établies seulement lorsque son énergie est en cause ; il faut tenir compte naturellement des variantes qui peuvent exister entre les individus. Si l'on considère les siècles passés dans leur ensemble, il paraît évident que d'une façon générale, l'homme représente une force productrice moins grande qu'autrefois.

Quoique d'une manière absolue, l'unité moyenne d'énergie humaine reste constante dans la production des richesses (tout au moins tant que le corps humain reste ce qu'il est), elle diminue relativement à mesure que le progrès industriel avance. Etablissons cette vérité fondamen-

(1) Le *Capitalisme* qui sera publié dans le courant de l'année contient une analyse de l'augmentation de la production des travailleurs. Cette analyse montre que la productivité du travail est restée stable ou même a diminué depuis le commencement de la révolution industrielle. Seul le travail de direction ou celui des techniciens a augmenté. En fait, la productivité du travail n'est pas en rapport avec la part de la richesse nationale qu'ils reçoivent.

tale sous une autre forme.

Dans la production industrielle des richesses, c'est-à-dire dans la production assurée par les machines, il y a comme nous l'avons vu, trois types de travailleurs humains :

1. Les travailleurs mécaniques,
2. Les travailleurs techniques,
3. Les directeurs.

Parmi ces trois groupes de travailleurs, les premiers seulement font des travaux mécaniques. Les deux derniers font des travaux qui ne sont pas mécaniques et qui ne peuvent pas être mécanisés.

La production individuelle des travailleurs manuels représente une part moins grande de la richesse produite dans une économie industrialisée que dans une économie non industrialisée ou dans une économie qui se trouve dans un état d'industrialisation peu avancé. La contribution à la production des directeurs ou des techniciens, par contre, représente plus de la moitié de la richesse totale produite dans une société industrialisée, si on compare cette production avec celle d'une société industrielle primitive. Proportionnellement, des heures plus nombreuses de travail technique et de travail de direction sont nécessaires. et des talents techniques plus compliqués, accompagnés de talents de direction plus développés, sont requis quand l'industrialisation progresse techniquement. Les preuves qui peuvent être fournies, montrent que la productivité économique des directeurs et des travailleurs techniques, tout au moins dans des périodes de plein emploi, est plus grande aujourd'hui qu'à n'importe quel autre moment de notre histoire économique.

La raison principale de cet état de choses est sans doute que les talents techniques et les talents de direction sont à la base de l'invention des machines, de leur amélioration, et de l'efficacité de leur fonctionnement, et que ces machines, facteurs de la production, deviennent de plus en plus efficaces à mesure que l'industrialisation progresse.

Il s'ensuit que si l'industrialisation et la productivité

de toute l'économie augmentent, la productivité relative du travail diminue, tandis que celle du travail technique et du travail de direction augmente, chacune étant mesurée par leur contribution à la richesse totale (1).

NOTE TECHNIQUE SUR LA PRODUCTIVITE DU TRAVAIL

Dans certains cas, de nouveaux travailleurs très spécialisés viennent remplacer un nombre beaucoup plus grand de travailleurs non spécialisés. Mais, proportionnellement à la richesse produite, le nombre des talents éliminés est beaucoup plus considérable que le nombre de nouveaux talents qui sont créés. Du même coup, la dépense relative d'énergie humaine, comparée à l'énergie des machines employées dans la production diminue constamment. Puisque ces éléments sont précisément ceux que les directeurs et les techniciens secondaires apportent à la production, l'augmentation annuelle de la productivité, ou de la productivité par heure a toujours représenté une contribution physique des travailleurs relativement décroissante (2).

(1) Il est très possible que dans une longue période de chômage, la productivité économique du travail de direction et du travail technique (c'est-à-dire la valeur marchande des services de direction et des services techniques) puisse diminuer beaucoup plus, proportionnellement, que la productivité économique du travail mécanique. Cela pourrait résulter d'un effort très largement réparti parmi la masse des travailleurs mécaniques pour élever le niveau de leur travail et arriver à des postes enviés de directeurs et de techniciens. Le nombre croissant des directeurs qualifiés et des techniciens changerait un des facteurs du problème, diminuerait l'utilité des services rendus par ce genre de travailleurs et diminuerait aussi leur productivité économique et leur part de rétribution.

(2) Le groupe des travailleurs engagés dans un travail mécanique est souvent disposé à reconnaître qu'il n'essaie pas de produire davantage pour augmenter la quantité des richesses produites mais qu'il cherche simplement à toucher une plus grosse part de la richesse produite par les biens d'équipement. Par exemple, le accord de la convention collective signés en 1927, par le Général Motors et par les United Auto Workers du syndicat AFL*CIO, disent que « produire davantage avec la même quantité d'effort humain est un but économique et social juste et sain. » Cependant les accords signés établissaient des salaires sensiblement plus élevés que les précédents pour les travailleurs.

Quand nous considérons que ce changement a commencé depuis le premier siècle de notre ère et qu'il s'est accéléré rapidement depuis la fin du XVIII^e siècle, il est clair que la contribution physique du travail mécanique humain à la richesse est extrêmement réduite si on la compare à celle des biens d'équipement. On est encore loin de la vérité si on estime que la contribution physique totale fournie par les travailleurs engagés dans un travail mécanique aux Etats-Unis représente moins de 10 % des richesses produites et que la contribution à la richesse par les propriétaires des biens d'équipement représente plus de 90 % de la richesse produite. Toutes les statistiques possibles montrent que ces chiffres exagèrent beaucoup l'importance de la contribution du travail mécanique à la production des richesses (1).

Il faut insister sur un autre point. Il semble que la productivité économique de la main-d'œuvre ait aussi diminué, et que ce déclin ait les mêmes causes que la diminution de la productivité inhérente.

Par « productivité inhérente », nous voulons indiquer la capacité physique ou la possibilité que possède un facteur de production à créer des biens et des services. Par « productivité économique », nous voulons indiquer la part de richesses qui revient sur un marché libre au propriétaire d'un certain facteur de production comme résultat direct de la contribution qu'il y apporte ; l'importance de cette contribution est évaluée grâce au mécanisme de l'offre et de la demande sur un marché libre. Ainsi, le ter-

(1) De 1850 à l'époque actuelle, le chiffre de l'augmentation dans la production pour chaque heure de travail mesuré par rapport au revenu national a été un peu plus de deux pour cent par an. (Voir « Les Besoins de l'Amérique et ses Ressources », Table 14, page 40.) Quoique certaines statistiques manquent pour la période précédant 1850, beaucoup de progrès très spectaculaires dans l'industrialisation ont été faits avant cette date. Parmi ceux-ci, il faut compter l'emploi de l'eau pour la production en série, la force du vent pour faire marcher les bateaux et pomper l'eau, la machine à coudre, la navette, les machines à vapeur pour pomper, la machine à filer, la foreuse, l'emploi de la vapeur comme source d'énergie, la machine à égrener.

me « productivité économique » implique non seulement la contribution physique du facteur en question, mais aussi la valeur marchande de cette contribution physique déterminée d'une manière compétitive.

Lorsque la valeur du travail est déterminée sur un marché libre (même si l'on tient compte de la discussion entre le groupe syndical et le patron où la puissance de l'employeur et de l'employé se mesurent, mais qui laisse l'employeur libre d'embaucher d'autres ouvriers s'il croit que de meilleures conditions peuvent être obtenues), l'établissement du taux des salaires détermine du même coup quelle est la contribution du travail au produit final. Mais, puisque nous vivons dans un système économique où les taxes sont une seconde forme de la répartition des richesses, où le pouvoir des syndicats, aidé par l'action gouvernementale et par les mesures politiques puissantes, stimulent artificiellement la demande du consommateur afin de créer le plein emploi, aucune statistique qui montrerait la productivité économique actuelle du travail en Amérique ne peut être offerte. Nous pouvons seulement tirer certaines conclusions quand nous voyons l'importance des moyens employés pour empêcher que les salaires ne soient déterminés librement et pour augmenter l'emploi des travailleurs. Nous pouvons aussi tirer d'autres conclusions, celles-là négatives, au sujet de la productivité économique relative des biens d'équipement en considérant les revenus qui restent aux propriétaires du capital (ce capital est représenté par les biens d'équipement) alors que toutes les forces que nous venons de mentionner plus haut leur ont enlevé une partie importante des richesses produites pour les distribuer aux propriétaires du travail, c'est-à-dire aux travailleurs (1).

(1) Une analyse étendue de ces questions est présentée dans «Capitalisme». Cette analyse explique la divergence apparente qui existe entre la productivité économique en régression du travail et la part de rétribution de plus en plus grande des richesses réclamées par le travail. Pour ceux qui feraient l'erreur de supposer que les niveaux

FORMES DE LA PROPRIÉTÉ

Par propriété, nous entendons tout ce que l'homme possède, accompagné du droit de contrôler ce qu'il possède, de l'employer, d'en tirer un bénéfice, d'en disposer selon ses désirs et d'une manière légale. En ce qui concerne la propriété, nous tenons à faire deux distinctions.

(1) La première distinction à faire existe entre la propriété qui repose sur un droit inné et qui est naturelle, et la propriété acquise. La propriété qui repose sur un droit inné est celle qu'un homme possède du fait même qu'il est homme. Elle est accompagnée du droit de contrôle. Si l'on s'attache à la signification économique de la propriété, la seule forme de propriété naturelle basée sur un droit inné est la force de production qui est inhérente à l'homme de par sa force physique et les talents qu'il peut dériver de ses capacités mentales.

Nous emploierons l'expression « puissance de travail » pour désigner les capacités de production d'un homme pour créer les biens nécessaires à son existence, sans nous attarder à délimiter la part de force physique ou mentale qui est en jeu, et sans considérer si dans la production de ces biens, cette puissance de travail est mécanique ou créatrice. Bien que tous les hommes soient nés avec une certaine puissance de travail, un esclave est un homme qui est privé de son droit à son propre travail puisque le droit de le contrôler repose légalement dans les mains de son maître et non pas dans les siennes. Ce droit légal du maître sur le travail de l'esclave viole évidemment la loi naturelle puisque tout homme est né avec ce droit inné

des salaires présents sont un indice exact de la productivité économique du travail, une explication succincte est donnée dans l'Appendice qui traite de la diminution de la productivité du travail dans notre économie. Voir pages 308 - 318 infra.

à sa propre puissance de travail aussi bien qu'à sa liberté. (1).

La propriété acquise comprend, en dehors de la personne humaine, toutes les choses que l'homme peut non seulement posséder mais sur lesquelles il peut établir son droit de contrôle. Lorsque John Locke écrivait sur ce sujet, il avait présent à l'esprit une économie pré-industrielle et il établissait cette vérité fondamentale que l'homme peut se rendre propriétaire par son travail de tout ce que Dieu a donné en commun à tous les hommes (2).

La théorie du travail de Locke ne doit jamais être confondue avec la théorie des valeurs de Marx. Locke se préoccupe seulement d'expliquer l'origine des droits sur la propriété acquise en insistant sur le moment où les hommes se sont rendus propriétaires de la terre qu'ils ont cultivée et des outils qu'ils ont fabriqués.

Si l'on considère l'époque où tout était propriété commune, les hommes se sont rendus propriétaires de tous les biens auxquels ils ajoutaient leur travail, et de ce qui était le fruit même de leurs efforts. Au moment même de cette appropriation, c'était la mise en œuvre de ce que l'homme possédait, c'est-à-dire sa puissance de travail.,

(1) Dans son second *Traité du Gouvernement Civil*, Locke emploie le mot « propriété » dans un sens très large pour désigner tout ce à quoi un homme peut prétendre de par son droit inné ou acquis : son droit à la propriété qu'il a accumulée. Le mot « propriété », pris dans un sens étroit et économique, est le plus souvent appliqué à l'accumulation des biens que possède tout individu, c'est-à-dire, les biens qu'il a acquis par son propre travail, par certains échanges ou grâce à certains dons, ou certains héritages. Quand les hommes sont des esclaves, la puissance de travail qui réside en eux est une forme de propriété acquise sur laquelle d'autres hommes ont le droit de propriété dans les mêmes conditions où ils ont droit à la puissance de production du sol, des animaux, ou des outils. L'homme libre, au contraire de l'esclavage, est propriétaire de son propre travail et du produit de ce travail ; il peut en user, en disposer comme il l'entend. Dès lors, si l'on dit que soumettre l'homme à un travail d'esclave, est une violation du droit naturel, on implique que les hommes ont un droit naturel non seulement à la vie et à la liberté, mais aussi à la propriété de leur puissance de travail qui fait partie intégrante de leurs facultés physiques et mentales.

(2) Voir *Traité du Gouvernement Civil*, Ch. V, « De la Pauvreté ».

qui lui donnait le droit d'acquérir tout ce qui était le produit de son travail. Passé le stade de l'organisation de la propriété originale, on peut étendre la théorie de Locke en disant qu'à part les dons et les héritages que l'homme peut recevoir, le droit qu'il peut avoir sur la propriété acquise vient de l'emploi de toute sa propriété, que ce soit sa puissance de travail, sa terre, son stock de matériel ou ses outils.

(2) La deuxième distinction à faire comporte une triple classification des formes de la propriété productive, c'est-à-dire de la propriété et du contrôle des facteurs producteurs de richesse. On peut l'établir de la façon suivante :

- (a) Propriété des richesses naturelles (y compris la propriété des terres minières et agricoles, les richesses tirées de l'air et de la mer, les matières premières, les sources naturelles d'énergie et les animaux domestiques).
- (b) Propriété des instruments de production (y compris les produits manufacturés, les outils, les machines fonctionnant grâce à une énergie motrice et les machines automatiques) et propriété partielle des organisations productrices.
- (c) Propriété du travail humain (y compris l'acquisition du travail d'autres hommes qui sont devenus une forme de propriété en tant qu'esclaves).

Avec cette classification bien en vue, nous pouvons établir quel sens nous donnerons aux mots « capital » et « travail » dans les paragraphes suivants. Tout d'abord, nous excluerons tout travail d'esclave qui ne peut avoir aucune place dans notre société, ni légalement, ni par nécessité. Nous emploierons le mot travail pour la troisième forme de propriété productrice, c'est-à-dire pour le droit que chaque homme a d'être maître de son travail, et nous réunirons les deux formes de propriété productrice mentionnées plus haut sous le titre de « capital ». Le capital représente donc toutes les formes de propriété acquise des facteurs producteurs de richesses, et en mettant à part l'esclavage, le travail représente la seule et unique forme

de propriété naturelle d'un facteur producteur de richesses. (1).

Le capital et le travail peuvent tous les deux être répartis largement parmi les membres ou, au contraire, ils peuvent être concentrés entre les mains de quelques uns seulement. Dans les sociétés basées sur l'esclavage, la propriété du travail, comme celle du capital, était concentrée entre les mains d'une classe de propriétaires peu nombreux. Avec l'abolition de l'esclavage, seul le capital peut se trouver concentré entre les mains de quelques privilégiés ; chaque individu a en effet, le droit d'être maître de son propre travail.

Finalement, il est de la plus grande importance de reconnaître que la propriété publique n'est pas la même chose que la propriété privée. Par propriété privée, nous devons comprendre tout ce que les individus, les familles ou les sociétés privées possèdent ou contrôlent. peu importe la dimension de cette propriété. Par propriété publique, nous devons comprendre tout ce que l'Etat possède et contrôle par l'intermédiaire de ses fonctionnaires et des agents qui le représentent.

Il reste une autre forme de propriété qui est ni la propriété privée, ni la propriété de l'Etat, c'est la propriété qui est commune à tous les hommes, c'est-à-dire qu'elle n'appartient ni à un individu, ni à une société, ni à l'Etat.

Les terres de pâturages, telles que le « Boston Common », par exemple, n'appartenaient à personne ; personne ne pouvait exercer un droit de contrôle sur ces terres. Le

(1) La richesse d'une société comprend (1) tout l'ensemble des biens de consommation, (2) le stock de matériel de guerre, (3) le fonds constamment grandissant de connaissances utiles à la production que les membres de cette société ont accumulées et auxquelles ils ont accès, exception faite des connaissances utiles à la production que (4) tout le matériel et les instruments que cette société peut employer dans la production des biens qui peuvent être ou consommés ou détruits. Ces derniers, appelés moyens de production, se divisent en trois formes de propriété productrice que nous avons mentionnées plus haut.

mot « common » implique l'idée inverse de l'idée de propriété, car cette idée implique qu'un certain individu s'est rendu propriétaire d'une terre et exerce sur elle un pouvoir de contrôle ; la propriété publique, elle, représentera l'opposé de la propriété privée.

Le programme marxiste, dont le but est l'abolition de la propriété privée, demande que l'Etat devienne propriétaire de tout capital (c'est-à-dire devienne le propriétaire de toute forme de propriété à l'exception de la puissance de production des hommes). La théorie marxiste ne demande pas l'abolition de propriété en soi ou la diffusion de la possession du capital, mais, elle demande plutôt que le capital privé devienne capital public et que la propriété privée soit complètement abolie à l'exception de la propriété de la faculté de travail de l'individu et de son droit à la consommation des richesses.

PREMIERE ET SECONDE REPARTITION DES RICHESSES

Par première répartition des richesses, nous entendons celle qui est faite parmi ceux qui les ont produites. Dans le cas le plus simple, celui du créateur de richesses indépendant (par exemple Robinson Crusœ), cela revient à dire que l'individu acquiert seul et automatiquement la richesse qu'il a créée par son travail et par l'emploi des biens d'équipement qu'il possédait. Dans le cas normal de l'économie d'une société complexe, où un nombre indéfini d'individus sont associés à la production des richesses et où les produits sont échangés les uns contre les autres au moyen de l'argent, le revenu que chaque individu reçoit pour sa participation à la production sous forme de terre, de matières premières ou de capital, est évalué objectivement et impartialement grâce au procédé de l'offre et de la demande sur un marché libre. La répartition première apporte à tout participant précisément l'équivalent de ce qu'il aurait reçu en tant que producteur indépendant, c'est-à-dire la richesse que sa participation à la production a créée.

Séparée et différente de cette répartition première, il est évident que la répartition secondaire des richesses inclut tous les transferts de richesses autres que ceux qui ont été le résultat de la participation à la production et aux échanges rattachés à cette production qui ont lieu sur des marchés libres. La répartition secondaire comprend, par conséquent, tous les transferts de richesses qui ont lieu dans les familles, ou entre amis, soit par don, soit par héritage, les transferts dûs à des pertes ou à des découvertes qui sont la conséquence du hasard, les transferts du domaine public, les transferts de propriété déjà existante une fois qu'elle est arrivée aux mains du dernier consommateur, les distributions charitables de toutes sortes, etc...

Quand toute participation à la production n'est pas soumise à l'évaluation de l'offre et de la demande sur un marché libre, la répartition qui résulte de la participation à la production peut être (1) inférieure à la valeur de la contribution qui a été faite (2), supérieure à cette valeur. Dans les deux cas, la différence entre la valeur d'une contribution déterminée sur un marché libre et la somme reçue pour cette contribution — en salaires, intérêts, prix de matériaux, etc... — représente une répartition secondaire des richesses dont profite toute personne qui reçoit une valeur supérieure à celle que sa contribution à la production aurait méritée sur un marché libre.

L'importance de cette distinction entre la répartition primaire et secondaire des richesses sera visible dans le chapitre suivant, où les trois principes de justice applicables à la production et à la distribution des richesses seront établis. Aucun de ces principes n'est applicable à la répartition secondaire. La seule question de justice dont nous nous occuperons se rattache à la répartition primaire des richesses, celle qui est intégralement liée à la participation dans la production des richesses. (1).

(1) Il y a naturellement d'autres principes de justice, qui sont applicables à la répartition secondaires des richesses.

Avant que nous attaquions ces problèmes de justice, un autre problème relatif à la répartition des richesses doit être considéré. Ce problème se rattache à la répartition des richesses pour ceux qui s'adonnent à ce que nous appelons un travail désintéressé si on le compare au travail exécuté par celui qui doit obtenir de quoi vivre. Nous avons montré dans le chapitre IV que les hommes d'Etat, les artistes, les grands chercheurs scientifiques, les philosophes, les membres du clergé, quelques avocats, quelques médecins, quelques professeurs, quelques journalistes ne contribuent pas à la production des richesses, c'est-à-dire qu'ils ne créent pas des biens nécessaires à l'existence. Le travail créateur qu'ils font produit les biens de la civilisation et de l'esprit humain, les arts, les sciences, les institutions de l'Etat et de la religion.

Plusieurs milliers d'individus sont ainsi occupés dans notre société et la grande majorité d'entre eux subviennent aux besoins de leurs familles grâce au revenu qu'ils reçoivent sous forme d'honoraires, de traitements et autres paiements qu'ils reçoivent pour leurs services ou pour ce qu'ils ont créé.

Un tel revenu est-il une répartition primaire des richesses dans notre société en dépit du fait que d'après notre définition et notre distinction entre le travail fait pour obtenir de quoi vivre et le travail désintéressé, ces individus ne participent pas à la production des richesses ?

Il pourrait sembler à première vue (1) ou bien que nous commettons une erreur en classant le travail créateur des hommes d'Etat, de nos grands artistes, de nos chercheurs, de nos philosophes, comme étant complètement séparé de la production des richesses, ou (2) que les revenus reçus par un grand nombre de travailleurs engagés dans un travail désintéressé ne sont pas une partie de la répartition primaire de la richesse de notre société, mais, au contraire, doivent être classés dans la répartition secondaire des richesses. Si cette seconde alternative est la bonne, les trois principes de justice économique dont nous nous occupons ne s'appliqueraient pas à leurs activités.

Ni l'une, ni l'autre de ces alternatives ne nous conduit à la solution juste du problème. Par essence, ces travaux que nous appelons désintéressés parce qu'ils font partie des loisirs n'ont rien à voir avec la production des richesses. On peut concevoir une société dans laquelle de tels travaux pourraient être faits pour la satisfaction inhérente qu'ils procurent à leurs auteurs et sans être accompagnés du besoin ou du désir d'une récompense extérieure semblable à celle qui doit être donnée à ceux qui s'adonnent aux travaux créateurs de richesses, en particulier à ces travaux qui n'apportent aucune satisfaction à celui qui les fait, car ils ne sont aucunement créateurs. Mais notre société n'est pas conçue de cette manière, bien que les progrès possibles de la technologie nous permettent d'entrevoir une société dans laquelle une grande partie du travail de loisir, qui est le travail créateur d'une civilisation, sera fait sans qu'une compensation externe soit nécessaire. La réalisation de cette possibilité, comme nous le verrons, est un des buts principaux de la révolution capitaliste.

Dans une société telle que la nôtre, la richesse est représentée par tout ce qui est considéré tel par un nombre suffisamment important d'individus. Tout ce qui a une valeur d'échange, et peut être acheté, vendu, collectionné systématiquement et échangé entre collectionneurs est par conséquent une richesse. Ceci est vrai si ceux qui s'occupent des biens ou des services en question sont inspirés par la qualité inhérente de ces biens ou de ces services, leur utilité, ou leur capacité de créer d'autres richesses, ou par le fait qu'ils satisfont certaines émotions. C'est la demande qui donne à ces différentes richesses leur valeur marchande. C'est le jeu libre des forces de l'offre et de la demande qui détermine d'une manière objective et impartiale la valeur d'échange de tous les biens qui sont considérés comme richesses interchangeable. Mais quelque chose de plus est nécessaire pour qu'une demande de certains biens et de certains services soit considérée comme une richesse et non pas comme un des biens nécessaires à la

civilisation ; ceux-ci appartiennent en effet à un domaine tout différent des richesses. Ces biens et ces services doivent présenter une qualité commune qui les rend sujets à être achetés, vendus et échangés par le consentement de tous ceux qui les possèdent, les fournissent, ou les recherchent. Nous pouvons illustrer ce point de la manière suivante : les charmes d'une femme vertueuse ne sont pas une richesse car en dépit du fait qu'ils sont hautement vantés, ils ne peuvent être ni vendus, ni achetés. La même chose peut se dire des œuvres d'art, des découvertes scientifiques, des services d'un professeur, d'un médecin, d'un homme d'Etat, car ceux qui créent ces valeurs ou rendent ces services peuvent refuser de les vendre sans même considérer l'importance du prix offert. Dans ces conditions, non seulement ces biens sont des biens nécessaires à la civilisation, mais ils ne peuvent pas devenir des richesses.

Cependant, dans d'autres conditions, les biens et les services qui sont essentiellement les biens de l'esprit et de la civilisation et non pas des biens nécessaires à la subsistance de l'homme, peuvent devenir des richesses. Ces biens sont achetés et vendus dans notre société pour la simple raison que la création de ces biens ou l'exécution de ces services est généralement la seule ou la principale ressource de revenu pour ceux qui s'adonnent à ces travaux que nous appelons créateurs, désintéressés, ou de loisir. Cependant, il y a un nombre suffisant d'exceptions pour que nous puissions avancer l'idée que tous les biens produits ou tous les services rendus par tous ceux qui s'adonnent à un travail désintéressé peuvent être considérés comme ne faisant pas partie des richesses, et dès lors peuvent ne pas être achetés, car ceux qui en sont l'auteur ne veulent pas les vendre. Il y a, par exemple, certains artistes, certains chercheurs dans le monde scientifique, certains philosophes, qui ont un revenu suffisant provenant de leur capital qui leur permet de s'adonner au travail désintéressé qui leur fournit certaines satisfactions dont la valeur ne peut pas être mesurée en argent. Certains hommes, parce qu'ils

sont financièrement libres, peuvent servir leur pays et accepter certaines fonctions politiques sans recevoir d'autre compensation que la somme nominale d'un dollar par an. Il y a des professeurs, des médecins, des avocats qui rendent des services de toutes sortes pour la seule satisfaction qu'ils retirent de ce travail bien qu'ils puissent recevoir une large rétribution.

L'autre extrême est vraie aussi : il est un fait qu'il y a des hommes qui, bien que propriétaires d'un capital suffisant acceptent toutes les compensations qui leur sont offertes pour le travail désintéressé qu'ils fournissent en tant qu'éducateurs, chercheurs, avocats, médecins, fonctionnaires supérieurs. Il faut ajouter que ces mêmes hommes ne peuvent garder qu'une partie minime de ces compensations puisque leur revenu se trouve déjà placé à un niveau où l'impôt sur le revenu est très élevé. Ces hommes sont coupables de la plus grande erreur puisqu'ils ne font pas de distinction entre (1) les richesses qui sont soumises à la loi de l'offre et de la demande et (2) les biens nécessaires à la civilisation qui devraient être complètement libérés de cette même loi.

On ne trouvera donc pas une solution à ce problème vital en supprimant la différence essentielle entre les biens qui servent à assurer la subsistance de l'homme et ceux qui servent à développer une civilisation. On ne la trouvera pas non plus en refusant d'inclure dans la répartition première des richesses les paiements dûs à tous ceux qui s'adonnent au travail désintéressé, base de toute civilisation, ce qui reviendrait à empêcher l'application de certains principes de justice économique au travail désintéressé qui serait récompensé financièrement. La solution réelle doit se trouver dans la transformation de notre société que la révolution capitaliste envisage, transformation qui rendra possible un état de choses où une partie de plus en plus grande du travail désintéressé qui crée une civilisation sera fournie sans compensation financière.

CHAPITRE V.

JUSTICE ECONOMIQUE ET DROITS ECONOMIQUES

PROPRIETE ET JUSTICE

On a souvent dit que là où la propriété n'existe pas, il ne peut y avoir ni justice, ni injustice. Il faut entendre par propriété tout ce que l'homme a le droit de posséder, tout ce qui est à lui par droit inné ou ce qu'il a acquis.

Interprétée de cette manière, cette affirmation va au-delà de la propriété et de la justice économique. Nous voulons nous occuper ici seulement de son application aux questions économiques et spécialement à la répartition des richesses lorsqu'elle est liée à leur production. Par conséquent, nous excluons de nos considérations, comme n'ayant aucun lien avec la justice de la répartition, toute richesse qu'un homme peut recevoir par charité ou par don, richesse à laquelle il ne peut avoir aucun droit avant qu'il ne l'ait reçue. Il en va de même de toute richesse qu'il peut se procurer par force, vol ou autres moyens qu'il emploie pour obtenir injustement ce qui ne lui appartient pas. (1).

(1) Puisque la propriété comprend le droit de contrôler et de disposer de cette propriété d'une manière légale, les lois qui ont trait au transfert de la propriété par ou sans testament, au moment de la mort, sont simplement des règles appliquées à une certaine sorte de transfert de propriété par le propriétaire. On dit fréquemment que le droit d'hériter ou de recevoir une certaine propriété par testament est purement artificiel ou basé sur une convention, c'est-à-dire que ce droit n'est pas fondé sur le droit naturel. Bien que personne n'ait un droit inné à recevoir une propriété par testament ou héritage (car, personne, si l'on parle de justice, n'a le droit de rece-

La question qui nous concerne d'abord, est de savoir comment un individu qui possède déjà quelque propriété, que ce soit sa propre puissance de travail, ses biens d'équipement ou une combinaison des deux, peut acquérir avec justice toute propriété additionnelle.

Cette question présuppose que, si un homme n'a aucune propriété (c'est-à-dire que si ses droits naturels sont violés, il est un esclave privé de son droit naturel à son propre travail), il peut réclamer que ce droit lui soit rendu, il n'a aucune propriété qui lui permette d'acquérir d'autre propriété.

Deux idées découlent de cette affirmation. Tout d'abord, si un homme n'a aucun droit aux facteurs produisant une richesse déterminée, son droit à une part juste de la richesse produite est sans fondement. Mais par contre, quand il peut considérer comme sa propriété tous les instruments de production engagés dans la création d'une certaine richesse, il peut réclamer avec justice toute la richesse qu'ils produisent.

Il découle de la proposition précédente que, si plusieurs individus réunissent leur propriété respective pour la production de certaines richesses, la part de chacun d'eux dans la répartition de la richesse totale créée est en proportion de sa participation à la création de cette richesse. On doit répéter une fois de plus que c'est grâce à sa propriété productrice (biens d'équipement ou sa propre puissance de travail) qu'un homme peut contribuer à la production des richesses en tant que participant *indépendant*. L'esclave dont la puissance de travail est devenue la propriété du maître qui l'emploie n'est pas un participant *indépendant*. Dès lors, il ne peut pas, d'après une justice

voir un présent) le propriétaire de cette propriété a, lui, le droit naturel de contrôler cette propriété et d'en disposer. La justice des lois qui régulent les transferts par testament et, par conséquent, la justice des lois qui régulent les héritages (lois qu'on considère habituellement comme remplaçant toute disposition affirmative par testament) doivent être jugées d'après les principes qui président aux relations entre l'Etat et ceux qui détiennent cette propriété.

stricte, réclamer une part quelconque de la richesse produite.

Deux cas imaginaires nous aideront à clarifier ce point important : ils font partie de l'économie de Robinson Crusoé, moyen souvent employé dans la littérature ayant trait à l'économie politique.

(1) Imaginons d'abord la situation économique de Robinson Crusoé avant l'arrivée de Vendredi, mais après qu'il s'est emparé de l'île et qu'il a domestiqué quelques animaux et inventé quelques instruments. Toute richesse qu'il crée à ce moment-là est le résultat de l'emploi productif du capital de Robinson Crusoé et de la puissance de travail qu'il possède. Une partie de la production de Robinson Crusoé peut se présenter sous la forme de biens d'équipements additionnels, le reste devenant des biens de consommation. A qui appartiennent-ils tous ? Personne ne songerait à hésiter une seconde à donner la seule réponse possible : à Robinson Crusoé ; *car un homme a le droit en toute justice de posséder toute la richesse qu'il produit lui-même.*

(2) Imaginons maintenant la même île et son économie compliquées par deux facteurs additionnels. L'un est Vendredi que nous supposons dans ce cas être l'esclave de Robinson Crusoé. Il perd de la sorte son droit naturel à son travail. L'autre facteur sera la venue d'un autre homme du nom de Smith qui ne devient pas l'esclave de Robinson Crusoé. Puisque Robinson Crusoé est propriétaire de l'île, de tous les biens d'équipement qui s'y trouvent et en plus d'un esclave, Smith fait un arrangement avec Crusoé d'après lequel il participera à la production des richesses en apportant son propre travail pour lequel, après quelque marchandage, Smith accepte de recevoir une certaine part de la richesse produite.

On doit prendre note du fait que le seul moyen que Smith possède pour participer à la production des richesses est de mettre en usage ses biens propres c'est-à-dire sa puissance de travail. C'est seulement en fournissant son travail que Smith peut établir une base juste pour sa de-

mande d'une partie de la richesse produite.

L'esclave de Robinson Crusoé, sa chèvre, son chien, ses outils et sa terre participent plus ou moins à la production des richesses. Mais puisque leur participation n'est pas accompagnée de propriété, cette participation n'est pas accompagnée d'un droit à la répartition des richesses. Robinson Crusoé donne à son chien, à sa chèvre, et à Vendredi, une part suffisante pour qu'ils puissent continuer à vivre et à travailler. Puisqu'ils aident à la production en tant que propriété de Robinson Crusoé et non pas comme facteurs indépendants, Robinson Crusoé peut prétendre avec justice à toute la richesse qu'ils produisent. C'est son droit à lui, Robinson Crusoé, de leur donner ou non ce qu'il lui plaît. Mais puisque Smith aide à la production non pas parce qu'il fait partie de la propriété de Robinson Crusoé, mais comme élément libre et en employant volontairement sa propre puissance de travail, il a le droit de réclamer une part dans la répartition des richesses produites, alors que Vendredi, par exemple, n'a pas ce droit.

Quelle est la juste part de Smith ? Supposons dans ce cas problématique que nous admettions que la valeur de la contribution de Smith à la contribution totale des richesses soit le dixième de la valeur finale produite, les autres neuf dixièmes étant créés par le travail de Robinson Crusoé et par son capital, c'est-à-dire par toutes les formes de la propriété productive qu'il possède. Si l'on part de cette supposition, peut-on mettre en doute que la part de Smith dans la répartition des richesses soit le dixième du total produit ? S'il est évident qu'un homme a le droit en toute justice de recevoir toute la richesse qu'il produit, ne s'ensuit-il pas clairement aussi que dans le cas où plusieurs hommes produisent des richesses, chacun d'eux a le droit à une part dans la répartition de ces richesses qui soit proportionnée à la valeur de la contribution que chacun d'eux fait à la production considérée ?

Les cas purement hypothétiques que nous venons d'exposer mettent en valeur le principe de justice qui doit présider à la répartition des richesses pour ceux qui ont par-

ticipé à leur production grâce à l'emploi de leur propriété productive, c'est-à-dire leur capital, leur capacité de travail, ou les deux combinés. Ces exemples nous montrent d'une façon concrète que chaque participant indépendant à la production des richesses a le droit d'en recevoir une part et que chacune de ces parts doit en toute justice, être proportionnée à la contribution que chacun a fournie dans la production totale grâce à l'emploi de sa propriété personnelle.

C'est le seul principe d'après lequel la répartition des richesses peut avoir pour base les droits à la propriété engagée dans la production des richesses. De plus, c'est le seul principe de répartition qui soit fondé sur la considération des droits de propriété dans les facteurs de production, car l'essence de cette propriété réside dans le droit qu'a le propriétaire de recevoir une part de la richesse créée qui sera en proportion des facteurs de production qu'il possède (1).

Pour appliquer ce principe, il faut que nous soyons capables d'estimer la valeur économique de la contribution à la production des richesses, fournie par chacun des participants indépendants. Comment leur valeur économique peut-elle être déterminée impartialement, objectivement et de telle façon qu'elle soit en rapport avec les institutions d'une société libre ? D'une façon plus spécifique, qu'est-ce qui permet de déterminer la valeur de la contribution à la production faite par les facteurs A, B, C, d'après lesquels

(1) Il y a d'autres principes de répartition qui ne sont pas fondés sur la justice ou sur les droits de propriété. L'un d'eux est le principe d'assistance. Si nous voulons continuer avec l'exemple que nous avons employé, supposons que Vendredi ait une sœur qui devienne la femme de Smith et le rende père de cinq enfants. Si la contribution de Smith à la production des richesses dans l'économie de Crusoe continuait à n'être pas plus que le dixième de la valeur de la production annuelle totale, son revenu annuel serait tristement insuffisant pour subvenir aux besoins des sept personnes de cette famille. Dans ce cas, Robinson Crusoe pourrait donner à Smith quelque chose en supplément du revenu qu'il gagne. Puisque Smith n'a pas gagné cette richesse additionnelle, elle représente une assistance de la part de Robinson Crusoe.

le propriétaire de ces facteurs de production a le droit de recevoir des parts proportionnelles à la valeur totale produite ?

Notre réponse en deux mots est : *la libre concurrence*.

LA LIBRE CONCURRENCE, MESURE DES VALEURS ECONOMIQUES

Dans le chapitre I du « Capital », Karl Marx annonce qu'en embellissant une thèse avancée par Ricardo, lui seul a su donner une solution au problème qu'Aristote n'a pas pu résoudre : celui qui consiste à essayer de mesurer objectivement la valeur économique des biens et des services pour qu'un échange juste des produits soit possible.

Marx accepte le principe d'Aristote pour la justice des échanges en demandant que les choses échangées soient de la même valeur. Il se rapporte d'une manière explicite aux pages du Livre V sur la Justice dans l'Ethique d'Aristote et spécialement au chapitre V où Aristote soulève la question suivante : comment établir la valeur des lits et des maisons de sorte qu'un certain nombre de lits puissent être échangés contre un certain nombre de maisons.

Aristote reconnaît, nous dit Marx, que nous ne pouvons pas établir un rapport qualitatif entre les différents produits, à moins que nous les rendions mesurables. Mais, puisque cette mesure qu'on pourrait appliquer à tous ces produits fait défaut, Marx en arrive à la conclusion qu'on ne peut pas mesurer la valeur qualitative de différents objets. Marx prétend qu'Aristote assure qu'« il est impossible que des choses si différentes soient mesurées » et il ajoute qu'Aristote lui-même « nous dit que ce qui l'a empêché d'avancer plus loin dans son analyse, c'était que le concept de valeur était totalement inexistant. Quel est ce quelque chose d'égal, cette substance commune qui permet d'égaliser la valeur des lits en valeur de maisons ? Une telle chose, en vérité, ne peut pas exister nous dit Aristote » (1).

(1) Le Capital, Livre 1, Partie 1, Chapitre 1, Section 3 : « La brillante découverte d'Aristote », nous dit Marx, « vient de ce qu'il a

Arrivé à ce point difficile, Marx offre sa propre solution du problème qu'Aristote n'a pas su résoudre : la mesure commune et objective d'échange est le travail humain. D'après la théorie de valeur fondée sur le travail humain, deux choses différentes au point de vue de la qualité peuvent être mesurées l'une par rapport à l'autre si l'on mesure la quantité de travail humain qui a été employée dans leur production ; et ainsi mesurés, des objets de valeur semblable peuvent être échangés.

Si nous ouvrons le Livre V, et si nous lisons le chapitre V de l'Éthique, nous trouvons qu'Aristote dit en effet, comme nous le signale Marx, qu'« un échange juste de biens qui diffèrent quant à la qualité demande que ces biens aient une valeur semblable. » « Tous les biens doivent être mesurés par une seule et même mesure » nous dit Aristote, et « cette unité de mesure » ajoute-t-il, « est, en vérité, la demande de ces biens qui les lie entre eux ; car si les hommes n'avaient pas besoin des biens créés par chacun d'eux, ou s'ils n'en avaient pas un besoin égal, il n'y aurait pas d'échange, ou, tout au moins, il n'y aurait pas un échange égal (1).

Aristote admet, comme le dit Marx, qu'il est impossible de rendre parfaitement commensurables des objets qui sont qualitativement hétérogènes ; mais, ajoute-t-il immé-

découvert dans l'expression de la valeur des produits, une relation d'égalité. Les conditions très spéciales de la société où il vivait l'ont empêché de découvrir ce qui en vérité, était au fond de cette notion d'égalité ».

Comme il vivait dans une société « fondée sur l'esclavage et que l'idée d'inégalité des hommes et de « l'inégalité de leur puissance de travail en était la base ». Selon Marx « Aristote n'a pas pu voir qu'attribuer une valeur aux produits, n'était qu'une façon d'exprimer que tout travail humain a la même valeur. »

(1) *Éthique à Nicomaque*, Livre V, chapitre 5, 1.133 à 2.729. Nous emploierons aujourd'hui l'expression « offre et demande » au lieu de « demande » ou peut-être « libre compétition ». Néanmoins, ces différents termes représentent la même idée.

diatement, « lorsqu'il s'agit de la demande, ils le deviennent suffisamment (1).

Jusqu'à nouvel ordre, Marx et Aristote sont seuls à offrir des solutions reconnues au problème qui consiste à pouvoir mesurer entre eux des objets hétérogènes afin de déterminer des équivalences nécessaires à la justice des échanges. Si la théorie des valeurs de Marx est fautive comme nous le prétendons, il s'ensuit que la théorie d'Aristote est la seule admissible ; comme il le dit, elle est suffisante pour tous les buts pratiques des échanges, même si dans les conditions de marché actuelles elle n'est pas parfaite.

La valeur d'échange des objets et des services est, par sa nature même, *une matière d'opinion*. A l'instant où la compétition libre et facile existe, la valeur mise sur les objets à échanger reflète le jeu libre des opinions de tous les acheteurs et vendeurs possibles, tout au moins l'opinion de la plupart d'entre eux. Tout autre méthode pour déterminer les valeurs doit impliquer une opinion arbitraire des valeurs qui est imposée par une personne ou deux, ou par un groupe organisé ; et un tel établissement des valeurs, pour être effectif, doit naturellement être imposé par la force. Nous prétendons donc qu'il n'est pas possible pour l'esprit humain de concevoir une autre cause déterminant la valeur économique que celle de l'offre et de la demande ; celle-ci est à la fois précise, objective et impartiale, une fois que la théorie erronée de la valeur du travail a été écartée.

Nous venons d'établir que la compétition libre est le

(1) 1.133 b 19-20. Nous devons ajouter que toute variation entre la valeur absolument équitable établie entre deux choses et la valeur qu'elles peuvent atteindre sur un certain marché, reflète les variations de la compétition idéale sur le marché. Aristote dit, en effet, que la compétition libre et possible qui pourrait être établie sur un marché où les contraintes imposées par les forces des monopoles n'existeraient pas, établirait un système de valeurs qui rendrait les biens et les services suffisamment commensurables et les échanges possibles.

seul moyen que nous ayons pour mesurer d'une façon précise, objective, équitable et impartiale, l'équivalence des valeurs si l'on veut établir une certaine justice dans les échanges de produits hétérogènes. Ce principe est également vrai quand il s'agit de mesurer la contribution relative des différents facteurs dans la production des richesses afin de pouvoir répartir d'une façon équitable les richesses produites par les propriétaires des facteurs de production (1).

Une autre observation doit être faite en passant. Si la théorie des valeurs fondée sur la quantité de travail était vraie — c'est-à-dire si le travail, et le travail seul, était la source de toutes les valeurs quand il s'agit des biens économiques et des services — il s'en suivrait que le travail en toute justice devrait avoir droit à toute la richesse produite. D'après cette théorie, le travail, soit sous la forme de travail vivant, ou comme Marx le suggère sous la forme de travail « congelé, pétrifié » (c'est-à-dire le travail qui est accumulé et congelé dans les machines) est la seule source de la production des richesses (à l'exception de ce que la nature elle-même apporte). Il faut en conclure que tout ce qui est produit appartient au travail en toute justice (2).

Si la théorie de la valeur fondée sur le travail est valable et que la distribution des richesses doit être basée sur elle, aucun problème ne se pose pour la répartition des richesses entre les propriétaires du capital et les propriétaires de la puissance de travail. Marx pourrait avoir raison alors quand il déclare que la propriété du capital ne devrait pas être laissée aux mains des individus, et que l'Etat, après avoir exproprié ceux-là même qui ont expro-

(1) Dans une économie basée sur la monnaie, l'unité pour mesurer les valeurs est naturellement l'unité monétaire établie, acceptée.

(2) Vingt ans avant la publication du Manifeste Communiste, lors de la formation par les ouvriers de l'Union des associations des Métiers, on lit dans le Préambule publié par cette Union (Philadelphie, 1827) que le travail est la source de toute richesse, mais, au lieu de réclamer toute la richesse produite par le travail, les ouvriers

prié les autres, devrait devenir le maître de tous les biens d'équipement pour assurer le bonheur des masses. Ces masses, à leur tour, devraient recevoir une part juste des produits de ces richesses d'après les besoins respectifs des individus (1).

Puisque nous venons de prouver que la théorie des valeurs est fautive, et que le capital est un élément producteur de richesses au même titre que le travail, toutes les conséquences découlant de la théorie du travail sont sans fondement. Le problème qui se pose à nous et que nous devons résoudre est donc le problème de la juste répartition des richesses créées dans une société industrielle tout en tenant compte de trois buts à atteindre : (1) pré-

demandaient seulement une part équitable, c'est-à-dire la part qui pourrait être établie comme étant l'équivalent complet et juste des services productifs rendus. Ils ne pensaient pas que « l'équivalent complet et juste » était « toute » la richesse qu'ils produisaient ; la preuve en est dans ce passage de leur Préambule : « Nous désirons établir que tous ceux qui travaillent de leurs mains ont un droit naturel et inaliénable au fruit de leur propre travail ; et que ceux qui, par tout autre travail (source unique) sont les auteurs de tous les comforts, de toutes les facilités, et de tout le luxe, ont de toute justice le droit à une participation équivalente dans ces richesses, non seulement les plus humbles, mais aussi, les plus riches et les plus raffinées (italiques ajoutés). La participation égale, d'après le contexte du préambule, laisse quelque chose aux propriétaires du capital qui, d'après cette théorie, ne contribuaient pas à la production des richesses. Marx était plus consistant et plus complet. Il tirait les conclusions logiques de cette théorie des valeurs basées sur le travail en s'occupant spécialement de la récompense qui pourrait être accordée aux propriétaires du capital qui eux ne travaillent pas : il l'appelle « unearned increment », obtenu injustement en exploitant le travailleur.

(1) On doit remarquer que même si la théorie des valeurs basées sur le travail était valable, et qu'en conséquence, tous les biens d'équipement soient placés entre les mains de l'Etat pour que la richesse produite par le « travail congelé » puisse être partagée par tous les travailleurs, il n'en découlerait pas pour autant un principe équitable pour la répartition des richesses. Ce principe est indispensable pour résoudre le problème qui consiste à savoir comment se ferait cette répartition individuelle des richesses et sur quoi elle serait basée. Cela explique pourquoi Lénine n'acceptait pas une répartition qui serait basée sur les droits des travailleurs, droits égaux ou inégaux, et pourquoi il parlait de leurs besoins. Voir son tract intitulé : *l'Etat et la Révolution*. Moscou, 1949, spécialement Sections 3 et 4.

server la propriété de l'économie, (2) établir le confort économique de la population en maintenant un niveau de vie élevé et satisfaisant, (3) maintenir la liberté économique et politique de tous les individus composant cette société.

C'est ce problème que nous allons examiner.

LE PROBLEME DE LA JUSTICE ET DU BIEN-ETRE
DANS UNE ECONOMIE INDUSTRIELLE

Si la productivité croissante du travail était la seule cause de la production croissante par heure de travail de l'ouvrier, le travail pourrait demander une part de plus en plus grande de la richesse totale produite, car il contribuerait de plus en plus à la production de cette richesse. Une évaluation objective des services fournis par le travail grâce à la compétition libre de tous les facteurs importants de la production causerait une augmentation constante des salaires représentant une récompense juste des services rendus. La richesse de l'économie totale augmentant, le niveau de vie de ceux qui travaillent pour vivre augmenterait aussi.

Comme nous l'avons souligné cependant, la productivité de tous les nombreux employés d'une affaire et de tous les travailleurs (à l'exception des directeurs et des techniciens), va toujours diminuant tandis que la productivité de toute l'économie augmente grâce à l'emploi de forces productives autre que le travail humain. Si une évaluation sur un marché libre de la contribution du travail était employée pour mettre les salaires au niveau qu'ils devraient occuper par rapport aux services qu'ils rendent, le niveau de vie des travailleurs pourrait tomber jusqu'à ce qu'il soit insuffisant pour assurer leur subsistance.

Dès lors, dans une économie où les richesses sont réparties d'après le principe de justice que nous avons considéré jusqu'ici, il pourrait se produire des conséquences néfastes pour la masse des ouvriers qui travaillent pour vivre, c'est-à-dire pour tous ceux qui ne sont propriétaires

que de leur force de travail, et dont le revenu n'est autre que leur salaire.

Un pareil conflit ne pourrait pas exister dans une société non industrialisée où le travail humain est le facteur principal de production et où chaque homme est le maître de son propre travail (c'est-à-dire que nul être humain n'est le propriétaire d'un autre être humain en tant qu'esclave). Mais le cas d'une économie industrielle est tout à fait différent. Parce que les machines d'une économie industrielle deviennent de plus en plus efficaces dans la production de la richesse, le problème présenté par le conflit entre la justice qui doit présider à la répartition des richesses, et le niveau de vie du travailleur devient de plus en plus grave.

Avant d'examiner le problème plus à fond, assurons-nous que la vérité sur la diminution relative de la productivité du travail humain est établie clairement. L'étude de deux économies fondées sur l'esclavage, l'une plus productive que l'autre, nous aidera à comparer une économie non industrialisée avec une économie qui est industrialisée, et une économie industrialisée plus avancée avec une économie industrialisée qui l'est moins. Dans chacune de ces comparaisons, la plus grande productivité d'une économie apparaîtra comme le résultat de facteurs autres que le travail mécanique.

Considérons d'abord le cas hypothétique d'une économie fondée sur l'esclavage, dans laquelle chaque individu est soit maître, soit esclave. Supposons de plus que chaque propriétaire d'esclaves participe à la production de la richesse sans travailler lui-même, mais seulement en faisant travailler son capital, y compris les esclaves qu'il possède. D'après cette supposition, toute la richesse produite appartiendrait au propriétaire des esclaves ; et le propriétaire d'esclaves qui pourrait mettre en jeu une plus grande étendue de terrain et un plus grand nombre d'esclaves recevrait une part de richesses beaucoup plus grande que celui qui apporterait à la production une étendue moins

grande de terrain et un plus petit nombre d'esclaves. Nous voyons ici une répartition équitable des richesses basée sur une participation à la production provenant de l'exploitation de la propriété personnelle à l'exclusion du travail personnel (1).

Considérons maintenant deux économies fondées sur l'esclavage, *Alpha* et *Beta*, et imaginons qu'elles soient différentes sur un seul point. Le propriétaire d'esclaves dans l'économie *Alpha* possède en outre des bêtes de somme. Tous les autres facteurs de production sont les mêmes dans les deux groupes économiques, c'est-à-dire que tous les deux ont les mêmes ressources naturelles, les mêmes outils, et le même genre d'esclaves (c'est-à-dire que les esclaves dans les deux cas sont de force égale et ont les mêmes talents) ; de plus, les esclaves qui sont intendants et qui dirigent le travail des autres esclaves sont également diligents et efficaces.

Lequel de ces deux groupes économiques produira probablement la plus grande richesse annuelle : *Alpha* avec ses bêtes de somme ou *Beta* sans ces bêtes de somme ? La réponse est sans nul doute : *Alpha*.

Puisque la raison qui conditionne cette réponse réside dans le fait que le groupe économique *Alpha* présente un facteur de production (force animale) absent dans le groupe *Beta*, il est parfaitement clair qu'un groupe économique peut être plus productif qu'un autre sans que cette augmentation de production soit le résultat d'une plus grande productivité du travail humain. Si cette idée est claire,

(1) L'origine de la propriété d'un certain propriétaire d'esclaves au commencement d'une année donnée, n'offre ici aucun intérêt. Ce qui nous intéresse ici, c'est de connaître toute la richesse produite dans une certaine année, par deux propriétaires d'esclaves, dont le capital a une productivité différente. Pendant l'année en question, supposons que chacun de ces individus mette en valeur toute sa propriété sans y ajouter son propre travail. A la fin de cette même année, celui des deux qui a employé le capital le plus productif a droit à une part dans la richesse produite plus importante que celle de l'autre individu car sa propriété a joué un rôle plus considérable dans la production totale.

n'est-il pas aussi clair, d'après le principe de justice établi plus haut, que la part de richesse à laquelle le travail a droit en toute équité, ne croisse pas nécessairement avec chaque augmentation de la production totale de l'économie ?

Substituons maintenant les machines aux animaux ; et aux esclaves, substituons les hommes propriétaires de leur puissance de travail. De plus, admettons que le groupe *Alpha* soit un groupe économique industrialisé, et *Beta* un groupe économique non industrialisé. Toutes proportions gardées, *Alpha* produira plus de richesses annuellement que *Beta* ; mais la contribution du travail comparée à toutes les autres formes de propriété ne sera pas plus grande dans *Alpha* que dans *Beta*.

Les mêmes rapports seront établis si *Alpha* est une société industrialisée avancée pourvue de machines automatiques et si *Beta* est un groupe économique industrialisé d'une façon primitive, muni seulement de quelques mauvaises machines.

Dès lors, nous pouvons voir que la plus grande productivité d'un groupe économique comparé à un autre est dûe au travail seulement dans le cas où, toutes proportions gardées, une économie emploie plus de travailleurs qu'un autre groupe économique, ou si le nombre de travailleurs étant le même, certains travailleurs sont plus forts ou plus habiles.

Si la différence de production ne peut être attribuée à un apport plus grand du travail, et si, en fait, la contribution de l'élément travailleur est en train de diminuer en comparaison de l'apport des autres biens d'équipement, les hommes qui participent à la production par ce travail seulement ne devraient avoir droit qu'à une part minime de la richesse produite. En fait, leur part évaluée d'une manière vraiment compétitive serait si mince qu'ils se verraient obligés d'avoir recours à la puissance des syndicats, qui, grâce à l'action compensatrice du gouvernement, obtiendraient pour eux un salaire de subsistance raisonnable et peut-être un niveau de vie décent.

Les travailleurs peuvent donc obtenir ce dont ils ont besoin, même si cela est beaucoup plus considérable que ce qu'ils gagnent par leur contribution à la création des richesses de la société. Quand ils reçoivent ainsi beaucoup plus qu'ils n'ont vraiment gagné, la part qui est finalement celle du capital doit être de toute nécessité moindre que celle qu'il a créée et qui devrait lui être rétribuée en toute justice. Quand ce phénomène se produit, les droits de la propriété privée des biens d'équipement ont été aliénés et ébranlés. Ce phénomène est semblable à celui qui se produit quand le travailleur qui a droit à la propriété de sa puissance de travail est forcé de recevoir un salaire moindre que celui qui est établi d'une manière justement compétitive.

Dès lors, un problème fondamental se pose à nous : dans une économie industrialisée telle que la nôtre, est-il possible d'établir un ordre de choses qui satisfassent les conditions suivantes : (1) toutes les familles doivent être capables de gagner ce qui constitue un niveau de vie décent, (2) l'économie du pays doit protéger et respecter les droits de la propriété privée des biens d'équipement et les droits du travailleur à sa puissance de travail, et (3) les richesses produites doivent être réparties parmi ceux qui contribuent à leur production, d'après le principe d'une juste répartition que nous avons examiné plus haut.

Nous savons que la Russie Soviétique prétend ou espère pouvoir un jour donner à toutes ses familles un niveau de vie décent. Mais, nous savons aussi que son économie est fondée sur l'abolition de la propriété privée des biens d'équipement et qu'elle viole le principe de justice qui doit présider à la répartition des richesses, puisque l'économie soviétique considère que chacun doit être rémunéré d'après ses besoins et non pas d'après ses mérites. Puisque l'Etat est propriétaire de tous les biens d'équipement, et que la répartition des richesses est faite par le gouvernement d'après un principe d'assistance, il est possible que le bien-être et le confort de la population soviéti-

que soient assurés et qu'un niveau de vie décent soit atteint, mais cet état de choses implique une telle concentration des pouvoirs économiques et politiques entre les mains des membres du gouvernement qui dirigent et conduisent la machine de l'Etat, que la liberté du reste de la population ne peut qu'en être diminuée, déformée ou détruite.

Nous savons qu'aux Etats-Unis, nous avons déjà atteint un niveau de vie très élevé, auquel la Russie Soviétique espère arriver un jour. Mais, nous savons aussi que la répartition des richesses a été largement établie dans ce pays grâce à la puissance des syndicats, aidés par l'action compensatrice du gouvernement, grâce aussi à la répartition secondaire établie par les impôts, enfin, grâce au programme de dépenses extraordinaires encourues par l'Etat pour faire disparaître le chômage. Alors que plus de 90 pour cent de la richesse est produite par les biens d'équipement, 70 pour cent du revenu qui en résulte est réparti parmi les travailleurs. On peut donc conclure que la propriété privée des biens d'équipement existe d'une façon nominale mais que les droits de propriété sont diminués et ébranlés du fait que la part des richesses produites par le capital, loin de lui être réparti au prorata de sa contribution à la formation des richesses, lui est soustraite.

L'économie des Etats-Unis, que ses défenseurs les plus enthousiastes appellent « le capitalisme du bien-être » peut difficilement être considéré comme un système économique basé sur un respect des droits de la propriété et sur une application des principes de justice présidant à la répartition des richesses. Nous avons peut-être réussi à remplir la condition première des trois desiderata exposés plus haut, mais seulement en sacrifiant les deuxième et troisième conditions également requises.

Le problème peut-il être résolu ? Nous pensons qu'il peut l'être, bien que la contribution du travail purement mécanique dans une économie industrialisée très développée ait diminué jusqu'au point où la récompense à la-

quelle il a droit et qu'il pourrait obtenir sur un marché libre pourrait tomber bien en dessous de ce qui est nécessaire à un niveau de vie décent.

Chaque nouveau développement technique augmente la discordance entre (a) la contribution du travail à la production des richesses et (b) le revenu dont les travailleurs ont besoin pour maintenir un niveau de vie désirable. Mais chaque conquête technologique des biens d'équipement rend aussi la solution du problème plus facile.

Cette solution est basée sur le respect absolu des droits de propriété et sur les principes de justice économique qui non seulement respectent les droits de propriété mais reconnaissent aussi que chaque individu (ou plus exactement chaque famille) a le droit en tant qu'être humain de recevoir une part des richesses produites en acquérant des droits à la propriété productrice et en exerçant ces droits (soit qu'il s'agisse de propriété du travail, soit qu'il s'agisse de la propriété des biens d'équipement ou des deux réunis). Cette propriété doit exister à un degré suffisant pour permettre à toute famille d'atteindre un niveau de vie décent.

Jusqu'ici nous n'avons étudié qu'un des trois principes de justice qui entrent dans la solution du problème. Par lui-même, il n'est pas suffisant, on doit lui ajouter deux autres principes comme nous allons le montrer (1).

(1) Une économie industrialisée doit faire face à un autre problème qui n'est pas un problème de justice, ni un problème d'assistance dans la répartition des richesses. C'est le problème qui consiste à maintenir un niveau de consommation suffisant à une production dont le niveau est de plus en plus élevé. Si ce problème n'est pas résolu, une économie industrialisée est sujette à des cycles de grande activité et de grande dépression, suivant une série de crises économiques qui, d'après Karl Marx, amèneraient éventuellement la catastrophe finale où sombrerait le capitalisme. La raison pour laquelle Karl Marx prédit la destruction du système capitaliste par le Capitalisme lui-même, vient de ce qu'il considère l'exploitation des travailleurs par le capital comme ne faisant pas l'ombre d'un doute, car les salaires seraient maintenus au dessous du minimum vital. Puisque les capitalistes sont en nombre restreint, et qu'ils sont seuls à pouvoir consommer une faible portion des biens créés par une société industrialisée, puisque, d'autre part, les masses de travailleurs ne touchant qu'un salaire inférieur au minimum vital, ne peu-

LES TROIS PRINCIPES FONDAMENTAUX DE JUSTICE

La justice impose d'une façon générale aux hommes qui se réunissent pour mener à bien la vie en commun les devoirs moraux suivants : (1) ils doivent agir pour le bien commun et non pour leur propre intérêt ; (2) ils doivent éviter de se faire souffrir mutuellement ; (3) ils doivent rendre à chacun ce qui lui est dû ; (4) ils doivent traiter leur semblable avec justice quand il s'agit d'échange de biens, de répartition de richesses, de récompense et de punition.

Le principe de justice que nous avons mentionné dans ce chapitre est une application du quatrième précepte en ce qui concerne la répartition des parts de richesses parmi ceux qui ont participé à leur création. Si ce principe est appliqué, la part qui est due à celui qui a participé à cette création, lui est accordée et le troisième précepte est donc appliqué aussi, puisqu'il exige de rendre à chacun ce qui lui est dû.

vent acheter le reste de ces biens, Marx pense que les crises de surproduction et de sous-consommation sont inévitables. Un pouvoir d'achat largement diffusé correspondant à un niveau de vie élevé, peut seul résoudre le problème. Aucun plan pour l'organisation d'une société industrialisée, même le plus juste, ne peut avoir de sens s'il ne trouve une solution à ce problème qui touche au point vital de l'économie. Si nous acceptons ce fait, nous nous trouvons devant deux alternatives : (1), est-ce qu'une économie industrialisée peut être sauvée de sa propre destruction en adoptant des principes de justice économique, en respectant complètement tous les droits humains, y compris les droits à la propriété privée du capital ou du travail ? (2) ou cette société industrielle doit-elle avoir recours aux principes d'assistance et de bien-être pour tous, afin d'établir un niveau de vie élevé, en sacrifiant toutefois pour atteindre ce but certains principes de justice, c'est-à-dire en diminuant les droits à la propriété privée du capital (comme aux Etats-Unis), ou en les abolissant entièrement (comme en Russie) ? Nous pensons que la première alternative est non seulement possible, mais qu'elle est aussi meilleure moralement que la seconde, car, en organisant l'économie d'après des principes de justice, cette première alternative préserve la liberté politique et donne aux hommes la liberté individuelle en même temps que l'abondance qui est, certes, nécessaire, mais loin d'être suffisante à l'homme pour jouir d'une vie pleine. La révolution capitaliste obtiendra cette victoire.

Comme nous l'avons souligné, deux principes supplémentaires sont nécessaires pour résoudre le problème que nous avons posé dans le passage ci-dessus. Le second principe est une application du troisième précepte seul car, en dehors de certains échanges ou de certaines répartitions, il s'applique aux droits des individus et aux devoirs que doit assumer toute société qui doit s'assurer que toute famille reçoit ce qui lui est dû d'après l'exercice de ces droits individuels. Le troisième principe exige que certaines lois régulatrices président à l'activité économique pour empêcher que certains individus portent tort à d'autres, car en poursuivant leurs propres intérêts, ils peuvent violer le droit économique des autres. Ce principe est donc une application spéciale du deuxième précepte de justice établi plus haut tout en étant une application indirecte du premier.

Quand ils s'appliquent à la production et à la répartition des richesses, ces trois principes de justice peuvent être formulés de la manière suivante :

1. *Principe de répartition :*

Chaque individu qui a participé à la production des richesses, devra recevoir une part qui est proportionnée à la valeur de la contribution qu'il a apportée à cette production.

(Ceci revient à dire que chaque participant à cette production a le droit de recevoir la richesse qu'il crée. Quand tous les échanges sont impartialement évalués sur un marché libre et quand on prend en considération toutes les phases de la production et de la répartition des richesses, la part que doit recevoir chaque participant doit être équivalente à la contribution qu'il a faite).

2. *Principe de participation :*

Chaque homme a un droit naturel à la vie : en conséquence, il a le droit de maintenir et de préserver son existence par tous les moyens auxquels il a droit, en particulier en exerçant le droit qu'il a de gagner de quoi vivre en créant des richesses.

(Cela revient à dire que tout individu a le droit de gagner sa vie en participant à la production des richesses. Puisqu'un homme qui n'est pas un esclave peut y participer seulement en employant sa propriété productrice c'est-à-dire son propre travail ou son capital, le droit de gagner sa vie est un droit à la propriété des moyens de production. Dès lors, le principe de la participation établit que tout individu ou plus exactement toute famille ou tout groupe de consommateurs doit être partiellement propriétaire des moyens de production qui lui permettent, — si sa propriété est employée avec diligence, — de participer à la production des richesses et d'en recevoir une part qui sera l'équivalent d'un revenu suffisant pour vivre).

3. *Principe de limitation :*

Chaque individu a le droit de posséder une part des moyens de production qui soit suffisante pour lui permettre de vivre. Par conséquent, aucune de ces parts ne doit dépasser une certaine importance, car elle empêcherait les autres individus de participer à la production et de gagner un revenu suffisant pour vivre. La propriété de chaque individu ou de chaque famille ne doit donc pas dépasser le point où elle peut nuire aux autres individus ou aux autres familles.

(Cela revient à dire premièrement, que l'esclavage est injuste car il prive les hommes de leur droit à la propriété. Il leur enlève donc leur droit de gagner leur vie en employant cette propriété ; deuxièmement, dans une économie où la propriété privée et le travail jouent le même rôle dans la production des richesses, il est profondément injuste de laisser le capital se concentrer dans les mains de quelques hommes ou de quelques familles. En effet, cette concentration enlève le droit de gagner leur vie à un grand nombre d'individus).

Si le sens de ces trois principes est clair, si la relation entre le second et le premier principe aussi bien que la relation entre le troisième et le second est comprise, si on comprend la signification qu'ils prennent pour une écono-

mie industrialisée par rapport à une autre économie qui ne l'est pas, si l'on comprend comment l'application de ces principes résoudre le problème posé ci-dessus, les explications qui vont suivre deviennent inutiles. Elles ne sont en effet, qu'un commentaire des idées précédentes. Elles contiendront les conditions nécessaires à l'organisation d'une société juste établie spécialement pour une économie capitaliste et fondée sur les principes que nous venons d'étudier.

ORGANISATION D'UNE ECONOMIE JUSTE

Pour montrer comment ces trois principes de justice se complètent les uns les autres, nous les citerons tous les trois dans l'ordre mentionné.

(1) *Principe de répartition.* Tandis que le quatrième précepte contenu dans la formule générale du principe de justice, est appliqué exclusivement aux transactions économiques, quand il s'agit d'échanges, il a des conséquences économiques et politiques quand il s'agit de répartition des richesses.

Les biens que l'on peut échanger sont principalement des biens économiques — produits et services — qui doivent être d'égale valeur. Cela revient à dire que lorsqu'on échange des biens hétérogènes, les biens échangés doivent être de valeur équivalente. Cependant, comme le quatrième précepte l'indique, la richesse n'est pas seule sujette à la répartition entre les individus.

Les postes politiques et les fonctions sociales dans une société peuvent être justement ou injustement répartis. Le principe de justice demande que les êtres de valeur égale soient traités avec égalité et que ceux d'une valeur inférieure soient traités en fonction de cette infériorité. L'application de cette règle dépend des preuves données de cette égalité et de cette inégalité.

Parce que les hommes sont égaux par nature, l'attribution du droit de citoyen à chacun (le suffrage universel)

est essentiellement juste (1). Il s'ensuit que toutes les restrictions oligarchiques du droit de citoyen et du droit de vote sont injustes, car, en mettant certaines restrictions à cet état politique fondamental auquel tous les hommes ont droit, les oligarchies les traitent inégalement.

Il est aussi un fait que tous les hommes sont individuellement différents et sont nés avec des talents inégaux ou les ont acquis. Donc, une répartition inégale des positions politiques et des fonctions sociales est obligatoire. Certains hommes doués de certains mérites sont mieux qualifiés que d'autres pour remplir les différentes fonctions du gouvernement, quand il est établi que tous les hommes sont également qualifiés pour agir comme citoyens. S'il est vrai qu'une démocratie choisit les hommes qui doivent remplir certains postes et certaines fonctions d'après leurs mérites, la démocratie choisit justement, car elle traite des hommes qui ne sont pas égaux à d'autres avec inégalité, en plaçant des individus qui ont certains talents dans des positions où ils sont nécessaires. Ce que nous avons appelé une « aristocratie alternante de dirigeants » est aussi essentielle à la justice politique d'une démocratie que l'égalité du suffrage universel.

L'affirmation précédente concerne l'application du principe de justice dans la répartition, lorsqu'il s'agit de l'état politique des citoyens et de la hiérarchie des fonctions publiques. Elle nous prépare à une affirmation analogue quand il s'agit de la répartition des richesses entre les familles qui composent une communauté.

Considérons *seulement* les individus qui sont employés à la production des richesses, et supposons que la concurrence seule détermine la valeur des contributions faites par un nombre de participants indépendants à la produc-

(1) Quand on affirme que tous les hommes sont égaux par nature, cela veut dire qu'ils ont un droit naturel à leur dignité d'homme et, parce qu'ils sont hommes, ils sont doués de raison et de liberté, ce qui leur confère à tous, le droit de participer à la vie politique.

tion. Le principe de justice dans la répartition sera sauvegardé si la part (sous forme de salaires, de dividendes, de loyers) reçue par chacun de ces participants est en proportion de la valeur de la contribution à la production.

D'une manière plus concrète, supposons que A, B, C, et D soient quatre personnes ou quatre familles dans une société économique et les seuls participants à la production des richesses. Si grâce à l'emploi de leur propriété productrice, A, B, et C contribuent à la richesse totale produite dans le rapport 3, 2, et 1, il s'ensuit que les parts dans la répartition devraient être aussi dans les 3, 2, et 1. Et si la contribution de D, le quatrième membre de cette société est égale aux parts de A, B, ou C, sa part dans la répartition devrait être en toute justice égale de A, B, ou C.

Nous pouvons expliquer pourquoi ce principe est par lui-même peu apte à résoudre notre problème ou à établir une économie juste.

Tel qu'il a été exprimé, ce principe ne prend pas en considération le droit inné qui implique le droit à la répartition des richesses parce qu'il est le résultat de la participation à la production. Il ne s'occupe que de l'acte de la participation sans chercher à savoir si cet état de choses est juste à d'autres titres, c'est-à-dire, si d'après ce principe, chaque famille a la possibilité de participer à la production d'une façon qui lui permette de gagner un revenu suffisant pour vivre.

Ainsi, par exemple, le principe de justice dans la répartition pourrait être appliqué dans une économie basée sur l'esclavage, quand bien même cette économie serait injuste sous d'autres rapports. Cette économie serait injuste puisqu'elle priverait les esclaves de leurs droits naturels à gagner leur vie et par conséquent, de leur droit à la vie elle-même. Elle serait injuste pour une autre raison, puisqu'elle concentrerait la propriété de la puissance de travail dans les mains d'une classe limitée, formée par le propriétaire d'esclaves. Dans cette économie, d'autres hommes qui ne seraient pas esclaves ne pourraient pas gagner

un revenu suffisant par leur propre travail. Cependant, en dépit de conditions si contraires à la justice, la répartition serait juste si les propriétaires de la terre et les propriétaires des instruments de travail et des bêtes de somme recevaient la majeure partie de la richesse produite, parce qu'elle l'a été grâce à leur propriété, c'est-à-dire grâce à leurs moyens de production (terre, outils, travail, etc...).

Avant d'examiner les deuxième et troisième principes de justice — principes de participation et de limitation — il est nécessaire de rappeler au lecteur une idée qui a été exprimée à la fin du chapitre 4 ; c'est-à-dire que les trois principes de justice s'appliquent seulement à la première répartition et non point à la répartition secondaire des richesses, car seule la première répartition des richesses résulte directement de la participation à leur production. Un autre problème que le lecteur s'est aussi posé doit être examiné : il concerne le principe de la répartition que nous avons étudié.

Ce problème naît de l'analyse de certaines activités humaines qui contribuent à la production des richesses et pour lesquelles ceux qui exercent ne reçoivent aucun paiement. La plus notable de ces activités dans une société industrialisée est l'accumulation de la connaissance scientifique et sa dissémination grâce à l'enseignement. On peut mentionner, en outre, d'autres activités qui peuvent avoir pour résultat l'établissement d'un système routier, d'un système postal, d'un service de la santé publique et de tous les autres services du gouvernement qui protègent ou qui facilitent l'activité productrice.

Certains facteurs font partie intégrante de la production et ils ne correspondent à aucun travail payé parce que ces facteurs ne représentent pas une propriété privée. Le fruit de leur emploi productif peut être réclamé par chacun dans le système de répartition. Comment peut-on dire alors que chaque participant dans la production reçoit une part dans la répartition qui est proportionnée à la valeur de sa contribution ? N'y a-t-il pas là une fissure dans le raisonnement ?

Au moment de la première répartition de toutes les richesses, si le total est partagé parmi ceux qui seuls, grâce à leur capital ou leur travail, ont participé à la production, ne s'ensuit-il pas que tous ces participants reçoivent inévitablement une part de richesses qui est une conséquence de ces facteurs mêmes, pour lesquels ceux qui les ont créés ne reçoivent aucun paiement ? Et ces contributions faites à la création de la richesse ne vont-elles pas profiter spécialement aux propriétaires des biens d'équipement, car ces biens représentent, en effet, la somme totale des inventions qui n'ont pas été protégées par des brevets, ou dont les brevets sont périmés ? Dès lors, ne faut-il pas se demander si la contribution à la production par ces biens d'équipement ne contient pas ou ne cache pas un « unearned increment » ou « gain non-mérité », c'est-à-dire un gain qui résulterait d'une contribution qui n'a pas été faite ? Si cet état de choses existe, il semble que notre principe de justice de la répartition ne soit pas exact, puisque ce dernier affirme que les parts de cette répartition doivent être, dans tous les cas, proportionnées à la valeur de la contribution faite par ceux qui participent activement et réellement à la production, grâce à leur activité productrice de capital ou en travail ou à leur propriété en matières premières.

Nous prétendons que ce principe de justice qui commande la répartition n'est ni faux, ni incomplet. Tout d'abord, nous pouvons prouver ce que nous avançons en ce qui concerne l'apport fourni à la production d'une société industrielle très évoluée, au point de vue technique, par les découvertes scientifiques et les inventions. Ce que nous pouvons avancer à ce sujet s'applique à tous les autres facteurs qui ne reçoivent aucune rétribution et qui nous ont permis de douter de la valeur du principe de justice dans la répartition telle qu'elle devrait opérer dans une société libre.

Il est vrai que la construction et l'emploi des biens d'équipement et les techniques nécessaires à leur production, représentent un ensemble d'idées qui est à la disposi-

tion de tous et qui constitue tout un fond de connaissances humaines sans lesquelles nous ne pourrions vivre que de la manière la plus primitive. On doit noter, tout d'abord que ces idées représentent une connaissance qui est le résultat d'un long travail de toute l'humanité, et non pas seulement de notre propre société. On doit noter d'autre part, que, même s'il s'agit d'une découverte faite récemment dans notre société et qui fait partie de la technologie employée dans la production, cette découverte récente ou cette invention implique invariablement l'appropriation d'un grand nombre d'idées ou de connaissances qui sont la propriété de l'humanité depuis des siècles.

L'invention d'un contrôle électronique qui supprimerait celui que l'homme exerce sur une machine employée fréquemment dans la production représente une idée très nouvelle. Cette invention peut même être couverte par un brevet qui sera établi d'après une loi définie, et l'inventeur peut obtenir ainsi quelques avantages qui lui donneront pour un certain temps le droit (un droit de propriété) de demander une rétribution pour l'emploi de cette machine ; après quoi, cette idée devient propriété publique et tout le monde peut s'en servir sans avoir à payer de droits à l'inventeur ou à ses héritiers. Mais cette invention, même si elle peut être protégée par un brevet, dépend naturellement de la contribution apportée par des milliers d'hommes de science et de mathématiciens, et d'inventeurs au cours des siècles.

On ne peut discuter l'importance et la justice des lois qui encouragent les inventeurs en leur permettant d'obtenir pour un certain temps un droit de propriété dans leur contribution à la production. Mais, on ne peut refuser d'accepter le fait que toute connaissance technique d'où ces inventions découlent, appartient, après l'expiration du brevet, à tout le monde. Cette connaissance est l'héritage commun à tous les hommes du fait qu'ils sont hommes, et, c'est précisément parce que cette propriété est une propriété commune à tous les hommes que tous

ont le même droit de l'augmenter s'ils ont l'occasion de le faire.

Le droit qu'a chaque homme de s'approprier la connaissance humaine ne permet pas à ceux qui ne s'en servent pas de partager sur un pied d'égalité les profits faits par tous ceux qui ont su employer cette connaissance pour inventer un instrument de production ou un nouveau procédé. Cependant, si l'on suppose que cette connaissance est une richesse commune, il est naturel de conclure que tous les hommes devraient en profiter de la même façon.

Une injustice serait certainement commise si l'on traitait également tous ceux qui n'ont pas fait un effort égal pour employer utilement la connaissance humaine. Reconnaître qu'il y aurait là injustice, c'est admettre que le principe de justice qui est à la base de la répartition des richesses tel que nous l'avons exposé, n'est ni faux, ni incomplet, même si nous prenons en considération la contribution à la production faite grâce à la connaissance technique qui est la propriété commune de toute l'humanité.

Dire que les hommes sont égaux devant la connaissance humaine veut simplement dire que tous ont le même droit de l'assimiler, de s'en servir, et d'en profiter. Les hommes qui se sont donné la peine d'apprendre que la nourriture avariée peut être un poison, ne partagent pas pour autant la maladie de ceux qui sont restés dans l'ignorance, ou qui ne se sont pas donné la peine d'employer cette connaissance. On dit qu'une des grandes conquêtes techniques de l'humanité a été la domestication des animaux. Est-ce que les hommes qui ont acquis cette connaissance, mais qui ne se sont pas donné la peine de s'en servir, ont le droit de réclamer une part de richesses aussi large que ceux qui ont capturé et domestiqué ces animaux pour les employer comme instruments de production ?

La société et l'Etat ont certainement le devoir de fournir à tous les hommes une occasion identique de se servir de la connaissance humaine commune à l'humanité.

Un enseignement gratuit et obligatoire crée cette condition pour tous. Mais la société et l'Etat ne peuvent être tenus responsables moralement de la répartition des richesses. Ils ne peuvent promettre la même part à ceux qui savent faire fructifier les connaissances qu'ils ont acquises et à ceux qui ne le font pas. Ceci serait une injustice flagrante.

La production des richesses est une activité humaine dont les résultats et la récompense sont immédiats. Si un homme produit quelque chose grâce à son travail et s'il vend le résultat de ce travail sur un marché libre, il reçoit à ce moment-là la récompense de ses efforts et il n'a aucun droit aux bénéfices qui découlent de l'usage qui peut être fait de l'objet vendu. Si plus tard, l'acheteur emploie utilement cet objet, et qu'un profit en découle, c'est à lui que le nouveau bénéfice revient. (1). L'acheteur acquiert certains droits de propriété sur l'objet acheté, et aussi longtemps que ces droits lui appartiendront, lui seul aura le droit au bénéfice créé par sa contribution à la production. Auparavant, l'inventeur de cet objet peut être le seul qui ait eu droit à une part dans la répartition des richesses sous forme de paiement pour la fabrication de cet objet.

Les biens d'équipement sont le résultat d'une connaissance humaine considérable accumulée au cours des siècles. Ceux qui se servent de ces biens d'équipement, et tous ceux qui acquièrent par des moyens légaux des droits sur eux, n'encourent aucune obligation de partager avec qui que ce soit le bénéfice qui découle de la productivité économique de leur propriété. Ils ne sont pas obligés de le partager non plus avec ceux qui ont fait les découvertes qui ont permis la création de ces biens, en

(1) Il va de soi que les arrangements contractuels spécifiques, tels que les droits d'auteurs, droits découlant de brevets qui protègent certaines inventions de machine, peuvent être la base d'un droit que l'auteur exercera pour permettre l'usage de sa propriété et qui remplace le droit de propriété totale de cet objet.

supposant qu'on puisse les identifier. Il faut faire exception naturellement pour les brevets ou pour les contrats spéciaux établis entre ceux qui ont fait les découvertes ou les inventions et tous ceux qui désirent en faire usage.

Cette obligation de partager les bénéfices produits par les biens d'équipements qui utilisent toute la connaissance humaine, est encore bien moins grande pour les hommes qui en sont propriétaires. Le gain que fait un individu parce qu'il emploie intelligemment les connaissances humaines est juste. Ceux qui ajoutent constamment à ce fond de connaissances humaines peuvent recevoir une certaine rétribution grâce à l'emploi de brevets ou de contrats spéciaux.

Ce qui vient d'être dit au sujet de la connaissance humaine s'applique également à plusieurs aspects de la vie en société des hommes lorsqu'ils contribuent à la production des richesses. Tout ce qui est devenu propriété commune peut être employé également par tous.

Ceux qui se servent de cette propriété commune ont le droit de recevoir un bénéfice correspondant à l'usage productif qu'ils ont fait du facteur en question. Mais dans le cas des services offerts par le gouvernement, une autre considération s'ajoute. Ces services, par exemple, la construction des routes et leur entretien, le service postal, qui aident à la création de richesses comptent parmi les fonctions du gouvernement qui sont payées par les impôts.

Sous un système équitable d'impôts, tous les membres de la société contribuent au financement du gouvernement. Tous les hommes ont le droit d'employer les services assurés par le gouvernement qui sont utiles à la production des richesses. Ici encore, ceux qui se servent de ces éléments de la production ont droit au bénéfice qui découle de leur usage. Si l'on soutient l'opinion contraire, on arrive à dire (a) que tous ceux qui paient les impôts doivent avoir une part égale aux bénéfices obtenus grâce à l'aide des services du gouvernement sans faire une distinction entre ceux qui ont su employer ces services et ceux qui les ont négligés, ou, (b) on admet que

l'emploi de ces services n'a aucun effet sur la production des richesses ou leur répartition.

(1) *Principe de répartition.* Nous avons divisé le principe de justice qui nous occupe en quatre préceptes. Le troisième demande que l'on rende à chaque homme ce qui lui est dû. Quand on déclare que la vie, la liberté et la recherche du bonheur constituent les droits naturels et inaliénables de l'homme, on établit un critère qui permettra de mesurer la justice des institutions politiques et économiques d'une société.

Une société juste sera celle qui protégera les droits naturels de l'homme par sa constitution même, par ses lois, et par toutes les dispositions qu'elle prendra ; et cette même société sera plus ou moins injuste dans la mesure où elle violera ces principes. Quelques uns de ces droits appartiennent à l'homme par le fait même qu'il est homme, par exemple, son droit à la vie et son droit à la recherche du bonheur ; d'autres sont les droits de l'homme en tant que personne civique ou membre d'une communauté politique, par exemple : son droit de suffrage, son droit d'association, son droit d'association politique ; et, d'autres enfin lui appartiennent en tant que personne économique ou parce qu'il est membre d'un groupe économique : par exemple les droits de l'homme en tant que propriétaire ou consommateur de richesses. (1).

Ce qui nous intéresse ici, ce sont les droits économiques. Comme nous l'avons vu, l'injustice de l'esclavage humain, ou du travail forcé, représente une violation d'un de ces droits. Un système économique peut avoir aboli l'esclavage humain et le travail forcé, et peut avoir donné aux hommes le droit d'être indépendants dans la production de la richesse grâce à leur propre travail. Cependant cela n'est pas suffisant si dans cette même économie, il y a des

(1) Pour une énumération et une classification des droits naturels, voir Jacques Maritain : « Les Droits de l'Homme et la Loi Naturelle ». New York, 1951, chapitre II, surtout pages 73-114.

hommes qui désirent gagner leur vie et qui ne le peuvent pas.

Nous sommes amenés à considérer un deuxième droit des plus importants, qui est complémentaire de celui qu'a l'homme de produire la richesse dont il a besoin, ou, ce qui est la même chose, de recevoir dans la répartition la part qu'il a gagnée par son travail.

Ce deuxième droit dérive immédiatement du droit le plus fondamental parmi tous les droits naturels de l'homme — son droit à sa propre vie. Ce droit à la vie implique beaucoup plus que le droit de ne pas être tué ou estropié. Puisqu'un homme ne peut vivre longtemps sans avoir les moyens d'obtenir une subsistance, le droit à la vie est dénué de sens s'il n'est pas accompagné du droit d'acquérir cette subsistance d'une façon légale.

Ce droit a été quelquefois appelé « droit à un salaire vital ». (1). Comme cette formule l'indique, ce droit implique la possibilité de gagner sa vie, et non pas de recevoir un cadeau ou de voler pour vivre. Dire que c'est un droit à un revenu gagné, c'est donc dire que la part de richesses reçue doit être en proportion de la contribution apportée.

L'esclave peut recevoir une subsistance ; mais puisqu'il est privé de toute propriété — propriété de sa vie et de sa puissance de travail — il n'a aucun moyen de gagner sa vie dans ces conditions si injustes. Un homme qui ne peut trouver du travail, peut vivre grâce à la charité privée ou publique ; mais, lui aussi est incapable de gagner sa vie tant qu'il n'est pas capable d'employer sa propre propriété, c'est-à-dire son propre travail pour participer à la production des richesses et pour exercer par conséquent, son droit à leur répartition.

Nous voyons qu'il y a deux cas dans lesquels la vie d'un homme peut être protégée alors que son droit à une subsistance, c'est-à-dire son droit à un salaire obtenu en em-

(1) Voir Monseigneur John A. Ryan, « Un salaire Vital : son Aspect moral et économique », New York, 1906.

ployant sa propre propriété lui est refusé. Le premier cas est celui de l'esclave qui n'a aucune propriété avec laquelle il peut participer à la production des richesses. Le deuxième cas est celui de tous ceux qui ont une propriété productive sans avoir la possibilité de s'en servir et d'en tirer profit pour retirer un revenu vital, car les conditions économiques du moment la rendent inefficace.

La justice nous oblige donc à ne pas nous contenter de l'abolition de l'esclavage. Nous sommes obligés d'organiser l'économie de telle manière que tout homme et toute famille puisse employer sa propriété pour participer à la production des richesses et que cet homme ou cette famille puisse gagner sa vie.

Ce principe de justice qui est fondé sur le droit qu'a tout homme ou toute famille d'obtenir un revenu vital en le gagnant, est lié étroitement au principe de justice qui est à la base de la répartition des richesses et que nous avons déjà exprimé. D'après ce principe, tout participant indépendant à la production des richesses doit recevoir une part de richesses proportionnée à la contribution qu'il a apportée. Il est visible que ce droit de l'homme à gagner un revenu est soumis à une condition : l'homme, en effet, a le *devoir* de contribuer par l'usage de sa propriété à la production des richesses. Si ce devoir n'est pas rempli, il ne peut réclamer sa part.

Si un homme n'exerce pas son droit de gagner sa vie en participant à la production, il n'aura pas le droit à une part dans la répartition des richesses. Mais ce droit de gagner sa vie en participant à la production des richesses serait tout à fait illusoire si les moyens employés pour atteindre ce but ne produisaient en réalité aucune richesse, ou si la contribution à la production n'était pas suffisante pour obtenir en retour une part de richesses suffisante pour assurer la subsistance de l'homme. Il s'ensuit, dès lors, que le principe de justice qui préside à la répartition ne garantit pas aux hommes le droit de gagner leur vie, si l'économie n'est pas organisée pour que tout homme ou toute famille puisse devenir titulaire d'une certaine pro-

priété qui, effectivement employée à la production des richesses, leur donnerait le droit d'en réclamer une part. Cette part constituerait un revenu suffisant pour vivre (1).

Lorsque la contribution du travail à la production des richesses diminue d'une façon constante alors que le rôle joué par les biens d'équipement augmente progressivement, le plein emploi de ceux qui n'ont d'autre propriété que leur puissance de travail ne peut pas leur fournir un revenu suffisant pour vivre, même s'ils reçoivent la part complète que leur travail a créée.

Il est donc visible que, dans une économie industrielle, et surtout dans une société dont l'économie est techniquement très avancée, le droit d'obtenir une subsistance en la gagnant implique bien plus que le droit au travail, augmenté du droit à une juste rétribution pour ce travail. Ce droit implique le droit de participer effectivement à la production des richesses par des moyens qui correspondent à l'état existant de la technologie et aux progrès techniques les plus poussés dont cette économie est capable.

Alors que le travail produit de moins en moins de richesses, la propriété limitée seulement à la puissance de travail est de moins en moins capable de satisfaire le prin-

(1) Dans toute société, on ne peut empêcher que certains cas marginaux d'échec ou d'incompétence existent. Si le principe de justice a été respecté, on peut avoir recours à la charité privée ou publique pour aider ceux qui sont dans le besoin s'ils ne sont pas responsables moralement de cette situation. Dans l'organisation d'une économie, la justice doit précéder la charité. Quand tous les moyens ont été épuisés pour faire régner la justice et que toutes les demandes justes ont été satisfaites, alors, la charité peut entrer en jeu pour aider ces êtres humains dans le besoin. Ces cas de misère ne cessent d'exister en dépit de l'organisation économique la plus juste de la production et de la répartition des richesses. Sur ce point, voir l'essai de W. Stark « The Contained Economy » (Blackfriars Publications, Londres, 1956 : Aquinas Paper N° 26). Stark fait remarquer « que si désirable que puisse être l'esprit d'assistance dans la vie de société, cette dernière peut vivre sans qu'il soit présent. Mais la justice n'est pas seulement un embellissement de la co-existence humaine, elle en est la base même, un pré-condition indispensable ». « Manquer à la justice, déclare Stark, est un acte beaucoup plus grave que de manquer à la charité. » (op. cit., page 18).

cipe de juste participation, si l'on prend toujours en considération que la part des richesses que le travail est en droit de recevoir, doit être équivalente à la valeur de sa contribution déterminée par la concurrence. Si l'on considère par exemple, le niveau actuel de la consommation — libérée des stimulants artificiels ayant pour but de créer le plein emploi — l'automatisation arrive à un point où la demande pour la main-d'œuvre est bien moindre que le nombre des hommes qui participent à la production par leur travail seul. Il s'ensuit que pour un grand nombre d'hommes, la propriété de leur puissance de travail ne leur donne qu'une propriété insuffisante pour leur assurer un revenu vital. Dès lors, le principe de justice est violé. *Quand la plus grande partie de la richesse est produite par les biens d'équipement, le principe de participation demande qu'un grand nombre de familles participent à la production grâce à un droit de propriété partiel dans ces instruments.*

Affirmer que tout homme a le droit de subvenir à ses besoins en gagnant sa vie, n'est pas la même chose que d'affirmer que tout le monde a droit à un salaire vital. D'après les conditions qui existaient dans la période pré-industrielle, ceux qui n'avaient aucune autre propriété que leur propre puissance de travail auraient pu gagner un salaire vital, si leur contribution à la production des richesses avait été payée avec justice. Mais, dans une économie industrielle avancée, la plus grande partie de la richesse est produite par le capital et la propriété de ce capital est concentrée dans les mains de quelques individus, de telle sorte que la majorité des familles dépendent uniquement de leur travail pour participer à la production. Il est visible alors que le travail — tout au moins le travail mécanique — ne pourrait pas procurer au travailleur un salaire vital, si la contribution qu'il apporte, comparée à celle des biens d'équipement, était justement payée, c'est-à-dire si les services du travail, au lieu d'être trop payés, étaient objectivement et impartialement évalués d'après les conditions d'une libre compétition.

Si l'on prétend que tous les hommes ont droit à un

salaire vital, on en arrive à dire que tous les hommes ont le droit d'établir certaines conditions pour la production des richesses, d'après lesquelles la richesse est produite principalement par le travail. Ce droit n'existe naturellement pas. Et même s'il existait, les hommes se refuseraient à le voir respecté ou protégé par les lois. Parler du droit au salaire vital est exposer faussement le droit qu'a tout homme de gagner un revenu suffisant par la participation à la production des richesses. Le principe de la participation implique le droit d'aider à la production des richesses d'après les méthodes qui sont réellement employées et qui sont fondées sur la connaissance et sur l'emploi de toute la technologie moderne.

Dans une économie industrielle, un homme ou une famille participera à la production des richesses et en retirera un revenu suffisant en employant deux méthodes essentielles. La première est l'emploi productif de sa propre puissance de travail. L'autre est l'emploi productif des biens d'équipement dont il sera partiellement propriétaire. (Ce droit de propriété étant représenté normalement par les actions, mais il peut prendre d'autres formes, associations par exemple, obligations, ou autres intérêts de propriétaires). Une famille peut participer à la production grâce à la combinaison de ces deux moyens.

Dans les trois cas, le revenu est un revenu gagné, car il est gagné par l'emploi productif de la propriété individuelle, peu importe si cette propriété individuelle se présente sous la forme de la puissance de travail ou sous la forme de droits de propriété des biens d'équipement.

Le droit de gagner un revenu vital se présente donc alors comme le droit qu'a chaque homme ou chaque famille d'être titulaire d'une propriété qui, d'après le système actuel de production des richesses, rendra le possesseur de cette propriété capable de participer à la production des richesses, de telle façon qu'il recevra en toute justice un revenu suffisant pour établir un niveau de vie décent.

(3)*Principe de limitation.* Ce troisième principe découle du premier et du second, c'est-à-dire du principe de

répartition et de celui de participation.

Les biens d'équipement produisent de la richesse au même titre que la puissance de travail. Quand l'esclavage est aboli, la propriété de la puissance de travail ne peut être concentrée ; au contraire elle est largement répartie, chaque individu étant le propriétaire de son propre travail. Cependant, il est possible de voir la propriété du capital se concentrer dans quelques mains. Cette concentration peut atteindre un tel degré que certains hommes ou certaines familles sont totalement exclus d'une participation à la production ou tout au moins exclus d'une participation suffisante qui leur permettrait de gagner un revenu suffisant pour vivre, c'est-à-dire d'obtenir un niveau de vie décent. C'est à ce moment que le principe de limitation doit opérer pour empêcher de telles concentrations de propriété de capital qui portent tort aux droits économiques des autres, c'est-à-dire à leurs droits de participer à la production et de gagner un revenu vital qui représente la part dans la répartition des richesses à laquelle ils ont droit grâce à leur contribution.

Ce principe de limitation n'a de signification que si une économie est basée sur la propriété privée des moyens de production, et sur l'effort fait en commun par de nombreux individus indépendants pour produire des richesses. Si l'importance de la part dans la répartition des richesses qu'un individu reçoit n'est pas en rapport avec la contribution qu'il apporte, si autrement dit, la répartition des richesses est basée sur le principe qui consiste à affirmer que « l'effort de chacun doit dépendre de ses possibilités et la récompense de chacun doit dépendre de ses besoins », à ce moment-là, le principe de limitation n'a plus aucun sens. Si, au contraire, la répartition des richesses est basée sur le principe d'assistance séparé du principe du droit de propriété, — au lieu d'être basée sur un principe de justice qui reconnaît les droits de propriété —, la répartition des richesses devra être faite alors au moyen de la plus grande concentration de la propriété du capital, c'est-à-dire par l'Etat devenu propriétaire absolu du capital.

Puisque les méthodes par lesquelles une économie produit ses richesses demandent proportionnellement plus de capital que de travail, les occasions de participer à la production des richesses dépendent de plus en plus de la propriété du capital, et, de moins en moins de la propriété du travail. La concentration de la propriété du capital — qui est l'aboutissement d'une évolution logique quand la productivité inhérente d'un facteur augmente constamment par rapport à celle d'un autre — tendra à un moment donné à devenir un monopole des moyens principaux de production aux mains de quelques membres de cette économie. Quant cet état de choses se produira, d'autres individus seront privés de certaines possibilités auxquelles ils avaient un droit inné.

Quand la propriété du capital d'une société est concentrée entre quelques mains et qu'elle exclut certains membres de cette société de la participation effective à la production des richesses (elle est effective parce qu'elle permet au participant de gagner un revenu suffisant à son existence grâce à l'emploi productif de sa propriété), cette concentration est fondamentalement injuste. Non seulement elle porte atteinte aux intérêts communs, mais de plus, elle fait tort à tous ceux qui se trouvent dépossédés de leur droit naturel de gagner un revenu décent. Il leur est impossible dans semblable système de production de gagner un salaire vital par leur travail dont la valeur évaluée d'après les lois de la concurrence ne leur permettrait pas d'obtenir un niveau de vie suffisant pour eux et pour leur famille.

En conséquence, la concentration de la propriété aux mains de quelques individus ou de quelques familles ne doit pas dépasser le point où, d'après un système de juste répartition, cette concentration empêcherait d'autres individus ou d'autres familles de gagner un revenu suffisant pour une existence décente, en participant à la production. Quand la majeure partie des richesses est produite par le capital, la participation à la production des richesses doit

être assurée en majeure partie par la propriété du capital. La nécessité de cette propriété du capital imposera une limite à sa concentration qui ne devra pas dépasser un certain point empiriquement déterminé (1).

Notre but n'est pas d'analyser ici les délibérations législatives qui doivent précéder l'établissement du niveau que la concentration de la propriété du capital ne doit pas dépasser, quand certaines conditions techniques existent et qu'un niveau général de vie est désirable pour que cette concentration ne détruise pas les droits des autres à participer effectivement à la production des richesses. Dans la seconde partie de ce livre, consacrée à l'esquisse d'un programme pratique pour mener à bien la révolution capitaliste, nous suggérons certaines mesures qui nous paraissent faisables pour que le principe de limitation puisse jouer (2). Il suffit de dire ici que les principes de répartition et de participation ne peuvent être observés en l'absence de lois destinées à rendre le principe de limitation efficace.

La liberté individuelle qui donne à chacun le droit de mener à bien ses intérêts privés sans faire tort aux autres ou au bien-être général, ne serait pas diminuée par une législation qui empêcherait certains individus d'accumuler le capital passé un point déterminé où cette accumulation empêcherait les autres de participer effectivement à la production des richesses grâce à une certaine propriété de ce même capital. Si on peut établir une ligne de démarcation entre la liberté et le mauvais emploi de cette liberté, on se servira de cette distinction pour établir le point où un certain individu fait ce qui lui plaît sans s'occuper s'il empiète sur les droits et les libertés des autres. Dans son essai *On Liberty*, John Stuart Mill établit les limites des actes auxquels chaque individu a le droit sans que la société ou le

(1) On doit faire observer que le principe de limitation n'impose aucune limitation à la propriété privée de toute propriété non productive, c'est-à-dire à la propriété privée des biens de consommation.

(2) Le chapitre 13 traite de ce problème.

gouvernement n'aient à intervenir pour exercer un contrôle. Il exclut de cette sphère d'actions celles qui font tort aux intérêts privés des autres, ou aux intérêts publics (1).

D'après Mills lui-même, le principe de limitation que nous sommes en train de discuter, demande que la liberté dont chaque individu jouit pour acquérir des richesses sous la forme de capital soit limitée. Ce principe remplit cette tâche par une juste considération des droits des autres. Pour paraphraser Mills, il affirme que la propriété la plus productive qu'un homme puisse posséder dans une économie industrielle, ne doit à aucun moment exclure les autres d'une participation importante dans la production des richesses. Cette propriété ne doit pas non plus réduire leur participation de telle façon que leur part dans la distribution des richesses soit insuffisante.

Dans ce régime démocratique, la liberté politique et la justice font partie intégrale du droit de citoyen. Personne ne peut participer effectivement à un gouvernement démocratique sans avoir le droit de vote. Dans une société industrialisée évoluée, personne ne pourra participer à la production industrielle des richesses sans être propriétaire de capital.

Une économie vraiment capitaliste ferait donc régner la justice et la liberté économique pour tous ; de plus, chaque individu aurait droit à sa part de capital.

(1) « L'objet de cet essai », déclare-t-il, « est d'affirmer un principe très simple qui doit gouverner les rapports de la société avec l'individu en ce qui concerne la contrainte et le contrôle. Ce principe établit que l'autorité est exercée sur n'importe quel membre de la communauté civilisée, et, contre sa volonté avec le seul but d'empêcher le mal qui peut être fait aux autres... La seule partie de la conduite de chaque individu qui est soumise au contrôle de la société est celle qui concerne les autres. » (op. cit. ch. 1) Et dans le chapitre V, il répète que « l'individu doit rendre compte des actions qui portent préjudice aux autres, et, il peut être soumis à une punition ou sociale, ou légale, si la société juge que l'une ou l'autre de ces punitions sont nécessaires pour sa protection. »

CHAPITRE VI

HISTOIRE ECONOMIQUE : LA CLASSIFICATION DES ECONOMIES

PREMIERE PERIODE ECONOMIQUE DES ORIGINES DE L'HUMANITE
JUSQU'AU XIX^e SIECLE

Jusqu'à l'apparition de la production industrielle au XIX^e siècle, toutes les économies du passé étaient des économies basées sur le travail. En fait, beaucoup de ces systèmes économiques étaient fondés sur l'esclavage parce qu'une large partie du travail humain employé à produire des richesses était obtenu par l'exploitation des esclaves. Mais, une économie basée sur le travail n'est pas nécessairement une économie basée sur l'esclavage. En fait, la forme primitive d'une économie fondée sur le travail ne comptait aucun esclave. C'est seulement sous sa forme civilisée que l'esclavage est entré dans notre civilisation et qu'il est devenu indispensable à son développement.

Nous disons qu'une économie est une économie basée sur le travail si le travail (c'est-à-dire la puissance de travail et la dextérité humaine) est l'élément principal dans la production des richesses, et devient, dès lors, la forme principale de propriété productive permettant à ceux qui la possèdent de recevoir certaines parts dans la distribution des richesses créées.

L'économie primitive basée sur le travail était composée d'une famille isolée, d'un petit village ou d'une tribu, où l'on pouvait trouver une certaine répartition du travail parmi les membres du groupe, où chaque famille était propriétaire de sa propre puissance de travail, de ses outils, et

de ses animaux, où la terre était le plus souvent la propriété de tous. Enfin, c'était une économie où peu d'hommes étaient des mercenaires, c'est-à-dire que peu d'hommes dépendaient pour leur subsistance d'autres hommes qui leur distribuaient leurs salaires.

Dans les économies primitives basées sur le travail, et dans celles qui existent de nos jours et qui obéissent au même principe, la répartition des richesses était toujours accompagnée de dons. Elle était surtout faite d'après les besoins des individus : il n'était nullement question de droit ni de gains légitimes. Dans ce cas, la loi de l'offre et de la demande ne jouait pas (1).

Cependant, dans une économie primitive fondée sur le travail, la répartition était basée quelquefois sur le droit plutôt que sur des dons (comme dans les colonies isolées ou les « frontier settlements »). Dans ce cas, la répartition était aussi basée sur le travail. Elle devait l'être si elle essayait d'être une répartition juste, car si le travail est le moyen principal de production, la répartition des richesses doit être largement déterminée par la somme de travail que les hommes apportent à cette production.

Dans certaines économies primitives basées sur le travail, — le *frontier settlement* offre encore un excellent exemple — la propriété productive était largement répartie entre tous les individus. Chaque homme ou chaque famille était propriétaire de sa puissance de travail, de ses outils et de ses animaux. Une répartition aussi universelle ne sera obtenue qu'au moment où la révolution capitaliste sera accomplie. Car, dans la plupart des économies basées sur le travail et certainement dans celles qui étaient basées sur le travail des esclaves, le travail, facteur principal de la production, n'était effectué que par quelques individus. De même dans l'économie capitaliste qui dure depuis les 150 dernières années, la concentration du capital, qui est

(1) Sur ce point, voir Karl Polanyi, « *The Great Transformation* New York, 1944, Chapitre 4.

la forme principale de propriété productive, est très élevée (1).

Ce que nous venons de dire met bien en vue la différence fondamentale qui existe entre la forme primitive et la forme moderne de toute économie basée sur le travail. Celle-là implique l'esclavage humain ou la servitude féodale, c'est-à-dire que la propriété productive qui est le travail et le contrôle de ce dernier, est concentrée dans les mains des propriétaires d'esclaves ou des seigneurs féodaux.

La forme moderne que prend toute économie basée sur le travail a commencé avec la vie urbaine et avec la division de la société en classes privilégiées, composées d'hommes libres, et en classes de travailleurs, composées d'esclaves, d'ouvriers et d'artisans. Les propriétaires d'esclaves ou les seigneurs féodaux étaient aussi les propriétaires de la terre, des outils, des animaux et des matières premières. Dès lors, toute la propriété productive était entièrement concentrée entre les mains de quelques individus; elle était accompagnée naturellement par une grande concentration du pouvoir politique. La classe privilégiée était la classe qui commandait. Les travailleurs étaient privés de tout statut politique, de droits et de liberté; à part quelques révoltes sanglantes telles que la révolte des paysans au moment de la Réforme, ces masses humaines n'avaient aucun moyen d'exercer un pouvoir quelconque (2).

Dans une économie moderne basée sur le travail, les

(1) Cette concentration de la propriété atteint sa limite absolue en Russie où l'Etat est le propriétaire de tous les biens d'équipement. Il est, dès lors, le seul capitaliste. Cette concentration était moindre pendant le « capitalisme du laissez-faire » de l'Angleterre et des Etats-Unis pendant le XIX^e siècle. Elle a encore diminué avec le capitalisme de l'Etat Providence qui est celui que nous connaissons en Angleterre et aux Etats-Unis de nos jours.

(2) La « **Bloodless Revolution** », (révolution sans effusion de sang), qui a eu lieu en Angleterre en 1688 et la Révolution Française un siècle plus tard ont été des soulèvements de toute une classe de nouveaux marchands contre l'aristocratie féodale du roi et de la cour. La condition des travailleurs est restée identique après le changement obtenu par leurs maîtres.

gagne-pain variaient selon les individus. De plus, une distinction était établie entre les travaux que devaient faire certains hommes pour se procurer de quoi vivre et ceux auxquels s'adonnaient les membres de la classe privilégiée qui ne travaillaient pas. Tandis que les esclaves et les travailleurs produisaient la richesse nécessaire à la subsistance et à l'épanouissement de toute la société, les gens qui étaient propriétaires vivaient dans le loisir, et ceux qui étaient non seulement libres mais vertueux, produisaient tous les raffinements de la civilisation. Il était généralement accepté que l'esclavage et la servitude qui représentaient un emprisonnement complet de l'être humain dans le travail étaient nécessaires pour libérer quelques individus qui pouvaient ainsi travailler aux biens de la civilisation.

DEUXIEME PERIODE : DE 1800 A NOS JOURS

Nous avons défini une économie basée sur le travail comme étant celle où le travail humain est la seule force productive, donnant aux propriétaires de ce travail (le leur ou celui des esclaves qu'ils possèdent) le droit de recevoir une part dans la répartition des richesses produites.

Lorsque l'énergie motrice a commencé à faire marcher les machines, le travail a cessé d'être considéré comme étant la forme principale de propriété productrice. Toute une société a passé alors de la production manuelle à la production mécanique. L'agriculture et l'exploitation minière ont été transformées par les machines ; le travail dès lors a contribué de moins en moins à la richesse produite, tandis que les biens d'équipement jouaient un rôle de plus en plus grand dans la production à mesure que le rendement devenait la forme principale de propriété productive.

Quand le travail est la force productive principale d'une économie, d'autres facteurs qui jouent un rôle dans la production, tels que les matières premières et les outils entrent en jeu. Il en est de même quand les machines constituent la force productive principale. Elles doivent s'ad-

joindre l'effort d'autres facteurs de la production, tels que les matières premières et le travail. La différence principale entre un système de production qui n'est pas assuré par les machines et un système industriel, vient de ce que les machines se substituent au travail et deviennent la forme principale de propriété productive.

Comme nous l'avons déjà vu, le capital est composé de la propriété de tous les moyens de production pour la création des richesses, à l'exception d'un seulement : le travail. Dès lors, lorsque les machines prennent la place du travail comme forme principale de production, nous passons d'une économie fondée sur le travail à une économie capitaliste.

Le caractère distinctif d'une économie capitaliste est ainsi indiqué. On peut la définir comme une économie dans laquelle les biens d'équipement sont la force principale de production et ces derniers avec les ressources naturelles, constituent la forme principale de propriété productive, qui donne le droit à ceux qui la possèdent de prendre part à la distribution de la richesse produite.

CLASSIFICATION DES SYSTEMES ECONOMIQUES

Tous les systèmes économiques se divisent en deux classes : ceux dans lesquels le travail est la force principale de production et représente la forme de propriété productive, et ceux dans lesquels le capital occupe cette première place. Cette première classification des systèmes économiques est ainsi basée sur le mode de production. D'après ce critère toutes les économies sont fondées soit sur le travail, soit sur le capital.

En second lieu, les systèmes économiques, basés sur le travail ou sur le capital, peuvent être divisés aussi d'après la forme que prend la propriété et la répartition des richesses. Nous avons déjà établi ces subdivisions parmi les économies primitives fondées sur le travail.

Nous avons vu que la propriété du travail est ou bien (a) répartie d'une manière universelle, comme dans

les économies primitives basées sur le travail où l'esclavage n'était pas pratiqué ; ou (b) relativement concentrée comme dans les économies plus modernes basées sur le travail où une classe peu nombreuse, propriétaire d'esclaves, disposait du travail de ces esclaves. Nous avons vu aussi que la forme que prenait la répartition était ou bien (a) le résultat d'un droit, c'est-à-dire qu'elle prenait en considération l'importance de la contribution à la production, ou bien (b) elle avait pour base des dons, dont l'importance variait selon les besoins et non les droits des individus.

Dans tous les cas où toute la richesse créée, ou tout au moins la plus grande partie de cette richesse est répartie parmi ceux qui l'ont produite, nous disons que la répartition est basée sur le travail. Le principe qui est à la base de cette répartition peut être soit la justice, soit la charité, suivant que les droits de l'homme ou ses besoins sont pris en considération. Le travail est justement rétribué quand les parts de richesse qu'il a créées sont partagées entre les travailleurs d'après une évaluation de la contribution que chacun a apportée à cette production.

Les économies où existait l'esclavage paraissent présenter un cas analogue. Elles étaient basées sur le travail dans leur mode de production, puisque la majeure partie de la richesse produite était réservée aux propriétaires des esclaves qui étaient aussi propriétaires de la terre, des outils, et des animaux. Si nous décidons d'appeler les propriétaires d'esclaves « capitalistes », bien que le travail ait été le facteur le plus important de la production, nous pouvons appeler aussi le mode de répartition « répartition basée sur le capital ». En employant cette expression, nous montrons que la plus grande partie de la richesse produite était distribuée à ceux qui la gagnaient, non point par leur propre travail mais grâce à l'emploi des autres instruments de production dont ils étaient propriétaires.

Jusqu'à présent les termes que nous avons employés pour décrire les différentes formes de l'économie basée sur le travail sont purement descriptifs.

Ils décrivent comment la richesse d'une société est produite, qui en est le propriétaire, et comment elle est répartie. Mais, si nous voulons étudier le principe qui est à la base de la répartition, après avoir étudié la forme qu'elle prend, nous ne pouvons éviter certaines questions qui ont trait à la notion de justice. Ainsi, par exemple, nous avons vu qu'une économie qui est basée sur le travail quant au mode de production, peut être aussi basée sur le travail quant à la forme de la répartition, tandis que le principe qui régit cette dernière peut être soit le principe de justice, soit celui de l'assistance (c'est-à-dire que la répartition peut être basée sur le droit ou sur les besoins de l'individu).

Nous avons examiné aussi le cas exceptionnel d'une économie qui est basée sur le travail mais dont la répartition est fondée sur le capital. L'injustice fondamentale de l'esclavage qui viole le droit de propriété de tout individu à son travail, explique le caractère exceptionnel des économies basées sur le travail. Cette injustice explique comment ces économies peuvent être fondées sur le capital quant à leur forme de répartition, bien qu'elles prennent le travail comme base de leur production. Quand nous trouvons une contradiction de cette sorte entre le mode de production et le mode de répartition, nous avons toutes raisons de soupçonner que l'économie n'est par organisée d'après les trois principes qui doivent diriger la justice économique ; c'est-à-dire les principes de répartition, de participation et de limitation (1).

Cependant, si nous voulons porter un jugement sur les économies basées sur l'esclavage en considérant un de

(1) En fait, on peut établir comme règle générale que plus le mode de répartition ressemble à celui de la production plus l'économie se rapproche de l'idéal de justice. Une forme de répartition fondée sur le capital qui existe dans une économie essentiellement basée sur le travail est injuste, (telles que dans les économies de l'antiquité, basée sur l'esclavage). La même remarque peut être faite au sujet d'une répartition faite d'après le travail dans une économie basée sur le capital.

ces principes seulement, par exemple, le principe qui détermine la répartition des richesses, nous pouvons dire que la répartition faite d'après le capital dans une économie basée sur l'esclavage a respecté un des principes de justice et en a violé un autre. En résumé, si nous ne faisons pas d'objections à la concentration de la propriété du travail humain, alors que cette concentration enfreint les principes de participation et de limitation, il en résulte que les propriétaires des esclaves qui ont reçu la plus grande partie de la richesse de la société, ont en vérité reçu ce qu'un emploi intelligent de leur propriété leur a rapporté.

FORME DU CAPITALISME

Maintenant que les critères sur lesquels sont fondées ces classifications sont clairs, nous considérerons les économies qui sont basées sur le capital quant à leur mode de production afin de les classer plus complètement selon (1) le mode de la propriété, (2) le mode de la répartition des richesses, et (3) le principe de la répartition. Nous essayerons de présenter d'abord une classification purement descriptive. Mais, tandis qu'une description des formes du capitalisme peut être séparée des questions de justice et de liberté, la signification humaine des formes décrites ne peut être appréciée que si on ne perd pas de vue ces questions.

Ce qui va suivre est donc une classification des économies qui sont toutes des formes du capitalisme quant à la description qu'on peut en faire. En ce qui nous concerne, la première classification des différentes économies devrait être faite en considérant le mode de production plutôt que le mode de propriété ou le mode de répartition. Ce que nous allons décrire comme les différentes formes du capitalisme sont tous des systèmes économiques qui sont visiblement basés sur le capital et non sur le travail quant à leur mode de production.

(1) *Le mode de propriété.* Les biens d'équipement d'une société peuvent être (a) la propriété privée d'indivi-

du , de familles et de sociétés anonymes qui les dirigent ou (b) la propriété publique de l'Etat qui est administrée par les fonctionnaires.

(a) Quand la propriété du capital appartient à des individus elle peut être rassemblée dans les mains de quelques-uns d'entre eux ou au contraire répartie très largement parmi la population ; la concentration peut varier quant à son importance. Dans la mesure où elle existe, elle donne à quelques individus un pouvoir économique très grand grâce auquel ils peuvent exercer une influence néfaste sur certaines branches du gouvernement. Dans la mesure où elle est largement répartie parmi les différents membres de la société, elle donne aux individus une indépendance économique dont ils ont besoin pour étayer leur liberté politique.

(b) Lorsque le capital est la propriété publique de l'Etat, la propriété est complètement rassemblée dans les mains de l'Etat, ce qui veut dire que ce sont les fonctionnaires qui prennent toutes les décisions pratiques qui sont nécessaires à la politique de l'Etat. Si ces derniers étaient tenus entièrement responsables envers les électeurs, et sujets à tous les contrôles de la souveraineté du peuple, l'utilisation de tous ces biens d'équipement qui seraient propriété de l'Etat, serait soumise à un contrôle largement réparti parmi les couches sociales alors que la propriété ne le serait pas. Mais, lorsque les individus et les sociétés anonymes d'une économie capitaliste ne peuvent être propriétaires de biens d'équipement, ils sont privés de la puissance économique qui leur permettrait un contrôle sur ceux qui sont nantis de la puissance politique ; ainsi, quand l'Etat est seul capitaliste, la puissance économique et politique tend à se concentrer dans les bureaux du gouvernement. Les fonctionnaires qui agissent au nom de l'Etat échappent à tout contrôle et ne sont en aucune façon responsables. Dans de telles conditions, le procédé démocratique est fictif, et la liberté économique et politique des

individus est presque inexistante (1).

(2) *La forme de la répartition des richesses.* Dans les économies où les biens d'équipement sont la force principale de production et la forme principale de la propriété productrice, la répartition est ou bien (a) basée sur le capital, ou (b) basée sur le travail. Nous employons ces termes ici de la même manière descriptive que nous les avons employés pour des économies dans lesquelles le travail humain est la force principale de production et la forme principale de propriété productrice.

(a) La répartition est basée sur le capital si la plus

(1) Dans son « *Economic Policy for a Free Society* », Chicago, 1951 Henry C. Simon résume les arguments pour établir la répartition de la propriété parmi tous les individus. Il la juge indispensable à la liberté politique et économique. « La propriété privée des instruments de production, » écrit-il, « est un mécanisme de nos institutions qui sert à dispenser le pouvoir et à assurer en même temps une organisation effective de la production. Le seul système de propriété simple est celui d'une société basée sur l'esclavage et composée d'un seul propriétaire d'esclaves - ce qui, d'une façon significative est le cas limite du despotisme et du monopole. » (Il aurait pu faire la même remarque à propos d'économie capitaliste où il y aurait un seul propriétaire, l'Etat.) « Tout abandon de ce système représente une bonne mesure de progrès humain », continue Simon, « la société libérale idéale se trouve à l'autre extrémité dans la dispersion maximum de la propriété compatible avec une production effective... Les droits de propriété du travail ou des talents personnels sont essentiels à la liberté. L'abolition de l'esclavage et de la servitude sont de grands pas faits dans la direction de la liberté, et, remarquons-le, sont des réconciliations étonnantes du conflit apparent entre les problèmes de la production et de la répartition des richesses. Etre propriétaire de son propre travail est un droit essentiel et certain quand il y a plusieurs acheteurs possibles et seulement dans ce cas. Ce droit implique la propriété privée des autres ressources et la liberté de ceux qui désirent vendre leur travail d'une manière indépendante en choisissant librement parmi les organisations et les entreprises autonomes et indépendantes. Cette propriété privée du travail implique aussi un développement définitivement moderne des institutions, surtout la séparation ou la dissociation du domaine économique et politique, un ordre politique (qui sert de base aux droits fondamentaux) et un ordre économique entièrement séparé qui leur donne leur force. » Simon ajoute que « tous les droits de propriété, aussi bien le droit au capital que le droit au travail, sont les mêmes aspects de la capacité personnelle, et qu'une société fondée sur des individus ou des familles libres et responsables implique forcément des droits de propriété très étendus des biens d'équipement aussi bien que du travail ». Voir « *A Political Credo* » in op. cit. pages 27 - 28.

grande partie de la richesse produite va au propriétaire du capital. Dans une économie où la propriété du capital domine et où la propriété est très concentrée entre les mains d'une classe peu nombreuse, la part qui reste et qui doit être distribuée parmi les masses des travailleurs ne sera pas suffisante pour établir pour eux un niveau de vie décent ou même pour leur assurer une maigre subsistance (1).

(b) La répartition est basée sur le travail si toute la richesse produite ou la majeure partie de cette richesse est répartie parmi ceux qui contribuent à sa production en employant seulement leur travail ; et, elle est en partie basée sur le travail, et, en partie basée sur le capital si la part de richesses qui est répartie parmi les propriétaires du capital est inférieure à la plus grande partie de la richesse produite et si elle est évaluée après qu'une répartition importante de cette richesse a été faite parmi les travailleurs pour qu'un niveau de vie décent puisse leur être assuré (2).

Dans une économie où la propriété du capital est complètement concentrée dans les mains de l'Etat, la répartition est entièrement basée sur le travail et elle ne peut pas ne pas l'être (3).

Dans une économie où le capital est la propriété privée des individus, mais, où il se trouve concentré dans les mains de quelques-uns seulement, la répartition des richesses ne peut pas être basée sur le travail sans violer

(1) Le capitalisme anglais de tout le XIX^e siècle est un exemple classique de l'économie capitaliste où la forme de répartition était purement basée sur le capital.

(2) Le capitalisme anglais et américain de la moitié du XX^e siècle est l'exemple classique d'une économie dont la production est fondée sur le capital et où la forme que prend la répartition des richesses est mixte, c'est-à-dire basée en même temps sur le capital et sur le travail.

(3) Le capitalisme de la Russie Soviétique offre un exemple classique d'une économie capitaliste où la répartition est basée sur le travail.

complètement les droits de la propriété privée du capital. Une répartition de la richesse produite industriellement et qui est fondée sur le travail ne peut accompagner logiquement une propriété privée effective du capital. Elle **annule, en effet, l'emploi productif** de cette propriété afin de disposer d'une partie de la richesse qui a été produite. Mais, sous un système où la propriété privée existe et où elle appartient à un nombre restreint d'individus, il est possible que la répartition soit ou complètement basée sur le capital, ou en partie basée sur le capital et en partie sur le travail.

Nous ne pouvons décrire la différence qui existe entre ces deux alternatives sans étudier les principes qui contrôlent ces deux formes de répartition. D'un côté, nous trouvons le principe de justice qui doit accompagner les droits de l'homme, et de l'autre, le principe d'assistance qui prend en considération les besoins de l'homme.

(1) *Principe à la base de la forme que prend la répartition.* Le principe sur lequel est fondée la forme que prend la répartition des richesses est (a) ou un principe de stricte justice, basé sur les droits de l'homme, ou (b) un principe d'assistance.

Quand le principe est celui de l'assistance, la considération des besoins et du bien-être humain peut aboutir à une certaine invasion des droits de la propriété privée du capital, auquel cas, la répartition des richesses restera en partie basée sur le capital ; ou bien, la considération des besoins de l'homme peut complètement remplacer celui de ses droits, auquel cas la propriété privée du capital sera complètement abolie et la répartition sera entièrement basée sur le travail.

L'économie capitaliste de la Russie Soviétique représente une économie où l'on prétend que la répartition est basée sur le principe des besoins et du bien-être humain alors qu'en réalité, elle est basée sur le travail. La substitution des besoins aux droits de l'homme est un corollaire naturel de l'abolition de la propriété privée du capital. Ces deux mesures impliquent que, puisque l'État s'empa-

re de tous les biens d'équipement pour le bien être du peuple, la richesse produite par le capital devrait alors être distribuée d'après les besoins et non pas d'après l'effort que les individus font par leur travail pour contribuer à cette production (1).

Nous avons vu plus haut que la Russie Soviétique proclame qu'elle pratique uniquement la répartition basée sur le travail alors qu'elle prend, en réalité, en considération le respect des besoins de l'homme et de son bien-être. D'après les rapports récents, il semble au contraire que la pratique est différente de la théorie marxiste et que le travail de direction et le travail technique soient récompensés par un niveau de vie beaucoup plus élevé que ne l'est le travail manuel. On pourrait croire à première vue que cette différence représente une remise en vigueur des droits de l'homme, causée par le retour à certaines formes de pensée qui avaient été abandonnées étant donné que, dans toute économie capitaliste, le travail de direction et le travail technique contribuent beaucoup plus que le travail mécanique à la richesse de la société. Mais, si l'Etat établit des niveaux de vie très différents seulement parce qu'il désire créer des motifs nécessaires ou certains stimulants pour obtenir la bonne exécution de certains travaux, alors le principe qui gouverne une telle situation n'est ni celui de la charité, ni celui de la justice, mais un principe d'opportunisme. Il s'agit alors de permettre à l'économie de survivre, ou d'obtenir la plus grande productivité et la plus grande

(1) Le principe marxiste « chacun travaillera d'après sa capacité et chacun recevra d'après ses besoins propres », selon l'interprétation de Lénine dans « L'Etat et la Révolution », remplace toutes les considérations de justice et le droit. L'idéal communiste d'après Lénine ne sera réalisé qu'au moment où ces notions bourgeoises seront complètement abolies ainsi que l'institution de la propriété privée du capital à laquelle celles-là sont liées. Voir op. cit. Moscou, 1949, chapitre V, Sections 3 et 4.

prospérité (1).

L'économie capitaliste actuelle de la Grande Bretagne et des Etats-Unis représente une économie dans laquelle une répartition en partie basée sur le travail est faussement considérée comme reposant sur le principe du respect des droits de l'homme. L'erreur est profonde. Pour la corriger, il faut réexaminer l'économie capitaliste de la Grande Bretagne et des Etats-Unis dans la période qui a précédé celle où les syndicats, soutenus par le gouvernement, par la loi, ont réglementé les salaires et les heures de travail. Cette action syndicale accompagnée de la politique de plein emploi, a élevé le niveau de vie générale jusqu'au niveau actuel.

Nous avons déjà observé que dans une économie où la propriété privée du capital domine et dans laquelle elle est rassemblée entre les mains d'une classe restreinte, une répartition basée sur le capital donne nécessairement la majeure partie de la richesse produite à quelques hommes ou à quelques familles, laissant à la majorité de la population un résidu si insignifiant que le niveau de vie est réduit à un minimum ou lui est même inférieur. Est-ce que le principe d'une telle répartition fondée sur le travail est juste ? Et nous ne pouvons nous empêcher de nous demander : est-ce un expédient ?

Nous avons déjà indiqué la réponse que l'on doit donner à la première question. Nous avons montré dans le chapitre précédent qu'un des principes de justice, le principe de répartition, peut opérer dans une société qui est injuste sous beaucoup d'autres aspects, c'est-à-dire dans une société où les principes de participation et de limita-

(1) Dans la forme de répartition purement basée sur le travail de la Russie Soviétique, le principe d'assistance ou le souci du bien-être est ainsi modifié par un principe d'opportunisme. Nous verrons bientôt que ce dernier peut inspirer d'autres formes de la répartition, par exemple, celle qui est en partie basée sur le travail et en partie basée sur le capital et qui s'est développée en Angleterre et en Amérique pendant les dernières quarante années.

tion sont violés. Nous avons fait valoir plus haut dans ce chapitre, qu'une économie respecte la justice dans la répartition quand cette dernière est en harmonie avec son mode de production. Ainsi, si une économie qui est capitaliste dans son mode de production a une forme de répartition basée sur le capital, elle fait régner la justice en ce qui concerne la répartition, alors qu'elle peut être très injuste sous beaucoup d'autres aspects

Une économie capitaliste dans laquelle un nombre important d'hommes ne peuvent pas participer effectivement à la production des richesses, parce que la propriété du capital est concentrée dans les mains de quelques individus, peut à peine être considérée comme une économie juste. Bien que sa forme de répartition soit basée sur le respect absolu des droits de propriété de quelques individus qui sont capitalistes, l'économie viole deux des trois principes de justice — le principe de participation et celui de la limitation.

Les privations économiques ou bien pire encore, la misère abjecte d'un grand nombre d'hommes a été la conséquence immédiate de l'injustice qui était perpétrée dans les économies capitalistes de la Grande Bretagne et des Etats-Unis pendant le XIX^m siècle. La cause n'était pas la propriété privée du capital, qui est aussi juste que la propriété du travail ; ce n'était pas non plus la forme que prenait la répartition, basée entièrement sur le capital, qui est en elle-même aussi très juste dans une économie qui est capitaliste dans son mode de production. La cause était la concentration trop grande de la propriété du capital dans les mains de quelques individus.

Non seulement cette économie capitaliste était injuste et comportait des conséquences déplorables pour les masses mais de plus, elle aurait « semé la semence de sa propre destruction » comme Marx le prédisait, si la forme de la répartition basée sur le capital avait été maintenue sans modification. Alors que la majeure partie de la richesse allait à un dixième de la population qui représentait les propriétaires du capital, le résidu allait aux

neuf dixièmes qui représentaient le restant de cette population. Cela n'était pas suffisant pour leur procurer un pouvoir d'achat capable de maintenir un niveau élevé de production.

La consommation des richesses ne peut soutenir la production globale d'une économie capitaliste que si le niveau général de vie augmente et si le pouvoir d'achat est largement réparti parmi les couches sociales. Dès lors, la transformation amenée dans la répartition qui, d'abord basée sur le capital, a été faite d'après le travail n'était autre chose qu'un expédient. Cette transformation a permis à l'économie de continuer à fonctionner et l'a sauvée des crises désastreuses qui font partie du cycle de « boom and bust ».

Il est évident que de tels motifs sont exprimés dans la politique du New Deal aussi bien que dans les déclarations des chefs de syndicats, qui font valoir que le travail est devenu partenaire du capital pour faire du capitalisme une économie prospère qui amènera le bien-être pour tous (1). Mais l'action des syndicats et les réglementations du gouvernement pour créer une forme de répartition en partie basée sur le travail n'étaient pas tou-

(1) Voir le rapport de Philippe Murray de 1952, « Notre production de masse, écrit-il, peut se développer à la longue très sainement, à la seule condition qu'elle soit basée sur des ventes de plus en plus importantes des biens de consommation qui absorberont le rendement d'une organisation industrielle en pleine expansion. » Il prétend que les niveaux élevés de la production et de l'emploi, les hauts salaires, les augmentations des ventes et la diminution des profits sont dans l'intérêt commun du capital et du travail.

Il est intéressant d'observer qu'il y a plus cent ans, en 1827, le « Preamble of the Mechanics' Union of Trade Associations » à Philadelphie, offrait les mêmes arguments : si la masse des hommes était capable de se procurer par leur travail, pour eux et pour leur famille une provision abondante des éléments du confort et des agréments de la vie, la consommation... deviendrait vite deux fois ce qu'elle est à présent, et naturellement, la demande des biens et des services qui permet à l'employeur de subsister ou d'accumuler un capital augmenterait dans la même proportion... Tous dépendent de la demande faite de leurs talents, de leurs services ou de leur capital, et cette demande doit être toujours réglée par le pouvoir que les grandes masses d'individus auront ou non d'acheter et de consommer. (Ré-imprimé dans « The People Shall Judge », Chicago, 1953, volume I, pages 580-583)

jours motivées par des considérations d'opportuniste pour ne pas laisser sombrer l'économie. Le but véritable était de soulager la misère humaine, et d'améliorer le sort des masses.

La transformation de la forme de la répartition est née certainement du désir de stabiliser l'économie, mais, surtout de motifs profondément humanitaires : l'intérêt porté aux besoins pressants des hommes et le souci du bien-être économique de l'homme moyen. Ces buts très élevés, aussi bien que l'efficacité et la prospérité de l'économie elle-même, ont été assurés par la création d'un mode de répartition mixte qui avec les années, a pris de plus en plus le travail comme base (1).

Ces buts élevés étaient atteints, mais les injustices du capitalisme du XIX^me siècle qui étaient en elles-mêmes les sources de sa destruction, n'étaient pas corrigées. Au contraire, dans une économie capitaliste où la technologie est spécialement avancée, et où les neuf dixièmes de la richesse sont produits par des biens d'équipement, une répartition à la fois fondée sur le travail et sur le capital est la cause d'une très grande injustice envers les propriétaires du capital. Elle diminue et ronge leurs droits de propriété au capital. En effet, cette répartition diminue de plus en plus la part des richesses qui devrait être celle du capital puisqu'il l'a gagnée afin d'augmenter la part des travailleurs *qui eux ne l'ont pas gagnée*.

C'est pourquoi, l'économie capitaliste actuelle de la Grande Bretagne et des Etats-Unis, non seulement n'a pas réussi à corriger les injustices qui font partie de ce sys-

(1) Quand nous avons mentionné le principe de répartition qui repose sur le souci de satisfaire les besoins de l'homme, nous l'avons appelé un principe d'assistance. On peut aussi l'appeler le « principe de l'Etat Providence » (welfare principle) ou « principe du socialisme ». L'économie capitaliste qui existe en ce moment en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis et que nous avons décrite comme étant une économie où la forme de répartition est mixte (en partie basée sur le travail et sur le capital) peut aussi être décrite comme une économie « capitaliste basée sur la prospérité », ou un « capitalisme socialiste ».

tème depuis le siècle dernier, mais a ajouté à cette situation l'injustice d'une répartition qui est basée de plus en plus sur le travail, car la part de richesses qui est vraiment celle du capital est donnée au travail. Le fait que ce changement dans la répartition des richesses peut être justifié par les buts qui ont été atteints (c'est-à-dire par le bien-être de notre population et par la prospérité de notre économie) nous poussera à penser peut-être qu'elle est humaine ou opportune, mais non point juste.

Pour être juste, la production et la répartition des richesses doivent être organisées de telle façon que tous les droits humains soient respectés — le droit de chacun à la part totale créée par sa propriété productrice, aussi bien que le droit de chacun à la participation de la production par l'emploi de sa propriété qui dans un mode capitaliste de production est capable de créer un revenu suffisant pour vivre décentement.

Il s'agit donc de corriger les injustices qui existaient dans la première forme du capitalisme et qui sont encore causées par une concentration de la propriété du capital, aussi bien que l'injustice qui est apparue récemment à la suite de l'adoption d'une forme de répartition des richesses de plus en plus basée sur le travail (celle-ci est le résultat de l'application du principe d'assistance, de la recherche du bien-être général ou du socialisme). Il est donc nécessaire de rétablir une forme de répartition fondée sur le capital, accompagnée du respect absolu des droits de la propriété privée du capital, et, en même temps, de concevoir une propriété privée du capital, largement répartie parmi toutes les couches sociales.

Dans ces conditions, les droits économiques en question seront protégés. Dans ces conditions seulement, les trois principes de la justice économique seront incorporés dans l'économie capitaliste. Dans ces conditions seulement, la prospérité de l'économie capitaliste sera préservée ou augmentée et le bien-être économique de la population sera rendu possible, sans qu'on ait besoin d'avoir recours aux expédients qui sont non seulement injustes parce qu'ils

portent atteinte aux droits de propriété mais qui sont aussi les ennemis de la liberté, car ils impliquent une concentration des pouvoirs économiques et politiques dans les mêmes mains.

La révolution soi-disant communiste a établi la socialisation complète de l'économie capitaliste. Le capitalisme entièrement socialisé peut opérer d'une manière suffisamment efficace pour assurer une certaine prospérité économique. En adoptant une forme de répartition basée sur le travail, il peut graduellement satisfaire les besoins des hommes et permettre même un niveau de vie plus élevé pour tous.

Mais s'il réussit sur tous ces points, il ne le peut qu'en sacrifiant la justice et la liberté, les droits personnels et les libertés individuelles. Ces principes sont liés à la notion de propriété privée et aux droits qu'a l'homme de vivre de ce qu'il gagne grâce à la propriété dont il a le contrôle exclusif. Ce qui est nécessaire, est une révolution capitaliste, une révolution qui ne servira pas seulement la cause de la justice et de la liberté, mais qui aura aussi le pouvoir de créer plus sûrement et plus complètement une économie efficace et prospère et un niveau de vie qui pourvoira amplement au bien-être économique de tous.

La direction que prendra la révolution communiste sera exactement opposée à celle que la révolution communiste a prise. La révolution capitaliste cherche à répartir la propriété privée du capital parmi toutes les couches sociales au lieu de l'abolir complètement.

Elle cherche à faire de tous les hommes des capitalistes au lieu de les empêcher de le devenir en faisant de l'Etat le seul capitaliste.

La révolution capitaliste veut éviter les confusions entre les systèmes économiques en partie socialisés et les systèmes capitalistes dont la répartition est basée sur le travail. Mais, elle ne revient pas vers le capitalisme injuste et inhumain du XIX^{me} siècle. Elle cherche à établir une économie qui soit non seulement capitaliste quant à

son mode de production mais aussi dans son mode de répartition des richesses. En essayant de rendre tous les hommes capitalistes, comme ils doivent l'être, elle cherche à rendre efficace le droit qu'ils ont de vivre avec ce qu'ils gagnent grâce à leur capital, autant que grâce à leur travail, ce qui est l'idéal d'une société où les biens d'équipement produisent la plus grande partie de la richesse.

CHAPITRE VII.

L'AVENIR ECONOMIQUE

LES QUATRE FORMES DU CAPITALISME

Dans le chapitre précédent, nous avons remarqué que le capitalisme peut prendre quatre formes. Parmi celles-là, trois appartiennent au passé ou font partie du présent. Une seule appartient à l'avenir. La révolution capitaliste a pour but de permettre à cette dernière d'exister.

Nous avons jusqu'ici identifié les trois formes du capitalisme qui appartient au passé ou au présent en citant des exemples historiques. Pour faciliter les références que nous ferons à ces systèmes économiques, nous voudrions substituer des noms-étiquettes qui serviront comme des signes sténographiques pour rappeler leurs caractéristiques. Nous proposons la nomenclature suivante.

(1) *La forme prise par le capitalisme en Grande Bretagne pendant le XIX^m siècle et qui est allée en dépérissant jusqu'à la fin de la première guerre mondiale.* Parce que cette forme du capitalisme était la forme primitive qu'il avait prise au moment du développement de la production industrielle, nous pensons qu'il est convenable de l'appeler « le capitalisme primitif ». Il a existé pendant une période où la production industrielle était faible et où les machines, mues par la force motrice et par les autres biens d'équipement, sont devenus lentement la force productive principale.

Les caractéristiques du capitalisme primitif sont :

(a) Propriété privée des biens d'équipement ; (b) Aucune limitation n'est mise à cette propriété, et, par consé-

quent, une concentration excessive de cette propriété existe ; (c) La répartition des richesses est basée sur le capital ; le bénéfice total créé par cette propriété est réparti parmi les propriétaires de ce capital ; (d) Le niveau de vie est très bas pour les masses de travailleurs, et il tombe souvent au-dessous du minimum vital.

(2) *La forme prise par le capitalisme en Russie Soviétique de nos jours.* Certaines formules viennent à l'esprit pour la décrire : « capitalisme intégralement socialisé » ou « capitalisme d'Etat ». La première formule souligne la forme de la répartition des richesses, la seconde, le mode de propriété dominant. Nous emploierons l'expression « capitalisme d'Etat » parce qu'elle est brève.

Les traits saillants du capitalisme d'Etat sont : (a) les biens d'équipement sont la propriété de l'Etat ; (b) cette propriété est concentrée dans les mains de l'Etat, c'est-à-dire dans les mains des fonctionnaires qui, en fin de compte, détiennent tout le pouvoir politique de l'Etat ; (c) la répartition des richesses est basée sur le travail ; elle est contrôlée et administrée par l'Etat pour le bien-être économique des travailleurs ; (d) le niveau de vie plus élevé pour les masses est accompagné de salaires qui varient d'après le besoin qui se fait sentir pour certains travaux. Ces salaires sont des stimulants qui encouragent les travailleurs à faire certains travaux essentiellement productifs. Ils ne sont pas des rétributions normales.

(3) *La forme prise par le capitalisme aux Etats-Unis et en Grande Bretagne de nos jours et qui s'est développée depuis la fin de la première guerre mondiale, encouragée par l'action syndicale, aidée elle-même par l'action compensatrice du gouvernement.* Cette forme prise par le capitalisme a reçu le nom de « capitalisme collectif », « capitalisme des dirigeants », « capitalisme basé sur le travail » (1).

(1) Dans un article intitulé « Le Contrôle des Prix et tout, et tout », lu devant la Western Economic Association, le 28 août 1957,

On peut aussi appeler cette forme de capitalisme « capitalisme mixte » ou « capitalisme partiellement socialisé » ou encore « capitalisme de l'Etat Providence ». Toutes ces expressions soulignent le fait que la répartition des richesses est basée à la fois sur le capital et sur le travail. Les deux dernières expressions soulignent, en outre, l'idée qui détermine la répartition des richesses quand elle est basée sur le travail : c'est la considération des besoins de tous les hommes qui participent à la production des richesses par leur travail seul, et non pas l'évaluation de la part des richesses à laquelle ils ont droit et qui serait faite d'après leur participation à la production. Nous emploierons l'expression « capitalisme mixte », parce qu'elle attire l'attention sur le mélange des éléments en conflit, dont quelques-uns sont des vestiges du capitalisme primitif et d'autres sont des demi-mesures qui tendent à pousser cette économie de plus en plus vers le capitalisme socialisé si on n'y met pas un frein.

Les traits saillants de ce capitalisme mixte sont : (a) des vestiges de la propriété, ou une propriété nominale des biens d'équipement ; (b) absence de limitation mise à cette propriété, et, dès lors, concentration excessive de

le Professeur Edwin G. Nourse a employé des formules telles que « le capitalisme des sociétés anonymes » et « le capitalisme des dirigeants » afin de distinguer la forme présente du capitalisme de ce qu'il a appelé le « capitalisme traditionnel » ou « le capitalisme du propriétaire » du XIX^e siècle. Il attribue la description de notre capitalisme actuel au Professeur Summer Schlichter, qui a employé pour le décrire l'expression d'« économie basée sur le travail », mais il a décidé d'employer l'expression de « capitalisme basé sur le travail » parce que, « ce que nous avons n'est pas complètement du « travaillisme » mais une simple modification du capitalisme ». Voir *Hearings before the Subcommittee on Antitrust and Monopoly of the Committee of the Judiciary, U. S. Senate*, du 9 au 16 juillet 1957, Bureau de la Presse Gouvernementale, Washington, pages 188 à 190. La formule « capitalisme collectif » a été inventée par le Professeur Gardiner C. Means et a été employée dans une conférence intitulée *Capitalisme Collectif et Théorie Economique*, donnée au Marshall Whyte Symposium, Collège of William and Mary, Williamsburg, Virginia, en mars 1957. Cette conférence a été aussi réimprimée dans les *Senate Hearings* cités plus haut ; voir pages 104 à 114.

cette propriété entre quelques mains bien que cette concentration soit en somme, moindre que dans le capitalisme primitif ; (c) répartition basée en partie sur le capital et en partie sur le travail, d'après laquelle les propriétaires du capital reçoivent une partie seulement de ce que leur propriété produit ; cette part, cependant, est bien moindre que celle à laquelle ils ont droit si on la mesure d'après leur contribution apportée à la production des richesses ; et, selon cette répartition, ceux qui participent à la production par leur travail mécanique seul, reçoivent une part plus grande que celle qui serait déterminée par leur contribution réelle à la production ; (d) un niveau de vie généralement élevé pour les masses laborieuses de la population.

(4) *La forme de capitalisme qui existera d'abord aux Etats-Unis quand la Révolution Capitaliste aura donné naissance à la première économie capitaliste organisée avec justice.*

Cette forme de capitalisme est la seule de ces quatre formes pour laquelle il soit difficile de trouver un nom approprié. Si on la compare au capitalisme primitif, on pourrait l'appeler « le capitalisme en pleine maturité » ou « le capitalisme arrivé à son plus haut degré de développement », pour indiquer sa production industrielle très développée. Mais le capitalisme d'Etat et le capitalisme mixte jouiront aussi des avantages du progrès technique qui se produira dans les cinquante années à venir. Si on compare cette forme de capitalisme au capitalisme d'Etat, on pourrait l'appeler « capitalisme basé sur la propriété privée », mais cela ne le distingue pas, alors, du capitalisme mixte dans lequel les biens d'équipement sont, nominale-ment au moins, encore propriété privée. Si on le compare avec le capitalisme mixte, on pourrait l'appeler « capitalisme pur », pour indiquer que sa forme de répartition des richesses est basée seulement sur le capital, c'est-à-dire que le travail n'est jamais considéré dans cette répartition ; mais le capitalisme primitif peut aussi être appelé « pur » pour la même raison.

« Capitalisme juste » serait le terme propre parce que des quatre formes du capitalisme, celle-ci est la seule qui respecte les principes de justice économique. Mais, la formule « capitalisme juste » prête à une fausse interprétation, et, il serait encombrant de s'assurer chaque fois que le mot « juste » veut bien dire « justice ». Dès lors, nous avons décidé d'adopter le mot « Capitalisme » avec un C majuscule, sans ajouter d'adjectif qualificatif, comme étant l'appellation parfaite pour l'économie capitaliste qui sera créée par la révolution capitaliste (1).

Les traits saillants du Capitalisme sont : (a) la propriété privée des biens d'équipement, cette propriété, au lieu de n'être qu'un mot vide et de représenter des droits atténués, devient à nouveau efficace ; (b) la répartition parmi toutes les couches sociales de cette propriété pour fournir à tous les membres de l'économie une participation effective dans la production des richesses ; (c) une répartition des richesses basée sur le capital qui doit être complète, c'est-à-dire que tous les gains seront distribués ; cette répartition est accompagnée aussi d'une réduction des salaires payés aux travailleurs ; ceux-ci seront évalués d'après ce que le travail a vraiment gagné par sa contribution à la production, et cette évaluation aura lieu sur un marché où la concurrence peut jouer librement.

Une comparaison rapide de ces quatre formes du capitalisme révélera que certaines de ces caractéristiques sont communes à deux ou même à plusieurs de ces formes du capitalisme.

(1) La formule « capitalisme du peuple » est couramment employée avec un sens qui se rapproche vaguement de ce que nous entendons par Capitalisme. Mais, ceux qui emploient cette expression, oublient souvent de dire d'une manière explicite que ce qu'ils appellent « capitalisme du peuple » n'existe pas encore aux Etats-Unis ; ils n'admettent pas non plus explicitement les changements qui devraient avoir lieu dans notre capitalisme mixte pour le créer. La formule est, dès lors, un slogan aussi vide que la formule sur laquelle elle a été copiée « la démocratie du peuple ». Cette dernière formule est employée par les pays communistes et leur permet de s'arroger le titre de démocratie non capitaliste, qui n'existe pas et ne peut pas vivre.

L'expression de « quatre formes du capitalisme » implique que tous ces modes de production sont basés sur le capital. Mais, le capitalisme primitif diffère de tout le reste quand il s'agit du développement industriel. Avec l'arrivée de la deuxième révolution industrielle, dont l'automatisation n'est qu'un signe avant-coureur, le capitalisme d'Etat et le capitalisme mixte, s'ils durent encore dans cinquante ans, dépasseront en productivité tout système économique industrialisé actuel. Cette différence dans la productivité sera beaucoup plus grande que celle qui existe entre la productivité des Etats-Unis et de la Russie Soviétique d'une part, et celle du capitalisme primitif du XIX^e siècle d'autre part. Sur ce point nous pensons que le capitalisme, grâce au développement continu des découvertes techniques et de leurs applications, ira beaucoup plus loin encore que le capitalisme d'Etat et que le capitalisme mixte. Il réalisera plus complètement le potentiel de production des biens d'équipement.

Le capitalisme d'Etat, le capitalisme mixte et le capitalisme de l'avenir ont en commun une caractéristique qui les sépare complètement du capitalisme primitif ; principalement, en ce qui concerne le bien-être économique de toute la population ou, autrement dit, le niveau de vie général. Bien que ces trois formes de capitalisme atteignent leur but en employant des moyens et des principes différents, ils peuvent tous faire disparaître les privations économiques et la misère généralisée qui existaient sous le capitalisme primitif. Grâce à leur productivité croissante, le capitalisme d'Etat et le capitalisme mixte, en admettant qu'ils continuent à exister en employant leurs méthodes présentes, seront capables d'aller beaucoup plus loin dans la même direction ; mais, nous pensons que le Capitalisme obtiendra des résultats bien plus remarquables parce que précisément ses principes sont des principes de justice et non pas des principes d'assistance ou de bien-être pour tous assuré par l'Etat Providence.

Le capitalisme d'Etat, le capitalisme mixte et le Capi-

talisme ont encore un point en commun qui n'est pas partagé par le capitalisme primitif. Alors que le capitalisme primitif était condamné à sa propre destruction parce que son mode de propriété et son mode de répartition empêchaient que la consommation générale ne puisse être suffisante pour étayer la production en masse sur un marché libre, le capitalisme d'Etat peut éviter le problème par le contrôle de la consommation et de la production ; le capitalisme mixte a découvert que l'application de son principe de prospérité pour tous peut aussi créer un pouvoir d'achat général, et qu'il crée en même temps un niveau de vie très élevé pour tous ; le Capitalisme de l'avenir pourra éviter l'orgie de la sur-production et son corollaire, l'inflation monétaire, qui sont la conséquence obligatoire de l'idéal du plein emploi que le capitalisme mixte poursuit à tort. Ces trois formes de capitalisme, par des moyens tout à fait différents, peuvent diriger une économie capitaliste pendant un certain temps, avec le minimum d'efficacité nécessaire pour sa survie ; mais, ici encore, nous pensons que le capitalisme peut atteindre une efficacité et une stabilité beaucoup plus grandes, en évitant le gaspillage d'effort humain et la corruption morale qui font partie de la surproduction inutile du capitalisme mixte, et de la suppression de la liberté qui est caractéristique du capitalisme d'Etat. Une fois qu'un niveau de vie décent est établi pour tous, et que les dépenses pour assurer la défense nationale n'augmentent plus et qu'elles peuvent même être diminuées, un équilibre économique peut être atteint qui permettra à la technique d'avancer et à notre niveau de vie de s'élever progressivement sans avoir recours simultanément à la production de surplus inutile pour assurer le plein emploi.

Sur les trois points que nous avons considérés, le Capitalisme ressemble beaucoup plus au capitalisme mixte qu'au capitalisme primitif. Le capitalisme ressemble au capitalisme primitif, sur un seul point : ils sont tous deux une forme de répartition des richesses basée sur le capital qui respecte tous les droits à la propriété privée. D'après

cette répartition, les parts de richesse créées sont mesurées par la contribution faite à cette production. Cette contribution elle-même est établie par l'offre et la demande sur un marché libre.

En ce qui concerne l'institution de la propriété privée, le capitalisme mixte ressemble en quelque sorte au capitalisme primitif et au capitalisme de l'avenir. A cet égard, il est complètement différent du capitalisme d'Etat. Mais, sur certains points essentiels, le capitalisme mixte a une affinité plus profonde avec le capitalisme d'Etat ; car, alors qu'il implique la propriété privée nominale des biens d'équipement, il ne reconnaît pas les effets complets de cette propriété, car sa forme de répartition est en partie basée sur le capital et sur le travail. Parce que le capitalisme mixte est en partie socialisé, autrement dit, parce qu'il est le capitalisme qui a pour but la prospérité pour tous, il a de fortes tendances à se rapprocher de l'Etat complètement socialisé qui régit le capitalisme d'Etat. Une crise économique sérieuse, qui pourrait être causée par des progrès techniques impossibles à contrôler, ou par une inflation monétaire résultant de la politique du plein emploi, le ferait certainement pencher davantage dans cette direction.

Enfin, nous arrivons à un aspect particulier du capitalisme qu'il est seul à posséder : c'est la seule forme du capitalisme qui soit fondée sur une propriété des biens d'équipement largement répartie à travers toutes les couches sociales. C'est la présence de cette caractéristique qui fait de cette forme du capitalisme une économie organisée avec justice.

LES TROIS ALTERNATIVES

L'économie industrielle, c'est-à-dire le capitalisme sous une forme ou une autre, existera toujours. A l'exception d'un cataclysme qui réduirait le monde entier à une masse de ruines, qui détruirait la civilisation que nous connaissons, et qui condamnerait les survivants dispersés à des modes de vie primitive, il n'est pas possible de voir revivre

les économies du passé basées sur le travail. Aucun être raisonnable ne voudrait abandonner les bienfaits de la production industrielle. Ceux-là seulement qui sont hantés par une certaine nostalgie de l'Age d'Or, peuvent être assez aveugles pour ne pas voir les possibilités d'une civilisation bâtie sur l'emploi intelligent des machines et des autres biens d'équipement, plutôt que sur l'esclavage des hommes. Ils ne peuvent pas maintenir que le passé est bien supérieur à l'avenir.

Il est vrai que les sociétés, divisées en classes et antérieures au développement industriel, procuraient à un groupe restreint certains raffinements, et lui permettaient d'atteindre une certaine perfection dans tous les domaines qui semble menacée par la lente formation d'une société sans classe (1). Mais, quand nous comparons une société sans classe avec les civilisations basées sur l'esclavage d'une certaine partie de la société, nous devons nous rappeler que la valeur d'une société peut être jugée en dernier ressort par sa possibilité de développement. Ceci s'applique à l'économie capitaliste quand on la compare avec les économies fondées sur le travail ou celles qui étaient, autrefois, basées sur l'esclavage.

La civilisation humaine a fait un grand pas en avant quand une classe restreinte d'hommes libres a pu em-

(1) Alexis de Tocqueville a une vision prophétique de l'avenir quand il a prévu, en 1835, la plupart des problèmes sociaux, politiques, économiques et culturels qui se poseraient à une société sans classe qui se développerait dans des conditions qu'il appelait « conditions d'égalité ». Mais, Tocqueville entrevoyait l'avenir avec la croyance que la Providence a décrété le progrès inexorable de la société. Cette société créera d'abord des conditions favorables pour quelques individus, et les rendra possibles ensuite pour tous ; au cours de ce progrès, l'homme sera obligé de trouver des solutions aux problèmes qui accompagnent un tel développement ; cet effort sera la cause du développement moral. Tocqueville a terminé « La Démocratie en Amérique » en ces termes : « Les nations de nos jours ne sauraient faire que dans leur sein les conditions ne soient pas égales ; mais il dépend d'elles que l'égalité les conduise à la servitude ou à la liberté, aux lumières ou à la barbarie, à la prospérité ou aux misères. »

ployer les loisirs dont elle disposait pour la faire avancer par leurs efforts. Le progrès que fera la nouvelle société sans classe qui commence à se former, sera plus remarquable encore. Elle se composera d'une classe unique et elle saura se servir de la démocratie et du capitalisme. Elle apprendra aux hommes quel usage ils peuvent faire de la liberté politique et économique qui sont les bases mêmes de ces deux institutions.

La production industrielle de la richesse est chose acquise. Il en est de même de la disparition des classes dans notre société. Ce que nous pouvons choisir est la forme de ces deux événements. Car nous avons un choix à faire. L'Etat totalitaire, avec sa population de marionnettes, n'est pas la forme inévitable que peut prendre une société sans classe, pas plus que le capitalisme d'Etat n'est la forme inévitable que l'économie industrielle doit adopter.

Puisque le capitalisme doit exister, nous devons choisir entre trois alternatives, et seulement trois. Pour la plus grande partie de la population anglo-saxonne qui ne saurait penser une seconde échanger son genre de vie contre celle de la Russie Soviétique, ce choix se réduit à deux alternatives.

Nous pouvons décider de perpétuer le capitalisme mixte que nous avons créé pendant le dernier quart du siècle, avec l'espoir qu'il durera en dépit des dangers que lui sont inhérents, ou bien nous pouvons nous débarrasser des éléments contradictoires de ce système économique socialisé qui le font lentement avancer vers le capitalisme d'Etat. Les principes de justice qui aideraient à la création du Capitalisme prendraient leur place. En d'autres termes, nous devons choisir entre le statu quo et la révolution capitaliste (1).

(1) Bien que nous ayons inclû le capitalisme primitif parmi les quatre formes du capitalisme, ce dernier ne représente pas une alternative possible au XX^e siècle. Les phases successives de la révolution scientifique et industrielle l'excluent de toute considération, de même que le développement de notre conscience sociale exclut

La nécessité de la révolution capitaliste peut être suffisamment établie si l'on a suivi notre exposé. Cette nécessité devrait être visible pour tous ceux qui comprennent les principes d'une économie juste et qui voient que l'organisation de cette économie capitaliste est plus que désirable ; elle est, en effet, indispensable à la liberté économique et à la démocratie politique. Elle est l'élément nécessaire à cette vie pleine qui a été promise à tous. Pour tous ceux qui sont arrivés à cette conclusion, un résumé de la théorie du capitalisme pourra consister en un exposé d'un plan de base pour cette révolution, accompagné d'un programme de mesures pratiques qui pourraient servir à son développement.

Un résumé rapide de la théorie sera donné au chapitre VIII, et un programme pratique, bien que provisoire, sera exposé dans ses grandes lignes dans la Deuxième Partie qui suivra le chapitre VIII. Avant de finir ce chapitre, nous nous adresserons à tous ceux qui, peut-être, ne voient pas que nous avons un choix à faire entre une révolution socialiste et une révolution capitaliste. Ils ne se rendent pas compte peut-être que le capitalisme mixte aussi bien que le capitalisme d'Etat est le résultat de la socialisation d'une économie qui est capitaliste dans son mode de production. Les mêmes erreurs sont présentes dans les deux cas, et la liberté y est menacée de la même façon. La lente pénétration du socialisme dans une société produira les effets identiques à ceux que nous pouvons observer dans une révolution socialiste arrivée à son point final.

LES DEUX REVOLUTIONS SOCIALISTES

(1) *La Révolution socialiste totale.* Nous avons dit

toute économie basée sur l'esclavage. De plus, ce capitalisme primitif est aussi peu admissible que l'économie basée sur l'esclavage, d'abord pour des considérations de justice et aussi pour des considérations humanitaires concernant le bien-être de tous les hommes. A supposer que ces considérations n'aient pas été suffisantes pour que nous l'écartions à jamais de nos pensées, ses propres tendances destructives auraient déjà causé sa perte.

que le capitalisme d'Etat ne se présente pas à nous comme une alternative possible. Nous ne l'accepterions pas même s'il pouvait être prouvé qu'il est la forme de capitalisme le plus productif, le plus prospère et le plus puissant, même s'il pouvait établir le niveau de vie le plus élevé pour tous. Un socialiste américain, Norman Thomas, et un socialiste anglais John Strachey, le rejettent aussi vigoureusement que ceux d'entre nous qui ne se considèrent pas socialistes.

Notre attitude à tous vient de notre dévotion au système démocratique et du désir que nous avons de préserver et d'affermir notre liberté individuelle et de la liberté de nos institutions politiques. Nous sommes convaincus que le capitalisme d'Etat ne peut opérer que dans un Etat totalitaire. Si les biens d'équipement ne sont pas la propriété privée des individus, la direction de cette économie capitaliste tombe forcément aux mains d'une bureaucratie qui détient bientôt tout le pouvoir économique et politique. C'est cette conséquence inévitable que les socialistes et ceux qui acceptent en partie leurs idées ne veulent pas admettre.

C'est pourquoi, si le capitalisme d'Etat tel qu'on le trouve dans la révolution socialiste totale, nous repousse plutôt qu'il nous attire, nous jugeons utile de l'examiner un peu plus longuement. Il fait plus que de nous offrir un exemple très clair des conséquences que nous refusons d'accepter. Si nous trouvons néfaste le résultat obtenu par la Révolution socialiste totale, nous devons combattre les premières manifestations des mesures qui font pénétrer cette révolution socialiste dans une économie capitaliste mixte comme la nôtre.

Les défenseurs de la croyance marxiste orthodoxe prétendent que le capitalisme d'Etat tel qu'il est pratiqué dans la Russie Soviétique, ne représente pas la dernière phase de la révolution socialiste, mais seulement une phase antérieure à cette dernière qui aboutit à la création de la société vraiment communiste. Ils prétendent que « la dictature du prolétariat » administrée par le Parti Communiste, est un pas nécessaire pour arriver à l'expropria-

tion de la propriété privée du capital. Ils prétendent que cette dictature n'est qu'une phase dans le développement révolutionnaire, et non pas son point final. Ce dernier sera inévitablement atteint lorsque l'Etat lui-même s'effacera lentement, et que l'oppression représentée par n'importe quel gouvernement disparaîtra ; à ce moment-là, la direction en commun de la société par la masse remplacera le pouvoir exercé par les hommes sur d'autres hommes.

Les Marxistes pensent que la lente disparition de l'Etat découle inévitablement de la dictature du prolétariat et que des conséquences aussi obligatoires sont le résultat de certaines forces dans l'économie capitaliste. Ils maintiennent qu'avec la croissance du capitalisme, la guerre des classes arrivera à un point où les propriétaires du capital et les travailleurs privés de toute propriété à part leur force de travail, s'engageront dans une lutte mortelle qui ne peut avoir qu'un résultat. Ce résultat sera l'avènement de la société idéale sans classes, mais, il ne peut être obtenu avant d'avoir passé par la période transitoire appelée « la dictature du prolétariat » et que nous appelons l'Etat totalitaire.

Des prophéties si vagues ne peuvent pas être réfutées par des faits. Mais, elles deviennent difficiles à croire à mesure que les faits que nous avons en mains les font apparaître comme peu réalisables. Le moins qu'on puisse dire c'est qu'il est peu probable que les chefs du Parti Communiste, administrateurs de la dictature du Parti Communiste, maîtres de la concentration la plus puissante au monde des pouvoirs économiques et politiques, s'en dépouillent volontairement afin de permettre l'effacement graduel de l'Etat et l'organisation de la société idéale sans classe.

Même si ces hommes avaient été dévoués à leurs causes et de véritables saints avant de devenir des fonctionnaires, le pouvoir qu'ils ont acquis les corrompraient, et, ce pouvoir étant absolu, cette corruption le serait aussi. La transformation paisible du capitalisme d'Etat dans l'Etat

totalitaire en capitalisme communiste où la communauté entière coopérerait pour diriger son capital sans avoir besoin des règlements coercifs d'un gouvernement politique est, dès lors, fort peu probable.

Un soulèvement violent du peuple russe pourrait renverser la dictature du Parti Communiste, mais il ne fomentera pas le lent effacement de l'Etat ou ne transformera pas l'Etat totalitaire en une société communiste sans classe. Une communauté paisible sans institutions gouvernementales est impossible et restera impossible, comme le dit Hamilton, aussi longtemps que les hommes ne seront pas des anges.

Marx avait raison quand il exprimait la haine des sociétés divisées en classes, aussi bien celles du passé que celles de son temps. Il avait raison quand il condamnait ces luttes entre les classes. Il avait raison d'espérer et nous aimons croire qu'il avait raison de prédire que le résultat ultime de cette longue lutte serait la société sans classe — une société politiquement et économiquement sans classe — Mais, il avait tort quant à la forme que prendrait cette société.

Marx ne se trompait pas seulement sur ce point après avoir eu raison en partie sur beaucoup d'autres. Il avait raison de condamner l'injustice du capital primitif. Il avait raison d'attribuer tant de misère humaine à cette injustice ; il l'a fait avec une telle force qu'après lui, personne n'a pu la traiter à la légère. Il avait raison quand il proclamait son enthousiasme pour la supériorité de la nouvelle économie capitaliste sur les économies d'autrefois basées sur le travail, en tant qu'il s'agissait de la production des richesses. Il avait aussi raison de sentir l'injustice d'un système dans lequel les neuf dixièmes de la richesse produite s'en allaient vers un dixième de la population (c'est-à-dire à ceux qui étaient les propriétaires des biens d'équipement) et que cette injustice était due non pas au mode capitaliste de production mais à la forme dangereuse que prenait la propriété sur laquelle reposait la répartition des richesses.

Sur tous ces points, il avait raison ; mais il avait tort, définitivement tort, quand il croyait mettre le doigt sur la cause principale de tout le mal. Il pensait que la source de toute l'injustice du capitalisme primitif venait de la propriété privée du capital. Selon lui, cette propriété privée, accompagnée par une force de répartition des richesses basée sur le capital, devait causer inévitablement une mauvaise répartition de ces richesses avec toutes ses conséquences : misère humaine, condition très près de l'esclavage pour les masses anonymes et concentration de la puissance économique et politique dans les mains d'une classe restreinte de capitalistes.

Bien qu'il ait été près de mettre le doigt sur la source du mal, Marx est passé à côté. S'il n'avait pas fait cette erreur fatale, il serait devenu l'avocat de la révolution capitaliste au lieu de celui de la révolution socialiste. La racine du mal n'était pas la propriété privée. Si cette analyse est juste, le remède qu'on doit y apporter ne consiste pas à abolir la propriété privée comme Marx le désirait, mais, à la répartir entre toutes les couches sociales en créant de nouveaux capitalistes, à mesure que le fardeau de la production passe du travail humain aux biens d'équipement. Quand ce changement aura lieu sous le capitalisme, la répartition des richesses, basée sur le capital, produira des résultats opposés à ceux que le capitalisme primitif a obtenus.

L'erreur fatale que Marx a commise quand il a essayé de trouver la cause de l'injustice du capitalisme primitif, était mêlée à d'autres erreurs qu'il faisait dans sa théorie du capitalisme et dans son programme révolutionnaire.

Sa théorie des valeurs, basée sur le travail, qui est le pivot de sa théorie sur la production capitaliste, servait à rationaliser ou à « justifier » l'expropriation de la propriété privée du capital ; car, si, d'après lui, le travail, et le travail seul, produit toute la richesse, même dans une économie capitaliste (les machines, dit-il, ne font que représenter du travail accumulé ou « congelé »), il s'ensuit que toute la richesse devrait être répartie en toute justi-

ce parmi ceux qui la produisent. Puisque, d'après lui, le propriétaire du capital ne produit rien, qu'il est le seul propriétaire des machines et des matières premières, et qu'il permet aux travailleurs de les employer, tout bénéfice qui lui est octroyé est une plus value qu'il n'a pas gagnée et qu'il obtient en exploitant les travailleurs. Il concluait par conséquent que la seule manière d'empêcher une telle exploitation et l'appropriation de cette plus value, était de transformer la société entière en Etat, de s'emparer des biens d'équipement, et de les contrôler pour le bénéfice de ceux qui produisent les richesses et parmi lesquels toute la richesse doit être répartie. Pour accomplir une répartition des richesses basée sur le travail, l'Etat doit, non seulement contrôler les biens d'équipement, mais, la répartition des richesses que produisent les travailleurs. C'est ainsi que la théorie des valeurs avec ses conséquences, arrive aux résultats que Marx se fixait comme buts — au moment même où son diagnostic erroné lui faisait dire que la propriété du capital était la cause de tout le mal (1).

Arrivé à ce point, Marx, cependant, abandonne un principe qu'il avait pris en considération au début de son raisonnement. C'était bien un souci de justice que les mots « exploitation » et « plus value non gagnée » trahissaient. Mais, il est, néanmoins, très visible que Marx ne

(1) Puisque ce diagnostic était faux, nul n'est besoin d'exposer ici les erreurs de la théorie de la valeur travail. Nous l'avons fait en détail dans *Capitalisme* qui sera publié sous peu. Un chapitre de ce livre intitulé « Karl Marx : le Capitalisme Manqué », a paru dans *The Bar Association Journal*, en mars 1957. Il est important, cependant de faire remarquer que certains économistes, qui prétendent rejeter la théorie de la valeur - travail, acceptent son erreur principale chaque fois qu'ils voient dans l'augmentation de la productivité du capital d'une économie capitaliste, une augmentation de la productivité du travail. Ils parlent même souvent comme si les machines n'étaient pas elles-mêmes des facteurs actifs de la production, mais des instruments passifs dont la productivité dépend du travail. Il n'est, dès lors, pas surprenant que ces économistes montent en épingle la répartition basée sur le travail qui est adoptée dans notre économie mixte, ou « capitalisme de l'Etat Providence ».

finir pas en faisant triompher la justice, mais, en se faisant l'avocat de l'assistance. Sa fameuse formule — « chacun produira d'après ses possibilités, et chacun recevra d'après ses besoins » — sépare complètement la répartition des richesses de la contribution aux richesses créées. Le principe de justice à la base de la répartition ne règne donc pas puisqu'elle est déterminée par les besoins plutôt que par le gain ; c'est un principe d'assistance qui domine, il est appelé très souvent principe du « social welfare » politique de soutien.

Les répartitions basées sur l'assistance peuvent devenir nécessaires dans toute économie. Nous savons que l'injustice du capitalisme primitif les a rendues nécessaires au XIX^{me} siècle afin d'aider les êtres humains qui se trouvaient dans une très grande misère et pour protéger ceux dont la vie même était menacée. Mais, il est important de savoir si l'assistance est le résultat de dons privés ou si elle constitue une répartition publique de la richesse, telle qu'elle existe dans le capitalisme d'Etat ; et si l'assistance joue un rôle secondaire dans le système de répartition de cette économie ou si elle en est le principe fondamental comme c'est le cas dans le socialisme (1).

Le fait que, dans l'Etat capitaliste, la répartition des richesses, comme leur production et leur consommation, est contrôlée par l'Etat, montre combien il est vrai qu'une petite erreur faite au début peut engendrer une erreur beaucoup plus sérieuse. L'erreur définitive que Marx a faite sur la cause précise du mauvais fonctionnement du capitalisme primitif l'a amené à recommander un système qui est plus injuste et plus ennemi de la liberté humaine que celui qu'il doit supplanter. Car, si la cause de

(1) La différence est aussi très grande si la répartition philanthropique est faite avec les fonds obtenus d'une manière injuste comme c'est le cas pour Robin Hood. La répartition des richesses basée sur le travail dans notre économie mixte est l'équivalent de cet état de choses, puisqu'elle ne peut être faite sans puiser librement dans la part des richesses qui devrait être distribuée aux propriétaires du capital, car elle représente le gain juste que leur capital a créé.

l'injustice et du danger qui menace la liberté dans le capitalisme primitif provenait de la concentration du pouvoir économique et politique dans les mains d'un groupe de capitalistes privés, combien plus dangereuse sera cette menace à la liberté, quand toute la puissance économique sera concentrée dans les mains de ceux qui détiennent aussi tout le pouvoir politique, parce qu'ils sont les représentants d'un Etat monolithique. Et, combien plus profonde est l'injustice qui résulte de l'abolition de la propriété privée du capital si on la compare à celle qui était la conséquence de la concentration de cette propriété (1).

Si grand qu'ait été le pouvoir politique, manié par les capitalistes privés, le pouvoir politique des fonctionnaires du capitalisme d'Etat l'est encore bien davantage, car il contrôle toute la propriété du capital au nom de l'Etat. Dans ces conditions, la société peut être sans classe, nominalement, au point de vue économique, d'après la notion fictive que tous les hommes appartiennent au prolétariat et que personne n'est propriétaire de capital. Mais, si cette proposition imaginaire est mise de côté, les faits montrent un état de choses contraire. Le capitalisme d'Etat crée une société divisée en classes dans laquelle il y a une classe qui commande (les fonctionnaires ou les chefs du Parti) et une classe qui obéit (la masse des travailleurs). Les fonctionnaires ne sont pas seulement les chefs mais les propriétai-

(1) Dans un article du Reader's Digest, en 1941, Max Eastman, autrefois socialiste, a offert sa version du paradoxe marxiste qui, en dépit de ses bonnes intentions, arrive à des résultats opposés à ce qu'il avait l'intention de faire. « Il me semble très clair maintenant, déclare-t-il, bien que j'aie mis du temps à arriver à cette conclusion, que la propriété privée est une des causes principales de cette liberté et de cette égalité partielle dont jouit l'homme et que Marx espérait rendre infinies en abolissant cette institution. Ce qu'il y a d'étrange, c'est que Marx ait été le premier à se rendre compte de cela. C'est lui qui nous a informé, en considérant le passé, que l'évolution du capitalisme, qui implique la libre concurrence, avait été la condition nécessaire pour l'évolution de toutes les libertés démocratiques. Il ne lui est jamais venu à l'idée, en regardant l'avenir que, s'il en était ainsi, ces autres libertés pourraient disparaître avec l'abolition de la libre concurrence.

res, car, ayant le contrôle complet du capital possédé par l'Etat, ils en sont en effet les possesseurs.

Au moment même où nous écrivons, Milovan Djilas, autrefois vice-président de Yougoslavie et fonctionnaire supérieur du Parti Communiste, vient d'être jugé et condamné à sept ans d'emprisonnement pour avoir eu le courage de publier un livre dans lequel il a proclamé que la propriété *effective*, c'est-à-dire le *contrôle* de la propriété productrice dans le capitalisme d'Etat est placée entre les mains des membres du Parti dirigeant — *la nouvelle classe*. — Dans ce livre, Djilas écrit : « D'après la loi romaine, la propriété constitue l'emploi, l'usage et la disposition des choses matérielles. La bureaucratie politique des Communistes emploie, profite, et dispose de la propriété nationalisée. La nouvelle classe obtient son pouvoir, ses privilèges, son idéologie et ses coutumes d'une certaine forme spécifique de la propriété — la propriété collective — que cette classe administre et distribue au nom de la nation et de la société » (1).

Les tragiques conséquences de l'erreur initiale faite par Marx n'ont pas encore été complètement énoncées d'une façon claire. Marx a fait une volte face complète quand il a reconnu que le mode de production capitaliste pouvait émanciper les hommes du travail, et quand il a proclamé

(1) *The New Class*, New York, 1957 : pages 44-45. Emmanuel Kant, John Adams, Alexander Hamilton, et même John Stuart Mill ne croyaient pas qu'un homme puisse exercer sa liberté politique, sans un minimum d'indépendance économique, c'est-à-dire sans avoir à dépendre pour sa subsistance de la volonté arbitraire des autres. Les classes laborieuses pendant le premier siècle du capitalisme, avant qu'elles n'aient obtenu la protection des syndicats et du gouvernement, n'étaient pas considérées comme méritant le droit de suffrage, parce qu'elles ne jouissaient pas de l'indépendance économique requise qui leur permettait d'employer utilement la liberté politique que ce droit leur conférerait. Il est visible que, en régime de capitalisme d'Etat, ceux qui dépendent de la volonté arbitraire de l'Etat et de ses fonctionnaires non seulement pour leur gagne-pain mais aussi pour leur vie, ont aussi peu de liberté que ceux qui, dans un capitalisme primitif dépendaient pour leur subsistance de la volonté arbitraire des propriétaires des usines.

la « responsabilité de tous envers les travailleurs », et fait de cette responsabilité le principe fondamental de la révolution socialiste. Il aurait dû insister, au lieu de cela, sur la participation de tous à la production des richesses au moyen de la propriété privée, pour que tous puissent jouir d'un niveau de vie décent en travaillant aussi peu que possible.

Marx reconnaissait ce besoin, quand en comparant la condition des capitalistes et des travailleurs sous le capitalisme primitif, il prétendait que les capitalistes avaient tous les avantages et les privilèges qui donnaient à la vie sa valeur. Cependant, sous le capitalisme d'Etat, l'Etat est de nom, tout au moins, le seul capitaliste, et dès lors, tous les hommes sont en théorie forcés de devenir et de rester des travailleurs. Même si le capitalisme d'Etat devait créer une société sans classe, elle serait indésirable, car, l'idéal poursuivi par la production capitaliste est une société sans classe mais formée de capitalistes (1).

L'erreur de Marx est ici flagrante. Si nous reconnaissons qu'une république dans laquelle quelques hommes seulement ont le droit d'être des citoyens, est injuste, nous pouvons voir aussi que le remède est de rendre tous les hommes citoyens, et non pas d'abolir la citoyenneté. Dès lors, quand nous reconnaissons qu'une économie industrielle dans laquelle quelques hommes seulement sont capitalistes, est injuste, nous devrions voir aussi que le remède qui s'impose est de permettre à tous les hommes de devenir capitalistes, et, non pas d'empêcher qui que ce soit de devenir capitaliste.

(2) *La révolution socialiste progressive.* La transfor-

(1) Le but du capitalisme est apparu avec la vie de loisir qui était basée sur l'esclavage dans les économies de l'antiquité basées sur le travail. Aristote, dans son rêve d'automatisation complète, l'avait entrevue d'une manière obscure, car l'automatisation permettait d'imaginer une société dans laquelle tous les hommes jouiraient des loisirs jusque là privilège des propriétaires d'esclaves automatiques, les machines qui produisent la richesse de la société.

mation de l'économie américaine et anglaise pendant la dernière moitié du siècle et spécialement pendant les trente dernières années a été fréquemment appelée révolutionnaire par tous ceux qui l'ont admirée et expliquée. Nous citerons le titre de quelques-uns des livres écrits sur ce sujet. Cette révolution a été appelée « la révolution des directeurs » (« the Managerial Revolution » par James Burnham), et « la révolution capitaliste du XX^e siècle » (« the 20 th Century revolution » par Adolph Berle). Le résultat de cette révolution a été appelé « capitalisme moderne » ou « capitalisme américain » par John Kenneth Galbraith et par d'autres économistes américains.

D'après nous, la description la plus juste des changements qui sont en train de se produire maintenant aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, est celle qui se trouve dans l'œuvre de John Strachey. Il montre que les changements de notre économie, qui ont été influencés par les théories de R. H. Tawney et de John Maynard Keynes, ont progressivement socialisé cette économie, en introduisant une forme de répartition qui est plus ou moins basée sur le travail, et de moins en moins sur le capital. Cette socialisation progressive, accomplie sans violence, introduite par des lois successives, est encore en train de se produire. Elle est appelée « révolution socialiste progressive », en opposition avec la révolution totale qui a créé le capitalisme d'Etat en Russie Soviétique. Et le résultat actuel de ce socialisme incomplet ou partiel est l'économie partiellement socialisée du capitalisme mixte.

Nous ne pouvons pas faire ici une analyse détaillée des théories économiques de Keynes, Tawney, Berle et Galbraith, et montrer que ces théories économiques reposent sur une acceptation inconsciente de la théorie des valeurs de Marx basée sur le travail, en dépit du fait qu'ils protestent fortement du contraire (1). Nous ne désirons pas nous

(1) Cette analyse est donnée dans *Capitalisme*, dans une série de chapitres destinés à montrer que le Marxisme est implicite dans les

occuper ici des théories sur lesquelles les économistes se sont basés pour préconiser le lent affaiblissement des droits de propriété au capital, la politique du plein emploi, la réglementation des salaires et des prix, la répartition des richesses ayant pour but le bien-être de tous assuré par l'Etat, et la répartition de ces richesses fondée sur le travail. Nous désirons comparer le capitalisme mixte qui a appliqué ces principes avec le capitalisme d'Etat qui a appliqué les principes beaucoup plus radicaux de Marx, principes, disons-le immédiatement, qui sont beaucoup plus compatibles avec la théorie des valeurs basées sur le travail.

Tout d'abord, comparons les motifs des deux révolutions socialistes. Toutes les deux ont essayé de corriger les conséquences déplorables qui ont été causées dans le capitalisme primitif par la répartition basée sur le capital alors que celui-ci était concentré dans très peu de mains. Toutes les deux sont nées du sentiment que l'injustice était certainement la cause d'une si mauvaise répartition des richesses, telle qu'elle existait pendant le premier siècle de la production capitaliste. Mais ces deux révolutions offrent une analyse différente de la cause de ce mal.

Comme nous l'avons vu, le programme de la révolution socialiste totale a pris son point de départ dans l'erreur qui consiste à dire que la propriété privée du capital était la racine même de l'injustice ; dès lors, il a essayé de supprimer les capitalistes privés et de faire de l'Etat le seul capitaliste. Au contraire, le programme de la révolution socialiste progressive a pris son point de départ dans l'erreur qui consiste à penser qu'une répartition purement basée sur le capital était à la racine de l'injustice. Par conséquent, tout en gardant les capitalistes privés, ce programme tendait à amoindrir leurs droits de propriété en accompa-

théories économiques des plus éminents apologistes de la révolution qui a produit le capitalisme mixte, ou, en d'autres termes, le capitalisme socialisé.

gnant une répartition basée sur le capital progressivement affaibli d'une répartition de plus en plus basée sur le travail.

Aucun des deux programmes révolutionnaires ne partaient d'un raisonnement juste — qui aurait dû établir que la racine de l'injustice était la propriété privée trop concentrée du capital. La révolution socialiste totale n'apporte pas un remède à cet état de choses en créant une propriété publique du capital qui est encore plus concentrée dans les mains de l'Etat. Bien au contraire, elle multiplie l'injustice en violant les trois principes d'après lesquels une économie capitaliste doit être organisée.

La révolution socialiste progressive, elle aussi, commet une injustice afin de corriger les résultats d'une injustice. Elle essaie de remédier aux conséquences de la concentration de la propriété privée du capital, qui existe encore dans notre économie mixte, en introduisant une injustice qui a le résultat opposé. Elle introduit une forme de la répartition des richesses basée sur le travail qui est injuste dans une économie dont le mode de production est capitaliste, mais qui réussit à établir un niveau de vie plus élevé. Ce résultat compense en quelque sorte la concentration du capital qui viole le principe de la participation et qui, si elle n'est arrêtée, arrive à causer des privations économiques sérieuses pour la masse de la population.

Si on examine les effets de ces deux révolutions, on voit qu'une injustice essaie de lutter contre les effets d'une autre injustice. Mais, remédier aux conséquences déplorables d'une injustice par n'importe quel moyen, — juste ou injuste — n'est pas la même chose que d'essayer d'arriver à la racine de la difficulté et de corriger l'injustice elle-même.

On ne peut douter que le capitalisme primitif ait eu besoin d'être réformé. Personne non plus ne peut critiquer les deux révolutions qui, pour obtenir ce résultat étaient motivées par des idées de justice et par le souci du bien-être de tous les hommes. Mais si les deux révolutions socialistes — celle de la Russie Soviétique et celle de la Grande-

Bretagne — ont obtenu le bien-être pour tous, elles n'ont pas fait régner la justice ou, ce qui est pire, elles ont établi le bien-être économique (à un plus haut degré aux Etats-Unis qu'en Russie). Ni l'une, ni l'autre n'étaient saines. La révolution capitaliste cherche à rectifier les injustices du capitalisme primitif et doit faire régner le bien-être économique d'une manière absolue. Elle réussira dans ces deux entreprises sans commettre les injustices du capitalisme et du capitalisme mixte.

Dans le capitalisme d'Etat et dans le capitalisme mixte, la prospérité économique de toute la population est obtenue par une répartition des richesses basée sur le travail. Dans le premier cas, la répartition est purement basée sur le travail, et, dans l'autre, elle l'est en partie seulement. Ces deux économies doivent visiblement effectuer cette répartition sans accepter de donner seulement aux travailleurs la récompense limitée que représenterait la part des richesses qu'ils ont produites et qui va en diminuant.

La répartition basée sur le travail dans notre économie mixte prend un aspect d'assistance qu'elle a aussi dans le capitalisme d'Etat. Il est vrai que les défenseurs du capitalisme mixte parlent comme si le travail avait droit à toutes les augmentations de salaires qu'il a reçues. Mais, bientôt, ces propos cessent d'avoir la moindre signification, car ils reconnaissent d'un côté que les améliorations techniques apportées par les machines sont presque entièrement responsables de l'accroissement de la production ; mais, d'un autre, ils continuent à affirmer que le travail lui-même devient de plus en plus productif à mesure que les biens d'équipement, avec lesquels le travailleur collabore, acquièrent une puissance de production de plus en plus grande et sont capables de se passer de l'homme pour leur direction et leur contrôle grâce aux nouvelles inventions.

Après avoir adopté une répartition basée sur le travail qui prend une forme de charité publique, notre économie préserve quelques-uns des droits de la propriété privée du capital sous la forme de répartition partielle basée sur le

capital. Elle se trouve donc à mi-chemin du socialisme intégral. Dans le capitalisme d'Etat, la répartition, comme la production et la consommation des richesses, est contrôlée par l'Etat. Dans un capitalisme mixte, c'est surtout la répartition de la richesse qui l'est. Alors qu'en Russie, ce contrôle est exercé par une action politique directe, aux Etats-Unis, il est accompli seulement en partie par l'Etat directement au moyen d'impôts, de subventions, de plans pour assurer le plein emploi, de programmes pour assurer la prospérité et le bien-être pour tous, de travaux publics — et, en partie directement, par la législation et la procédure administrative qui supportent les demandes des syndicats pour obtenir une part de richesses plus grande que celle réellement gagnée par le travail.

La valeur du travail aux Etats-Unis, pas plus qu'en Russie, n'est pas déterminée par la convention collective, en dépit du fait que l'expression « convention collective » employée fréquemment nous fait croire le contraire. Une convention implique un marché où la compétition est libre entre acheteurs et vendeurs. Elle implique le droit d'acheter ailleurs si de meilleures conditions sont possibles. La répartition basée sur le travail que les syndicats, aidés par le gouvernement ont réussie à établir, est due à la pression du pouvoir politique et économique et non pas à une convention collective. En Russie, la bureaucratie gouvernementale est exclusivement maîtresse de cette double puissance économique et politique. Aux Etats-Unis, l'action complémentaire du gouvernement est employée souvent pour appuyer les demandes des travailleurs et des fermiers et même des industriels pour établir « le plein emploi », même si cette action a pour résultat la fabrication de surplus inutiles.

Dès lors, on peut dire que, si le capitalisme d'Etat entraîne une perte presque totale de la liberté politique, le fonctionnement du capitalisme mixte a eu pour résultat des réductions moins sévères de nos libertés fondamentales. Puisque le capitalisme mixte représente une combinaison de principes qui agissent d'une manière tout à fait

opposée les uns aux autres, on peut dire que dans la mesure où le capitalisme mixte tend à être basé sur le travail dans sa répartition et enclin à prendre soin du bien-être des masses par les méthodes adoptées dans cette répartition, il tend aussi à empiéter sur les libertés économiques et politiques.

L'exposé n'est complet que si l'on se rappelle que le socialisme progressif et le capitalisme mixte qui en est la conséquence, sont considérés comme ayant « sauvé le capitalisme », même par ceux qui étaient autrefois opposés aux mesures qui ont mis en branle cette révolution vers 1930.

Nous avons montré dans un chapitre précédent, que, si l'on met à part pour un instant les considérations de justice ou de charité, les mesures qui ont été adoptées pour réformer le capitalisme étaient nécessaires pour empêcher la débâcle que Marx annonçait. On se rappellera que sa prédiction était édifiée sur la croyance que toute économie fondée sur la propriété privée du capital, persisterait à maintenir une forme purement capitaliste de répartition des richesses. Si cette croyance avait été bien fondée, sa prédiction se serait réalisée.

La masse de la population serait alors forcée de vivre à un niveau de vie très bas, et, serait, dès lors, incapable de payer les marchandises et les services qu'une économie progressivement industrialisée est capable de produire en quantités toujours plus grandes. Pendant un certain temps, l'exploitation des marchés coloniaux pourrait permettre de compenser l'insuffisance du pouvoir d'achat du marché domestique. Mais, cette source serait bientôt épuisée et les crises périodiques de sur-production et de manque de consommation générale reviendraient d'une manière régulière pour en arriver au cycle de « boom and bust » qui finirait par un « bust » ou une catastrophe finale.

Toutes les modifications du capitalisme primitif qui ont eu lieu graduellement en Angleterre et aux États-Unis entre 1850 et 1950 ont eu pour but d'empêcher cette débâcle finale du capitalisme, c'est-à-dire celle du système basé

sur la propriété privée. Ces réformes étaient dues à l'importance grandissante des syndicats, à la législation qui supportait la convention collective, à l'action gouvernementale qui réglait les salaires, les heures de travail et les prix de beaucoup de marchandises et de services, aux dépenses du gouvernement faites pour établir une politique de soutien, aux programmes de travaux publics pour assurer le plein emploi à une politique fiscale qui a facilité une répartition en partie basée sur le travail, aux mesures prises pour protéger la société elle-même et ses membres contre les excès du laissez-faire ; ce dernier a fonctionné pendant un certain temps et a procuré d'immenses bénéfices aux propriétaires du capital.

Il est probable que ces réformes n'auraient pas pu être réalisées par l'intervention de la loi seule, si la bataille politique, c'est-à-dire la bataille pour étendre le droit de vote n'avait été d'abord gagnée. Le développement lent de la démocratie politique pendant la deuxième partie du XIX^e siècle et les dix premières années du XX^e siècle a rendu possible le renversement du capitalisme primitif sans qu'aucune violence n'ait eu lieu ; par contre, il faut noter que l'absence d'une démocratie politique a rendu obligatoire le recours à la violence en Russie.

Le résultat principal de toutes ces réformes au point de vue humain a été l'augmentation du niveau de vie pour tous les individus ; tout d'abord, ce résultat était le seul but, ou tout au moins, le but principal de cet effort. Mais, quand le cycle des dépressions économiques a commencé à rendre très plausible la prédiction de Marx qui annonçait la débâcle inévitable du capitalisme basé sur la propriété privée, un autre motif a été invoqué pour demander l'adoption, l'extension et l'accélération de ces réformes. C'est ce motif qui était à la base de la mesure préconisée par Henry Ford en faveur de la journée de 5 dollars, que les autres capitalistes ont graduellement acceptée comme une nécessité.

Il y avait une manière d'empêcher la débâcle qui menaçait, et de corriger le manque d'équilibre entre la pro-

duction et la consommation individuelle, c'était de créer un pouvoir d'achat général en augmentant les salaires. Henry Ford a fait précisément cela en établissant la formule de « position révolutionnaire » qu'il a adressée aux autres capitalistes. Cette position révolutionnaire est devenue ensuite, dans « les mesures politiques révolutionnaires » de Franklin Roosevelt, un effort concentré de la part du gouvernement pour « sauver le capitalisme » (c'est-à-dire le capitalisme basé sur la propriété privée du capital) en établissant un équilibre entre la production et la consommation.

Le capitalisme, en tant que système de production industrielle, ne pouvait s'empêcher de devenir de plus en plus productif. Si les capitalistes privés ne pouvaient se décider assez vite à adopter eux-mêmes une répartition des richesses basée sur le travail, le gouvernement ou les syndicats aidés par le gouvernement, agissaient directement afin d'assurer une demande de consommation si grande qu'elle exerçait une pression continue sur la production pour établir un niveau de vie toujours plus élevé. Entre « la proposition révolutionnaire » d'Henry Ford et « les mesures politiques révolutionnaires » de Franklin Roosevelt, il n'y avait pas de différence si l'on considère seulement la forme que prenait la répartition des richesses ; en effet, elle était, dans les deux cas, basée sur le travail. La différence — et elle est fondamentale — réside dans le fait que le gouvernement par son intervention, non seulement obtient que cette répartition soit basée sur le travail, mais, il l'assure aussi par des méthodes socialistes ; c'est ainsi qu'en essayant de « sauver » le capitalisme qui a pour principe la propriété privée du capital, le gouvernement y a peut-être introduit le germe de sa destruction.

Il existe un meilleur moyen, un moyen sûr de « sauver le capitalisme » qui n'a pas encore été essayé. Le niveau de vie peut atteindre un point où le pouvoir d'achat général réparti parmi les individus et les familles décide du niveau que la production devra atteindre pourvu qu'il soit en rapport avec nos ressources. Ce résultat peut être obtenu

sans avoir recours à une répartition des richesses basée sur le travail. Il peut être obtenu, au contraire, par une répartition des richesses basée sur le capital, si cette répartition est fondée sur une propriété des biens d'équipement largement répartie parmi toutes les couches sociales.

Certains peuvent supposer que la différence entre les deux manières de « faire marcher le capitalisme », n'a aucune importance parce que ce qui importe, c'est d'éviter la débâcle prévue par Marx ou d'assurer à tous les hommes un niveau de vie décent. Parler de la sorte veut dire que l'importance du choix à faire n'a pas été compris.

Il s'agit, nous le répétons, de choisir entre la lente révolution socialiste que nous sommes en train de faire parmi nous et la révolution capitaliste qui n'a pas encore été essayée. Les bienfaits immédiats et superficiels du capitalisme mixte ne doivent pas nous empêcher de voir clairement les directions opposées que ces deux alternatives nous font prendre. La distance que notre économie partiellement socialisée a parcourue vers une économie intégralement socialisée du capitalisme d'Etat, n'est peut-être pas suffisante pour nous effrayer. Mais, nous devons nous rappeler qu'il est difficile de s'arrêter à un point donné, surtout pour une économie qui est sujette à des améliorations techniques rapides, c'est-à-dire pour une économie dans laquelle la contribution à la production par le capital est toujours en train de croître, alors que celle du travail diminue.

Si nous essayons de perpétuer notre capitalisme mixte, sans pouvoir le stabiliser dans sa condition actuelle, en gardant les éléments en conflit dans leurs proportions présentes, où irons-nous ?

Irons-nous de l'avant dans la direction d'une économie de plus en plus socialisée, où le spectre du capitalisme d'Etat nous attend au bout de la route ? aussitôt que cette perspective semble devenir une réalité, la plupart des Américains reculent épouvantés.

Rebrousserons-nous chemin en allant vers une écono-

mie moins socialisée, sans savoir trouver une solution positive aux problèmes posés par le capitalisme primitif ? Ce chemin nous conduit à une destruction totale qui sera notre œuvre propre.

La seule solution n'est pas d'essayer de perpétuer notre économie mixte, mais de la transformer en Capitalisme pur en y supprimant les éléments socialistes. Pour arriver à ce but sans retomber dans le capitalisme primitif, nous devons prendre une autre route, celle qui conduit à la révolution capitaliste, et non pas celle qui conduit à la révolution socialiste.

Nous avons dit plus haut qu'il s'agit de choisir entre le capitalisme mixte que nous continuerons à pratiquer et le capitalisme que nous déciderons d'établir. Nous avons dit qu'il n'y avait pas d'autre alternative pour l'Angleterre et l'Amérique, mais il est possible aussi que nous n'ayons même pas le droit de choisir.

Si le capitalisme mixte ne peut pas arrêter l'inflation des dernières années, s'il ne peut pas résoudre le conflit qui existe entre la politique de plein emploi et les progrès techniques de l'avenir, si la répartition partiellement basée sur le travail tend à augmenter et si la répartition partiellement basée sur le capital continue à diminuer à cause même de ces deux éléments irréconciliables — il en était de même dans le capitalisme primitif où l'accumulation du capital tendait à augmenter dans les mains des propriétaires — alors, peut-être, faut-il conclure que le capitalisme mixte comme le capitalisme primitif contient en lui-même le germe de sa propre destruction.

Dans ce cas, notre seul choix est la révolution capitaliste. Avant d'essayer d'établir que notre salut vient de là, si nous voulons rester une société libre, nous avancerons d'autres raisons qui nous font penser que notre économie mixte ne peut pas résoudre les problèmes dus à l'inflation et au plein emploi.

LE PROBLEME INSOLUBLE DU CAPITALISME MIXTE : L'INFLATION

L'inflation est un développement naturel et nécessaire

dans une économie qui est capitaliste dans son mode de production et qui est basée sur le travail dans sa forme de répartition des richesses. Plus de 70 % de la richesse produite est répartie parmi les travailleurs, mais plus de 90 % de la richesse est produite non pas par le travail, mais par les biens d'équipement. Si nous mettons à part le problème moral créé par l'injustice de ce déséquilibre malsain, nous voyons que c'est à cause de ce déséquilibre que l'inflation naît et trouve dans cette plaie de l'économie un terrain fertile pour se développer.

Cette plaie ne peut être guérie si l'on ne change pas les politiques de plein emploi et de répartition basée sur le travail, dont dépend le maintien de notre économie mixte. C'est de ces deux politiques que dépend le pouvoir d'achat, largement réparti parmi les couches sociales, dont dépend à son tour la production et la consommation générale. Elles sont les stimulants artificiels qui permettent à notre économie de continuer à fonctionner. Ce sont aussi précisément ces stimulants artificiels qui produisent l'inflation-maladie chronique et progressive qui ne peut être arrêtée sans mettre en danger la vie même du capitalisme mixte.

Quand notre politique nationale de plein emploi entre en conflit avec la force irrésistible du progrès technique qui ne s'arrête jamais, quelque chose doit céder. Ce quelque chose est la force du système monétaire, sa valeur stable. Le résultat est l'inflation. La relation entre l'inflation, telle qu'elle a lieu dans notre économie mixte, et la politique de plein travail peut être illustrée correctement de la manière suivante.

La population active (civile) à l'heure actuelle représente approximativement 66 millions de travailleurs. L'augmentation de la productivité (c'est-à-dire la rapidité de la croissance du rendement traduite en heures de travail) a été évaluée de plusieurs façons. L'évaluation la plus conservatrice est de trois pour cent par an pour toute l'économie. Si l'on admet que la productivité de l'économie aug-

mente par an de trois pour cent, 1.980.000 travailleurs se trouvent sans travail chaque année (le niveau de production n'entre pas en ligne de compte). L'évaluation du nombre des nouveaux travailleurs qui demandent du travail varie aussi à cause du facteur relativement difficile à estimer que représente le nombre de plus en plus grand de femmes mariées, jeunes ou mûres, avec ou sans enfants d'âge scolaire, qui envahissent le marché du travail. Une moyenne établie entre toutes ces évaluations représenterait une augmentation de 800.000 travailleurs par an, et ce nombre aurait plutôt tendance à augmenter qu'à diminuer.

Pour satisfaire la politique de plein emploi qui, selon une répartition basée sur le travail, est essentielle à un pouvoir d'achat généralisé, notre économie mixte, dans les conditions de rendement croissant assuré par un apport décroissant de main-d'œuvre, doit employer chaque année 2.780.000 travailleurs supplémentaires. L'opinion la plus juste sur « la productivité croissante du capital » (comme il convient en effet de l'appeler) soutient que les derniers développements de l'automatisation feront décroître annuellement le nombre des travailleurs de plus de trois pour cent (1). Pour la question qui nous occupe maintenant, essayons de résoudre le problème qui consiste à établir le plein emploi dans notre économie mixte pour un nombre annuel supplémentaire de 2.780.000 travailleurs dans un système industriel qui produit toujours davantage de richesses avec un emploi de main-d'œuvre constamment décroissant.

Une solution du problème voudrait que le gouvernement assigne annuellement un certain nombre de travailleurs supplémentaires à chaque entreprise et qu'il oblige

(1) Voir par exemple *The Scientific-Industrial Revolution*, étude publiée en 1957 par la banque d'investissement *New - York Model Roland et Stone* ; et aussi le rapport des enquêtes faites par le Subcommittee on Economic Stabilization of the Joint Committee, on *Automation and Technological Change* (1955 et on *Instrumentation and Automation* (1956).

chacune d'elles a les employer au taux établi des salaires parce qu'ils augmenteraient la production de ces entreprises. Le gouvernement enjoindrait aussi ces industries d'employer les machines les plus productives. Il est visible que seul un gouvernement totalitaire pourrait faire respecter de telles mesures. De plus, si elles étaient établies par la force, elles auraient pour conséquence une grande déflation, car elles feraient augmenter la production d'une façon écrasante sans prendre en considération l'effet produit sur les prix de revient.

Cette solution théorique du problème posé par la théorie du plein emploi est absurde puisqu'elle est absolument irréalisable dans une société libre ; elle aide cependant à montrer pourquoi les méthodes que nous devons employer pour assurer le plein emploi sont la cause de l'inflation.

Pour maintenir autant que possible la liberté dans notre économie et instaurer en même temps le plein emploi, il est nécessaire que nous augmentions continuellement notre rendement par une accélération excessive de la production, sans cependant établir un contrôle du gouvernement sur les salaires, les prix et les méthodes de production. Mais, confrontés par la productivité toujours croissante des biens d'équipement, il nous est impossible d'augmenter la production pour assurer le plein emploi tout en laissant libres ceux qui prennent part à cette économie. La seule solution possible est de stimuler artificiellement le pouvoir d'achat.

Nous avons cessé de considérer ces nombreuses façons de stimuler l'économie comme une conséquence du problème du plein emploi, et cependant, c'est à cause de lui qu'elles opèrent. Leur simple énumération montrera combien nous avons fait de chemin dans cette direction. Nous verrons aussi combien nos mesures doivent être radicales dans l'avenir pour marcher de front avec les progrès implacables réalisés dans la production des biens d'équipement. Voici quelques-unes des mesures les plus efficaces pour stimuler le pouvoir d'achat :

1. *Une pression constante est exercée sur les salaires par les syndicats qui sont aidés dans leurs revendications par l'intervention du gouvernement.* Le résultat de ces deux forces fait monter les salaires bien au-dessus du niveau établi par la concurrence.

2. *Les dépenses gouvernementales pour la défense nationale atteignent 40 milliards de dollars par an.* Les dépenses créées par la défense nationale augmentent la production et, dès lors, l'emploi des travailleurs, mais ces dépenses n'ont pas pour résultat de satisfaire les besoins du consommateur. Les armements n'absorbent donc pas une partie du pouvoir d'achat qui résulte de leur production. Ce nouveau pouvoir d'achat stimulera donc la production des biens de consommation, et par conséquent, le besoin de main-d'œuvre dans d'autres industries.

3. *Un système de construction à crédit encouragé par le gouvernement qui prend l'hypothèque à sa charge, est établi ; ce système stimule considérablement le plein emploi dans toutes les branches de la construction.* A l'heure actuelle, le crédit que ces hypothèques représentent se monte à 103 milliards de dollars, dont 36 milliards pour la construction de maisons privées et de locaux commerciaux et 10 milliards pour les bâtiments agricoles.

4. *Un système de crédit facile est ouvert pour le consommateur, avec l'appui du gouvernement ; il se monte actuellement à 42 milliards de dollars.*

5. *Des subventions sont données par le gouvernement pour la production des denrées agricoles et, dès lors, l'emploi de la main-d'œuvre agricole s'accroît. Il s'ensuit qu'un surplus de 8 milliards de dollars de ces marchandises se trouve dans les mains du gouvernement, sans compter les dons ou les ventes de ces marchandises qu'il a faits dans ces dernières années à un prix inférieur à leur prix de revient.*

6. *Une accumulation de stocks de minéraux et de matériaux stratégiques pour la défense est encouragée, ce qui a pour effet de stimuler la production et le plein emploi dans les industries minières et dans les autres industries qui traitent ces produits.* La réserve de ces matériaux se monte à une valeur de 8 milliards de dollars et une pression constante est exercée pour l'augmenter en dépit du fait que les buts de la défen-

se nationale sont atteints.

7. *Des subventions d'aide à l'étranger sont votées.* Elles prennent la forme de crédits pour l'achat de marchandises aux Etats-Unis. Plus de 40 milliards ont été distribués sous cette forme depuis 1948.

8. *Un programme d'amortissement rapide est conçu pour les cas de crises. Il a été appliqué fréquemment pendant la deuxième guerre mondiale et repris de nouveau après le commencement des hostilités de la guerre de Corée en 1950.* Entre le mois de novembre et le mois de juin 1957, 21.946 certificats de « necessity » ont été accordés par l'« Office of Defense Mobilization » pour permettre de nouvelles constructions dont la valeur se monte à 38,3 milliards de dollars. 23,3 milliards de dollars des sommes dépensées pour la construction ont été déduits des sommes soumises à l'impôt sur le revenu par les Sociétés Anonymes qui ont eu la permission de construire. L'effet de ces mesures sur l'économie est d'introduire un prêt gouvernemental sans intérêt de 2,3 milliards de dollars, qui a pour but de stimuler la construction. Ces nouvelles constructions représentent plus de 38 milliards de dollars de nouvelles usines et de nouvel équipement.

9. *Le nombre des fonctionnaires civils du gouvernement fédéral, du gouvernement des Etats et des gouvernements locaux augmente rapidement.* De 1949 à 1957, le nombre total des fonctionnaires civils gouvernementaux a passé de 5.856.000 à 7.388.000. Parmi ceux-ci, près de 2.400.000 étaient des fonctionnaires du gouvernement fédéral.

10. *Les paiements de la sécurité Sociale excèdent la somme que les fonds de la Sécurité Sociale peuvent payer, d'après les actuaires.* De nombreux actuaires croient que les fonds de la Sécurité Sociale sont bien inférieurs aux obligations auxquelles ils doivent faire face. S'il en est ainsi, les paiements faits par la Sécurité Sociale peuvent être considérés en grande partie comme un stimulant de la demande de consommation chaque fois qu'un paiement excède la somme qui doit être payée d'après les réserves établies pour faire face à ces engagements.

11. *La dette du gouvernement fédéral, en dépit d'une prospérité économique sans précédent, n'est pas diminuée.* Ce phénomène reflète la trop grande stimulation

du pouvoir d'achat du consommateur. Loin de réduire notre dette pendant une ère de prospérité sans égale, nous avons dû employer tous nos efforts pour qu'elle ne dépasse pas 275 milliards de dollars. Le fait que le gouvernement n'a pas réussi à réduire sa dette pendant les dix années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, trahit sans aucun doute la peur qu'a le gouvernement de s'exposer à la diminution du pouvoir d'achat du consommateur, que la disparition de cette dette entraînerait.

Chaque année, il devient de plus en plus difficile de maintenir le plein emploi dans une économie où les biens d'équipement sont la cause d'une productivité toujours croissante. La production excessive doit être stimulée constamment pour atteindre des proportions de plus en plus grandes. La rapidité du progrès technique lui-même accélère le processus.

La stimulation de la production due à la création — par le crédit, l'augmentation des salaires, etc... — d'un pouvoir d'achat correspondant à cette production, mais qui excède celui qui naît de la répartition normale des richesses, est une politique acceptée maintenant par les deux partis politiques des États-Unis. Les deux partis ont adopté la politique nationale du plein emploi telle qu'elle est formulée dans le Full Employment Act de 1946.

D'après cette politique, l'inflation progressive toujours plus menaçante, est le résultat normal et nécessaire de la situation de la production causée par l'accroissement du pouvoir d'achat général (1). Le système de production

(1) Lord Beveridge, qui, par son livre « Du Travail pour tous dans une Société libre », a été un des pionniers de la rémunération basée sur le travail, a remarqué dans un discours du 20 octobre 1956, à Londres, qu'un des résultats désastreux du plein emploi dans une société libre est l'inflation. Lord Beveridge a dit : « J'ai passé la plus grande partie de ma vie laborieuse dans le travail universitaire. Lorsque j'ai abandonné cette carrière pour devenir un homme politique en 1945, j'avais une retraite suffisante pour me sentir tranquille pour l'avenir. Maintenant, chaque Livre Sterling de cette retraite vaut à peu près 6s. 8d. Comme beaucoup d'autres personnes de 70 ans, et en parfaite santé, je suis exposé au danger de vivre plus longtemps que je ne peux me le permettre. Nos plans pour une vieillesse utile

peut obtenir des résultats illimités qui permettront d'établir un niveau de vie dont nous n'avons pas encore osé rêver jusqu'ici — pourvu que le pouvoir d'achat, qui est le combustible de cette chaudière gigantesque, aille en croissant. Mais, le système demande une proportion de travailleurs de plus en plus réduite. C'est dans leurs rangs que le pouvoir d'achat général doit être réparti par le plein emploi. De ces tendances contradictoires est né ce paradoxe que notre économie est caractérisée par la présence à la fois de la plus puissante assemblée des machines destinées à supprimer le travail, et en même temps du plus grand nombre d'individus en train de travailler et d'être rémunérés pour ce travail. Une proportion croissante de la population doit obtenir du travail si la répartition des richesses basée sur le travail doit aller de front avec la productivité croissante des biens d'équipement.

Une autre solution a été proposée au problème. Elle a été préconisée comme moyen de créer le plein emploi grâce à la pression exercée par un pouvoir d'achat excessif alors que l'inflation est en même temps évitée. Cette solution est soutenue par nos leaders syndicalistes les plus connus et par beaucoup de protagonistes de la théorie du « plein emploi sans inflation ».

Cette théorie propose que l'industrie adopte — volontairement si possible, autrement forcée par le gouvernement — deux plans d'actions. Le premier consisterait à limiter l'augmentation des salaires à la soi-disant augmentation de productivité. L'autre plan serait adopté par l'industrie et consisterait pour l'industriel, à s'abstenir d'augmenter les prix quand les salaires montent lorsque

sont complètement bouleversés. La raison de cet état de choses vient de ce que chaque industrie établit ses propres salaires d'après son propre choix. Si une politique de plein emploi est admise, on accepte aussi de se diriger vers la destruction de la valeur de l'argent et on propage la pauvreté parmi ceux qui essaient de vivre avec les économies d'une pension déterminée. »

cette augmentation de salaires est limitée à une « augmentation de productivité » (1).

En ce qui concerne le deuxième de ces deux plans, nous devons noter d'abord qu'il demande à l'industrie de ne plus laisser jouer la loi de la concurrence qui établit les prix des biens de consommation. Notre économie mixte a renoncé de la même façon depuis bien longtemps à ce que des salaires soient établis d'une manière compétitive. Sans prendre en considération les forces de la concurrence qui se font sentir sur les marchés, l'application du deuxième plan arrêterait les prix des produits et des services, tandis que l'application du premier plan augmenterait automatiquement les salaires d'après un taux qui serait en rapport avec la productivité croissante des biens d'équipement.

Nous devons examiner de plus près la théorie du « plein emploi sans inflation » pour en saisir toute la signification.

Comme nous l'avons déjà noté, le propriétaire de biens d'équipement a tout d'abord le droit essentiel de recevoir la richesse qu'ils produisent : c'est-à-dire, il a le droit de recevoir une rétribution proportionnelle à la contribution qu'il fait à la production des richesses. La seule évaluation de cette valeur est celle qui résulte de l'offre et de la demande dans des conditions de libre concurrence. Nous estimons que la puissance productive des biens d'équipement représente 90 % de la richesse produite, mais que 70 % de cette richesse est répartie parmi les travailleurs d'après les principes de notre économie mixte dont la répartition est en partie basée sur le travail et en partie sur

(1) Pour un exposé très clair de ces deux plans, voir le rapport annuel de Philip Murray de 1952, réimprimé dans le Supplément au « *The People Shall Judge* », Chicago, 1956, pages 278 à 294. Pour une affirmation semblable voir le « *Message of the State of the Union* » du Président Etsenhower, prononcé au Congrès, en janvier 1957.

le capital (1). Cela veut dire que l'un des droits les plus essentiels de la propriété privée du capital a déjà été affaibli. Cela veut dire aussi que la concentration de la propriété effective du capital dans les mains de 5 % des familles de notre économie n'est pas compatible avec la production de 90 % de la richesse par les biens d'équipement.

Les propositions des protagonistes du « plein emploi sans inflation » exprimées dans les termes qui admettent que la productivité croissante signifie une productivité économique croissante du capital, pourraient se résumer de la façon suivante : les salaires devraient être augmentés quand la richesse produite par le capital augmente, et cela dans la même proportion. En réalité, ces « accroissements de productivité » représentent une augmentation de la production résultant de plus grands investissements de capital dans les biens d'équipement. Dès lors, la proposition revient à dire qu'une large partie de l'augmentation des richesses, sinon toute cette richesse produite par les biens d'équipement efficaces ou plus modernes, devrait être distribuée aux travailleurs employés dans l'industrie.

La théorie du « plein emploi sans inflation » signifie donc que la formation du capital futur devrait être l'objet d'une socialisation ; car, une répartition si injuste des richesses, sinon toute cette richesse produite par les biens de ce du gouvernement ou par son action compensatrice qui vient appuyer l'action syndicale. Si le progrès technique n'est pas arrêté, et si le travail doit continuer à recevoir une partie de plus en plus grande de la richesse produite par le capital nouvellement formé, la vitesse avec laquelle la socialisation aura lieu, ou ce qui revient au même, la diminution des droits du capital à une distribution totale de tout le profit gagné par ce même capital, sera la même que celle du progrès technique.

(1) Voir pages 41 à 54 supra et aussi l'appendice, pages 304-314 infra.

Voici donc le dilemme dangereux qui confronte le capitalisme mixte.

D'un côté, continuer la politique du plein emploi sans contrôler les prix ou sans régler l'économie d'une façon rigide, voudrait dire qu'on permettrait à l'inflation d'arriver au point où la confiance publique dans le système monétaire serait gravement mise en danger. Quand ce phénomène se produirait, les contrôles qui seraient établis seraient équivalents à l'organisation de la propriété publique par l'Etat.

D'un autre côté, adopter la théorie du « plein emploi sans inflation » revient à déclencher un processus de socialisation plus vaste et à l'établir à une vitesse qui sera gouvernée par celle du progrès technique. Cette méthode aussi ne peut finir que par la socialisation complète de notre économie.

Dans un cas comme dans l'autre, notre économie mixte paraît être l'auteur de sa propre destruction. Même si nous désirons perpétuer notre système de capitalisme mixte, nous pourrions le faire. Quand la faiblesse inhérente et incurable du capitalisme mixte sera comprise par tous, nous pourrions voir clairement que, si nous voulons éviter la révolution socialiste intégrale, une contre-révolution capitaliste est notre seul choix.

NOTRE SEUL CHOIX : LE CAPITALISME

Etre privé d'un choix d'action par des nécessités inexorables est un triste état de choses, mais n'avoir qu'une seule solution à envisager parce qu'elle est la meilleure de toutes pour arriver au but désiré est bien différent.

Personne ne nous oblige de choisir la voie de la révolution capitaliste. Rien ne nous oblige de faire tous nos efforts pour établir une économie capitaliste basée sur une propriété privée largement répartie parmi toutes les couches sociales, au lieu de permettre à une lente révolution socialiste de nous pousser de plus en plus dans la direc-

tion du capitalisme d'Etat. Celle-ci est basée comme nous l'avons vu sur la propriété publique du capital et sur le contrôle absolu par l'Etat de la production, de la répartition et de la consommation des richesses.

Mais, si nous acceptons que l'organisation d'une économie puisse, ou bien établir une société libre et une vie pleine pour tous les hommes parce qu'elle est basée sur un principe de justice, ou bien, au contraire faire échouer ces buts par son injustice, nous nous rendons compte que le seul choix que nous puissions faire est de rejeter le capitalisme d'Etat et d'adopter le Capitalisme. Si nous sommes dévoués corps et âmes aux institutions d'une démocratie politique parce qu'elles donnent à l'humanité la liberté et la dignité essentielles à la poursuite du bonheur humain, si nous croyons profondément à l'égalité humaine, si nous croyons que tous les hommes doivent avoir la même chance dans une société libre composée d'une classe unique, et que cette condition essentielle offre les promesses du développement le plus complet de toutes les aptitudes de l'esprit humain, si toutes ces idées constituent notre idéal, nous n'avons pas d'autre choix, nous devons entreprendre la révolution capitaliste.

Si ce que nous venons de dire est juste, nous ne devons pas considérer la révolution capitaliste comme une solution que nous sommes forcés d'adopter parce que notre économie est instable et que le maintien de cette économie nous ferait courir les plus grands dangers. Même s'il était possible de garder ce capitalisme mixte dans ses conditions présentes, sans augmenter les mesures de socialisation et sans que la concentration du pouvoir aux mains du gouvernement s'accroisse, nous nous trouverions devant l'obligation morale de nous débarrasser du capitalisme mixte et de créer le Capitalisme. La justice et la prudence sont les éléments de cette obligation morale ; la justice, car le Capitalisme représente une économie organisée équitablement, ce qui n'est pas le cas du capitalisme mixte ; la prudence, car le Capitalisme est de toute évidence le moyen économique le meilleur pour atteindre

les bienfaits politiques et humains que nous avons choisis pour idéal.

Nous n'avons nul besoin d'invoquer à nouveau l'idée de justice pour justifier le Capitalisme. Ceci a été déjà le fait dans le chapitre V. Ce qui reste à faire, c'est de montrer que le Capitalisme, sous les différentes formes qu'il peut présenter dans une économie industrielle, est la contrepartie économique de la démocratie politique, et qu'ensemble, ils constituent les meilleurs moyens d'arriver à une société sans classe d'hommes libres et égaux qui peuvent grâce à cette liberté et cette égalité découvrir tous les moyens de vivre une vie vraiment humaine.

Pendant, il est nécessaire de résumer sommairement ce qui fait la justice intrinsèque du Capitalisme pour montrer comment cette idée de justice crée une démocratie économique qui est la contrepartie de la démocratie politique, et que toutes les deux servent la cause de la liberté et du bonheur humain.

De toutes les formes de gouvernement, la démocratie est la forme la plus juste ou la seule forme juste pour une société politique. La tyrannie transforme les hommes en esclaves. Le despotisme, même s'il est bienfaisant, les dégrade en les traitant en enfants ; car, s'il prend soin d'eux, il ne leur accorde aucune voix dans le gouvernement. Seul le gouvernement constitutionnel ou républicain accorde aux hommes le statut politique de citoyen, grâce auquel, avec le droit de suffrage, ils peuvent prendre part à leur propre gouvernement. Mais, quelques républiques ont une constitution oligarchique. Celle-ci viole le droit naturel de citoyenneté de tous les hommes en conférant la liberté politique à un groupe restreint tandis qu'elle le refuse à tous les autres, alors que tous y ont droit. La constitution démocratique d'une république, grâce à son principe fondamental de suffrage universel, peut donner à tous les hommes le droit de citoyen ; par conséquent, elle peut seule donner la liberté politique qui résulte de cette participation à la souveraineté politique. Cette liberté politique résulte aussi du droit qu'ont alors

les hommes de prendre part à leur propre gouvernement. Il s'ensuit donc que la démocratie est la seule forme de gouvernement qui soit parfaite.

D'une façon similaire, le Capitalisme est la seule forme qu'une économie industrielle puisse prendre. Le Capitalisme préserve la propriété privée du capital parce que, grâce à elle, les hommes peuvent participer à la production et à la répartition des richesses dans une économie industrielle. Le Capitalisme applique le principe de la répartition des richesses proportionnée à la contribution faite à la production et calculée impartialement d'après l'offre et la demande sur un marché où la concurrence est libre. Le Capitalisme limite la concentration néfaste de la propriété du capital ; enfin, il établit une répartition très large de la propriété entre toutes les familles et les individus de la société. Il protège aussi l'autre droit de l'homme qui est inséparable du premier, c'est-à-dire le droit à la propriété privée qui est le moyen indispensable pour l'homme de gagner sa vie. Une répartition des richesses purement basée sur le capital dans une économie capitaliste très productive rend tous ces droits très efficaces.

Il est ainsi visible que le Capitalisme établira une démocratie économique, c'est-à-dire la contrepartie dans l'ordre économique d'une démocratie dans l'ordre politique. Alors que la démocratie est un système politique auquel tous les hommes peuvent prendre part parce qu'ils sont citoyens, le Capitalisme est de même une économie à laquelle ils peuvent tous participer comme capitalistes. Alors que leur participation au gouvernement grâce à leur droit de vote leur donne la liberté politique, de même leur participation à la production des richesses grâce à leur droit de propriété au capital, leur donnera la liberté économique.

De plus, les hommes jouissent d'une égalité politique parce qu'ils sont tous citoyens. Ils ne sont pas divisés en classe gouvernante et en classe sujette. Parce que tous les hommes pourront participer à la production comme ca-

pitalistes, ils pourront jouir de leur égalité économique. Ils ne seront pas divisés en classe possédante et en classe ouvrière (c'est-à-dire en capitalisme et en prolétariat). Dès lors, lorsque le Capitalisme sera la base de la démocratie, pour la première fois dans l'histoire humaine apparaîtra une société sans classe, une société dans laquelle tous les hommes formeront *une* seule classe — une classe vraiment privilégiée et qui a le droit de l'être (1).

Nous venons de dire que le capitalisme fournit la base économique nécessaire à une démocratie. Par cette affirmation, nous voulons faire comprendre que, non seulement l'ordre économique est subordonné à l'ordre politique, mais aussi que la liberté économique est nécessaire pour la protection et la force de la liberté politique.

Le deuxième point doit être commenté plus longuement. Nous avons montré plusieurs fois que nos ancêtres avaient une certaine répugnance ou même se refusaient à donner le droit de vote aux travailleurs ; en d'autres termes, ils se refusaient à accorder un suffrage égal aux propriétaires qui avaient des loisirs et à tous ceux qui dépendaient pour leur subsistance de leur travail qui durait douze heures par jour la vie entière. Une des raisons de cet état de choses est avancée par John Adams et Alexander Hamilton selon lesquels l'homme qui dépend pour sa subsistance de la volonté arbitraire d'un autre homme (comme les travailleurs l'étaient à cette époque) ne peut

(1) On dit souvent que l'institution de la propriété privée, fournit la base économique de la démocratie. Ce n'en est pas le cas, ou plutôt, c'est une demi vérité qui conduit à une erreur. L'institution de la propriété privée peut être nécessaire pour la liberté économique, mais, en elle-même, elle est à peine suffisante pour établir cette liberté parmi tous ceux qui devraient être citoyens d'une démocratie. Dans le capitalisme primitif, la classe capitaliste restreinte aux mains de laquelle la propriété privée du capital était concentrée, comprenait tous ceux qui s'opposaient de la façon la plus violente à tout effort en vue d'établir une démocratie politique en donnant le droit de vote aux masses de travailleurs qui ne possédaient rien. Dès lors, c'est le Capitalisme, c'est-à-dire la propriété largement répartie du capital, et non pas seulement la propriété privée de ce capital qui détermine la base économique nécessaire à une démocratie.

avoir l'indépendance économique nécessaire pour être un citoyen et faire usage de sa liberté politique.

Il y avait d'autres raisons aussi. On sentait que, puisque les propriétaires et ceux qui ne possédaient rien, n'étaient pas de la même classe économique, ils ne devaient pas non plus appartenir à la même classe politique. De plus, on pensait que les propriétaires, par le fait même qu'ils possédaient quelque chose, avaient plus d'intérêt en jeu que ceux qui ne possédaient rien ; et, dans un sens, cela est vrai. De là était née cette formule qui consistait à dire que le pays devait être dirigé par ceux qui en étaient les propriétaires. Finalement, John Stuart Mill montrait, comme Aristote l'avait fait avant lui, qu'il était difficile de donner les droits de citoyens aux travailleurs, et que cela venait de ce qu'ils n'avaient ni l'éducation leur permettant de remplir leurs devoirs de citoyens, ni le loisir qui leur donnait le temps d'exercer leurs droits de citoyens par une participation active dans le gouvernement. En fait ceci était aussi vrai quand Mill écrivait son essai sur le *Representative Gouvernement* en 1863, que cela l'était au IV^me siècle avant Jésus Christ quand Aristote écrivait sa *Politique*.

La conclusion sensée qu'on peut tirer de toutes ces considérations est que tous les hommes sans exception doivent être propriétaires de toute la propriété productive des richesses et créatrice de revenu. De plus, cet état de choses est essentiel à une économie industrialisée ; enfin et surtout, elle est à la base économique des droits politiques et des privilèges qui accompagnent le droit de citoyen dans une république. Cependant, on peut avancer qu'il n'est pas nécessaire que tous les hommes soient capitalistes pour devenir des citoyens, pour jouir du droit de liberté politique et pour se montrer capable de prendre une responsabilité active dans les affaires publiques parce qu'ils ont alors un intérêt important à défendre.

Pour soutenir cette objection, on peut avancer que nous avons le suffrage universel maintenant et qu'il fonctionne relativement bien, quoique sous notre système de

capitalisme mixte, un nombre relativement restreint de citoyens puissent être appelés capitalistes. On peut avancer aussi que le fonctionnement satisfaisant de ce système est une conséquence de l'enseignement public, obligatoire pour tous, qui a été suivi par le droit de vote accordé à tous les hommes, et que cet enseignement obligatoire est devenu la condition requise du droit de vote. Ces deux événements se sont accompagnés d'une lente réduction des heures de travail qui a été une conséquence de la production industrielle. Elle a été obtenue grâce à l'action des syndicats et grâce aux règlements du gouvernement. Cet ensemble de mesures permet aux masses laborieuses de recevoir une éducation politique et de participer au fonctionnement du gouvernement grâce aux nombreuses heures de loisir dont ils disposent.

Puisque tous ces résultats ont été obtenus par notre capitalisme mixte démocratique, sans pour cela demander que tous les hommes deviennent tous capitalistes pour être bons citoyens, pourquoi, alors, demander que le capitalisme devienne l'infrastructure de la démocratie ?

Deux considérations nous aident à trouver la réponse. Ni l'une, ni l'autre n'ont rien à voir avec l'enseignement obligatoire ou le droit au loisir. Nous devons admettre que les trois conditions requises pour être citoyen peuvent être remplies sans rendre les hommes capitalistes. Mais, ces trois conditions ne sont pas les seules qui soient nécessaires.

Il faut d'abord considérer quelle sorte d'indépendance économique peut résulter du fait qu'un homme est capitaliste. Dans notre économie mixte, ceux qui ne sont ni capitalistes, ni membre d'un syndicat, gagnent leur vie tout en dépendant de la volonté arbitraire d'autres hommes. Et ceux qui jouissent d'une sécurité et d'une indépendance obtenues par la puissance des syndicats aidés du gouvernement, en jouissent non pas parce qu'ils sont maîtres d'une propriété indépendante, mais parce que ces avantages sont le résultat d'une lutte entre les deux classes pour obtenir le pouvoir.

Même si tous les syndicats adoptaient dans leur organisation et leur fonctionnement des mesures démocratiques, leurs membres ne seraient pas cependant, aussi libres économiquement qu'ils le seraient s'ils étaient individuellement maîtres de leurs gains. De plus, il existe une différence entre être libre parce qu'on a le droit de l'être, et être libre parce qu'on fait partie d'un groupe puissant. Puisque le pouvoir des syndicats dépend de l'intervention du gouvernement, il s'ensuit que le droit de l'ouvrier à son gain assuré par le syndicat, est un droit qui dépend du gouvernement. Cette considération est la seconde à laquelle nous faisons allusion plus haut.

Ces deux considérations faisaient partie de l'argument de Thomas Jefferson qui consistait à dire qu'une économie agraire comparée à une économie industrielle fournissait la base d'un gouvernement républicain. D'après lui, l'économie agraire était une économie dans laquelle la grande majorité des familles obtenaient leur subsistance de fermes dont elles étaient propriétaires, au lieu d'être dépendantes de salaires et de patrons comme l'étaient les familles d'ouvriers dans les grandes villes industrielles qui commençaient à se développer. Le fermier propriétaire de sa terre avait une indépendance économique qui, d'après Jefferson, était la base idéale du droit de citoyen et d'un usage intelligent de la liberté politique que ce droit lui confère.

Ces hommes n'étaient pas redevables au gouvernement pour leur gagne-pain ou leur indépendance. La possession de ces deux biens faisait partie de leur droit de propriétaire qui leur assurait un bon revenu. Par conséquent, ils étaient à même de participer au gouvernement en tant que personnes indépendantes. Ils ne cherchaient pas à donner au gouvernement des pouvoirs extraordinaires pour obtenir leur liberté. Au contraire, ils cherchaient à limiter les pouvoirs du gouvernement et à ne lui accorder que ceux qui étaient nécessaires à la protection de leur propriété et de leurs droits de citoyen.

Ce que Jefferson a dit au sujet d'une économie agraire basée sur le travail, ce qu'Aristote avait dit avant lui au sujet d'une économie similaire, est vrai pour une économie industrielle capitaliste. Il suffit de transposer les termes. Au lieu de l'aristocrate propriétaire d'esclaves qui était le citoyen idéal d'Aristote, au lieu du fermier propriétaire de sa terre qui était l'idéal de Jefferson, nous substituons l'homme de la rue devenu propriétaire de capital. Dans les trois cas, ces hommes ont le genre d'indépendance qui est nécessaire pour qu'ils puissent se gouverner ; et, puisqu'ils doivent leur liberté économique et politique au droit et non pas à la force, ils essayeront de limiter les pouvoirs du gouvernement et de ne lui accorder que ceux qui sont nécessaires pour la protection de leurs droits.

Si le capitalisme peut servir ainsi la démocratie et qu'ensemble, ils peuvent créer une société sans classe aussi bien politiquement qu'économiquement, ceci n'est pas la dernière contribution que le capitalisme peut faire à la vie de l'homme. Avec l'établissement du capitalisme, la participation des hommes à la production des richesses par leur propre travail diminuera, et leur participation par le capital dont ils sont propriétaires augmentera. Avec l'établissement du capitalisme, le gaspillage que représente toutes les formes inutiles de travail manuel et que notre économie mixte encourage sera épargnée aux hommes.

Il n'est pas difficile de voir que le travail employé à la production de surplus dans l'agriculture ou dans l'industrie représente du travail inutile. Il est facile aussi de comprendre pourquoi un nombre de plus en plus grand d'ouvriers prennent plusieurs gagne-pain, et pourquoi un nombre croissant de femmes mariées, mères de famille, envahissent le marché du travail, alors que les heures de travail décroissent grâce à la pression des syndicats. Une répartition des richesses basée sur le travail demande de nombreux travailleurs, peu importe s'ils sont vraiment

utiles à la production de richesses désirables. Le capitalisme seul, invite tous les hommes à voir plus loin que la production des richesses, et à penser à ce qui est essentiel à leur bonheur une fois que leur gagne-pain est assuré — c'est-à-dire à penser aux fruits du travail qui résultent du loisir et qui créent les bienfaits de la civilisation et de l'esprit humain.

Sur ce point le capitalisme, qui serait une économie industrielle organisée avec justice, a un avantage marqué sur toute économie basée sur le travail organisée aussi avec justice qui existait dans le passé. Dans une économie basée sur le travail où personne n'est esclave, tous les hommes devaient employer toute leur énergie et passer la plupart de leur existence à travailler pour vivre. Aucun homme ne pouvait jouir du loisir et du travail libéral qui doit l'accompagner.

Dans l'économie basée sur le travail qui reposait sur l'injustice douloureuse de l'esclavage, quelques hommes — les membres de la classe qui avait des loisirs — « pouvaient vivre une vie pleine en s'adonnant », nous dit Aristote, « à la philosophie et à la politique », ou, autrement dit, en passant la plus grande partie de leur existence et en employant leur énergie à un travail désintéressé qui produisait les bienfaits de la civilisation : c'est-à-dire les arts, les sciences, les institutions de l'Etat et celles de la religion.

Toute économie capitaliste, qui est un système de production industrielle de par sa nature même peut rendre possible les travaux de loisir dans des proportions jusqu'ici inconnues. La possibilité du loisir pour tous les hommes est présente également dans une économie basée sur le capitalisme d'Etat, comme celui de la Russie Soviétique, et dans une économie de capitalisme mixte comme la nôtre. Mais le capitalisme d'Etat et le capitalisme mixte impliquent une répartition des richesses basée sur le travail qui fait croire aux hommes que leur gagne-pain est un idéal. Un des articles de foi du capitalisme d'Etat est

que tous les hommes doivent travailler. Le plein emploi est l'objectif poursuivi par le capitalisme d'Etat. Ni l'une, ni l'autre de ces conceptions n'est un idéal désirable d'après les principes du capitalisme.

Le but ultime du capitalisme n'est pas d'établir le plein travail pour assurer à l'homme un niveau de vie médiocre, mais de permettre à l'homme d'employer à des travaux désintéressés la plus grande partie du temps qu'il consacre au travail. Il est loin d'être bon moralement pour les hommes d'être obligés de travailler d'une façon monotone ; au contraire il est moralement vrai que tous les hommes devraient être obligés de passer le plus de temps possible à des occupations désintéressées. Et s'ils peuvent passer la plupart de leur temps à ces travaux parce qu'ils reçoivent un revenu suffisant pour vivre en employant leur propriété, il n'y a rien d'immoral à ce qu'ils refusent de passer leur temps et de dépenser leur énergie à faire un travail destiné seulement à leur assurer une maigre subsistance surtout si ce travail est mécanique et monotone. Il est vrai que les capitalistes doivent consacrer une partie de leur temps et de leurs efforts à diriger et à prendre soin de leur propriété, mais ce travail est en lui-même un travail de qualité déjà plus élevé.

Quand nous parlons de travaux désintéressés, nous pensons à deux genres de travaux. Le premier est le travail purement désintéressé, tel que le travail de l'homme d'Etat, du philosophe, du savant, du chercheur, de l'artiste, du professeur, etc... L'autre est le genre de travail qui est accompli par les techniciens et les chefs d'entreprise qui, bien qu'ils soient occupés à produire des richesses plutôt que les bienfaits de la civilisation, consacrent leurs efforts à un travail qui est déjà d'un caractère plus noble.

Les hommes qui se livrent à ce travail, peuvent avoir un but moins élevé que le philosophe, le savant, l'artiste ou le professeur, si l'on considère la valeur morale absolue des travaux. Mais, si l'on considère la qualité humaine du travail, on peut dire que leur travail est

une activité créatrice qui a toutes les caractéristiques du travail de loisir.

De plus, les hommes qui s'occupent de la direction de larges entreprises industrielles, remplissent dans les sociétés anonymes des fonctions quasi politiques de législation et d'administration. Et, dans les relations entre les sociétés anonymes et le gouvernement, les directeurs des entreprises et de l'industrie, comme les directeurs des Universités privées, des hôpitaux et des « foundations » doivent se comporter comme des hommes d'Etat.

Si l'on a présent à l'esprit cette distinction, on doit pouvoir dire, sans risquer d'être incompris, que le capitalisme a pour but non seulement d'établir la justice et la liberté économiques, mais aussi de permettre aux hommes de jouir de leurs loisirs pendant la majeure partie de leur vie. Ainsi, le capitalisme a pour but de faire ce qu'une économie primitive basée sur le travail ne pouvait faire pour personne, et ce qu'une économie plus avancée, basée sur l'esclavage, ne réussissait à faire que pour quelques uns. En substituant les machines aux esclaves, le capitalisme d'Etat et le capitalisme mixte sont à même de faire pour tous les hommes ce que les sociétés du passé, basées sur l'esclavage, faisaient pour quelques uns seulement. Mais, parce que certaines erreurs et certaines confusions existent sur la disposition du capital et du travail dans la répartition des richesses, ces deux formes du capitalisme n'essayent pas d'obtenir ce résultat d'une manière consistante. Au contraire, elles ont tendance à se diriger vers des buts opposés. Le capitalisme seul, grâce à ses principes stables et justes dirige ses efforts vers le seul but valable : une vie pleinement humaine.

CHAPITRE VIII

LA THEORIE DU CAPITALISME

L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

Dans ce dernier chapitre consacré à la conception d'une révolution capitaliste, nous pensons qu'il est utile de résumer la théorie du capitalisme avant de présenter un programme pratique pour accomplir cette révolution. Cette théorie implique beaucoup plus que la théorie de la production et de la répartition des richesses. Elle implique des conclusions importantes d'économie politique concernant le rôle du gouvernement par rapport à toute l'économie. Elle implique aussi quelques jugements essentiels de morale sur la richesse comparée à d'autres biens, et sur le travail qui assure la subsistance, comparé à certaines activités plus importantes de l'homme.

L'économie capitaliste a été discutée suffisamment dans les pages précédentes pour ne nécessiter ici qu'un résumé rapide. Ses éléments essentiels sont classés de la manière suivante :

1. Une production industrielle des richesses, dans laquelle le capital est la cause de la plus grande partie de ces richesses tandis que le travail n'en produit qu'une fraction seulement.

2. La propriété privée du capital, accompagnée d'une répartition aussi large que possible de cette propriété entre les familles de cette économie.

3. La production des richesses par l'association et la collaboration des individus qui sont propriétaires des facteurs de production (c'est-à-dire la collaboration des propriétaires individuels de la puissance du travail et des propriétaires du capital).

4. La répartition des richesses créées respecte le droit des personnes engagées dans leur production ; et, de plus, elle est accompagnée d'une répartition des parts de richesses parmi ceux qui ont participé à les créer. Cette répartition est basée sur la contribution de chaque participant d'après la loi de l'offre et de la demande qui fonctionne librement.

5. La diminution progressive du nombre des travailleurs (c'est-à-dire de ceux qui se livrent à un travail mécanique) grâce à l'automatisation progressive de la production industrielle et une augmentation progressive des occupations de loisir ou du gagne-pain qui ne sera pas mécanique.

6. L'établissement d'un niveau de vie généralement élevé grâce aux revenus individuels composés de salaires qui seront le résultat de la libre concurrence, et de l'intérêt des capitaux investis (ces derniers sont d'une importance spéciale dans les cas où les salaires, établis d'une manière compétitive, ne sont pas assez élevés pour créer un revenu suffisant).

7. La création d'un pouvoir d'achat général réparti largement à travers la population, qui sert de base à la production globale sans être accompagné d'une expansion artificielle de la production. Celle-ci, en effet, cherche à créer du travail, alors que la richesse qui en découle n'est pas nécessaire.

8. La promotion et l'adoption de tout progrès technique qui a pour conséquence une production industrielle de richesses plus efficace accompagnée d'une diminution progressive des travaux mécaniques nécessaires à la production.

Certaines erreurs courantes ont empêché et peuvent encore empêcher ceux qui s'occupent des problèmes économiques de notre pays de comprendre la théorie du capitalisme telle qu'elle est résumée plus haut. Peut-être, est-il bon d'attirer l'attention sur les erreurs et sur les illusions les plus nuisibles de la pensée économique courante, erreurs illusoire que l'on trouve non seulement dans les écrits des socialistes, mais aussi chez les économistes qui défendent notre capitalisme mixte actuel. Ces erreurs peuvent être résumées de la façon suivante :

1. On n'admet pas que les biens d'équipement sont des agents actifs dans la production des richesses au même titre que les hommes qui font un travail mécanique pour assurer leur subsistance.

2. Une distinction erronée est faite entre la participation « active » du travail mécanique dans la production des richesses et la participation « passive » représentée par l'emploi du capital.

3. Le revenu dérivé de l'emploi productif du capital n'est pas considéré comme étant un gain similaire à celui qui résulte de l'emploi productif du travail. Cette erreur est accompagnée de l'idée que la propriété du capital étant passive, elle ne devrait pas avoir les mêmes droits que le travail.

4. Le travail mécanique paraît être progressivement plus productif. Ce rendement est dû en réalité à l'emploi de biens d'équipement de plus en plus efficaces. A cette erreur s'ajoute l'impossibilité d'admettre que le travail mécanique, dans une économie industrielle telle que la nôtre, produit une très faible partie de notre richesse (probablement 10 %).

5. On ne reconnaît pas que nos droits à la propriété du capital ont été considérablement réduits tandis que la croyance à la protection des droits de la propriété privée est encore très répandue.

6. On ne reconnaît pas que la répartition du pouvoir économique parmi toute la population est impossible sans une répartition similaire de la propriété privée du capital dont les droits inhérents doivent être pleinement respectés. Cette erreur s'accompagne de celle qui consiste à ne pas voir que la propriété effective du capital largement réparti est la seule institution capable de contenir et de limiter le pouvoir politique des gouvernements, nécessairement centralisés dans une société moderne.

7. L'importance d'une accumulation suffisante et effective de capital est reconnue, mais la nécessité d'une répartition progressivement plus large de la propriété du capital parmi la population ne l'est pas.

8. Le fait que la propriété du capital est concentrée entre les mains de quelques familles, et que cette concentration empêche les autres familles de participer à la production des richesses n'est pas compris ; cette er-

reur est accompagnée par celle qui consiste à refuser de voir que cette sécurité économique assurée pour quelques familles empêche les autres de l'obtenir pour elles-mêmes.

9. On ne reconnaît pas toujours que la participation inégale dans la production, due à la concentration excessive de la propriété du capital, est la cause principale des dislocations économiques appelées encore « dépressions » dans une économie industrielle basée sur une propriété du capital et du travail.

10. On croit à tort que le plein emploi et une répartition basée sur le travail sont indispensables à la création d'un pouvoir d'achat général suffisant pour assurer la consommation des richesses qu'une société industrielle est capable de produire et qui est nécessaire pour éviter les « dépressions ».

11. On pense à tort que les inventions qui diminuent la nécessité du travail créent d'autres emplois, c'est-à-dire on pense à tort que les progrès techniques sont compatibles avec une théorie du plein emploi pour les travailleurs qui doivent avoir un gagne-pain. L'incompatibilité de ces deux idées est cachée par le débordement d'une surproduction stimulée artificiellement.

12. On classe à tort les directeurs des sociétés anonymes et les chefs d'entreprise parmi ceux qui font un travail dont la nature est similaire à celui que fait le manoeuvre pour assurer son gagne-pain. On reconnaît seulement que le travail d'un directeur de société anonyme ou d'un chef d'entreprise est plus important et plus créatif que celui du manoeuvre. Cependant, en même temps, on donne à ceux-là le titre de « vrais capitalistes » de notre société, et on les oppose aux « simples propriétaires » du capital investi dans les sociétés anonymes et dans les entreprises industrielles en général.

Si ces erreurs étaient éliminées et corrigées, on pourrait arriver à une saine compréhension de l'économie capitaliste. Cette compréhension est impossible aussi longtemps que ces erreurs importantes persisteront.

LA POLITIQUE DU CAPITALISME

Le capitalisme ne doit pas être confondu avec le soi-

disant *laissez-faire* qui laisserait le marché trouver son propre équilibre. Il ne repose pas sur la croyance complètement fautive qui consiste à dire que les lois naturelles de l'économie amèneront une prospérité économique complète, un bien-être économique général, accompagnés de la liberté pour tous, à la seule condition que le gouvernement apprenne à s'abstenir d'intervenir dans cette économie.

Un certain nombre de croyances fortement enracinées empêchent de voir la vérité en ce qui concerne les principes économiques du capitalisme. Il en est de même pour sa politique. Une des croyances qui est à la source de tant de confusion a trait à la fonction économique de la concurrence. On croit par exemple que la libre concurrence, qui n'est soumise à aucune réglementation ou à aucune intervention du gouvernement, fonctionnera comme un principe régulateur automatique de l'activité économique. On croit aussi que la libre concurrence amènera le plein emploi et qu'il se maintiendra automatiquement de lui-même.

L'expérience de la libre concurrence a été faite assez souvent et dans des circonstances suffisamment diverses pour discréditer complètement les théories du laissez-faire ; on peut donc avancer que la concurrence par elle-même n'amène pas, avec elle, le plein emploi et que normalement et naturellement elle tend à sa propre destruction. Malheureusement, ces théories persistent encore dans certains esprits. Il est aussi regrettable que tant de vertu attribuée dans le passé à la libre concurrence ait été basée sur l'illusion qu'elle amènerait à sa suite le plein emploi et que ce dernier continuerait de lui-même ; il en est résulté qu'après que ces théories ont été discréditées, la vraie fonction de la libre concurrence a subi le même sort (1).

(1) Une analyse complète des fonctions de la libre concurrence sera présentée dans *Le Capitalisme*. Dans un résumé rapide de cette analyse, nous aimerions souligner les points suivants : la libre con-

En tant que système d'économie politique, le capitalisme reconnaît que la libre concurrence n'entraîne pas et ne peut pas entraîner le plein emploi, et, de plus, que le plein emploi lui-même n'est pas un objectif désirable et que les moyens pour l'établir ne le sont pas non plus. Le capitalisme affirme qu'en l'absence de marchés libres, où les valeurs économiques peuvent être déterminées avec impartialité, toute la conception d'une économie juste devient vide de sens. Le capitalisme reconnaît aussi que les efforts les plus assidus du gouvernement pour régulariser l'économie sont nécessaires pour préserver une concurrence libre sur tous les marchés en luttant contre la tendance inhérente à la libre concurrence qui la porte à sa propre destruction. Dès lors, sous le capitalisme, le gouvernement a le devoir de maintenir la libre concurrence sur tous les marchés de l'économie.

Loin d'être un système de laissez-faire, le capitalisme est un système d'économie politique dans lequel le plus haut degré de liberté est laissé à tous ceux qui participent à l'activité économique grâce aux règlements du gouvernement : car ceux-ci sont compatibles avec les principes économiques du capitalisme, et très spécialement avec ses principes de justice. Une économie libre ne peut exister sans règlements économiques, pas plus qu'une société libre ne peut exister en l'absence de lois sociales.

Le gouvernement a le devoir d'encourager le capitalisme en protégeant autant qu'il le peut la propriété privée, non seulement la propriété des biens de consumma-

currence dans tous les marchés de l'économie (à l'exception de ceux qui concernent les services publics techniquement indispensables) déterminera pour le bien commun de la société (a) les richesses à produire et en quelle quantité ; (b) les modalités techniques de leur production ; (c) qui seront les producteurs de ces richesses, c'est-à-dire ceux qui disposeront de la main d'œuvre et du capital ; (d) quand et où les richesses déterminées seront produites ; (e) la valeur de la contribution de chaque participant à cette production ; et (f) la valeur des biens et des services pendant toutes les phases précédant et suivant la production.

tion, mais aussi et surtout la propriété des instruments de production, qu'il s'agisse du capital ou du travail. Dans le cas de la propriété des biens d'équipement, le but du gouvernement devrait être de rendre cette propriété très efficace en tant que source de revenu. Pour arriver à ce but, il doit protéger les droits qu'ont les capitalistes de recevoir le résultat total de la richesse produite par le capital qu'ils possèdent. De plus, le gouvernement devrait entourer la condition économique du capitaliste, quand il est actionnaire, de protections légales et de privilèges analogues à ceux qu'il a octroyés au citoyen pour protéger sa condition politique, et cela pour une raison similaire. Ces mesures de protection devraient avoir pour but principalement de faire du capitaliste un homme qui a légalement le droit d'exercer son influence au point de vue économique aussi bien qu'au point de vue politique.

Alors que la concurrence détermine les valeurs économiques et, par conséquent, établit le principe de la justice dans la répartition des richesses, le monopole au contraire, quand il existe, peut devenir un instrument puissant par lequel quelques individus peuvent imposer leur volonté arbitraire à d'autres. Si un système économique est vraiment compétitif, la répartition du capital peut être faite parmi toute la population tandis que le monopole sous toutes ses formes encourage la concentration de la propriété du capital. Nos lois antitrusts actuelles ne sont pas suffisantes pour encourager la libre concurrence, ni pour empêcher toutes les formes du monopole.

Le gouvernement doit non seulement protéger la propriété privée et sauvegarder la libre concurrence contre ses tendances inhérentes vers le monopole, mais il doit aussi encourager le capitalisme par des règlements qui ont pour but de fournir à chaque famille la possibilité de contribuer à la production, ou par la propriété du capital, ou par celle du travail, ou par une combinaison des deux. De cette manière, chaque famille serait capable de gagner une part suffisante de richesses qui lui permettrait de vivre.

Le devoir constant du gouvernement est de mettre à même chaque consommateur, individu ou famille, de participer à la production des richesses d'une manière suffisante pour gagner un revenu qui lui permette de vivre. Si la répartition basée sur le capital est pleinement respectée, ce devoir du gouvernement implique qu'il doit veiller à ce que les richesses produites en grande partie par le capital soient réparties entre les propriétaires de ce capital.

Il y aura toujours un grand nombre de travailleurs employés dans une économie industrielle. Cependant, si la contribution d'une famille à la production des richesses résulte uniquement du travail, et si ce gain évalué d'après la libre concurrence est moins que suffisant pour assurer un niveau de vie décent à cette famille, une solution doit exister pour augmenter sa participation à la production en lui permettant de devenir propriétaire de capital.

Dans notre système de capitalisme mixte, avec sa forme injuste de répartition basée sur le travail, notre gouvernement se donne pour but d'établir un bien-être économique général qu'il pense atteindre par une politique de plein emploi. Si le capitalisme existait, et, par conséquent, si une forme de répartition basée sur le capital régnait, le gouvernement aurait pour objectif de fournir à chacun le droit naturel de gagner un revenu suffisant pour vivre, en assurant la participation efficace de chacun à la production au moyen de capital si le travail seul n'est pas suffisant.

Nous venons de définir quels sont les devoirs du gouvernement pour régulariser les fonctions économiques, comment il doit régulariser les autres fonctions de la société afin d'empêcher que quelques hommes traitent leurs semblables avec injustice. La falsification des produits, les méthodes injustes, les fraudes dans les transactions doivent être punies par la loi autant que les détournements frauduleux et les vols de grands chemins.

Le rôle du gouvernement par rapport à l'économie est négatif aussi bien que positif. Pour assurer le développement du capitalisme, le gouvernement doit s'abstenir d'agir

dans certains cas, et ceci est aussi important que ce qu'il doit faire. Le gouvernement ne devrait pas être propriétaire et administrer cette propriété excepté dans des cas rares, quand il s'agit par exemple du système routier où la propriété privée n'est pas possible. Ces cas rares mis à part, le gouvernement ne devrait pas être chargé de la production des richesses ; et, par conséquent, il devrait éviter de se charger de leur répartition première et secondaire.

Pour finir, la théorie du Capitalisme en tant que théorie d'économie politique doit imposer un nouvel examen très complet et probablement une réforme de deux institutions quasi-politiques : la société anonyme, fondée sur la vente d'actions, et les syndicats ouvriers. Ces deux institutions sont inévitablement les produits naturels d'un mode de production industriel ou capitaliste.

Dans un système de production industrielle, le capital requis pour lancer certaines grandes entreprises est de telle importance qu'il est nécessaire que des actions soient vendues et que la propriété soit divisée. Et, chaque fois que le progrès technique avance, il devient de plus en plus nécessaire que la société anonyme soit formée d'un nombre croissant d'actionnaires qui ne prennent pas part à la direction de la production. Ils remplacent le capitaliste solitaire qui auparavant était le propriétaire de tout le capital et dirigeait l'opération lui-même. Le système de production basée sur le travail manuel a duré pendant des centaines d'années, pendant lesquelles le capitalisme primitif régnait. Il a rendu nécessaire la formation de syndicats ouvriers qui avaient pour but de donner un pouvoir suffisant à tous ceux qui participaient à la production grâce à leur seul travail. Ils pouvaient ainsi lutter contre le pouvoir dangereux manié par quelques hommes dans les mains desquels la propriété du capital était concentrée.

Il y a un peu plus de cent ans, Tocqueville a vu dans le développement de ces nouvelles associations volontaires, le commencement de ce qu'il appelait les organes secondaires du gouvernement. Il pensait que ces dernières

pouvaient servir à empêcher la concentration de toute la puissance politique et économique dans les mains de l'Etat. Il comparait leur rôle à celui des seigneurs féodaux de l'ancien régime. Ceux-ci étaient de vraies agences secondaires du gouvernement, car ils empêchaient que tout le pouvoir économique et politique ne tombe dans les mains du roi. La société anonyme et le syndicat, d'après lui, pouvaient donc empêcher la nouvelle société qui venait de naître et qu'il appelait « démocratie », de tomber dans la tyrannie de l'Etat totalitaire (1).

La Russie Soviétique, où n'existent ni les sociétés anonymes basées sur la vente d'actions, ni les syndicats ouvriers, confirme l'analyse brillante de Tocqueville, dans laquelle il analyse les conditions qui amèneraient une économie industrielle à tomber sous la tyrannie de l'Etat totalitaire. Mais Tocqueville n'avait pas prévu le rôle que les sociétés anonymes et les syndicats ouvriers joueraient comme puissances antagonistes dans les conflits économiques du capitalisme mixte. Il n'a pas vu non plus les difficultés que le gouvernement démocratique rencontrerait pour contrôler ces institutions quasi-politiques. Quelques-unes d'entre elles ont en effet plus de pouvoir à leur disposition que la plupart des villes ou des Etats qui détiennent le pouvoir secondaire dans l'organisation fédérale de notre société politique.

Un des principes qui a toujours fait partie de la tradition américaine en matière de gouvernement peut se formuler de la manière suivante : ce n'est pas le pouvoir en lui-même qui met en danger la liberté, mais le pouvoir qui n'a plus à rendre de comptes, ou qui n'est pas soumis à un certain contrôle. Les sociétés anonymes puissantes qui existent à l'heure actuelle et les syndicats ouvriers gigantesques qui se sont récemment formés, représentent des pouvoirs inquiétants qui n'ont pas encore été obligés

(1) Voir *La Démocratie en Amérique*, Deuxième Partie, Livre IV spécialement chapitres V et VI.

de rendre de comptes et qui ne sont pas contrôlés. Le devoir le plus difficile auquel le gouvernement doit faire face en effectuant le changement du capitalisme mixte au Capitalisme tout court, est de dompter et de domestiquer le pouvoir de ces créatures du capitalisme en les mettant à son service et au service de la démocratie, ou tout au moins, en les empêchant de nuire. Il peut le faire en les rendant responsables de certaines fonctions limitées qui leur incombent (1).

Le problème du syndicat ouvrier sous le Capitalisme est différent du problème de la société anonyme. Sous le Capitalisme, le syndicat ouvrier sera visiblement inutile pour aider à la répartition des richesses basées sur le travail. Il remplissait cette fonction dans la période de transition entre le capitalisme primitif et le capitalisme mixte et il la remplit encore. Mais, si le syndicat ouvrier n'a pas besoin de remplir cette fonction dans une économie justement organisée où la propriété du capital sera bien répartie et où la répartition de la richesse sera basée sur le capital, il aura un rôle utile à jouer. Ces associations de « travailleurs-capitalistes » qui se gouverneraient d'après les principes démocratiques, pourraient rendre de grands services à leurs membres et à toute la société en devenant des centres qui dissémineraient l'enseignement économique nécessaire aux nouveaux capitalistes et qui protégeraient leurs droits.

Le problème qui est celui de la société anonyme consiste à rétablir les droits et le pouvoir de l'actionnaire propriétaire du capital et des directeurs de la société anonyme. A l'heure actuelle, les droits de l'actionnaire ont été usurpés par les directeurs et les comités de direction. Cette situation est aggravée par l'idée bien établie que l'action-

(1) Sur ce sujet, voir l'analyse critique de la société anonyme, par Scott Buchanan dans son *Essay on Politics* New-York, chapitre IV.

naire passif, dénué de fonctions, devrait être content d'abdiquer tout pouvoir et tout droit qui font partie de sa propriété, en faveur des directeurs actifs mais non actionnaires de l'entreprise. Ceci revient à dire que l'intérêt de l'actionnaire lui commande d'abandonner les droits qu'il a sur sa propriété pour obtenir à leurs places les dividendes que le directeur, dans sa grande sagesse, juge bon de lui donner.

La théorie du Capitalisme demande une réforme radicale des rapports entre les propriétaires du capital et les directeurs qui engagent ce capital dans des opérations qu'ils décident eux-mêmes. Cette théorie envisagerait même qu'on augmente la responsabilité des sociétés anonymes en les obligeant de s'adresser directement au public pour obtenir du capital supplémentaire, au lieu de leur permettre de retenir une grande partie des gains annuels pour augmenter cette capitalisation. Elle maintient que la répartition annuelle et complète de la richesse produite par le capital des sociétés anonymes dont le fonctionnement est sain, c'est-à-dire la répartition de leur revenu net entre leurs actionnaires, est indispensable au rétablissement des pleins pouvoirs de la propriété privée du capital. Cette répartition est indispensable aussi pour diminuer la concentration de la propriété et éliminer une cause majeure des monopoles.

Cette proposition est absolument essentielle dans le programme de mesures pratiques à adopter pour faire du capitalisme une économie juste, et pour qu'il devienne la base de la justice et de la liberté dans une démocratie. Nous discuterons ses implications pratiques dans le chapitre XI qui traite de la société anonyme et de la transition qui aboutit au capitalisme. Pour le moment, il suffit simplement de dire que, d'après l'économie du capitaliste, la reconstruction légale de la société anonyme aussi bien que les règlements efficaces qui la gouverneront, sont un des premiers devoirs du gouvernement.

L'ÉTHIQUE DU CAPITALISME

La démocratie et le capitalisme sont en eux-mêmes désirables parce qu'ils établissent que la justice et la liberté doivent être les conditions essentielles d'une société composée d'une classe unique. Mais, l'établissement de cette société idéale serait un maigre triomphe si les hommes qui en jouissent ne s'en servaient pas pour des fins utiles. L'emploi qu'ils feront de cette société dépendra largement de la révolution morale et intellectuelle qui devrait être le résultat d'une éducation non spécialisée et très libérale. Cette révolution morale et intellectuelle doit apprendre aux hommes que de bonnes institutions doivent être employées à des fins morales (1).

Cette révolution est nécessaire pour mettre fin à deux tendances qui sont presque universelles dans notre société. Chacune d'elles établit un ordre de valeur erroné, car elles sont toutes deux une conséquence de la même erreur morale : celle qui consiste à prendre les moyens pour une fin.

La première de ces deux tendances de notre économie mixte consiste à glorifier en soi tout travail destiné à assurer la subsistance de l'homme. Nous pensons que l'activité économique est une fin et non un moyen. Nous exprimons cette attitude en subordonnant à l'activité économique les activités créatrices de l'homme qui sont beaucoup plus importantes et plus difficiles, c'est-à-dire les activités qui constituent le domaine de la politique, de la religion, des arts, de la science pure, de la philosophie, de l'enseignement, etc... Cette tendance se montre chaque fois que nous exprimons notre dédain pour les hommes qui s'arrêtent de

(1) Les vertus morales et intellectuelles qui sont nécessaires pour faire d'un homme un capitaliste responsable, ne sont pas plus difficiles que celles qu'on lui demande pour être un bon citoyen. Si l'éducation non spécialisée devient un jour capable de remplir le devoir qui lui incombe dans une société où le droit de citoyen est accordé à tous les hommes, elle les aidera à remplir ce rôle avec vertu ; elle pourra aussi aider tous ceux qui sont devenus capitalistes à acquérir les vertus requises d'un bon capitaliste.

gagner leur vie parce que le revenu qu'ils dérivent de leur capital est suffisant. Elle se manifeste encore chaque fois que nous appelons « retraite » tout arrêt d'un travail destiné à assurer un gagne-pain, comme si l'obligation de créer la sécurité économique était le seul but de la vie de l'homme et qu'une fois celui-ci achevé plus rien ne valait la peine qu'il fasse un effort.

L'autre tendance nous fait rechercher la richesse au lieu de la satisfaction intérieure. Nous considérons la richesse comme si elle était un bien sans qualification ou sans limite, plus on est riche, mieux cela vaut, d'après la croyance populaire, peu importe l'emploi fait de cette richesse. Nous oublions que l'acquisition de la richesse par une famille est seulement un moyen pour arriver à une fin, un moyen qui est bien employé seulement quand il fournit aux membres d'une famille le confort physique et la sécurité nécessaire pour leur permettre de vivre une vie humaine et pleine. C'est pourquoi, nous commettons l'erreur de ne pas reconnaître que la quantité de richesses dont une famille a besoin est strictement limitée, et qu'une fois ces besoins satisfaits, le surplus de richesses qui peut être employé utilement est relativement peu de choses. En somme, nous accordons à la richesse qui, à tout prendre, est un moyen de développement pour l'homme, une vertu sans limite qui n'appartient qu'au but que nous devrions poursuivre : notre plus grande perfection en tant qu'être humain.

Ces deux tendances font dévier la révolution capitaliste de la direction qu'elle doit prendre.

Mettre l'activité économique sur un piédestal qu'elle ne devrait pas occuper dans la vie humaine, ou ce qui est plus grave, traiter le travail de subsistance comme s'il était intrinsèquement vertueux au lieu d'être obligatoire, rend les hommes incapables de comprendre la signification morale du capitalisme. Ce dernier répète que le plein emploi des hommes à un travail qui produit des richesses n'est pas l'idéal à poursuivre, tandis que l'emploi total de l'activité

humaine à un travail désintéressé devrait l'être. Ce travail devrait être exécuté dans les loisirs qui résulteraient de cette abondance de richesses créée par les machines.

Une révolution qui cherche à rendre tous les hommes capitalistes perd toute sa valeur morale, si les hommes sentent qu'ils ne peuvent se respecter qu'en travaillant durement. Ils devraient sentir au contraire qu'ils s'enrichiraient bien davantage en employant d'une façon efficace les machines qui sont leurs vrais esclaves, afin de pouvoir consacrer une partie de leur temps et de leur énergie aux activités et aux travaux nécessaires à une civilisation.

Tous les hommes, aussi bien le directeur d'usine que le technicien et le travailleur manuel, qui se libèrent de l'obligation du travail de subsistance, ne doivent pas être considérés comme mis à la retraite, c'est-à-dire mis de côté, ou mis en congé d'une manière permanente ; ils doivent, au contraire, être considérés comme promus à un travail supérieur. Le capitalisme ne peut avoir de sens que si la dernière attitude est adoptée comme ayant une valeur incontestable.

Si l'on voit dans l'acquisition des richesses un jeu basé sur la compétition auquel on peut se livrer pour le seul plaisir qu'on y trouve (1), ou si l'on accepte que l'accumulation illimitée des richesses est un but moralement désirable pour l'effort humain, on arrive nécessairement à s'opposer à ce que l'acquisition et l'accumulation des richesses soient mises au service des bienfaits nécessaires à l'homme et qu'elles leur servent de base.

Si cette dernière proposition n'est pas considérée comme valable, il est impossible aussi d'accepter que certaines limitations soient imposées à l'accumulation du capital. Cette limite devrait être atteinte lorsque l'accumulation de richesse par certaines familles empêche d'autres familles de

(1) Sur ce point, voir l'essai de Frank Knight : « The Ethics of Competition », dans un volume d'essais qui porte ce titre (New-York, 1935).

participer d'une façon suffisante à leur production. Les propriétaires de cette richesse objecteraient sans doute que leur liberté individuelle est violée par cette limitation et ils seraient sourds à l'idée que la justice même la réclame. Puisque les principes de justice économique sont essentiels au capitalisme, aucune obligation qui en découle n'est considérée comme une atteinte à la liberté. Le programme envisagé par le capitalisme rencontrera évidemment une résistance très forte parmi certains groupes de notre société économique.

Il est à espérer que cette résistance peut être vaincue en faisant appel aux intérêts égoïstes des individus en question. Mais, surtout, il faut espérer qu'une éducation non spécialisée et très humaine changera les attitudes signalées et produira un certain revirement dans certains esprits qui s'opposent à la révolution capitaliste.

Si cette révolution avait lieu grâce à la pression des événements sans que les individus de notre société économique en acceptent moralement les buts et les principes, on pourrait assister au développement d'une société dont les institutions seraient meilleures que les êtres humains qui la composent. Une économie industrielle qui persiste dans une mauvaise répartition du capital, qui est son facteur de production principal, ou qui ne peut arrêter l'inflation, peut contenir en elle-même la cause de sa propre destruction. Mais, ce mal n'est rien comparé aux dégâts et à la corruption causés dans cette société qui devrait servir les instincts les plus nobles de l'homme mais où il n'a pas su jusqu'à présent jouer son vrai rôle.

Les meilleures institutions ne fonctionnent pas automatiquement pour le bien de l'humanité. Leur résultat ultime n'est pas meilleur que les buts moraux ou que l'idéal que les hommes se choisissent pour eux-mêmes. La liberté donne aux hommes la possibilité d'une vie pleine et la justice crée cette possibilité pour tous. Mais, ni la liberté, ni la justice ne garantissent que les hommes sauront en profiter pour atteindre le développement le plus complet dont chacun d'eux est capable.



DEUXIÈME PARTIE

LE PROGRAMME DE LA RÉVOLUTION
CAPITALISTE

CHAPITRE IX

EXPOSÉ DU PROGRAMME PRATIQUE

NATURE DES PROPOSITIONS

Nous avons affirmé qu'il est juste et indiscutable de dire que le capitalisme est le seul choix qui s'offre à nous. Cette affirmation serait purement académique si un programme pratique n'était possible pour arriver au résultat désiré. L'idée que le capitalisme est la seule organisation juste pour une économie industrielle et la contre-partie économique de la démocratie, mérite l'attention soutenue du public seulement dans la mesure où cette vérité théorique peut être accompagnée d'un programme pratique.

Nous pensons que la théorie du capitalisme peut être mise en pratique. Nous pensons que ceux qui sont convaincus que la réalisation de la révolution capitaliste est le seul moyen que nous ayons d'éviter le socialisme, sont maintenant à même de mettre leur conviction à l'épreuve. Les propositions principales qui constituent la théorie du capitalisme et l'argument qui soutient cette théorie, conduisent à toute une série de propositions pratiques pour accomplir les réformes nécessaires dans notre économie actuelle qui n'est que partiellement capitaliste. Les chapitres qui suivent établissent les mesures principales qui nous paraissent mériter la considération la plus sérieuse.

Avancer une théorie pour réformer certaines institutions et proposer des mesures pratiques pour appliquer ces réformes sont deux choses bien différentes. Dans le premier cas, cette théorie est une opération de la pensée dont la validité repose sur la vérité — évidence des faits et rec-

titude des principes. Mais, dans l'autre, un plan est tracé à titre d'essai pour amener un changement dans les affaires humaines, alors que certaines contingences ne sont pas toutes prévisibles et que certaines complications sont causées par les habitudes et les préjugés de tous les hommes qui composent une société. Une autre difficulté se présente dès que l'on pense à ces projets : ceux qui seront chargés d'opérer ces changements accepteront-ils de les voir devenir un sujet de discussion publique ?

A un moment donné, nous avons pensé que nous avons fait tout ce que nous souhaitions faire en expliquant la théorie du capitalisme, en montrant la vérité qu'elle contient, et en ajoutant enfin que la vie future de notre société démocratique demande que la révolution capitaliste lui fournisse la base économique dont elle a besoin. Nous avons pensé que tout programme pratique pour mettre en œuvre cette révolution capitaliste doit être le résultat des efforts de tous ceux qui y sont intéressés, c'est-à-dire qu'elle doit avoir lieu après les délibérations pratiques des leaders de notre vie politique et économique — hommes d'Etat, législateurs, administrateurs, chefs d'entreprises, chefs de syndicat, banquiers, avocats, ingénieurs, économistes, chercheurs, philosophes et éducateurs. Nous avons pensé que tout effort de notre part pour offrir un plan d'action qui s'étendrait au moins sur une période de cinquante ans, serait présomptueux, non seulement parce que certaines contingences futures ne sont pas prévisibles, mais aussi parce que l'opinion publique éclairée doit être consultée avant qu'une délibération ne puisse produire un programme d'action.

Les discussions nombreuses que nous avons eues sur l'idée et sur la théorie du capitalisme ont vaincu la répugnance que nous avions à offrir certaines mesures pratiques, même si ces dernières sont purement provisoires. On nous a demandé souvent de donner les raisons qui rendaient possible, d'après nous, la transformation de notre économie en économie capitaliste. Nous avons entendu dire que la théorie est juste et valable et que l'ignorer aurait

des conséquences désastreuses, mais qu'il est trop tard pour amener un changement. On nous a fait valoir aussi qu'il aurait été possible de créer le capitalisme si ces principes avaient été reconnus et acceptés au début de la révolution industrielle, mais que la route que nous avons prise en nous éloignant du capitalisme primitif pour arriver au capitalisme mixte ne permet plus de nous en détourner.

C'est pour répondre à ces questions et à ces doutes que nous avons décidé d'ébaucher ce que nous considérons comme un programme pratique. Nous croyons que ces propositions montrent qu'il n'est pas trop tard pour changer la direction que notre société a prise. Nous pensons que ces propositions, telles que nous les esquissons, sont suffisamment pratiques pour nous autoriser à demander à tous de faire un effort pour les perfectionner.

Nous ne doutons pas qu'elles puissent être améliorées de plusieurs manières, que certaines conclusions puissent y être ajoutées lorsque certains développements imprévisibles seront pris en considération et que leur application comprendra une série de détails qui ne peuvent être envisagés à l'heure actuelle. Ces propositions reflètent très précisément notre époque. Si nous pouvions les étudier à nouveau dans un quart de siècle, elles seraient certainement modifiées pour faire face à des événements que personne ne peut prévoir. S'il a toujours été vrai qu'on ne peut faire des plans précis pour l'avenir, cette idée s'applique encore davantage à notre époque où les progrès de la technique sont rapides.

En soumettant ces propositions à nos concitoyens, nous nous rendons parfaitement compte que les réformes législatives et économiques qui sont nécessaires pour effectuer une transition complète et établir une société intégralement capitaliste et juste, demandent que les esprits les mieux informés au point de vue politique, légal et scientifique les étudient. Si cette étude est faite, nous ne doutons pas un seul instant qu'un programme puisse être établi qui guidera notre économie loin de ses inclinations au socialisme et qui lui fera prendre la direction du capitalisme. Nous ne doutons pas davantage qu'il puisse être

établi légalement après des discussions publiques et légales. Ce programme et les moyens pour l'amener à bien sont en parfait accord avec l'esprit de nos institutions politiques.

Nous savons que n'importe quel groupe de propositions qui demandent un changement radical, provoquera des critiques sans valeur aussi bien qu'une étude soignée et un effort constructif pour les améliorer. Nous sommes prêts pour les unes comme pour les autres. Mais, en faisant face à ces deux possibilités, nous espérons que les idées suivantes seront présentes à l'esprit de tous : nous ne pensons pas que ces propositions aient atteint leur dernière forme, elles ne sont pas parfaites, certaines améliorations pourront y être apportées ; leur mise en pratique doit être précédée par une étude sérieuse et une longue délibération ; et nous croyons que ceux qui sont capables de les analyser doivent avoir une vision très large de l'avenir.

Cependant, nous croyons que ces mesures sont applicables et qu'elles montrent que la révolution capitaliste est possible. En fait, nous soutenons qu'elles sont plus acceptables que toutes les mesures que nous serions obligés de prendre pour repousser ou empêcher la socialisation complète de notre économie mixte tout en essayant d'éviter le capitalisme. Si cela est vrai, l'étude de ces mesures est un devoir pour tous les membres de notre société, car, le même problème se pose à tous. Il incombe à tous de réfléchir au moyen de trouver une solution pratique à ce problème.

Après ces quelques mots de prudence, nous abordons immédiatement l'esquisse du programme pratique en établissant d'abord ses principes généraux et ensuite ses résolutions spécifiques. Les chapitres qui vont suivre discuteront les conséquences pratiques qui découlent des mesures proposées.

REGLES GENERALES

Les règles générales qui vont être énumérées devraient servir à élaborer le plan d'action à suivre. Notre effort concerté devrait porter sur les points suivants :

1. Elargir le droit de propriété des entreprises déjà existantes.
2. Encourager la formation de nouveau capital et l'organisation de nouvelles entreprises qui seraient la propriété de nouveaux capitalistes.
3. Décourager la concentration de la propriété du capital par certaines familles quand cette concentration a dépassé un certain point au-delà duquel elle est inacceptable dans une économie capitaliste juste.

RESOLUTIONS SPECIFIQUES

Comme conséquences des règles générales émises plus haut, nous préconisons les mesures spécifiques suivantes :

1. Intensification des programmes établissant une répartition des actions dans l'industrie.
2. Modification des lois fiscales sur les successions et sur les donations pour encourager la création d'un grand nombre de fortunes plus larges, suffisantes pour subvenir aux besoins d'une famille, et transmissibles de générations en générations.
3. A mesure que la transition vers le capitalisme se produit, élimination de l'impôt sur les bénéfices des sociétés anonymes, accompagnée d'une réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques afin d'augmenter équitablement le revenu que le gouvernement reçoit de tous les membres de la société économique.
4. Elimination des mesures gouvernementales qui aggravent directement la concentration de la propriété du capital.
5. Régularisation effective de l'économie par le gouvernement pour assurer qu'une concurrence libre et possible est maintenue sur tous les marchés, excepté dans les cas rares où, pour des raisons techniques, le monopole doit être permis.
6. Reconnaissance par le gouvernement du devoir qui lui incombe d'assurer à tous les membres de la société une participation raisonnable à la production des richesses de manière à ce qu'ils puissent tous obte-

nir un revenu suffisant pour vivre.

7. Adoption de lois qui exigeraient que les sociétés anonymes déjà bien établies distribuent 100 pour cent de leurs bénéfices à leurs actionnaires.

8. Développement d'un système préférentiel d'investissements en faveur de toutes les familles qui ne possèdent pas assez de capital pour vivre, afin de les encourager à acquérir un capital dont le revenu serait suffisant pour les faire vivre.

9. Encouragement donné à toute formation de capital dont le revenu assure un niveau de vie décent dans toutes les familles de la société, grâce à l'aménagement des impôts et du crédit. Ces dispositions seraient accompagnées par certaines restrictions concernant l'usage de ces mêmes mesures afin d'empêcher qu'elles soient employées pour favoriser la concentration du capital ou la spéculation.

10. Emploi de notre système de crédit pour encourager la formation de capital frais entre les mains de nouveaux possesseurs de biens de dimensions sub-monopolistique et diminution de l'emploi du crédit à la consommation à mesure que la participation à la production est progressivement réalisée.

CHAPITRE X

POINT DE DEPART DES REFORMES PROPOSEES

SITUATION ACTUELLE

Le niveau de vie très élevé des Etats-Unis est attribué principalement à la grande productivité du capital. La faiblesse de notre économie capitaliste mixte est causée par la situation suivante : d'une part, la propriété de la majeure partie du capital qui produit quatre-vingt-dix pour cent de la richesse de cette économie, est concentrée entre les mains de cinq pour cent de toutes les familles qui composent notre société ; d'autre part, plus de soixante-dix pour cent du revenu qui représente la richesse produite est réparti entre les travailleurs. Un niveau de vie élevé pour toutes les familles est devenu un but qu'approuve la morale. En fait, ce niveau de vie est une nécessité économique si la consommation générale doit étayer la production globale.

La solution capitaliste du conflit créé par ces éléments dans notre économie, réside dans une participation à la production bien équilibrée grâce à une large répartition du capital parmi toute la population. A mesure que la production est assurée en grande partie par le capital et non par le travail, les moyens qui permettent de participer à la production doivent être représentés par le capital et non par le travail. A mesure que la richesse de l'économie est produite par le capital, la répartition des richesses de l'économie doit être faite parmi les propriétaires du capital, et non pas parmi les travailleurs. Toute autre alternative implique la lente désintégration de la

propriété privée du capital qui peut aller jusqu'à sa disparition (1).

Quand nous considérons les moyens d'accomplir la révolution capitaliste, nous devons reconnaître que notre devoir est différent de ce qu'il aurait été il y a cent cinquante ans si nous avions eu une idée claire de ce que devait être l'organisation d'une économie capitaliste. La révolution capitaliste commençait alors. A ce moment-là, notre difficulté aurait été le manque des biens d'équipement. Tous nos efforts auraient été concentrés sur le problème qui consiste à diminuer la production des biens de consommation et d'augmenter l'importance des biens d'équipement afin de faire croître la production du capital et de diminuer celle du travail. Dans de telles circonstances, le gouvernement n'aurait pas eu de peine à développer le capitalisme en provoquant une répartition du capital parmi la population à mesure que sa puissance productive aurait augmenté.

Il peut paraître surprenant de penser que la tâche que nous devons entreprendre pour mener à bien l'organisation d'une société complètement capitaliste est peut-être plus facile maintenant qu'elle ne l'aurait été dans le passé. Nous sommes en possession d'un outillage qui nous permet de produire les neuf dixièmes de nos biens et de nos services. Nous avons pris l'habitude de voir la propriété privée du capital lentement diminuer ; nous considérons ce phénomène comme une conséquence inévita-

(1) Le fait que l'ouvrier devient un capitaliste parce qu'il peut être propriétaire de capital, ne veut pas dire que la force ouvrière disparaîtra obligatoirement. Puisque la plus grande partie de la richesse est produite par le capital, le nombre total des heures de travail fournies par l'ensemble des ouvriers diminuera à moins que la richesse créée n'augmente de telle façon qu'elle exige la présence de ces ouvriers. Mais, il est vrai aussi que, dans une société complètement capitaliste, l'économie n'a pas besoin de produire un surplus afin que les ouvriers sans travail puissent participer à la production. Si un certain nombre d'ouvriers perdent leur travail à cause du progrès technique, puisqu'ils possèdent du capital, ils continueront à participer à la production, grâce à leur capital et non plus grâce à leur travail. Leur contribution pourrait même être plus grande.

ble de la répartition des revenus qui est basée sur le travail. Nous avons pris l'habitude d'accepter des salaires beaucoup trop hauts qui sont la cause de l'inflation, des emplois inutiles (qui reçoivent aux États-Unis le nom spécial de « featherbedding ») et d'une douzaine de stimulants artificiels de l'industrie qui ont tous pour but de créer du travail. Nous avons appris à supporter l'augmentation croissante et pénible de l'impôt sur le revenu personnel et sur le revenu des sociétés anonymes.

En somme, alors que nous préservons les apparences superficielles de la propriété privée du capital, nous nous soumettons à des mesures déjà beaucoup plus sévères (et elles le deviendront encore davantage à mesure que la technique progresse), que celles qui sont nécessaires pour mener à bien la révolution capitaliste dans une période donnée.

Nous verrons que la révolution capitaliste peut, en partie, être accomplie en employant les méthodes de l'impôt sur le revenu qui est accepté et toléré, et en employant aussi l'impôt sur les successions et le mécanisme du crédit. Nous verrons aussi qu'à mesure que la répartition du revenu est de moins en moins basée sur le travail et de plus en plus basée sur le capital (avec une répartition beaucoup plus large du capital parmi toute la population), une réduction progressive de l'emploi de ces mesures deviendra nécessaire et possible. En même temps que la répartition du pouvoir économique de chaque individu augmentera, le danger qui vient de l'abus des impôts et du pouvoir du gouvernement pour contrôler le crédit diminuera.

ROLE DE LA REPARTITION PRINCIPALE DANS UNE ECONOMIE CAPITALISTE

La répartition principale est la répartition du pouvoir d'achat qui résulte automatiquement de la participation à la production. La contribution du travailleur à la production est rémunérée par son salaire, par ses honoraires,

par ses primes et par les autres compensations qu'il reçoit. Celle du propriétaire de capital est rémunérée par le loyer qu'il touche, le revenu que lui procurent les actions qu'il possède, ou par les paiements reçus pour des matières premières.

Dans une économie libre, chaque participant reçoit en pouvoir d'achat une valeur équivalente à sa contribution à la richesse créée. Cette dernière est évaluée d'une manière compétitive. Chaque participant a le droit de recevoir sous une forme ou une autre, habituellement sous forme d'argent, la valeur de sa contribution à la production des richesses parce qu'elle est due à l'emploi de sa propriété productive.

La valeur de la richesse produite établit une limite au pouvoir d'achat que les producteurs et fournisseurs reçoivent. Bien que l'emploi du crédit puisse faciliter le fonctionnement de cette opération, le principe n'en est pas altéré puisque les sommes empruntées à crédit doivent être remboursées. L'équilibre entre la richesse créée et le pouvoir d'achat réparti parmi la population peut être exprimé de la manière suivante :

Valeur du capital employé dans la production sous forme de terrains, matières premières, usines, machines, bureaux, capital de travail, etc...

La totalité du pouvoir d'achat réparti parmi les propriétaires du capital, sous la forme de loyers, paiements reçus pour les matières premières, intérêts, commissions.

Valeur du travail nécessaire à la production.

La somme totale du pouvoir d'achat reçu par les travailleurs sous la forme de salaires, primes, paiements en espèces, privilèges médicaux et autres compensations.

Valeur de la richesse créée (1)

Le pouvoir d'achat total créé par la production, c'est-à-dire le coût de la production totale pour le consommateur.

(1) Harold G. Moulton a dit, d'une manière concise : « La vérité est que le prix d'un produit et les sommes reçues par ceux qui ont contribué à sa production sont identiques. » (*Income and Economic Progress*, Brookings Institution, Washington, 1935 : page 39).

Le capital et le travail, employés dans une entreprise, déterminent qui recevra le pouvoir d'achat qui résulte de chaque contribution faite à la production. La valeur de chacun de ces facteurs est déterminée par la concurrence. Cette dernière établit quelle partie de la richesse produite sera répartie à chaque individu qui a participé à la production. Cette répartition est la répartition automatique de la richesse : c'est-à-dire la *répartition principale*, qui résulterait de la participation à la production de la richesse dans une économie complètement capitaliste.

Si le système capitaliste existait, la répartition principale serait, dès lors, responsable de tout le dispositif de répartition de la richesse. La répartition secondaire qui comprend les transferts de capital, qui ont lieu en dehors du processus de production et de répartition, comprendrait les transactions telles que les dons, les héritages, les transferts de fortune par le mariage, les pertes et trouvailles, les vols, les échanges de propriété après acquisition par le dernier acquéreur et autres formes de répartition, qui ne représentent pas la rétribution d'un effort produit. Cette répartition secondaire peut être en harmonie avec la répartition principale ou peut l'exagérer, ou tendre à la contrecarrer. Cette dernière, cependant, est seule à déterminer le mode de répartition générale d'une économie dont la répartition est basée sur le capital.

Il est évident que la nature même de la répartition principale forcera le pouvoir d'achat qui résulte de la participation à la production à être employé dans son entier pour acheter des biens de consommation ou des biens d'équipement, si l'on veut maintenir ou augmenter le niveau courant de production. Si le pouvoir d'achat est rendu stérile par des épargnes inactives (c'est-à-dire des épargnes qui ne sont pas investies en biens d'équipement, ou qui ne peuvent pas l'être), la production doit diminuer jusqu'à ce que la richesse produite et le revenu employé pour l'achat de biens d'équipement et de biens capitaux soient de nouveau en équilibre.

Nous avons observé que la propriété du capital peut être concentrée entre les mains de quelques individus tandis que la propriété du travail, dans une société qui n'est pas basée sur l'esclavage, est toujours largement répartie parmi la population ; chaque individu est, en effet, le propriétaire de son propre travail. La cause principale de la concentration très forte de la propriété du capital est la différence entre la productivité toujours constante du travail mécanique. Cette différence a commencé avec la révolution industrielle et a continué à croître sans arrêt.

Il y a deux causes secondaires à la concentration de la propriété du capital. L'une est, elle-même, le résultat direct de la plus grande productivité du capital : si l'on considère les revenus les plus élevés de notre économie, la partie de ces revenus qui résulte de l'investissement de capital est d'autant plus grande que le revenu est plus élevé. L'autre cause est tout simplement une certaine attitude économique bien établie : les dépenses faites pour les biens de consommation et pour les services par les individus qui jouissent d'un revenu très élevé grâce à l'investissement de leur capital, sont en proportion inverse de ce revenu. Cela revient à dire que plus le revenu est élevé, plus importante est la partie de ce revenu normalement consacrée à une nouvelle formation de capital.

C'est pourquoi, nous voyons que la propriété individuelle du capital a tendance à augmenter d'après une progression géométrique. Si le gouvernement n'intervient pas pour la régulariser, le fonctionnement normal d'une économie industrielle fondée sur la propriété privée du capital a pour résultat une concentration progressive de plus en plus grande du capital, plutôt qu'une répartition progressive de la propriété de ce capital. La productivité du capital a atteint de telles dimensions grâce aux progrès de la technique que cette concentration a continué en dépit de l'impôt progressif sur le revenu que les sociétés anonymes doivent payer (impôt qui frappe la richesse produite par le capital) et, en dépit de l'impôt sur le re-

venu des personnes physiques rapidement progressif (celui-ci prélève proportionnellement une plus grande partie du revenu du propriétaire de capital que du travailleur).

SECURITE INDIVIDUELLE ET SECURITE GENERALE

Un des motifs qui pousse le capitaliste individuel à réinvestir son revenu et, par conséquent, à augmenter sa propriété, est le désir qu'il a de se procurer, pour lui et pour sa famille, une sécurité économique de plus en plus grande. La société anonyme agit pour les mêmes motifs et arrive aux mêmes résultats.

Cette concentration de la propriété du capital est, cependant, la cause principale des dépressions dans une économie capitaliste. Le fait que ce besoin de protection contre les effets de la dépression est un des motifs de la concentration du capital, n'est pas en soi très étonnant. Mais le fait que ce besoin de sécurité est une cause de dépression montre combien il est nécessaire que la répartition du capital dans cette économie soit largement établie à travers toute la population pour qu'une économie industrielle fonctionne sagement.

Si cette sécurité économique est possible pour un groupe restreint de foyers, elle tend à détruire la sécurité économique de toutes les autres. La concentration de la production de la richesse entre les mains de quelques individus est incompatible avec la participation de tous à cette production. Cela revient à dire que la production de la majeure partie de la richesse par un nombre restreint d'individus est incompatible avec la juste répartition des revenus parmi tous les foyers d'une économie. Si tous ces foyers doivent avoir la possibilité d'obtenir un revenu dans un système économique où la propriété du capital est concentrée entre quelques mains, les principes d'assistance ou d'opportunisme, ou les deux combinés seront automatiquement mis en pratique.

La concentration du capital, quand elle dépasse une certaine limite, bouleverse la stabilité de l'économie. On peut avancer que la productivité croissante du capital est accompagnée d'une diminution de la productivité du travail de tous les employés et de tous les techniciens secondaires. Lorsque ces changements ont lieu, la possibilité de participer à la production de la richesse dans une mesure assurant une part suffisante dans la distribution se transforme progressivement en une possibilité de participer en tant que capitaliste. Le droit qu'a chaque foyer se participer à la production rend la concentration du capital de plus en plus difficile avec le développement de la technique. De même, le droit qu'a chaque consommateur de participer à la production diminue la possibilité de cette concentration, car les classes qui reçoivent un revenu médiocre veulent participer à une production de plus en plus importante afin de jouir elles aussi d'un niveau de vie plus élevé.

Dans une économie complètement capitaliste, la participation à la production basée sur l'emploi du travail personnel sera lentement remplacée par une participation basée sur la propriété personnelle du capital ; ce changement s'opèrera à mesure que les progrès de la technique se feront sentir. Ceci ne peut se produire que dans une économie qui sauvegarde la propriété privée grâce à une répartition de plus en plus grande de la propriété privée du capital. Et quand ce résultat sera atteint grâce au capitalisme, les causes de l'instabilité économique disparaîtront ; le sentiment de sécurité sera le partage de tous les individus, alors qu'il était le privilège de quelques-uns seulement, lorsque la concentration du capital existait.

Les principes du capitalisme montrent clairement que la grande sécurité économique de quelques individus cause la pauvreté de millions d'autres. Dans le capitalisme, une telle sécurité ne peut exister pour quelques-uns seulement, elle doit exister pour tous. De plus, l'équilibre qui existera entre (a) la participation de tous les foyers qui font partie de cette société à la production et (b) la répar-

tition des résultats de cette production parmi tous ces mêmes foyers d'après leur contribution à la production, éliminera le danger principal qui menace la propriété du capital : les dépressions cycliques.

DEGRE DE CONCENTRATION DE LA PROPRIETE DU CAPITAL

Il est nécessaire d'examiner de plus près l'importance et le caractère de la concentration du capital qui constituent le problème central qui doit être résolu afin d'opérer la transition entre le capitalisme mixte et le capitalisme.

Nous devons d'abord établir une distinction entre la concentration de la propriété du capital et la concentration de la propriété des biens de consommation. La régularisation nécessaire qui doit exister dans une économie capitaliste est une conséquence de la participation inégale à la production. Ce problème est créé par la concentration de la propriété du capital ou par la combinaison dans un même foyer de la propriété d'un capital considérable, accompagnée d'une participation à la production par un ou par plusieurs membres de cette famille qui travaillent. La concentration de la propriété des biens de consommation n'a aucune importance dans le problème de la production et de la répartition des richesses dans une société capitaliste. Le nombre de maisons qu'un homme possède n'affecte pas sa participation à la production s'il ne les loue à personne. Il importe peu qu'une famille possède plusieurs yachts, s'ils ne deviennent pas un moyen de transport commercial. De même, le nombre de livres ou de costumes qu'un homme peut posséder n'offre aucun intérêt s'il n'ouvre pas une librairie ou un magasin de confection.

En ce qui concerne la propriété concentrée du capital, il est inutile de passer en revue les nombreuses études qui ont été faites pendant les dernières 25 années ; nous nous contenterons de nous rapporter à deux d'entre elles.

La majeure partie du capital employé dans la production de notre économie est représentée par la propriété des

sociétés anonymes. Dans une étude dirigée par la *Merrill Foundation for the Advancement of Financial Knowledge* (1) par J. Keith Butters, Lawrence E. Thompson et Lynn L. Bollinger en 1949, il est établi que 65 à 70 pour cent de toutes les actions cotées en bourse, propriété d'individus privés, appartiennent à des familles dont la fortune dépasse 250.000 dollars. Ces familles représentent une fraction infime de un pour cent de toutes les familles de notre société. Cette étude établit aussi que 75 % de toutes ces actions sont la propriété de ces deux pour cent de la population qui jouit d'un revenu annuel très élevé — 15.000 dollars et plus.

Les actions des sociétés anonymes qui sont la propriété d'un groupe restreint d'actionnaires, et qui ne sont pas cotées en bourse, représentent une propriété du capital encore plus concentrée. La concentration la plus considérable est représentée par les entreprises dont un seul individu est propriétaire, quelquefois accompagné de quelques partenaires (1). Dans le numéro de juillet du *Labors' Economic Review*, publié par le syndicat CIO-AFL, il est prouvé que 94 % des familles américaines ne sont propriétaires d'aucune action. Certaines études ont montré que la propriété des obligations des sociétés anonymes est encore plus concentrée que la propriété des actions. Une concentration comparable de la propriété existe pour la propriété foncière individuelle employée dans les entreprises. Même dans le cas de l'agriculture, la propriété de grands terrains est encouragée, car les grandes fermes produisent bien davantage que les fermes moyennes grâce au progrès technique (2).

(1) Les résultats de cette étude sont résumés dans « Effects of Taxation on the Investment Policies and Capacities of Individuals », par Lawrence E. Thompson et J. Keith Butters, publié dans le *Journal of Finance*, mai 1953, pages 137 à 151.

(2) Dans sa publication *Who owns American Business, 1956 Census of Shareowners*, la Bourse de New-York qui, depuis longtemps,

Pour connaître le degré de concentration de la propriété du capital aux États-Unis, il suffit de connaître le nombre de familles qui ont un capital suffisant sous n'importe quelle forme qui leur rapporte un revenu suffisant pour vivre, ou qui, tout au moins, leur fournit une partie de ce revenu. Ce résultat confirme ce que l'on pouvait croire, c'est-à-dire que le nombre de ces familles est minime. De toutes façons, il ne dépasse pas 5 %.

FORMES DE CONCENTRATION DE LA PROPRIETE DU CAPITAL

Pour étudier les formes que la concentration de la propriété du capital peut prendre, nous devons nous rappeler que la propriété privée par essence doit donner au propriétaire le droit de l'employer, d'en disposer comme bon lui semble. Dans le cas de la propriété du capital, les formes que cette propriété peut prendre varient. Le capital individuel de plusieurs personnes peut constituer le capital d'une société anonyme. Dans ce cas, le propriétaire devient une personne fictive. Légalement, les actionnaires sont les propriétaires de cette société anonyme. Ils peuvent en théorie éliminer cette entité intermédiaire en dissolvant la société anonyme et en assumant la propriété directe de

demande un élargissement de la propriété du capital, signalait qu'en 1952 et à la fin de 1955, le nombre d'individus qui étaient propriétaires d'actions dans les sociétés anonymes accessibles au public (c'est-à-dire celles dont les actions sont cotées en Bourse, et qui comptent au moins 300 actionnaires), a augmenté de 6 490 000 à 8 630 000, ce qui représente une augmentation de 33 pour cent. Ce fait paraît être incompatible avec la concentration de la propriété telle qu'elle est analysée dans les études les plus sérieuses. Cette contradiction n'est qu'apparente. L'étude de la bourse n'a nullement pour but de refléter la concentration de la propriété du capital. Un actionnaire qui est propriétaire de dix actions ou même d'une seule, sera porté sur cette liste. Les deux tiers des actionnaires qui y étaient mentionnés avaient un revenu de 7 500 dollars par an ou au-dessous. Ce groupe, d'après les études faites, est peu apte à amasser un capital considérable dont l'influence se ferait sentir dans les affaires américaines. Ce que cette étude montre est qu'un nombre de plus en plus grand d'individus marquent un intérêt croissant pour se constituer un capital et acheter des actions qui représentent ce capital.

leurs actifs et de leurs affaires. La société anonyme est, cependant, une méthode effective pour unir la puissance productrice du capital aux talents des directeurs, techniciens et autres employés ; et il n'est ordinairement pas facile, en dehors même de toute considération fiscale, de dissoudre une société anonyme afin de faire valoir les droits d'un actionnaire.

La plus grande partie du capital des Etats-Unis est représentée par le capital des sociétés anonymes. Cependant, une partie substantielle du capital de ce pays fait l'objet d'une propriété individuelle directe, ou d'associations constituées par plusieurs partenaires, ou de trusts. Quelle que soit la forme prise par la propriété, il est d'une importance vitale que le contrôle soit entre les mains des propriétaires véritables, si le capital peut rester propriété privée. Quand, par exemple, la direction de la société anonyme est plus influencée dans le choix de ses décisions par l'Etat (ou par ceux à qui l'Etat accorde son pouvoir compensateur) que par ses actionnaires, le capital placé dans cette société anonyme cesse d'être essentiellement une propriété privée. Il devient un capital contrôlé par l'Etat et propriété de cet Etat.

Nous considérons la famille comme une unité principale de propriété, car le revenu de cette famille est dépensé par tous ses membres. De plus, il détermine généralement le niveau de vie des individus qui la composent.

Nous avons attiré l'attention du lecteur sur une concentration de la propriété privée du capital et sur ce qui est une concentration apparente de cette propriété. Lorsque la propriété est en partie nominale et en partie effective, la seule façon d'en mesurer la concentration est de voir si la production qui résulte de ce capital profite à son ou à ses propriétaires. Si cette propriété est pleinement effective, sa concentration se mesure par l'importance du revenu réparti pendant une certaine période parmi les propriétaires du capital mentionné.

Considérons, par exemple, le cas d'un foyer possédant

un capital qui, placé dans une société anonyme ou dans plusieurs d'entre elles, produit, déduction faite des impôts, 200.000 dollars par an. Si la propriété de ce capital était pleinement effective, il est clair que cette famille recevrait un revenu équivalent à celui de quarante familles de travailleurs dont chacune gagnerait le salaire minimum de 5.000 dollars par an. D'un autre côté, supposons que le foyer propriétaire de ce capital reçoive seulement 50.000 dollars par an parce qu'une partie du revenu produit sert à payer des salaires trop élevés, et parce que le comité directeur décide de ne pas répartir parmi les actionnaires tout le revenu gagné. Si cette condition existe pendant plusieurs années, il est clair que la propriété de 25 % seulement du capital en question serait en réalité effective et que 75 % de cette propriété serait illusoire ou nominale. L'impôt sur le revenu des sociétés anonymes alimente certains fonds qui sont mis à la disposition du gouvernement pour financer certains projets qui ne sont, cependant, pas de son ressort (par exemple les fonds répartis entre les fermiers dont les revenus sont inférieurs au minimum vital, ou les dépenses occasionnées par la création de travaux ou de positions économiquement inutiles). La propriété du capital est encore diminuée par ces opérations.

La propriété du capital peut être en partie ou entièrement nominale, c'est-à-dire qu'elle est plus ou moins effective, peu importe sa forme. Si cette propriété constitue le capital d'une société anonyme, elle peut être inefficace si l'intérêt produit par ce capital est gardé intégralement ou en partie par la société anonyme. Ceci peut être une conséquence de l'impôt sur le revenu, des impôts indirects, de l'impôt sur la propriété foncière et immobilière, destinés à procurer au gouvernement des fonds pour certaines opérations qui ne lui incombent pas, c'est-à-dire pour lui permettre d'établir une répartition secondaire des richesses. Le capital peut perdre son efficacité si une partie de la richesse produite est détournée de son vrai but pour être répartie parmi les travailleurs. Ceci a lieu chaque fois

que les salaires sont augmentés légalement ou sous la pression des syndicats, et qu'ils atteignent des niveaux bien supérieurs à ceux qui seraient établis si la concurrence était seule à jouer. Les mêmes résultats néfastes peuvent avoir lieu si les lois de la propriété ne sont pas respectées lorsqu'il s'agit des actionnaires d'une société anonyme. Ils se trouvent dans l'impossibilité de faire valoir leur droit au revenu que produit leur capital. Les directeurs de la société anonyme peuvent alors réinvestir ce revenu pour élargir indéfiniment l'entreprise. Ils devraient être obligés de demander le consentement des actionnaires pour une opération de ce genre après avoir réparti parmi les actionnaires les dividendes auxquels ces derniers ont droit (1).

La concentration du capital peut prendre une autre forme que nous devons mentionner avant d'étudier les moyens de résoudre le problème qu'elle crée. Comme nous l'avons vu, une famille peut être propriétaire d'un capital important et plusieurs membres de cette famille peuvent obtenir une rétribution considérable par leurs travaux. Une concentration du pouvoir de production en est la conséquence. Elle arrive à son point culminant quand un individu est propriétaire d'un capital important et qu'il reçoit en outre un traitement élevé comme directeur ou comme technicien dans une ou plusieurs entreprises. Il peut combiner la propriété d'un capital considérable et une profession lucrative d'avocat, de médecin, d'ingénieur, d'expert-comptable. Quand un excédent de travailleurs existe (c'est-à-dire quand il existe un trop grand nombre de personnes qui ne peuvent produire que par leur travail), on arrive à un des aspects les plus importants de la concentration.

(1) Si l'on met à part le mode d'opération adoptée par la société anonyme qui consiste à retenir une part des dividendes dus au actionnaires, les causes de l'inefficacité de la propriété privée sont les mêmes pour les autres formes de propriété.

COMMENT LE CAPITALISME MIXTE TRAITE DE LA CONCENTRATION
DE LA PROPRIETE

Avant d'étudier la transition de notre économie mixte au capitalisme, demandons-nous comment notre forme présente de capitalisme mixte traite la tendance naturelle du capital à croître d'après une progression géométrique quand il est la propriété des individus. D'une manière concrète, si le capital, dont 5 % des familles est titulaire, produit 90 pour cent de la richesse, quelle est la raison qui empêche ces cinq pour cent de recevoir 90 pour cent du revenu créé ?

Si le droit des propriétaires était pleinement respecté, ce résultat serait précisément obtenu. Une société complètement capitaliste serait régularisée par le gouvernement de telle sorte que, si 90 pour cent de la richesse était produite par le capital, la répartition de la propriété privée du capital serait suffisamment généralisée parmi toute la population pour que 90 pour cent du revenu soit réparti parmi cette population. Le pouvoir d'achat se trouverait réparti d'une manière similaire (1).

Comment le capitalisme mixte fait-il face au problème ? La réponse est généralement très simple. Notre économie mixte n'essaie pas de répartir la propriété privée du capital entre les familles de la société. Elle répartit, au contraire, la richesse produite par le capital. C'est-à-dire qu'elle répartit parmi les travailleurs une large partie du

(1) Ceci serait vrai, que les formes de travail soient pleinement employées ou non. Si, d'après l'évaluation compétitive de tous les éléments qui contribuent à la production, le travail produisait seulement dix pour cent de la richesse nationale, la part du revenu national représenté par les salaires serait de dix pour cent. Le plein emploi pourrait encore exister malgré la part infime jouée par le travail dans la production de ces biens et de ces services, si la demande des consommateurs poussait cette production à un niveau qui absorberait tous les travailleurs. Cette condition existerait probablement dans une économie industrielle aux prises avec les difficultés de la guerre.

revenu qui devrait être répartie parmi les propriétaires du capital.

Les moyens que nous allons mentionner sont les moyens les plus importants par lesquels notre économie mixte transfère au moins les deux tiers de la richesse produite par le capital aux foyers qui ne possèdent pas de capital dans notre économie.

(1) Tout d'abord, il faut mentionner la méthode recommandée par le *Manifeste Communiste* en 1848 : « Un impôt progressif sur le revenu ». La plupart des revenus très élevés sont des revenus créés par le capital. Dès lors, la part de revenu qui est soustraite aux propriétaires du capital est beaucoup plus considérable que celle qui est soustraite aux ouvriers. L'impôt sur le revenu qui frappe une société anonyme a un effet différent. Il frappe totalement et exclusivement la richesse produite par le capital. Ceci est vrai de l'impôt indirect sur les produits manufacturés et de l'impôt sur les biens d'équipement.

(2) L'impôt sur le revenu personnel décourage la répartition des gains de la société anonyme entre les actionnaires. Beaucoup d'entre elles gardent plus de la moitié de ces gains pendant des années. Les impôts ont pour but d'empêcher la détention de ces intérêts si elle est faite pour les éviter. Mais le désir de réinvestir les gains est une excuse reconnue et établie pour les accumuler indéfiniment.

Les lois qui régissent la propriété perdent toute leur signification, au point même de ne plus exister, lorsqu'elles sont appliquées au capital dont les actionnaires sont propriétaires.

La décision qui doit être prise pour savoir si les actionnaires doivent recevoir ou non la richesse que leur capital a créée ne dépend pas des actionnaires, d'après la loi, mais des directeurs, qui sont les travailleurs les plus importants de la société anonyme. Des générations d'actionnaires n'ont jamais possédé ou contrôlé qu'une fraction de la richesse que la propriété nominale de leur capital a produite.

La faiblesse des droits de propriété des actionnaires et la puissance écrasante de l'impôt sur le revenu personnel conspirent à mettre entre les mains des sociétés anonymes des quantités considérables de richesses produites par le capital. C'est dans ce réservoir collectif des richesses que le gouvernement et les syndicats s'entendent pour puiser afin d'augmenter les salaires actuels. Le gouvernement peut s'en approprier une partie sans rencontrer aucune résistance pour payer les surplus produits par l'agriculture, les crédits d'aide à l'étranger, pour se procurer des armements excessifs et pour créer artificiellement des emplois inutiles.

(3) L'industrie de la construction est une des industries qui emploie le nombre le plus considérable de travailleurs. La politique du gouvernement facilite le prêt hypothécaire. Par exemple, un individu peut acheter une demeure et créer par là même plusieurs emplois, en dépensant une richesse qu'il n'a pas encore et qu'il devra se procurer pendant les dix ou vingt ans à venir. Nous trouvons, ici, l'exemple d'une politique de crédit qui permet de satisfaire un besoin du consommateur qui représente un vrai capital. On explique ce programme en faisant allusion parfois au manque d'habitations d'une certaine qualité. La plupart de ceux qui encouragent ce programme et les politiciens qui le soutiennent sont plus francs. Il a pour but d'instaurer le plein emploi.

(4) Un grand nombre d'emplois sont créés par l'industrie. Notre économie stimule le plein emploi par l'établissement d'un crédit facile qui permet au consommateur d'acheter les biens de consommation durables. Parmi ces produits on compte ceux qui sont les plus importants pour établir un niveau de vie élevé : automobiles, machines à laver, appareils de chauffage central, télévisions, réfrigérateurs, équipements sanitaires... Notre économie mixte facilite le paiement à crédit pour que tous les foyers puissent jouir de ces biens de consommation — une économie complètement capitaliste leur permettrait de les acheter grâce

au revenu dérivé de leur capital.

(5) Le plein emploi en agriculture est stimulé par l'achat des surplus agricoles par le gouvernement (*the soil bank program*), et par le maintien des prix au-dessus du niveau établi par la concurrence. Il en est de même pour les produits laitiers. Ces deux programmes ont pour résultat de provoquer une hausse du coût de la vie pour toutes les familles. Ces programmes établissent une deuxième répartition des revenus et font partie du programme général de la répartition secondaire du revenu pour les familles qui ne sont propriétaires d'aucun capital.

(6) Le travail est réparti parmi tous les travailleurs grâce à des limitations multiples apportées à la production du travailleur. Le nombre de briques que l'ouvrier peut poser est limité, le nombre des pièces qui passent par les mains de l'ouvrier, le nombre de minutes que doit durer le travail est limité ; ce travail doit être coupé par des périodes régulières de repos. Les employeurs sont forcés d'embaucher plus de chauffeurs de camion qu'ils n'en ont besoin, plus d'employés que le travail n'en demande ; des orchestres sont payés pour rester inactifs dans les coulisses ; le travailleur qui utilise une linotype recompose inutilement une page déjà préparée, etc... Les syndicats ont établi des règlements, aidés et encouragés par le gouvernement, pour que la construction exige le maximum d'employés plutôt que des ouvriers habiles, rapides et soucieux d'exécuter rapidement le travail (1).

(1) Il y a une autre sorte d'emploi caché qui, bien que moins connu que le « featherbedding », est aussi répandu. Le professeur C. Northcote Parkinson l'a analysé satiriquement en montrant que « le travail augmente de manière que tout le temps assigné pour finir ce travail soit rempli utilement ou non ». Le nombre des employés nécessaires pour finir un travail augmente donc, que ce soit dans un bureau du gouvernement ou dans celui d'une entreprise, peu importe si le travail augmente vraiment, reste stationnaire ou diminue. Cette tendance appelée « loi de Parkinson » explique l'emploi inutile d'un nombre incalculable d'employés dans un bureau du gouvernement ou dans celui d'une entreprise. Voir « *Parkinson's Law* » by C. Northcote Parkinson, Boston, 1957.

(7) La convention collective, à l'origine, signifiait que, dans une discussion concernant les salaires, les heures de travail et les conditions de ce travail, les employés jouaient un rôle aussi important que les employeurs. Le gouvernement et les syndicats s'en servent maintenant pour augmenter les salaires bien au-dessus de leur valeur établie par la concurrence. Par cette méthode, les travailleurs obtiennent le revenu créé par le capital. Elle introduit dans l'économie le droit que les syndicats ont obtenu du gouvernement de faire peser sur l'employeur, sur l'actionnaire et sur toute l'entreprise une redevance semblable à un impôt. Elle sanctionne une forme de monopole qui fait paraître insignifiant tout monopole industriel. Elle élimine de la sphère de l'économie l'emploi de la concurrence objective, libre et impartiale qui doit déterminer les valeurs économiques. Ceux qui essaient de la justifier avancent que sans cette méthode, le pouvoir d'achat général ne serait pas suffisant dans notre économie présente pour étayer une production globale.

(8) Notre économie mixte basée sur un capitalisme mixte augmente fréquemment l'emploi des travailleurs par des règlements imposés pour la fabrication et l'achat des armements. Leur fabrication nécessite l'emploi de nombreux ouvriers, mais, ils ne servent pas au consommateur. Ils créent un pouvoir d'achat qui, à son tour, demande d'autres emplois pour le satisfaire. Quoique les armements soient de première importance pour la défense du pays, une fois qu'elle est assurée, ils représentent un moyen idéal pour maintenir le plein emploi dans une économie mixte. Ceci ne se produirait pas dans une société capitaliste où la défense du pays ne servirait pas à augmenter artificiellement le nombre des travailleurs.

(9) Notre économie mixte encourage une répartition basée sur le travail des richesses quand elle accorde une aide économique aux pays étrangers bien au-delà de nos propres besoins de défense. Il en était de même, nous l'avons vu, du programme d'armement. L'aide financière

fournie à certains pays étrangers est motivée non par un sentiment de charité, ni par une conception intelligente de la défense nationale, mais par le désir de maintenir le plein emploi. Nous écoulons à l'étranger notre surplus de machines et de produits agricoles.

(10) Notre économie mixte interrompt à des périodes régulières, la concentration de la propriété du capital en frappant d'un impôt les successions et les dons. Ces impôts ont pour résultat immédiat de mettre dans les mains du gouvernement des sommes énormes de capital qui s'étaient accumulées ; mais, de plus, elles faussent la concurrence des marchés et encouragent la concentration de la propriété des capitaux en question. Dans le cas de nombreuses sociétés anonymes dont le capital est la propriété de quelques individus seulement, les impôts ne peuvent être payés que par la vente de l'entreprise, et l'acheteur se trouve être souvent son plus puissant compétiteur.

(11) Notre économie mixte peut encourager par ses impôts une forme de socialisation qui n'est pas ordinairement tout de suite reconnue. Elle prend la forme d'une répartition secondaire sous le nom de Fondations charitables. Ces dernières sont, au point de vue de la loi, des entités publiques. La richesse qu'elles représentent est placée sous le contrôle de l'Etat et leur fonctionnement est conçu de telle manière que le capital ne peut jamais être rendu à ceux qui l'ont donné, pas plus qu'il ne peut leur profiter. Ces « fondations » distribuent cette richesse à toutes sortes d'organisations dont le but est charitable d'après certains règlements du gouvernement. Il peut naturellement apporter des changements dans ces considérations.

Plusieurs de ces expédients, auxquels le capitalisme mixte a recours, encouragent une répartition de la richesse basée sur le travail alors que cette richesse est produite par le capital. Cette répartition a pour but d'augmenter le revenu insuffisant que peut obtenir le travail. Ces expédients encouragent la concentration nominale du capital. Ce résultat est souvent appelé le principe du « trickle-

down » (principe du compte-goutte). Le pouvoir d'achat est introduit artificiellement dans une économie où la concentration de la propriété du capital est déjà existante et où il ne fait que l'augmenter. Il en résulte obligatoirement d'autres impôts progressifs sur le revenu qui convertissent la propriété réelle du capital en propriété purement nominale et qui augmentent le pouvoir d'achat de la population.

CHAPITRE XI

MESURES DESTINEES A ACCROITRE LA PROPRIETE DES ENTREPRISES EXISTANTES

PLANS POUR ETABLIR UNE PARTICIPATION AU CAPITAL

La participation aux bénéfices est très répandue. Il faut y ajouter les divers systèmes de pension les plus communs aujourd'hui. Cette répartition est encouragée par les déductions qui sont permises aux sociétés anonymes par la loi de l'impôt sur le revenu, car les contributions faites à ces pensions peuvent entrer dans la catégorie des déductions permises.

Il sera nécessaire de garder l'impôt sur le revenu avec sa progression rapide tant que le capitalisme n'est pas adopté, et que la répartition des richesses basée sur le capital n'a pas supplanté la répartition basée sur le travail. S'il en était autrement, une quantité trop importante de capital resterait stagnante sous forme d'épargnes et immobiliserait un pouvoir d'achat considérable. Par lui-même, l'impôt sur le revenu ne tend pas à augmenter la répartition de la propriété du capital. Il soustrait aux capitalistes une large partie de la richesse que leur capital produit, mais ne crée pas de nouveaux capitalistes. Mais la pratique qui consiste à pouvoir déduire du revenu sujet à l'impôt les contributions faites d'après certains plans, comme le plan de participation aux bénéfices (très particulièrement les primes distribuées sous forme d'actions) peut être employée pour amener la transition de notre économie mixte au capitalisme pur. Cette transi-

tion pourrait être faite sans changer quoi que ce soit au taux de l'impôt.

Pour reconnaître l'importance de ces moyens, il faut distinguer entre les systèmes de participation au bénéfice ou de pension, qui ont pour but d'augmenter le revenu dépensé par les ménages en biens de consommation, et les plans de participation au capital, qui se proposent de créer de nouveaux capitalistes. Ces derniers peuvent servir à augmenter le groupe des propriétaires de capital dans notre économie. Ces systèmes, qui ont pour but la participation au capital, sont de la plus grande utilité quand ils atteignent une certaine importance, car le revenu qui résulte des actions accumulées pour un employé peuvent représenter une augmentation importante de son revenu total. L'utilité de ce plan est compromis dans certains cas. S'il est décidé, en effet, qu'au moment où l'employé reçoit sa part de ce capital accumulé, ses actions sont vendues, l'argent qu'elles représentent est dépensé en biens de consommation.

Si les plans de participation au capital sont bien conçus, après quelques années de travail, le travailleur devient le propriétaire d'un capital substantiel. Ces plans aideront donc à transformer notre économie en capitalisme. Ce changement peut se produire sans que les entreprises soient soumises à des impôts plus lourds.

Si les sociétés anonymes solidement établies étaient obligées de payer à leurs actionnaires tout le revenu créé par leur capital, les plans de participation au capital deviendraient beaucoup plus efficaces. En effet, les fonds versés aux ouvriers pourraient être employés à acheter les actions de ces sociétés anonymes.

La participation au capital ne devrait pas être liée à l'idée de la retraite, comme nous le faisons dans une économie qui est préoccupée par l'idée du plein emploi. Le but est de créer des fortunes permanentes et diversifiées, des fortunes qui permettront aux nouveaux capitalistes de participer toute leur vie à la production des richesses

en employant leur capital au lieu d'employer leur travail.

Une profonde différence existe entre la participation au capital. L'une fournit seulement un revenu qui permettra au travailleur de vivre quand il cessera de travailler. L'autre le met à même, après une certaine période de travail, de ne plus dépendre absolument de son travail pour obtenir un revenu, mais de dépendre de plus en plus de son capital qui lui rapporte un revenu. Si le revenu de ce capital n'est pas diminué par les impôts sur les successions ou sur le patrimoine (excepté si le volume de ce capital crée une sorte de monopole, il fournira un revenu aux héritiers de cet individu après sa mort.

MODIFICATION DES LOIS REGISSANT L'IMPOT SUR LES SUCCESSIONS ET LES DONS

Pour des raisons que nous avons déjà discutées (principalement la tendance qu'a la propriété d'augmenter d'après une progression géométrique), une économie industrielle trouve nécessaire de temps à autre de lutter contre les concentrations excessives de la puissance économique de certaines familles. Ce résultat est atteint par les impôts sur les successions et sur les dons. Si ce procédé empêche une certaine concentration du capital, par contre, une autre sorte de concentration est encouragée. L'effet le plus important de ces impôts sur le capital qui appartient à une certaine famille après plusieurs générations, est de limiter la propriété personnelle sans encourager une répartition de cette propriété.

Quelques mots d'explication sont nécessaires. Les grandes fortunes sont diminuées éventuellement par les impôts sur les successions et sur les dons, bien que l'aide d'un conseil fiscal compétent puisse repousser et diminuer l'effet brutal de ces impôts. Franklin Roosevelt a répondu aux critiques qui soulignaient l'effet de socialisation de l'impôt fédéral sur les successions en disant (en 1939) que si le gouvernement percevait ses impôts en espèces, tout au

moins les entreprises qui ont été créées et développées par les capitalistes ne disparaissent pas après leur mort. Le Président Roosevelt oubliait de dire que le besoin de trouver la somme que ces impôts représentent, force souvent la vente d'une entreprise qui est alors achetée par un compétiteur.

La forme présente des impôts sur les successions et des taxes sur les dons aggrave la concentration de la propriété du capital d'une autre manière. Là où il est impossible d'éviter l'effet destructeur des impôts sur les successions et sur les dons en établissant un trust à longue échéance ou en ayant recours à d'autres moyens également habiles, les accumulations de capital importantes sont transférées à des « Fondations » qui ne sont pas soumises aux impôts. Dans la plupart des cas, ces dons sont comme une charité obligatoire. L'établissement de ces « trusts » charitables est une conséquence de l'impôt et non l'effet d'une volonté philanthropique. Le paiement de l'impôt fédéral sur les successions qui atteint soixante-dix-sept pour cent dans certains cas, est une vraie catastrophe. Il faut y ajouter l'impôt qui est perçu par chaque état. L'établissement d'une « Fondation » pour éviter ces impôts a eu au moins le mérite de permettre au propriétaire de ce capital d'employer son imagination pour disposer de sa fortune après sa mort.

Aujourd'hui, il y a sept mille trois cents « fondations » charitables aux Etats-Unis qui représentent plus de cinq milliards de dollars. Leur nombre augmente de plus en plus rapidement. Si l'on pense au but poursuivi par la révolution capitaliste (c'est - à - dire l'établissement d'un système économique où la propriété du capital serait répartie parmi toute la population), ces fondations peuvent être le sujet des critiques suivantes :

La concentration de la propriété du capital était privée, elle devient publique. Au point de vue théorique de la loi aussi bien qu'au point de vue de son application pratique, la propriété des « fondations charitables » don-

ne une impulsion énorme au contrôle du capital par l'Etat. L'établissement des « fondations » qui ne paient pas d'impôts encourage donc le socialisme et s'oppose au capitalisme.

A mesure que de grosses fortunes s'accumulent dans ces sanctuaires qui échappent à l'impôt, leur emploi est graduellement soumis à une surveillance établie par la loi. Les capitaux de la « fondation » ne jouent pas le rôle d'une société privée. Ils n'aident pas les familles à participer à la production des richesses par la propriété du capital et à se libérer ainsi de la production faite par la seule contribution du travail.

Avant de proposer certains changements aux lois qui régissent l'impôt sur les successions et les dons, changements qui favoriseraient l'organisation du capitalisme, nous devons considérer l'importance de ces lois par rapport au revenu fédéral. Le taux actuel de l'impôt fédéral sur les successions est de trois pour cent pour la première somme de 5.000 dollars (certaines déductions préalables sont permises) et progresse jusqu'à atteindre 77 pour cent d'une succession de dix millions de dollars. L'impôt fédéral sur les dons est inférieur de 25 pour cent à l'impôt sur les successions, et les impôts de chaque Etat sur les successions et les dons sont un peu moins importants. Cependant, en 1956, l'encaissement des impôts fédéraux sur les successions et les dons a fourni un total qui représentait seulement 1,5 pour cent du revenu du gouvernement fédéral. Dès lors, il est permis d'avancer que tout changement apporté à ces impôts qui aiderait l'organisation du Capitalisme, ne nuirait pas considérablement au gouvernement. Le même raisonnement peut être tenu pour les impôts sur les dons et pour ceux sur les successions perçus par les Etats.

Plusieurs points peuvent être soulignés quand nous examinons l'emploi qui peut être fait de la fiscalité des dons et des successions pour établir le capitalisme. Comme nous allons le montrer, il n'est pas douteux que ces

lois peuvent être modifiées pour encourager l'avènement du capitalisme. N'oublions pas, cependant, que, s'il est très important de réduire la concentration dangereuse du capital, il est tout aussi important d'encourager la succession de la propriété d'un patrimoine entre les membres d'un même foyer et de ses dépendants.

John Stuart Mill prétendait que les lois concernant les impôts qui frappent les successions devraient avoir pour but de limiter la somme qu'un individu peut hériter. D'après lui, elles le forceraient ainsi à travailler s'il désirait un revenu plus considérable. Ceci ne serait pas complètement acceptable dans le système capitaliste. L'utilité de la formule de Stuart Mill diminue à mesure que la différence entre la capacité de production du capital et du travail se fait sentir davantage. En régime capitaliste, si un individu désire une chance nouvelle de faire fortune, il l'obtiendra seulement grâce à la propriété d'un capital éminemment productif et aux soins qu'il prendrait de ce capital.

Pour encourager l'adoption du capitalisme, les impôts sur les successions et les dons devraient être modifiés en ayant en vue les considérations suivantes : le but à poursuivre est l'acquisition par les individus d'un capital dont le revenu leur serait suffisant pour vivre. Le montant de ce capital serait déterminé par une loi. *Dès lors, le taux de l'impôt devrait varier avec la fortune de celui qui est le bénéficiaire de la succession et non avec la fortune de celui qui en était le propriétaire.* L'impôt devrait être nul ou minime sur les dons et les legs qui aident à augmenter un capital dont l'intérêt fournit à un individu ou à une famille un revenu suffisant pour vivre. Les impôts sur les successions et sur les dons devraient être considérables quand ces derniers obtiennent un résultat opposé et augmentent la concentration du capital.

De nombreuses considérations devraient entrer en jeu pour établir légalement quelles sommes pourraient être considérées comme étant le capital minimum susceptible

de fournir un revenu suffisant pour vivre. Ce minimum pourrait varier d'après le nombre de personnes qui composent un foyer. Il pourrait être évalué d'après la valeur en bourse des actions et obligations dont cette famille est propriétaire, d'après le revenu qui en résulte et par une considération de ces deux éléments.

Une attention particulière devrait être accordée dans les délibérations législatives à la différence qui doit être établie entre le capital qui rapporte un revenu suffisant pour vivre, qui doit être encouragé par la loi, et le capital qui devient un vrai monopole, et qui, lui, ne doit pas être encouragé.

Ces limitations demandent un commentaire. Si un certain minimum est fixé comme étant le capital nécessaire pour fournir un revenu suffisant pour vivre, cela revient à établir légalement qu'un capital de cette importance est suffisant pour subvenir aux besoins d'une famille composée d'un certain nombre de personnes. Si, au contraire, on considère qu'une certaine accumulation de capital entraîne les effets néfastes d'un monopole, cela veut dire que légalement ce capital est arrivé à la limite où un seul propriétaire peut empêcher d'autres individus de participer à la production des richesses et d'obtenir un revenu suffisant pour vivre. Ces lois devraient donc être conçues de telle façon qu'elles puissent encourager les foyers à accumuler un certain capital quand ils n'en possèdent aucun.

Nous avons employé le mot « monopole » pour qualifier un capital qui, d'après la loi établie par le Congrès et par les divers Etats de notre pays, serait assez important pour exclure d'autres foyers de la participation à la production, et par là même, les empêcherait de pouvoir se procurer un revenu suffisant pour vivre (1). Ce mot prend

(1) Pour des raisons purement légales, un niveau de vie minimum devrait être établi pour arriver à déterminer la limite à laquelle le

ici un sens qui est en quelque sorte différent de celui qu'on lui accorde habituellement. Cependant, dans la théorie du capitalisme, la conception du *monopole de la production* est aussi importante que celle du *monopole de la vente*.

La monopolisation des marchés détruit la libre compétition, sans laquelle il ne peut y avoir d'évaluation objective et impartiale de la contribution à la production. La monopolisation de la participation à la production détruit le droit qu'a chaque foyer d'y participer pour avoir ensuite celui de participer à la répartition des richesses. Précisément parce qu'une large propriété de capital représente une monopolisation de la participation à la production, la répartition des richesses dans notre économie mixte est forcément basée sur le travail et doit alors être gouvernée par les principes d'assistance et d'opportunisme et non par le principe de justice (1).

capital d'un individu ou d'un foyer serait considéré comme un monopole. Le revenu de la nation, par exemple, pourrait être employé pour déterminer à quel niveau un capital pourrait menacer les droits de tous ceux qui participent à la production des richesses par leur travail seul, parce qu'ils n'ont aucun capital ou un capital infime.

(1) Le principe qui préside à une juste répartition des richesses établit une relation directe entre la contribution à la production et la répartition des revenus qui en résultent. Ceux qui ne participent pas à la production ne peuvent recevoir en toute justice aucune part dans la répartition principale de la richesse créée. Le monopole commence à exercer son influence lorsque quelques individus seulement participent à la production, au moyen d'un capital considérable, et empêchent d'autres individus de prendre part à cette production ou d'y prendre part d'une façon suffisante. Mais, nous ne devons pas oublier que plus le capital est réparti parmi tous les membres de notre société, plus il sera possible de tolérer une accumulation assez considérable de capital par certains individus ou par certaines familles. Nous pouvons nous rendre compte de l'exactitude de cette idée en étudiant deux situations extrêmes. Si le capital productif d'une économie est la propriété d'un nombre restreint de foyers, une limite sévère sera imposée obligatoirement à la concentration du capital pour empêcher qu'il n'atteigne des proportions excessives dans les mains de quelques individus seulement. L'autre extrême consisterait en une société dans laquelle toute les familles pourraient être propriétaires de capital. Cette répartition serait uniforme et augmenterait d'une manière constante et égale pour tous. Dans une société présentant cette caractéristique, aucune limite ne serait imposée pour permettre à toutes les familles de participer à la pro-

De plus, le monopole du capital rend la propriété du capital illusoire et nominale. Si nous donnions à l'heure actuelle à la propriété privée très concentrée tous ses droits, il en résulterait une répartition dangereuse qui nous amènerait au bord de la catastrophe économique. Dès lors, par pur opportunisme économique, nous sommes obligés d'empêcher la propriété du capital d'exercer tous ses droits lorsqu'elle prend une forme de monopole. Par ces mesures, nous nous voyons obligés d'affaiblir les droits de tous les capitalistes. En fait, nous sommes obligés de les réduire dans une telle mesure que cette propriété tend à disparaître et qu'elle n'existe plus qu'au point de vue nominal.

Nous venons d'examiner les idées qui devraient servir de base à la modification de la fiscalité relative aux successions et aux dons afin d'encourager le capitalisme. Quelle est l'idée essentielle qui doit présider aux modifications proposées ? Cette idée est que les legs et les dons qui facilitent la création d'un capital suffisant pour vivre *ne devraient pas être soumis à l'impôt*. La perte de revenu pour le gouvernement ne serait pas considérable. Les avantages pour l'économie seraient immenses. D'un autre côté, les dons et les legs qui facilitent la création d'un capital trop important qui prendrait la forme d'un monopole, seraient soumis à un impôt rapidement progressif, suffisant pour empêcher leur existence. L'effet des dons et des legs serait évalué *après* qu'ils auraient été faits. S'ils ne transforment pas le caractère du capital que possède la personne qui en est bénéficiaire, et s'ils ne font pas de ce capital une menace, ils ne doivent pas être soumis à l'impôt. Si, au contraire, ces mêmes dons ou legs

duction des richesses. Il ne serait, en outre, pas nécessaire de prendre en considération le revenu national, qu'il soit très élevé ou non. Ce cas imaginaire nous permet de voir qu'à mesure que le capitalisme est adopté l'accumulation du capital peut être considérable, sans cependant être en désaccord avec l'intérêt public.

font entrer ce capital dans la catégorie des monopoles, la partie excessive de ce capital serait soumise à un impôt sévère.

Ces mesures placeraient le capital qu'un foyer recevrait par donation ou par legs, si elle n'avait pas d'autre capital important, sur le même pied que les dons faits à une institution charitable. Il n'y aurait pas lieu de décourager les dons et les legs qui ne seraient pas en capital. Il serait inutile dans ce cas de savoir si la personne qui en serait le bénéficiaire était déjà propriétaire d'un capital important. *Il faut faire exception, cependant, des cas où les donations et les legs qui ne sont pas en capital pourraient être employés pour créer une accumulation de capital qui atteindrait une importance considérable.* Il est certain que tous les individus qui sont enclins à faire un don ou un legs préféreraient ce moyen de disposer de leur patrimoine, à la philanthropie obligatoire et artificielle qui est encouragée actuellement par la loi.

Une autre modification de la loi sur les successions et sur les dons doit être considérée. Elle a trait aux entreprises importantes qui appartiennent à un groupe restreint d'individus. Des mesures semblables à celles qui régissent la participation au capital pour éviter l'impôt sur le revenu, pourraient être appliquées à la mort d'un des propriétaires pour permettre la distribution d'un certain nombre d'actions aux employés sous forme de participation au capital. Ces mesures pourraient faire partie des réformes de la loi sur les dons et les successions. Elles pourraient établir une exemption de l'impôt, d'après la loi sur les successions et sur les dons, qui serait similaire à celle qui existe pour toutes les contributions qui sont faites aux organisations charitables.

Les grandes entreprises qui sont la propriété de quelques actionnaires doivent actuellement accepter de voir leur patrimoine décimé par un impôt qui monte jusqu'à 77 pour cent à la mort d'un de leurs actionnaires, ou de donner leur propriété à une institution charitable. Peut-

on douter que beaucoup de ces actionnaires préféreraient transformer leurs employés en capitalistes si la loi sur les dons et les successions leur permettait de le faire ? La perte pour le gouvernement serait minime puisque aucun impôt n'est perçu sur les dons considérables faits aux institutions charitables par ces industries, d'après la loi actuelle ; et la répartition du capital serait rapide, sans avoir recours à des mesures de contrôle à tendance socialiste.

On ne doit pas voir dans ce que nous venons de dire un désir de mettre en doute les motifs de ceux qui établissent des « fondations » charitables ou de contester les formes traditionnelles de dons aux institutions charitables ou aux écoles, ou même les dons aux malheureux qui sont dans le besoin. Ces formes de la charité traditionnelle n'ont jamais été un problème sérieux aux Etats-Unis, et il est reconnu qu'elles fonctionnent le mieux possible quand les contributions sont nombreuses et d'une importance relative. Cette philanthropie légitime peut atteindre son but sans causer la diminution et la disparition de la propriété du capital tandis que les « fondations » dont les buts sont multiples présentent ce danger.

Le recours à l'assistance dans une économie est un aveu indirect que le système économique n'a pas réussi à établir une participation à la production bien équilibrée, et elle représente un moyen de porter remède à cette faute pour éviter une mauvaise répartition des richesses. Par exemple, si chaque foyer d'une économie pouvait payer complètement pour l'éducation de ses enfants, dépense qui fait partie du niveau de vie élevé dont nous jouissons, il s'en suivrait que les dons aux écoles et aux universités pour assurer leur fonctionnement, seraient inutiles et mêmes ridicules. Par contre, les charités traditionnelles qui s'adressent à des gens dans le besoin restent indispensables : leur rôle serait cependant facilité si la pauvreté était en grande partie éliminée.

Il n'en est pas de même pour les « fondations » dont les buts sont multiples. Même si l'on admet les résultats

excellents qu'elles obtiennent, nous ne pouvons oublier qu'elles empêchent le nombre des foyers qui seraient propriétaires de capital de croître en proportion du développement technique qui est à la base de la production des richesses. Ces « fondations » représentent le meilleur emploi que les donateurs puissent faire de leurs capitaux, puisque les lois régissant les sociétés anonymes, la fiscalité et les tendances économiques qui sont incompatibles avec les principes du capitalisme, ont tendance à les confisquer. Cependant, comme nous l'avons fait remarquer, ces « fondations » constituent une menace à la propriété privée du capital. Il faut ajouter que le capital qui est concentré dans ces « fondations » devrait être réparti largement parmi la population. Ces deux idées rendent obligatoire une étude nouvelle de la fiscalité relative aux dons et aux successions qui encouragent actuellement la formation de ces « fondations » et de ces « trusts » charitables.

MODIFICATION DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES

La moitié du revenu du gouvernement fédéral est créée par le paiement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Dès lors, une étude extrêmement prudente de cette institution est nécessaire. Il est désirable de découvrir comment les exemptions tolérées par l'impôt pourraient permettre certains transferts de capital qui donneraient à la répartition du capital une base beaucoup plus large parmi la population. Il serait à souhaiter que ces transferts de capital reçoivent le même traitement que les contributions faites à une institution charitable en ce qui concerne l'impôt sur le revenu.

La répartition de la richesse basée sur le travail dans notre économie mixte a rendu nécessaire un impôt progressif sur le revenu des personnes physiques dont l'importance est devenue dangereuse. Cet impôt peut certainement être employé pour établir une participation à la

production bien équilibrée dont le capitalisme envisage la possibilité éventuelle grâce à la juste répartition du capital. Jusqu'à ce que la révolution capitaliste soit accomplie, les exemptions fiscales devraient être accordées pour effectuer des transferts de capital qui faciliteraient la répartition du capital et qui seraient plus sages que l'établissement de réductions du taux de l'impôt.

LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE QUI ENCOURAGE
LA CONCENTRATION DE LA PROPRIÉTÉ ET LE MONOPOLE
DES MARCHÉS DOIT PRENDRE FIN

Comme nous l'avons vu, la plupart des efforts pour « faire marcher le capitalisme » consistent en expédients qui combinent une répartition de la richesse fondée sur le travail avec une production principalement basée sur le capital. Beaucoup de ces expédients non seulement ne sont pas conformes aux principes du capitalisme, car ils ne réussissent pas à établir une répartition du capital, mais, de plus, ils lui sont diamétralement opposés. Nous citerons comme exemple « le plan quinquennal d'amortissement de l'équipement » qui a été pratiqué très largement pendant la deuxième Guerre Mondiale. Il a été repris pendant les hostilités de la Guerre de Corée et pendant la période qui a suivi cette guerre.

La théorie qui est à la base de ce programme consiste à soutenir que le gouvernement a besoin pendant une période critique d'une expansion des usines et de tout l'équipement industriel. L'industriel qui finance cette expansion peut être exposé à des pertes sérieuses si la période critique est courte et s'il ne peut faire le bénéfice qu'il devrait normalement percevoir grâce à l'expansion de son équipement. Pour compenser ce risque, le gouvernement accorde à certaines entreprises choisies le privilège de déduire des sommes soumises à l'impôt pendant cinq ans le « coût vérifié » de ces nouvelles usines et du nouvel équipement. On estime la durée économique des biens d'équi-

pement à beaucoup plus de cinq ans quand il s'agit de l'impôt. Elle varie d'après les différents équipements industriels et certains bâtiments d'usine. Pour certains, elle est fixée à 25 ans. Ce privilège établi par la loi équivaut donc à un prêt sans intérêt fait par le gouvernement à tout industriel qui revendique une indemnité d'amortissement (1).

La théorie à la base de cette pratique est que la société anonyme qui reçoit « un certificat de nécessité » de l'Office of Defense Mobilisation » pour l'amortissement accéléré du nouvel équipement n'accepterait pas de construire les bâtiments en question sans cet encouragement additionnel. La vérité est que l'effort pour encourager le « plein emploi » a éliminé les dépressions pendant les années récentes, et les industries auxquelles ces certificats ont été accordés ont été généralement les industries les plus importantes et les plus productives en temps de paix aussi bien qu'en temps de guerre, et ont joué, par conséquent, un rôle important dans cette politique de plein emploi. Le 10 juin 1957, 38,3 milliards de dollars de certificats pour l'amortissement accéléré ont été accordés d'après le « Revenue Act » de 1950. Sur les 38,3 milliards de dollars du nouveau capital ainsi créé, 23,1 milliards de dollars d'amortissement rapide ont été autorisés.

Le droit qu'a le gouvernement d'accorder un prêt sans intérêt à une entreprise telle que la Général Motors, par exemple, n'est pas en question si la sécurité de la nation en dépend ; mais, on peut affirmer que les mêmes résultats physiques et militaires pourraient être obtenus en modifiant légèrement les programmes existants. Le gouvernement accorderait cet avantage extraordinaire dans les cas seulement où *le capital nouvellement formé* serait accom-

(1) Voir le memorandum préparé par le Staff of the Joint Committee, daté du 28 mai 1956, on *Implications of Recent Expansion of Special Amortization Program*.

pagné par la création de nouvelles entreprises et, par conséquent, par celle de nouveaux capitalistes. Si les modifications que nous venons d'indiquer peuvent être apportées au programme actuel, il devrait prendre fin. Il ne prend en considération que la nouvelle accumulation de capital, alors qu'on aurait pu se servir de cette capacité croissante du capital pour stimuler la formation de nouvelles industries, par conséquent, de nouvelles formations de capital qui seraient la propriété de nouveaux capitalistes.

Depuis 1950, la concentration des moyens de production a augmenté grâce à ces mesures gouvernementales, principalement dans les industries où la propriété est déjà concentrée. Elle a atteint le chiffre de 38,3 milliards de dollars. Cette formation de capital est le résultat d'une politique gouvernementale qui est exactement l'opposé de ce qu'elle devrait être si la propriété du capital doit être répartie parmi toute la population et si la compétition des marchés doit être maintenue. Le gouvernement, au lieu d'employer son influence pour augmenter le nombre des capitalistes propriétaires d'un capital extrêmement productif, l'emploie pour accroître sa concentration.

D'autres exemples peuvent être cités pour montrer comment le gouvernement et l'industrie s'accordent pour encourager une expansion dangereuse du capital. Nos grandes sociétés anonymes, Général Motors, Général Electric, United States Steel, Ford Motor Corporation et beaucoup d'autres reçoivent des louanges pour l'audacité dont elles ont fait preuve en annonçant que « dans un nombre x d'années, nous dépenserons un nombre « Y » de milliards de dollars pour l'expansion du capital ». Dans chaque cas, il est important de voir que ces sociétés anonymes mettent en jeu une quantité énorme d'un capital dont la productivité est un phénomène unique au monde. Dans chaque cas, l'accroissement du capital est obtenu par l'investissement dans la société anonyme des gains produits par le capital qui sont soustraits aux propriétaires actuels. Même si un nouveau capital est employé, il provient toujours de

ménages qui sont déjà propriétaires d'une part considérable de ce capital.

Le gouvernement encourage une concentration croissante du capital dans notre économie mixte par d'autres mesures. L'aide légale et administrative qui est donnée aux règles imposées par les syndicats, telles que la classification excessive des travaux, les lois qui limitent le travail et la variété infinie d'indemnités de chômage payées par les industries, sont des mesures qui tendent à encourager le plein emploi et une répartition des richesses basée sur le travail. Ces pratiques augmentent le prix de revient à un tel point qu'elles ne peuvent être absorbées que par des industries dont le capital est très élevé. Elles détournent, en effet, une large partie de cette richesse produite par le capital en la répartissant parmi les travailleurs au lieu de la répartir parmi les propriétaires de ce capital. Le résultat final de ces mesures est de décourager les nouvelles entreprises et d'empêcher la création de nouveaux capitalistes.

CHAPITRE XII

LA SOCIÉTÉ ANONYME ET LA REVOLUTION CAPITALISTE

LA SOCIÉTÉ ANONYME DANS NOTRE ÉCONOMIE MIXTE MODERNE

La société anonyme a montré qu'elle était le moyen le plus satisfaisant pour établir un lien entre la puissance productrice des travailleurs, parmi lesquels il faut compter les techniciens et les dirigeants d'entreprise, et la puissance productrice du capital. Les industries les plus importantes, les plus complexes et les plus productives sont la plupart organisées en sociétés anonymes.

Du point de vue de la théorie du capitalisme, la société anonyme est un instrument idéal pour réunir le capital possédé par de nombreuses familles, dans des proportions qui permettent que la production des richesses soit effectuée de la manière la plus efficace et avec le moins de travail mécanique possible. Dans une société anonyme, des sommes variées de capital qui sont la propriété d'un nombre d'actionnaires indéterminé, peuvent être alliées aux talents des directeurs, des techniciens et des ouvriers pour obtenir une production qui répond aux connaissances techniques les plus modernes.

Le capitalisme mixte n'emploie pas la société anonyme comme elle le devrait. Au lieu de l'employer pour répartir la propriété du capital parmi les familles d'une société, il répartit la richesse produite par le capital parmi ceux qui n'en ont aucun mais qui devraient en avoir. Ses méthodes sont donc basées sur les principes d'assistance et

d'opportunisme et non pas sur la justice.

La répartition, basée sur le travail, de la richesse produite par le capital n'est pas pratiquée seulement par les entreprises organisées en sociétés anonymes. Par exemple, les accords obtenus par les conventions collectives qui augmentent les salaires bien au-dessus du niveau établi par la concurrence, font aussi bien partie de l'entreprise qui n'est pas organisée en société anonyme que le font des sociétés anonymes elles-mêmes. Cependant, l'usage qui en fait des sociétés anonymes pour établir une répartition de la richesse basée sur le travail, place les sociétés anonymes au premier rang parmi les méthodes qui servent à établir une répartition secondaire de la richesse dans notre économie mixte.

La société anonyme facilite la répartition de la richesse basée sur le travail de trois manières :

(1). Elle est soumise à un impôt progressif sur le revenu qui est perçu seulement sur la richesse produite par le capital.

Le gouvernement fédéral perçoit cet impôt et les états en perçoivent un autre très similaire sur toute industrie qui fonctionne sur leur territoire. Ces impôts fournissent à peu près la moitié du revenu du gouvernement fédéral. Ils constituent aussi une source importante du revenu qui sera employé dans les programmes dirigés par les états pour répartir à nouveau la richesse. Parmi ces programmes, il faut citer les subsides accordés aux entreprises d'agriculture dont le revenu est au-dessous de la moyenne établie, et tous les programmes, très nombreux ceux-là, qui ont pour but de créer le plein emploi.

(2). Les sociétés anonymes emploient le travail organisé sur une vaste échelle. Grâce à une série de lois fédérales et de lois des états, les salaires ont atteint un taux bien supérieur à la valeur économique du travail qu'ils représentent. Cette méthode est probablement le moyen le plus direct pour détourner le revenu que devrait toucher le

capital pour le répartir parmi les travailleurs.

(3). Les sociétés anonymes ont d'abord la liberté de réinvestir dans l'entreprise la richesse produite par le capital. Elles sont d'ailleurs forcées d'adopter cette attitude car l'impôt progressif sur le revenu qui frappe les actionnaires les plus importants est très lourd. Elles évitent donc de leur distribuer ce revenu. Le revenu produit par ces placements forcés de l'actionnaire est récupéré en quelque sorte par la valeur croissante que les actions de la société anonyme prennent en bourse. Cependant, cette compensation est fragmentaire et souvent incertaine pour l'actionnaire qui trouverait préférable de recevoir le revenu complet du placement de son capital.

Les machines qui commencent à produire et qui représentent cette nouvelle formation de capital deviennent à leur tour des sources de nouveaux revenus qui seront répartis à nouveau sous l'œil vigilant du gouvernement, en accord avec la politique de répartition secondaire de notre capitalisme mixte. Notre point de vue est si faux que nous admirons la modération montrée par un syndicat qui ne demande pas plus que *tout* l'accroissement de la richesse produite par l'amélioration de l'équipement ou la présence de nouvelles machines. Il est fréquent de voir qu'une augmentation de salaires obtenue par une convention collective dépasse l'augmentation obtenue dans la production.

Dans notre économie, dont la production est en partie basée sur le travail et en partie basée sur le capital, la société anonyme moderne est devenue un instrument de la répartition basée sur le travail. Elle arrive à atténuer les droits des propriétaires du capital au point de lui enlever complètement cette propriété. Quand la société anonyme a commencé à exister elle était un moyen idéal pour créer une concentration effective du capital dont bénéficiait l'actionnaire. Mais, à mesure que cette concentration a augmenté et après une succession de dépressions économiques, il est devenu impossible de permettre aux actionnaires de recevoir le revenu total créé par leur capital. Le fait es-

sentiel qui devrait être compris par tous est que la propriété du capital d'une société industrialisée perd sa valeur et son efficacité si cette propriété n'est pas largement répartie parmi toute la population. Après avoir omis d'admettre ce principe essentiel, notre société économique a décidé d'en choisir un autre. Ce dernier consiste à accepter la lente diminution de la propriété privée du capital en détournant la richesse produite par ce capital, en la refusant aux actionnaires qui y ont droit et en la donnant aux travailleurs qui n'y ont pas droit, mais qui en ont besoin.

Cette richesse dont ils disposent constitue le marché global nécessaire à l'économie.

ROLE DE LA SOCIÉTÉ ANONYME DANS LA PÉRIODE DE TRANSITION QUI CONDUIRA AU CAPITALISME

Le fonctionnement actuel de nos grandes sociétés anonymes assure la répartition de la richesse produite par le capital d'après certaines considérations basées sur l'opportunisme. Une partie de cette richesse est employée à augmenter les salaires que les travailleurs gagnent ; une autre partie est employée à payer le double impôt sur la richesse produite (impôt fédéral et impôt d'état) ; une dernière partie, enfin, sert à créer la majorité du nouveau capital. Une partie infime est répartie aux actionnaires dont la propriété devient nominale.

Dans une économie complètement capitaliste, la répartition serait faite d'après les contributions relatives faites à la production par les propriétaires du capital et par les travailleurs. La propriété du capital deviendrait réelle et non plus nominale. La vérité essentielle qui reconnaît que le capital est le grand producteur de richesses alors que le travail ne l'est plus, serait admise par tous. Le fait que la productivité du capital croît sans arrêt, par rapport à la productivité du travail, avec les progrès de la technique, serait accepté et il remplacerait l'idée erronée qui procla-

me que c'est la productivité du travail qui augmente. La contribution majeure faite par le capital dans la production recevrait sa récompense et il la recevrait sous forme de revenu qui comprendrait la plus grande partie de la richesse produite. Le conflit qui existe entre la concentration excessive du capital et le droit qu'ont toutes les familles de participer à la production serait résolu par une répartition très large de la propriété du capital parmi la population.

Une société anonyme est une association de travailleurs dont les capacités et les divers talents s'ajoutent à l'équipement et au capital *dans le seul but de créer des richesses*. Dans une société complètement capitaliste, les sociétés anonymes serviraient uniquement à établir et à faire prospérer le capitalisme, alors que, dans le capitalisme mixte, elles ne servent qu'à distribuer d'une manière charitable la richesse créée, et à détruire la propriété privée du capital.

Pour passer du capitalisme mixte au capitalisme, les sociétés anonymes devraient donc être réformées et réorganisées pour obtenir les résultats suivants :

(1). *Rétablir les droits de propriété de l'actionnaire*. Comme nous le montrerons plus tard, ceci ne peut être accompli qu'en permettant à l'actionnaire de recevoir toute la richesse créée par le capital placé dans la société anonyme.

(2). *Employer l'impôt actuel sur les bénéficiaires des sociétés anonymes pour répartir largement la propriété privée du capital parmi la population*. L'emploi toujours plus fréquent des plans basés sur la participation au capital que nous avons déjà discuté, serait une application principale de ce principe.

(3). *Réduire et éliminer éventuellement l'impôt sur le revenu des sociétés anonymes à mesure que l'économie*

atteint l'équilibre qui doit accompagner le capitalisme (1). L'impôt sur le revenu des sociétés anonymes est, peut-être, justifié dans une économie mixte où la richesse produite par le capital doit être largement répartie entre les travailleurs afin d'empêcher l'effondrement de l'économie. Il ne peut plus l'être dans une économie capitaliste où quatre-vingt-dix pour cent, ou un pourcentage plus grand du revenu national, pourrait être réparti parmi les propriétaires du capital. Cette propriété en régime capitaliste serait, en effet, largement répartie parmi toutes les couches sociales, et la politique nationale aurait pour but d'assurer la protection en employant le capital et non pas en employant les travailleurs. A la fin de cette période de transition, l'impôt sur le revenu personnel serait seul perçu car toutes les familles pourraient, alors, être traitées avec égalité devant l'impôt.

(4). *Règlements imposés aux sociétés anonymes par le gouvernement d'après les principes du capitalisme.* Cette idée implique l'abolition du laissez-faire. Les règlements du gouvernement auraient pour but d'encourager la répartition de la propriété du capital privé, d'empêcher le gouvernement lui-même d'être propriétaire de capital, et de rétablir tous les pouvoirs de la propriété privée. Ils diminueraient donc le pouvoir des fonctionnaires au lieu d'augmenter leur importance. L'emploi du pouvoir politique qui réglerait le système économique pour que le pouvoir économique soit largement réparti, pour qu'il repose sur la propriété privée et pour que les droits qui accompagnent cette propriété soient protégés, ne mettrait pas en danger la liberté politique (2).

(1) L'économie atteindra cet équilibre capitaliste quand elle arrivera au point où la répartition du capital privé parmi toute la population sera si large que la richesse produite pourra être répartie parmi tous les propriétaires du capital.

(2) En régime capitaliste, la propriété du capital serait permise au gouvernement dans un cas seulement. Ce serait celui où la propriété privée serait physiquement impossible. Le système routier

(5). *Règlements du gouvernement appliqués aux sociétés anonymes pour qu'elles puissent atteindre un développement qui les rende capables d'employer les techniques de production les plus modernes. D'autre part, ces mêmes règlements doivent empêcher qu'elles n'atteignent des proportions qui empêchent la libre concurrence des marchés où elles opèrent.* Comme nous le ferons observer plus tard, les sociétés anonymes de proportions modestes peuvent fonctionner avec la plus grande efficacité dans tous les cas, excepté dans celui des services publics. Ces derniers représentent des industries où la libre concurrence n'est pas possible pour des raisons techniques. Lorsqu'une industrie ne peut employer des techniques de production efficaces sans prendre des proportions qui empêchent la libre concurrence, cette industrie est déjà devenue pour cette raison même une entreprise publique. Il existe peu d'exemples de telles industries, et il y a tout lieu de croire que le progrès de la technique diminuera leur nombre au lieu de l'augmenter. Dans chaque cas, cependant, le gouvernement devrait s'assurer par des règlements que le développement progressif d'une société anonyme s'accompagne d'une augmentation du nombre des actionnaires.

(6). *Emploi par le gouvernement de tous les moyens raisonnables en son pouvoir pour établir le capitalisme. Quand la transition aura lieu, le gouvernement devra employer tous ses pouvoirs régulateurs pour établir l'équilibre entre la répartition de la propriété du capital et l'ac-*

en est un très bon exemple. La liberté, dans une société industrielle dépend de la grande répartition de la propriété privée de la puissance économique, qui est le pouvoir de créer des richesses, elle sert de frein à la concentration inévitable de la puissance politique. Chaque essai du gouvernement pour unir dans ses propres mains le pouvoir politique et le pouvoir économique devrait être soumis à cet examen. L'attitude fréquente qui consiste à justifier l'intervention du gouvernement dans les entreprises qui produisent des richesses parce que leurs projets sont soi-disant d'une envergure trop considérable pour être menés à bien par l'industrie privée, est absurde comme nous le montrerons.

croissement de la richesse qu'elle crée. Les principes qui devraient servir de base à ces règlements sont : (a) la protection de la propriété, (b) le maintien de la libre concurrence dans tous les marchés, (c) la responsabilité prise par le gouvernement d'assurer à tous les foyers la possibilité de participer à la production pour qu'ils puissent se procurer un revenu suffisant pour vivre.

RESTAURATION DES DROITS DE PROPRIETE DES ACTIONNAIRES

La propriété productrice des richesses implique le droit pour le propriétaire de recevoir le résultat de cette production. Si ce droit était reconnu par la loi, il obligerait une société anonyme solidement établie à payer tout le bénéfice de ses opérations à ses actionnaires, pendant toute une période donnée, ou à la fin de cette période. Quelques sociétés anonymes qui n'auraient pas encore atteint leur plein développement pourraient obtenir certaines exemptions qui leur permettraient de réinvestir une partie du revenu créé afin d'obtenir un capital de réserve. En fait, les lois qui régissent la propriété privée ne sont pas appliquées à la propriété des actionnaires, et, dès lors, les directeurs des sociétés anonymes ont, en somme, le droit d'obtenir un nouveau capital à un taux qui dépend de leur bon plaisir (1).

(1) Le droit de recevoir le revenu créé par le capital constitue l'essence même du droit de la propriété du capital, et cette proposition ne peut être disputée légalement. Le Chief Justice Fuller, de la Cour Suprême des Etats-Unis, s'est prononcé clairement à ce sujet quand il a établi que le revenu de deux pour cent était inconstitutionnel, ce qui a rendu nécessaire l'Amendement 16 de la Constitution. Le Chief Justice dans son discours qui faisait connaître l'opinion de la Cour Suprême a dit : « Y a-t-il une différence entre une propriété immobilière ou son propriétaire, et le revenu ou loyer qui découle de cette propriété et que reçoit le propriétaire ?.. De même que, d'après la loi féodale, tout le revenu qui vient de la terre est représenté par le loyer et le profit venant de cette terre, de même, d'après Coke, il est établi par la loi que, si un homme est propriétaire d'une terre, parce qu'il a payé pour cette terre, le fait de céder le profit qui en découle à un autre individu donne à ce dernier et à ses

L'opinion de l'actionnaire ne peut exercer une influence sur la marche d'une société anonyme que si tout le revenu qui découle de son capital investi lui est distribué. A ce moment-là, l'actionnaire décidera ou refusera de réinvestir une partie de ses dividendes dans la société anonyme dont il vient d'entendre le rapport. Les directeurs ne peuvent être forcés de rendre compte de leurs actions aux actionnaires que si ces conditions existent. Leur rôle est alors semblable à celui des membres du gouvernement qui ont été élus et qui viennent rendre compte à intervalles réguliers de l'exercice de leur mandat.

Tout gouvernement qui existe sans le consentement des individus qu'il gouverne, est un gouvernement despotique. Le soin paternel qui est accordé aux intérêts des individus en question, ne diminue pas le despotisme. Si les individus sujets à ce gouvernement sont des hommes et non des enfants, ils ont le droit de prendre soin de leurs propres intérêts en se gouvernant eux-mêmes. Le fait même qu'ils font connaître leur opinion sur leurs propres affaires montre qu'ils font partie de ce gouvernement et qu'ils l'acceptent. Rien ne pourrait être plus cher au cœur d'un homme que ses propres intérêts. Lorsque la direction d'une entreprise organisée en société anonyme dispose de tout ce qui appartient aux actionnaires, sans que leur consentement ait été exprimé librement et affirmativement, cette direction se conduit en despote. Ce despotisme existera même si la direction est sage et bienfaisante et si elle prend toujours en considération les intérêts de ses actionnaires.

Dans le domaine politique, ceux qui ont été élus pour gouverner, ont le droit d'exercer leurs pouvoirs sans que

héritiers le droit d'en disposer comme ils l'entendent. En effet, que représente cette terre, si ce n'est le profit qu'on en retire? Le transfert du loyer et du profit fait sur cette terre, ou du revenu créé par cette terre, est équivalent au transfert de cette terre du point de vue de la loi et de la propriété.

les électeurs interviennent. Dans une démocratie représentative, les citoyens n'exercent pas ces pouvoirs directement ; ils les délèguent à des hommes choisis par eux. Mais, si les citoyens ne sont pas chargés de faire le travail technique du gouvernement, ils en retiennent le pouvoir ultime par le choix même qu'ils ont fait de leurs représentants et par les actes que leur permet la constitution. D'après ces actes, ils peuvent donner ou s'abstenir de donner leur consentement aux mesures prises en leur nom par les personnages de leur choix.

D'une manière analogue, les individus qui dirigent les entreprises organisées en sociétés anonymes, ont été choisis, tout au moins en théorie, pour leur compétence technique ou leur talent de direction. Ils devraient, par conséquent, avoir le droit de remplir leur tâche sans que les actionnaires n'interviennent. La direction d'une société anonyme n'est pas seulement responsable du fonctionnement journalier de cette société, mais aussi, des plans qui concernent son avenir. Ceux-là mettent en jeu les besoins futurs de nouveau capital. Mais le contrôle final de cette société anonyme devrait être dans les mains de ceux qui en sont les propriétaires et non dans celles des individus qui en sont les administrateurs.

Ce contrôle ultime qui doit être celui des actionnaires, parce qu'ils sont propriétaires du capital, ne peut pas être exercé s'ils n'ont aucun pouvoir à part celui de décider qui fera partie du comité directeur. Pour qu'ils puissent exercer ce dernier pouvoir sur leur propriété, ils doivent être aussi capables de se prononcer sur l'emploi fait de *toute la richesse* créée par leur propriété. Ce contrôle, qui est le leur de droit, n'envahirait nullement le domaine professionnel et technique qui est celui du comité directeur. Ce droit de contrôle obligerait simplement les directeurs à rendre des comptes aux actionnaires, comme les représentants du gouvernement sont responsables envers leurs maîtres qui les ont choisis et qui sont les citoyens. L'établissement de ce contrôle rendrait la société anonyme semblable

au gouvernement constitutionnel. Le gouvernement, avec le consentement des gouvernés, a établi la souveraineté populaire, il l'a rendue efficace, et il a empêché toute usurpation dictatoriale. Il en est de même pour la direction d'une société anonyme qui, avec l'aide des actionnaires, rendrait leur propriété efficace et empêcherait toute usurpation de leurs droits de propriété.

Quand les lois qui gouvernent la propriété privée seront appliquées aux droits de propriété des actionnaires, le pouvoir et l'influence de l'opinion de ces derniers dans les affaires de la société anonyme se feront sentir et leur donneront un contrôle qu'ils devraient avoir. Il incombera à la direction d'une entreprise d'expliquer aux actionnaires ses plans d'avenir et de les convaincre de leur utilité. Un des devoirs des directeurs consistera aussi à éduquer les actionnaires et à leur faire comprendre le fonctionnement d'une société anonyme. Ce dernier devoir est indispensable dans une société capitaliste. Les actionnaires seront ainsi incités à vouloir connaître comment fonctionne leur société anonyme et ils pourront le faire. L'apathie actuelle des actionnaires en ce qui concerne les communications qui leur sont faites par les sociétés anonymes ne peut pas être combattue aussi longtemps qu'ils sentiront que le résultat économique sera toujours le même pour eux, qu'ils examinent ces communications attentivement ou non. Mais, si le pouvoir de l'actionnaire peut se faire sentir dans une société anonyme, il saura que ses décisions auront un effet sur ses placements, et il agira en conséquence.

Il est à peine nécessaire de souligner que l'impôt sur le revenu des personnes physiques devrait être modifié si les sociétés anonymes sont obligées de payer à leurs actionnaires tout le revenu qui provient de leur capital. L'idée fondamentale qui serait à la base de cette amélioration établie par une loi, serait que le revenu du gouvernement n'augmenterait pas si tout le revenu créé par le capital des sociétés anonymes était distribué parmi les actionnaires.

Ce revenu serait constant. L'impôt sur le revenu personnel de l'actionnaire évalué après qu'il aurait payé sa part de l'impôt qui frappe la société anonyme n'augmenterait pas non plus.

Ces changements apportés à la société anonyme sont indispensables si l'on veut donner leur pleine signification aux droits de la propriété privée du capital. La restauration de ces droits aiderait beaucoup la transition entre le capitalisme mixte et le capitalisme. Même pendant cette période elle arrêterait la concentration de pouvoir qui est la plaie actuelle de notre économie. Il est de la plus haute importance qu'après cette période de transition, la société anonyme soit au service de la propriété privée et qu'elle respecte complètement les droits de la propriété. Une société formée de capitalistes qui ne seraient pas propriétaires d'un droit de propriété efficace et actif, serait aussi dérisoire que celle où les hommes sont citoyens et n'ont pas le droit de vote.

COMPÉTENCE FINANCIÈRE DES SOCIÉTÉS ANONYMES ET COMPÉTENCE TECHNIQUE

L'application des lois de la propriété à la propriété du capital investi dans une société anonyme entraînerait d'autres conséquences. Actuellement, les sociétés anonymes ont le droit de garder le revenu qui est dû aux actionnaires *ad infinitum* si ce revenu sert à former un nouveau capital qui sera employé par la société anonyme. Dans beaucoup de nos sociétés anonymes puissantes, c'est ce pouvoir illégitime plutôt que leur supériorité technique dans la direction qui a transformé ces sociétés anonymes en monopoles géants qui détruisent la concurrence.

Un des articles de foi du capitalisme consiste à répéter que le progrès technique ne doit jamais être empêché ou ralenti. Le but que poursuit le capitalisme est de produire toute la richesse nécessaire avec le moins de travail possible. Cette efficacité de la technique est désirable,

et elle ne doit pas être limitée. Cette efficacité, au point de vue financier, cependant, est un tout autre problème. Du point de vue du capitalisme, la productivité supérieure du capital et des moyens techniques ne devrait pas permettre aux directeurs de forcer les actionnaires à se montrer satisfaits quand ils reçoivent une partie infime du revenu auquel ils ont droit, tandis que la majorité de ce revenu est employée par ces mêmes directeurs pour dominer les marchés. L'efficacité du capital, d'après la théorie du capitalisme serait toujours subordonnée aux buts principaux de l'économie.

Si le gouvernement prend certaines mesures pour établir la révolution capitaliste, ou pour régulariser une économie complètement capitaliste, il ne devrait jamais hésiter à mettre fin aux agissements de certaines sociétés anonymes qui s'opposent à la répartition de la propriété du capital ou qui empêchent la compétition des marchés. Il devrait adopter cette attitude même si l'efficacité des sociétés anonymes en question était diminuée. Un accroissement de cette efficacité est, généralement, représenté par un gain fait aux dépens d'autres participants à la production. Une augmentation de l'efficacité des moyens techniques est, au contraire, un gain qui diminue le travail.

Nous admettons immédiatement que ces principes sont plus faciles à établir en théorie qu'en pratique. Certains exemples de leur application pratique seront discutés plus tard quand nous examinerons d'autres moyens d'accomplir la transition du capitalisme mixte au capitalisme, tel que la formation de nouveaux capitaux individuels par un système de crédit.

AUTRES CHANGEMENTS AFFECTANT LES SOCIÉTÉS ANONYMES

Le gigantisme de certaines sociétés anonymes et la disparition de la libre concurrence sont les maux inévitables d'une société où la plus grande partie du capital nouvellement formé est représentée par le revenu qui est

gardé par les sociétés anonymes alors qu'il devrait être distribué aux actionnaires (1). Quand on reconnaît que les mêmes moyens qui sont employés actuellement pour financer l'achat des biens de consommation peuvent être employés pour créer de nouvelles formations du capital, on cesse d'établir un lien obligatoire entre la formation du capital et sa concentration.

Nous discuterons les principes qui sont à la base de cette proposition au chapitre XIII. Mais, à ce propos, il faut souligner que notre économie mixte a encouragé le monopole des sociétés anonymes d'une façon dangereuse. Pour remédier à ce mal, au début de la période de transition entre le capitalisme mixte et le capitalisme, le programme destiné à créer de nouveaux capitalistes devrait diriger une part prépondérante du nouveau capital vers de nouvelles entreprises dont les propriétaires seraient les nouveaux capitalistes. La restauration de la libre concurrence demande un nombre considérable de nouveaux compétiteurs dans des centaines de marchés.

Nous avons fait remarquer que les lois fiscales sur le revenu fédéral, qui permettent l'amortissement rapide d'un emprunt, ont été employées délibérément pour augmenter la concentration de la propriété du capital. Ces mesures empêchent le capitalisme de prendre son essor. Pour aider la transition du capitalisme mixte au capitalisme, cet amortissement accéléré pourrait être employé d'une manière complètement différente pour encourager directement la répartition du capital parmi la population, et pour ramener la concurrence dans les marchés qui sont tombés sous le contrôle de quelques monopoles gigantesques. Des mesures qui auraient pour base les mêmes principes économiques, pourraient être appliquées aux industries d'ex-

(1) Voir « Profit Margins at General Motors », étude faite par l'American Institute of Management, publiée dans « The Corporate Director », juillet 1956, Volume VI, n° 3.

traction ; ces dernières ne pourraient extraire qu'une quantité limitée déterminée par la loi.

Certains règlements qui auraient pour but d'élargir la répartition du capital établiraient la libre concurrence. Les entreprises dont les procédés techniques sont démodés, dont le rendement est inférieur, et l'organisation médiocre, disparaîtraient. Ce triage est essentiel si le progrès technique doit être assuré et si le travail mécanique doit diminuer d'importance. Il est indispensable à une économie capitaliste saine.

Le gouvernement devrait encourager le capitalisme dans les nombreuses transactions qui lui incombent : liquidation des industries de guerre, développement de l'énergie atomique comme source d'énergie pour l'industrie, dépenses militaires, abolition des monopoles d'après les lois sur les trusts, achats de biens militaires d'équipement. Les industries de guerre ne devraient pas être liquidées de manière à augmenter la concentration du capital ou de façon à diminuer la compétition des marchés. Lorsque ces industries appartiennent au gouvernement, elles devraient être vendues de manière à créer de nouveaux capitalistes.

Il paraît certain que l'énergie atomique sera la source principale de puissance industrielle dans l'avenir. L'énergie atomique peut être développée pour produire des richesses en employant une proportion infime de travail mécanique. Un capital énorme sera nécessaire pour développer les richesses possibles que l'énergie atomique représente.

Nous avons ici un exemple où notre économie mixte permet une fusion du pouvoir politique et économique puisque ces industries sont la propriété du gouvernement. En régime capitaliste, il y aurait là une occasion unique pour le gouvernement de guider le développement de ces biens d'équipement dont la richesse est considérable, et de permettre la création et la répartition de la propriété privée du capital. Toute industrie atomique qui peut être directement développée et financée par le gouvernement,

peut l'être aussi par des sociétés anonymes dont le capital serait la propriété de nombreux individus, à condition que le gouvernement mette ses méthodes de crédit à leur disposition, si le crédit privé n'est pas suffisant.

Dans chacun de ces cas, le gouvernement qui chercherait à répartir la propriété du capital et à établir une libre concurrence, devrait empêcher qu'une certaine quantité de nouveau capital soit accaparée par les sociétés anonymes gigantesques, afin de permettre la libre concurrence et la répartition du capital parmi la population. A l'heure actuelle, le nombre des actionnaires qui dépendent du capital placé dans ces sociétés anonymes pour leur participation à la production est infime, leur nombre grossira à mesure que le capitalisme sera organisé. Un nombre de plus en plus important de foyers considèreront la propriété de leur capital investi dans ces sociétés anonymes comme leur moyen principal de participation à la production, et vivront du revenu qui en résulte. Nos sociétés anonymes les plus importantes ont dépassé les proportions, qui sont nécessaires à l'efficacité des méthodes techniques. Leur développement ultérieur empêcherait le progrès technique de rester efficace. D'un autre côté, aucun règlement ne devrait empêcher la société anonyme de servir les actionnaires qui participent à la production par leur capital placé dans ces sociétés anonymes.

CHAPITRE XIII

MESURES CONTRE L'ACCUMULATION EXCESSIVE DE CAPITAL PAR CERTAINES FAMILLES

PREFERENCE DONNEE AUX INVESTISSEMENTS DES PETITS OU DES NOUVEAUX CAPITALISTES

Nous avons vu qu'il était nécessaire de répartir périodiquement tout le revenu créé par le capital d'une société anonyme, c'est-à-dire toute la richesse produite, aux actionnaires. Ceci pourrait être accompli au moyen d'impôts dont le principe ne serait pas différent de celui qui préside à l'impôt sur le revenu actuel. Celui-ci, en effet, empêche une entreprise d'accumuler un capital au-delà de ses besoins raisonnables.

Le paiement forcé des bénéfices des sociétés anonymes devrait s'accompagner d'une amélioration considérable des méthodes d'investissements et faciliter la vente de nouvelles actions. Le prix des nouvelles actions devrait être diminué sensiblement, et les règlements qui assureraient des transactions justes et une divulgation complète de toute information nécessaire devraient être rendus plus effectifs.

Les efforts que le gouvernement ferait pour protéger les droits et les intérêts des individus seraient de la plus grande importance, car ils décideraient de mesures qui auraient pour but d'établir la base de la propriété privée pour qu'elle soit en harmonie avec les connaissances techniques de la nation et l'élévation de son niveau de vie. Aucun obstacle insurmontable ne semble s'opposer à l'émission de

nouvelles actions. Elles aideraient à répartir le capital parmi la population, et à décourager la concentration de la propriété du capital.

Pour être efficaces, les procédés établis pour le lancement de nouvelles actions pendant la période de transition de l'économie mixte au capitalisme, devraient donner la préférence aux investissements des foyers dont le capital ne pourrait pas fournir un revenu suffisant pour vivre. Toute étude des pratiques financières actuelles aussi bien que celles des périodes précédentes, montrent très vite que les investissements de choix sont à la portée de ceux qui possèdent déjà un capital considérable. A l'heure actuelle, les hommes politiques, les économistes et les hommes d'affaires concentrent toute leur attention sur le capital formé qui est nécessaire au développement d'une économie. Aucune attention n'est accordée aux moyens de créer ce capital et de le répartir parmi la population. Un exemple spectaculaire, mais non point unique, est représenté par les milliards que le gouvernement accorde sous forme de prêt non soumis à l'impôt, c'est-à-dire aux plans qui permettent un amortissement accéléré de cinq ans, et dont les sociétés anonymes importantes profitent. Il en résulte que la concentration de leur propriété déjà très grande s'accroît, et que la libre concurrence disparaît. Certaines préférences données aux propriétaires de petits et de nouveaux capitaux auraient un double effet : elles permettraient non seulement une formation de capital mais aussi un rythme satisfaisant de l'accroissement du nombre des foyers disposant d'intérêts de capitaux leur assurant l'existence.

Nous ne pouvons analyser ici toutes les possibilités d'emploi d'un système de préférences qui encourageraient certaines familles à accumuler un capital, et qui aideraient, par conséquent, la révolution capitaliste. D'une manière générale, ces contrôles devraient s'exercer (1) par des mesures de crédit accordées aux foyers dénués de capital ou qui possèdent un capital insuffisant ; (2) par des mesures

qui accorderaient le second rang aux foyers qui possèdent déjà un large capital, et qui limiteraient leurs placements à des obligations à revenu fixe. Ces obligations pourraient être émises par les institutions mêmes qui fourniraient le crédit nécessaire pour financer la formation de nouveaux capitalistes.

Nous pouvons donner un exemple de la préférence qui pourrait être accordée à certains individus désireux d'acquérir un capital. Les investissements faits dans les entreprises d'utilité publique, parmi lesquelles on peut compter les industries pour le développement de l'énergie atomique, seraient préférables pour les nouveaux capitalistes. Ils pourraient les faire grâce à un système de crédit que nous discuterons plus loin. Le développement des industries électriques sera considérable dans l'avenir et fera appel à de nouveaux capitaux individuels. On estime que le capital qui sera requis pour ce développement se montera à 100 milliards de dollars.

IMPOTS QUI EMPECHENT LA CONCENTRATION DU CAPITAL PERSONNEL

La propriété d'un capital productif considérable n'est pas la seule cause d'une concentration excessive des moyens de production. Cette concentration peut exister dans une famille lorsqu'elle est propriétaire d'un capital important et qu'elle reçoit d'autre part de larges rétributions pour le travail d'une qualité exceptionnelle qu'exécute un de ses membres. La combinaison de la propriété de ce capital et de rémunérations qui représentent un travail professionnel ou un travail de direction, donne à certains foyers une participation à la production beaucoup trop importante. Il s'agit de savoir si cette forme de concentration de capital pose des problèmes différents de ceux qui sont créés par la concentration du capital pur et simple.

Le but que poursuit le capitalisme est d'assurer la production au moyen des biens d'équipements et de diminuer le rôle du travail humain dans cette production. Le

niveau du progrès technique et le niveau de vie qu'une économie adopte détermineront pour une période donnée, la quantité de travail qui est nécessaire pour la production. Plus cette économie sera capable de substituer le capital au travail, moins le rôle de ce dernier sera important *quel que soit le niveau de vie de cette économie*.

Quand la relation entre ces deux facteurs est bien comprise, on peut arriver à en tirer certaines conclusions. Au commencement de la transition entre le capitalisme mixte et le capitalisme, le nombre des ménages qui participeront à la production par un travail mécanique sera à son maximum. Vers la fin de cette période, quand une économie dont la répartition est basée sur le travail, sera vraiment en train de fonctionner, il y aura toujours une certaine partie de la population qui ne sera pas capable de prendre soin de son capital et qui ne s'adaptera pas aux conditions exigées par le nouveau mode de répartition des richesses, car elle n'aura pas l'intelligence ou la valeur morale nécessaires pour prendre soin de ce capital. Par conséquent, il y aura toujours un certain nombre d'individus qui participeront à la production de la richesse par leur travail seul. Ce contingent mis à part, cette production demandera toujours des millions de travailleurs, bien qu'il soit certain que la nécessité du travail mécanique aille en diminuant par rapport à la richesse produite.

Le gouvernement d'une société complètement capitaliste devrait s'opposer au plein emploi, car encourager le plein emploi de tous ceux qui peuvent travailler alors que la répartition n'est plus basée sur le travail, voudrait dire que le travail en lui-même est un but désirable, et que le gouvernement considère sage d'encourager les citoyens à cet esclavage. Une économie dont la répartition est basée sur le capital ne peut accepter le plein emploi que si les méthodes de production reposent sur une connaissance technique primitive et s'il est nécessaire de mettre au travail tous ceux qui peuvent le faire pour leur permettre d'obtenir un niveau de vie décent. Même si ces conditions

existaient, le gouvernement chercherait à encourager le développement technique pour remédier promptement à cette situation déplorable. Mais, considérons, maintenant, une économie industrialisée avancée. Si nous y trouvons un nombre de foyers qui ne peuvent participer à la production que par leur travail mécanique, et *si les demandes de travail sont plus nombreuses que les positions possibles*, le gouvernement ne peut pas remplir ses promesses et trouver du travail pour tous ceux qui doivent participer à la production. Il doit intervenir pour empêcher que tout individu, propriétaire d'un capital considérable, fasse un travail dont la rémunération est importante, et, par là même, crée une concentration dangereuse du capital. En effet, cette concentration fait plus que diminuer les possibilités que doivent avoir tous les individus à participer à la production, elle les supprime complètement.

Il importe peu de savoir quelles seront les limites au-delà desquelles un capital aura tous les effets d'un monopole de la production. S'il y a plus de demandes de travail que de positions offertes ou de gagne-pain, le gouvernement devra toujours empêcher ceux qui n'ont pas besoin de travail de s'en emparer, alors qu'il devra permettre à ceux qui sont dénués de capital de les obtenir. Tout gagne-pain représente le désir qu'a l'homme de se procurer cette richesse qu'il pourra échanger contre beaucoup d'avantages physiques et moraux. Mais, la nature de la production et de la répartition des richesses dans une économie dont la répartition est basée sur le capital est telle, qu'il est impossible de permettre à quelques individus d'accaparer des occasions trop nombreuses de produire ces richesses. En effet, la répartition qui doit avoir lieu parmi tous les autres individus s'en trouve faussée. Il incombe, dès lors, au gouvernement d'intervenir.

Au cours du développement technique, il sera de plus en plus important de mettre fin à ce genre de concentration du capital. Un nombre toujours plus important d'individus deviendra propriétaire d'un capital suffisant pour

vivre, et la production sera progressivement assurée par le capital et non plus par le travail. Ceux qui ne pourront y participer qu'à l'aide de leur travail, deviendront un fardeau pour la société s'ils ne peuvent obtenir un emploi parce qu'un grand nombre d'individus déjà pourvus d'un capital considérable occupent certaines fonctions largement rétribuées.

L'attitude du gouvernement ne devrait pas se borner sur ce sujet, à de simples mesures régulatrices. Il devrait se charger de tout un programme d'éducation. Certains pensent que les hommes ne peuvent donner libre cours à leur génie créateur que dans la création des richesses. L'humanité ne mérite pas ce jugement cynique et erroné. Toute société devrait faire un effort considérable pour le réfuter. C'est pourquoi, le gouvernement devrait empêcher certains individus qui possèdent déjà un capital suffisant, *de se livrer à certains travaux dont la rémunération s'ajoute à leur revenu déjà considérable, et qui, par là même, empêchent d'autres individus de participer à la production des richesses.* Par son action régulatrice et morale, le gouvernement fera triompher une vérité que tous les hommes doivent apprendre.

Comment le gouvernement peut-il exercer cette action régulatrice ? Nous ne pouvons offrir que quelques suggestions. Le problème est de telle importance qu'il mérite une étude spéciale et approfondie.

Il nous semble que le problème peut être résolu par des impôts qui décourageraient cette tendance. Le revenu qui proviendrait du capital et celui qui proviendrait de certains emplois, pourraient être classés séparément en vue de l'impôt. Lorsque le revenu familial provenant de placements de capitaux atteindrait des dimensions monopolistiques, tout revenu additionnel qui serait la conséquence d'un travail qui ne serait pas un travail créateur, serait soumis à un impôt progressif. Il atteindrait rapidement un taux très élevé et découragerait donc cette sorte de concentration du capital. Cet impôt pourrait mettre fin

au désir de tous ceux qui essaient de combiner les revenus qu'ils dérivent de leur capital avec ceux qui proviennent de leur travail.

Un autre impôt tendant à décourager la concentration personnelle du capital doit être mentionné. Toute société dont la répartition est basée sur le capital doit encourager l'acquisition d'un certain capital par tous les membres de la société en sorte qu'ils aient un revenu suffisant à leurs besoins. En même temps, elle doit empêcher certaines accumulations de capital d'atteindre des dimensions monopolistiques. En conséquence, il paraît essentiel que cette politique se traduise par certains changements dans le taux de l'impôt personnel sur le revenu. Le taux de l'impôt pourrait croître très rapidement chaque fois qu'une augmentation du revenu représenterait une accumulation du capital monopolistique.

CHAPITRE XIV

MESURES EN VUE D'ACCROITRE LE NOMBRE DES NOUVEAUX CAPITALISTES

ROLE PRINCIPAL DU CREDIT DANS UNE SOCIETE CAPITALISTE

Nous avons déjà discuté la possibilité de permettre au monde des nouveaux capitalistes de croître plus rapidement par la participation au capital. Nous avons souligné que ce résultat pourrait être obtenu par l'impôt sur les bénéfices des sociétés anonymes, car la progression sévère de cet impôt nous est familière. Lorsque nous approcherions le but désiré, où la production par le capital serait équilibrée par une répartition de la propriété de ce capital, il serait très possible que le taux de cet impôt sur le revenu des sociétés anonymes diminue sensiblement. A ce moment là, le produit de cet impôt serait uniquement employé à couvrir les dépenses du gouvernement. Soulignons que l'espoir d'une réduction disparaît si notre économie persiste à être une économie mixte.

Examinons maintenant la création possible de millions de nouveaux capitalistes, c'est-à-dire de millions d'hommes qui auraient compris les principes de l'économie capitaliste, et qui auraient acquis un capital suffisant pour vivre grâce à l'emploi de méthodes de crédit aussi effectives que celles que nous employons pour acquérir des biens de consommation. Ces méthodes ont permis aux consommateurs d'acheter 142 milliards de biens durables, près de 250 milliards de dollars de maisons d'habitation, 54 milliards de dollars de terres agricoles, et 35 milliards d'équi-

pement agricole (1).

Le fait qu'une production excessive est nécessaire pour aider au bon fonctionnement de notre capitalisme mixte, est fréquemment présenté comme une preuve de notre richesse économique. On nous dit que le problème n'est pas de se disputer les parts plus ou moins larges de cette abondance, mais d'essayer de l'augmenter. Le problème ne doit pas être posé en ces termes. Le devoir de toute société dont la répartition est basée sur le capital est de permettre à un nombre toujours plus grand d'individus d'être propriétaires de ce mécanisme complexe de la production.

PRECEDENTS HISTORIQUES

De nombreuses explications ont été avancées pour expliquer « comment les capitalistes sont devenus capitalistes ». Elles ne s'accordent pas toutes entre elles, et elles sont tour à tour absurdes, peu admissibles, ou amusantes. Si la théorie du capitalisme n'est pas formulée, et surtout si l'idée principale que le capital est l'élément majeur dans la production de toutes les richesses d'une société, n'est pas acceptée, toute théorie qui essaie d'expliquer le dynamisme du mode de répartition du capitalisme est fragmentaire et fautive.

Une explication traditionnelle de l'enrichissement d'un individu consiste à dire que, si tout individu est économe et sait faire des sacrifices pour mettre de côté le résultat de son travail, si, de plus, il sait placer ses économies avec courage et imagination, il est capable de se constituer un capital (2). Ceci est une explication exacte pour le com-

(1) Evaluation de la richesse pour 1952 par R. W. Goldsmith, *A Study of Saving in the United States* (Princeton, N. J. : Princeton University Press, 1956), Volume III, Table W-1.

(2) Par exemple, le « Invest-In-America Committee », poussé par tout le groupe bancaire a accepté la devise suivante : « Placez votre argent en Amérique pour créer de plus nombreuses et meilleures posi-

mencement de certaines fortunes. Mais, cette explication ne vaut que pour la toute première phase de leur développement. Etant donné la tendance que possède le capital de croître d'après une progression géométrique, la période des sacrifices est vite passée. De plus, cette explication traditionnelle n'explique pas l'existence d'énormes fortunes qui sont le résultat d'héritages, de dons, et de transferts de capital faits à l'occasion de mariages ou d'autres événements, qui permettent l'acquisition d'un capital initial sans qu'il y ait de la part du capitaliste ni restriction, ni sacrifice nécessaires.

L'accumulation de capital important par certains individus peut être expliquée autrement. Certains affirment que ces capitalistes, dont le succès est très remarquable, ont déployé une intelligence extraordinaire, qu'ils étaient en fait des génies de la finance. D'autres écrivains tels que Julius Rosenwald affirment que 99 pour cent des larges fortunes sont dues à la chance (1).

Une chose est certaine : non seulement le capital a toujours produit de la richesse, mais sa productivité a subi de tels changements, et a acquis des proportions si considérables qu'il est la cause de la plus grande partie de la richesse dans une société. Lorsque les droits de la propriété privée du capital étaient complètement respectés, comme sous le système du capitalisme primitif, et même lorsqu'ils

tions ». Il annonce de plus en 1957 pendant sa campagne de propagande « qu'un million de positions par an demandent un placement de 14.000 dollars pour chaque position, c'est-à-dire 14 milliards de dollars par an ; et de plus, 20 autres milliards de dollars seront nécessaires annuellement pour l'entretien des usines et pour celui du matériel qui fournissent les 66 millions d'emplois actuels. D'où viendra cet argent ? Il sera le résultat des mêmes efforts qui ont donné naissance au capital dans le passé... Il représentera les économies que feront les sociétés anonymes en ne distribuant pas tout leur bénéfice, et les économies du peuple américain... vos économies, nous l'espérons bien ».

(1) Voir Gustave Myers, *The Ending of Hereditary American Fortunes*, New-York, 1939, page 236, Note 8.

ne le sont qu'en partie, comme dans notre système de capitalisme mixte, on peut affirmer que toute accumulation importante de capital qui est le résultat d'économies s'est produite durant la vie des propriétaires de ce capital. La raison qui nous amène à cette conclusion peut être donnée brièvement. Si les valeurs économiques parmi lesquelles il faut compter les contributions à la production du capital et du travail, sont toutes déterminées d'après la demande qui est faite de ces deux éléments, il s'ensuit que les revenus importants et les économies substantielles sont celles des propriétaires du capital.

Les nouvelles agglomérations de capital sont le résultat de la puissance considérable de production de ce capital initial qui a été le résultat d'une épargne. Cette puissance de production est telle qu'elle a permis l'accumulation de capitaux importants en dépit de l'effet destructeur du double impôt progressif sur le revenu ; c'est-à-dire en dépit de l'impôt sur les bénéfices des sociétés anonymes qui frappe uniquement la richesse créée par le capital, et en dépit de l'impôt sur le revenu individuel qui frappe le revenu provenant du capital beaucoup plus lourdement que celui provenant du travail.

Le nombre d'individus qui peuvent devenir propriétaires d'un capital suffisant grâce aux économies faites sur leurs salaires ou sur leurs traitements est insuffisant pour maintenir une proportion nécessaire entre le nombre des capitalistes et la puissance de production toujours croissante du capital. Le travail est une source médiocre de richesse. Les salaires ne peuvent par eux-mêmes maintenir le niveau de vie que nous avons atteint aux Etats-Unis à moins qu'ils ne soient trop élevés. En admettant que les salaires soient encore plus élevés qu'ils ne le sont, et qu'une partie en soit soustraite pour permettre la création d'un capital suffisant pour les travailleurs, la consommation diminuerait si rapidement qu'une période de dépression grave s'ensuivrait immédiatement.

Dans la période actuelle de notre économie mixte où

les salaires sont très élevés, car ils ont pour but de répartir 70 pour cent de notre richesse nationale aux travailleurs, alors que leur travail ne produit que dix pour cent de notre richesse, les institutions qui président à l'épargne fonctionnent de manière à enlever aux travailleurs la propriété effective de l'argent qu'ils ont épargné et qui représente leur nouveau capital.

Les épargnes faites sous forme d'une assurance vie, illustrent ce point clairement. L'acheteur d'une assurance sur la vie ou son bénéficiaire reçoit en moyenne une somme fixe qui représente les épargnes de son assurance plus un intérêt fixe qui est négligeable. La richesse énorme produite par les usines et par les autres biens d'équipement acquis au moyen de prêts faits par ces compagnies d'assurance profitent aux emprunteurs, aux directeurs de ces compagnies d'assurance dont la position est immuable, et à tous ceux qui reçoivent une part de richesses d'après notre système de répartition basée sur le travail. L'individu qui souscrit une assurance sur la vie, au lieu de devenir un capitaliste, c'est-à-dire au lieu de devenir un propriétaire de capital, reçoit, dans notre économie mixte inflationniste, le nombre de dollars qu'il a économisés plus un petit intérêt, le tout dévalué comme il se doit par l'inflation.

On peut en dire autant des dépôts de caisse d'épargne et autres formes d'épargne qui ne se traduisent pas en propriété directe de capital.

Il est un fait établi que nous avons fait tous nos efforts pour fournir une masse énorme de capital à une industrie grandissante sans nous inquiéter s'il était réparti ou non parmi la population. En même temps, nous faisons des efforts considérables pour fournir du travail à tous ceux qui en désirent afin de créer la consommation globale des biens et des services. Nous avons déployé une imagination très grande pour inventer et perfectionner les méthodes de crédit afin de répartir la propriété des biens de consommation. Nous avons découvert qu'une répartition très large de ces biens est une condition obligatoire pour

que la production générale puisse opérer et pour que le niveau de vie très élevé soit accessible à beaucoup d'entre nous. Par contre, nous avons montré fort peu d'imagination pour inventer un mécanisme basé sur le crédit qui nous permettrait de répartir la propriété du capital. Voici les raisons de notre attitude :

(1) Nous ne sommes pas encore complètement convaincus de cette vérité que la propriété du capital doit de toute nécessité être largement répartie dans une économie intégralement capitaliste.

(2) Nous sommes encore enclins à croire que quelques individus seulement sont destinés à être propriétaires de capital tandis que d'autres ne le sont pas.

(3) Dans les quelques cas où quelque chose d'approchant d'un crédit de financement en faveur des nouveaux possesseurs de capital a existé (par exemple, les dix pour cent de marge exigés pour l'achat d'actions avant le crash de 1959), la nature des mesures prises n'était pas suffisante pour encourager la croissance de capitaux qui auraient permis aux gens de vivre de leur revenu. En même temps, ces mesures ne punissaient pas ceux qui les employaient pour créer une concentration dangereuse du capital ou pour spéculer.

L'histoire intéressante des lois qui traitent des transferts des terres publiques nous offre une exception. Dès 1875, le Congrès pensait promulguer une ordonnance qui sommerait le Ministère de la Guerre de diviser en lots certains terrains qui faisaient partie du domaine public et de les donner en témoignage de reconnaissance aux membres de l'Armée Continentale. D'après le Homestead Act de 1862, suivi d'autres « actes » ou décisions gouvernementales, de vastes terrains étaient donnés aux compagnies de chemin de fer pour les encourager à étendre leurs travaux dans la partie du pays qui n'était pas encore développée. D'autres lois suivirent qui réduisirent le domaine public et permirent à un grand nombre d'individus de devenir propriétaires. Grâce à ces mesures, un milliard d'acres devin-

rent propriété privée. Ce sont les résultats de cet Home-stead Act que nous devons étudier à nouveau aussi bien que les lois des divers Etats qui ont trait aux dépôts miniers pour trouver de rares exemples dans notre histoire où des millions d'individus sont devenus propriétaires de capital sur une grande échelle.

Deux conclusions peuvent être tirées de l'expérience acquise d'après ces lois. (1) Elles ont servi à créer des millions de propriétaires de fermes, de mines, de ranches, de forêts à couper. Si ces mêmes individus avaient compté seulement sur leur esprit d'économie et leur sacrifice pour mettre de côté le fruit de leur travail, très peu d'entre eux auraient pu atteindre le même but. (2) Ces lois n'étaient pas suffisantes, car elles n'ont pas instauré le capitalisme, elles n'ont pas empêché les hommes de se servir de ces lois mêmes pour créer une concentration dangereuse des richesses, et pour spéculer d'une façon malhonnête (1).

Pour bien comprendre la signification des lois qui ont permis la transformation d'une partie du domaine public en propriété privée, il faut se rappeler qu'elles ont été faites dans cette période pré-industrielle, ou pour mieux dire agricole, qui leur donnait tout leur sens, car le système de production était essentiellement agricole. Mais, ce qui nous intéresse au plus haut degré, c'est le système de crédit établi alors par ces lois, qui permettait aux nouveaux propriétaires de certaines terres de « payer plus tard » des milliards de dollars sous forme d'impôts payés soit au gouvernement fédéral, soit à celui des Etats.

Ces nouveaux propriétaires de fermes, de « ranchs », de forêts et de mines représentent les modèles que nous devons essayer de reproduire pour créer de nouveaux pro-

(1) Des milliers d'hectares de forêts représentant un capital considérable, des mines et des pâturages ont été littéralement volés sous les yeux de fonctionnaires malhonnêtes ou négligents du cadastre, et d'autres millions ont été extorqués au gouvernement par divers artifices de la chicane. Dans toute l'histoire de la corruption politique,

priétaires de capital pour notre période industrielle.

La leçon qui découle de ces exemples est que ces familles qui n'avaient aucune propriété productive, mais qui en ont compris les avantages, ont pu changer leur manière de vivre. Au lieu d'être totalement prisonnières du salaire qui venait de leur travail, elles ont adopté une autre conception de l'existence, où leur revenu venait en grande partie de leur propriété productive. Malgré les fautes énormes commises par le Homestead Act, malgré les désordres et le gaspillage qui ont eu lieu pendant leur application, il a été démontré que des millions de familles ont pu apprendre à diriger une propriété productive et la transmettre aux générations suivantes.

L'expérience que nous avons faite à cette époque en transformant une partie importante du domaine public en propriété privée, réfute l'idée que les individus qui n'ont pas été capitalistes ne peuvent pas apprendre à l'être dans une société moderne. On ne peut plus objecter que la leçon qui se dégage de l'application du Homestead Act et du Mineral Patent Act ne peut s'appliquer qu'au capital représenté par les fermes, par les mines et par les forêts. Toute famille qui a pu apprendre à faire valoir une propriété agricole peut apprendre à exploiter la valeur productive d'une usine d'engrais chimiques, d'une filature de coton, d'une industrie alimentaire, d'une scierie, d'une usine de caoutchouc synthétique, ou de n'importe quelle industrie qui emploie des biens d'équipements. Il n'y a rien de mys-

on a rarement vu des transactions prendre de telles proportions, et le faire avec une telle effronterie. A l'Est comme à l'Ouest, des milliers de fortunes considérables ont été édifiées grâce aux richesses arrachées au gouvernement pour un morceau de pain, ou obtenues grâce à quelques pots de vin, voire par le vol pur et simple. Néanmoins, grâce à la division du domaine national, des milliers de nouvelles fermes ont été créées. Entre 1865 et 1900, des milliards de nouvelles richesses ont été ajoutés annuellement à la production nationale.» (Charles et Mary Beard, *A Basic History of the United States*, New-York, 1944, page 295). Voir aussi « The Significance of the Frontier in American History », réimprimé dans *The People Shall Judge*, Chicago, 1953 : Volume II, pages 129 à 141.

térieux dans le fait très simple qu'un capital représentant la millième part d'une aciérie peut produire plus de richesses que la propriété de toute une ferme.

Les écrivains socialistes et quelques économistes américains qui ne se rendent pas compte de la tendance socialiste de leurs idées essaient souvent de distinguer entre (a) la propriété privée des fermes ou des petites entreprises basées sur l'artisanat (dans lesquelles le propriétaire ajoute, ou, nous dit-on, ajoutait autrefois son travail manuel à la propriété de son capital afin de créer des richesses) et (b) la possession d'actions dans une entreprise industrielle moderne (dans laquelle le propriétaire a seulement besoin de faire entendre son avis comme actionnaire). Etablir cette distinction en appelant (a) une propriété active, et (b) une propriété passive, ou en appelant la première (a) être vraiment possesseur de la propriété, et la seconde (b) être le sujet passif des gains de cette propriété, implique un manque de compréhension total des droits de la propriété et une ignorance de *l'activité productrice du capital*.

Dans une société pré-industrialisée, le travail manuel représentait plus de 90 % de toute l'activité productrice. Mais, dans cette économie industrialisée moderne, le travail mécanique ne fournit qu'une partie minime de l'énergie nécessaire à la production et qu'une fraction du travail de contrôle. En approuvant la propriété privée qui repose sur le travail manuel du propriétaire, les socialistes ont essayé de garder dans la société industrialisée le modèle de production et de propriété qui existait dans les sociétés pré-industrialisées. Le capitaliste de demain qui pourra le devenir grâce à certaines mesures de crédit intelligemment établies, ne peut pas produire un travail productif qui serait égal à la valeur de production de son capital, car la valeur de production du travail ne peut égaler celle du capital. En fait, le mot même d'industrialisation veut dire élimination de tout travail manuel mono-

tone aussi souvent que cela est possible.

Il existe une autre exception assez récente, à notre habitude incapacité à promouvoir des méthodes de financement permettant d'acquérir un capital assurant un revenu suffisant pour vivre. Il s'agit de la création du Fédéral Farm Crédit System et de l'organisation de la « Farmers Home Administration of The Departement of Agriculture » (1).

(1) Le « Farm Credit Administration » qui a succédé à de nombreux organismes fédéraux qui avaient pour objet d'aider les entreprises agricoles à se procurer des fonds, est un organisme indépendant, émanant de l'Exécutif. Cette organisation comprend 1100 bureaux qui font des prêts aux entreprises agricoles ; le capital de ces bureaux est la propriété temporaire des emprunteurs qui doivent acheter un nombre d'actions représentant 5 pour cent de leur prêt. L'association des bureaux qui font des prêts aux entreprises agricoles, à son tour, achète une somme identique d'actions à la banque fédérale, chargée uniquement de financer les opérations concernant les entreprises agricoles. Cette banque fédérale est située dans le district où le bureau des prêts agricoles fonctionne. Le pays entier est divisé en douze districts semblables. Les propriétaires d'entreprises agricoles ou de « ranchs » peuvent obtenir des prêts qui varient entre 100 dollars et 200 000 dollars. Les prêts doivent avoir pour base 65 pour cent de la valeur agricole de leurs entreprises qui est offerte comme garantie. Les fonds à la disposition de la banque fédérale qui s'occupe des problèmes agricoles proviennent principalement de la vente d'obligations émises par cette banque auxquelles le grand public souscrit. Ces obligations ne font pas partie du programme général d'emprunt du gouvernement fédéral. Les taux de l'intérêt de ces prêts sont établis par The Farm Credit Administration dans chaque district.

The Farmers Home Administration, créé en 1937, est un service du Ministère de l'Agriculture, destiné à permettre aux propriétaires d'entreprises agricoles d'emprunter ; habituellement, ceux-ci ne peuvent en effet pas s'adresser aux banques ordinaires, leur capital étant trop limité. The Farmers Home Administration fait des prêts à ces propriétaires et aux éleveurs pour acheter des semences, de l'engrais, et pour toute sorte d'équipement, ce qui équivaut à leur fournir un capital de travail. Il est permis aussi à deux fermiers de se réunir pour emprunter, pour acheter de l'équipement lourd et du bétail de haute qualité, afin de se procurer d'autres avantages, alors qu'individuellement, ils ne pourraient faire cet emprunt. Les prêts sont faits après que les demandes ont été examinées par un « Committee of the County ». Ces comités déterminent le caractère, l'aptitude, la capacité de travail et l'expérience de l'emprunteur. Les emprunts sont amortis après une période de 45 ans, le paiement en est variable, et il est possible de faire certains paiements pendant les années de prospérité. La valeur des entreprises qui reçoivent cette aide financière ne doit pas dépasser la valeur moyenne d'une en-

Nous trouverons ici un cas où le gouvernement use de son pouvoir pour aider les foyers agricoles à acquérir ou à augmenter leur capital. Ce système s'est développé pour répondre aux besoins des petits agriculteurs dont les travaux étaient restés sous-marginaux par rapport au progrès technique et pour aider ceux qui avaient été appauvris par la dépression.

Les moyens employés dans tous ces projets qui aident les agriculteurs à obtenir des capitaux seront étudiés quand il s'agira d'organiser les mesures qui permettront l'établissement du programme capitaliste. Malheureusement, les leçons économiques que l'on a pu tirer du fonctionnement de ces institutions sont négatives.

Le système fédéral de crédit agricole a conservé les fermes dont le rendement était mauvais si on les compare à celles dont le capital est important. Il en est des petites fermes comme des usines où l'on travaillait à la main, ou des moissonneuses tirées par des chevaux et des bateaux à voiles. Elles ont été dépassées par les entreprises agricoles qui sont très productives parce qu'elles emploient les derniers procédés techniques modernes. Les efforts que le gouvernement a faits pour ces fermes, en leur offrant une aide directe représentée par des prêts, et en achetant le surplus qu'elles produisent, ne représentent pas une politique désirable ; cette politique ne doit pas être imitée par la révolution capitaliste.

Le programme de crédit agricole, non seulement a préservé celles qui n'étaient pas modernisées, mais il a causé une hausse des prix agricoles en les faisant monter jusqu'à des niveaux bien supérieurs à ceux qui auraient

treprise de type familial, située dans le comté considéré. Le programme du bureau de Récupération pour la construction de barrages d'irrigation et pour le réseau de distribution de l'eau et d'électricité, est seulement en partie, un programme qui a pour but d'encourager la formation de capital des exploitations agricoles, puisque la moitié seulement de la dépense est remboursée par le fermier qui en profite.

été atteints par la concurrence normale. Il en est résulté une élévation du coût de la vie et la concurrence normale n'a pas pu jouer dans toute cette sphère de l'activité économique.

CREDIT ET REPARTITION DE LA PROPRIETE DU CAPITAL

Notre économie capitaliste mixte a développé un système de crédit très perfectionné qui permet à un ménage d'acheter une demeure de 20.000 dollars en faisant un premier versement minime et même sans premier versement. Le prêt comporte un intérêt peu élevé et il peut être remboursé en versements annuels pendant une période de 25 ans. Un crédit tout aussi facile est à la disposition de tous les consommateurs qui désirent acheter une automobile, des objets ménagers, ou, en fait, n'importe quel bien de consommation. Ces mesures qui permettent au consommateur d'acheter à crédit, n'ont pas leur équivalent quand il s'agit de permettre aux individus d'acquérir du capital (1).

Alors que le système de crédit qui permet l'achat de maisons d'habitation et de biens de consommation dura-

(1) La bourse de New-York favorise un système qui permet l'achat d'actions, grâce à des paiements mensuels. Cependant, l'acheteur qui emploie ce plan ne fait qu'organiser l'achat de ses actions en petite quantité et en groupes dépareillés. Cela ne représente pas un système de crédit ou un plan qui permettrait l'achat de sommes substantielles de capital, grâce à des versements réguliers. En fait, le Federal Reserve System limite sévèrement la « marge » entre la valeur en bourse des actions et la somme que l'on peut emprunter pour faire un premier versement afin d'acquérir ces actions. Ces marges ont varié entre 50 % et 100 % de l'action depuis 1935. A l'heure actuelle, elles sont de 70 %. Il est impossible d'emprunter sur des actions achetées avec une « marge » pour essayer d'acquérir du capital, puisque la banque peut demander le paiement de ce prêt à n'importe quel moment, et si la bourse descend, le propriétaire est obligé de trouver la somme nécessaire que représente la différence entre le premier versement et la valeur totale de l'action. Les achats d'actions avec le système de « marge » sont employés seulement par les spéculateurs et les restrictions imposées sont destinées à décourager la spéculation.

bles, est en plein essor, il est intéressant de noter que les possibilités d'acquisition de capital sont nulles. Cette différence ne peut pas s'expliquer par le fait que les moyens de crédit pour encourager la formation de capital ne sont pas praticables. Au contraire, les différences qui existeraient entre un système de crédit pour l'achat des biens de consommation et celui pour l'acquisition de capital, sont en faveur de ce dernier.

La propriété d'un capital productif donne le droit au propriétaire de ce capital de recevoir la richesse que ce dernier produit, et si le système de répartition est complètement basé sur le capital, ce propriétaire peut payer l'emprunt qu'il a fait pour l'acquérir avec le revenu qui en découle. La propriété d'une maison d'habitation fournit à l'acheteur la jouissance de sa maison et non pas un revenu (1). Les maisons d'habitation et les autres biens de consommation doivent être payés complètement par d'autres gains, s'ils ont été achetés à crédit. L'achat de capital ou l'achat d'actions qui représente un capital productif est, par conséquent, une transaction beaucoup plus simple, car le capital que l'acheteur se procure est une preuve qu'il peut payer cet achat automatiquement. Il n'en est pas de même pour l'achat d'un bien de consommation fait à crédit.

En d'autres termes, dans une économie où les sociétés anonymes, solides au point de vue financier, seraient obligées de répartir leurs gains parmi leurs actionnaires, le revenu de ces actions serait sensiblement plus élevé qu'il ne l'a été dans le passé. Tout système de crédit qui permettrait à un individu d'acquérir un capital en empruntant le prix d'achat des actions, prêt garanti par les actions

(1) Pour savoir si un certain objet est un bien de consommation ou un capital, il faut savoir dans quel but il a été acquis. Une demeure privée qui est acquise par un individu pour y vivre, est un bien de consommation, tandis qu'une maison qui est achetée pour permettre au propriétaire de toucher les loyers, est un capital.

achetées, à un intérêt plus bas que le revenu créé par ces actions, permettrait à ce capital de créer lui-même les sommes nécessaires à son paiement (1). Ceci n'est jamais vrai des biens de consommation achetés à crédit.

Un autre fait doit être mentionné. Les actions qui seraient les plus faciles à financer par des versements échelonnés ou par des emprunts à longues échéances, qui permettraient l'amortissement du prêt grâce aux revenus perçus, seraient sans doute les actions des sociétés anonymes les mieux établies et les plus stables, par exemple les actions émises par les sociétés anonymes qui fournissent les services publics. C'est pourquoi un programme bien compris pour faciliter la création d'un grand nombre de nouveaux capitalistes, pourrait exiger que certaines actions soient achetées de préférence à d'autres, car elles rempliraient certaines conditions désirables. L'existence de ces conditions favorables permettrait aux nouveaux capitalistes d'acquérir ce capital plus aisément que les individus dont le capital aurait atteint les proportions d'un monopole de la production. De tout ce que nous venons de dire, il devrait ressortir qu'un système de crédit qui aurait pour but de créer des millions de nouveaux capitalistes, devrait être à la portée de toute famille désireuse d'obtenir un capital qui lui permettrait d'avoir un revenu suffisant pour vivre, tandis qu'il ne pourrait être accessible à tous ceux dont le capital a atteint les proportions d'un monopole de la production.

LE FINANCEMENT DES NOUVEAUX CAPITALISTES

Quand nous nous sommes rendus compte, vers 1930

(1) Les actions dont le revenu total serait distribué aux propriétaires, ne seraient pas nécessairement plus chères que celles que nous achetons dans notre économie mixte. On doit se rappeler que la concentration de la propriété du capital serait amenée à disparaître, car les sociétés anonymes seraient constamment à la recherche de nouveaux capitaux au lieu de se les procurer comme elles ont coutume de le faire actuellement en s'abstenant de payer les revenus qui sont dûs aux actionnaires, ou en faisant des emprunts.

et dans les années qui ont suivi, qu'une économie basée sur la production de masse ne peut pas survivre, et ne peut pas en aucune manière établir un niveau de vie élevé, si elle n'est pas accompagnée par une consommation de masse, nous sommes arrivés très vite à la conclusion qu'il fallait stimuler directement la consommation. Cette idée est celle qui est actuellement la base de notre système de crédit éminemment efficace pour l'achat des biens de consommation.

Il est évident que si on avait reconnu qu'une large répartition du capital parmi la population était essentielle à la prospérité à mesure que le progrès technique avançait, nous aurions développé des méthodes qui auraient permis « d'acheter » du capital aussi facilement que nous achetons des biens de consommation. Nous aurions aussi appris que la répartition du capital parmi toute la population aurait rendu inutiles les mesures actuelles destinées à faciliter l'achat des biens de consommation, elles auraient même été considérées comme dangereuses. Nous aurions compris que le rôle du gouvernement consiste à *élargir la participation à la production des richesses afin d'élargir la juste répartition des revenus*. Du point de vue du capitalisme, le besoin évident de stimuler l'achat des biens de consommation par des mesures de crédit, prouve que l'encouragement donné à l'heure actuelle à la création de nouveaux capitalistes est insuffisant (1).

(1) John Maynard Keynes a rendu populaire « la théorie du multiplicateur » qui régit les rapports entre les sommes dépensées pour la formation de capital et les emplois qui en résultent. Voir *The General Theory of Employment, Interest and Money*, New-York, 1935. Chapitre X. Cette idée a reçu le nom, en jargon économique, de « pump-priming ». On doit remarquer que la théorie du Capitalisme n'implique pas le « pump-priming ». Dans un système économique dont la répartition est complètement basée sur le capital, des liens constants sont créés entre le système de production qui est avant tout le capital et les consommateurs. De cette manière, les efforts que ferait une société entièrement capitaliste pour augmenter le nombre des propriétaires de capital, ne consisteraient pas seulement à établir un système temporaire pour multiplier les emplois, mais une source permanente de revenus pour les nouveaux foyers propriétaires de capital.

Supposons que tout le monde comprenne ce que représente une production industrielle et une répartition de la richesse basée sur le capital. Supposons également que tout le monde commence à accepter les principes du capitalisme. Que restera-t-il à faire une fois que les différentes mesures indiquées auront été adoptées en sorte que les familles jusqu'ici entièrement dépendantes de leur travail participent à la production par leur capital et reçoivent leur part légitime de la répartition des richesses ?

Le problème de la répartition du capital à travers de plus larges couches d'une société capitaliste, tout comme celui du financement des achats à crédit du consommateur dans une société de capitalisme mixte, consiste principalement à employer le crédit habilement. Mais, nous devons aussi déterminer l'importance qui doit être donnée à une répartition plus large du capital parmi la population, et celle qui doit être accordée à la formation de nouveaux capitalistes. Cette question est des plus sérieuses et doit être étudiée séparément. Cependant, il est possible de montrer en quelques mots comment les conceptions modernes du crédit et de la vente peuvent être employées pour créer des millions de nouvelles familles capitalistes. Au cours de cette analyse, nous pouvons aussi noter les problèmes qui se posent.

Les formes que prend le crédit et que nous connaissons bien pour nous procurer des biens de consommation, peuvent être adoptées facilement pour financer l'acquisition de capital (1). Parmi ces plans, il y aurait tout d'abord les prêts pour l'acquisition de capital. Ces prêts seraient

(1) Pour éviter les abus, certaines mesures devraient être prises, afin de s'assurer que seules les personnes qui emploient ces méthodes financières ont vraiment besoin d'acquérir un capital pour se procurer un revenu nécessaire. Ces mesures, une fois prises, le service des prêts dans une banque pourrait présenter plusieurs plans financiers, qui pourraient être employés par tous ceux qui veulent se constituer un capital dont le revenu serait suffisant pour un individu.

normalement garantis par les actions achetées. Ce système d'achat et de garantie serait naturellement accompagné par un système de versements réguliers échelonnés sur une certaine période. Le droit de recevoir le revenu de ces actions, le droit de voter et les autres droits qui appartiennent aux propriétaires d'actions d'une façon générale, seraient immédiatement accordés aux acheteurs d'actions et ils resteraient en leur possession tant que le paiement du prêt ne serait pas en défaut.

Ce système d'achat pourrait être employé pour acquérir des actions émises par des sociétés anonymes très connues, ou pour les actions de sociétés anonymes nouvellement créées. Les modalités d'obtention du crédit pourraient être différents dans ces deux cas (1). Par exemple, un crédit facile qui permettrait l'acquisition d'actions bien connues aurait tendance à faire monter le prix de ces actions, tandis qu'une certaine facilité pour obtenir du crédit dans le but d'acheter de nouvelles actions augmenterait la rapidité de la formation de nouveaux capitalistes.

Un autre moyen qui est employé pour financer l'achat des biens de consommation pourrait être employé pour encourager le programme des nouveaux capitalistes. Nous voulons parler des paiements à tempérament. Les sociétés anonymes qui ont besoin de capitaux pourraient émettre des actions qui seraient achetées grâce à des versements qui s'échelonnent pendant des mois ou même des années. Ces sociétés anonymes seraient obligées de payer aux actionnaires le revenu de leurs actions. Ces revenus seraient le résultat, cependant, d'un capital qui ne serait pas encore payé. Ces sociétés anonymes en manière de com-

(1) Les lois de la plupart des états empêchent une société anonyme d'accorder des crédits si les actions sont offertes comme garantie. Les lois des différents états qui régissent les sociétés anonymes ne sont pas généralement conçues pour faciliter l'extension de la propriété du capital.

pensation pourraient se procurer du capital dans des conditions relativement faciles.

Si certaines actions bien connues étaient achetées grâce à un plan d'emprunt, la règle de la « couverture » serait écartée. On continuerait à établir une couverture de 100 % pour tout individu qui achèterait des actions si son capital a déjà atteint certaines proportions qui en font ce que nous appelons un monopole de la production, ou s'il est évident que l'achat d'actions est fait en vue de spéculations et non pas de placements. Des mesures sévères devraient être adoptées pour empêcher l'emploi par les spéculateurs des méthodes que nous avons étudiées. Ces spéculateurs seraient tous ceux qui se procurent du capital sans intention de le garder, peu importe s'ils sont déjà propriétaires d'un capital important ou non. L'emploi en serait défendu aussi à tout individu dont le capital serait déjà considérable.

A mesure que la révolution capitaliste s'avancerait, les difficultés pour estimer la valeur des actions de la société anonyme afin de faciliter les prêts, diminueraient. En effet, des règles sévères enjoindraient les sociétés anonymes de répartir parmi leurs actionnaires le revenu créé par leurs actions. La fluctuation présente du prix des actions qui semble la plupart du temps inexplicable, est le résultat du droit absolu qu'ont les directeurs de la société anonyme de garder ou de répartir comme bon leur semble, les gains provenant de ces actions. Ce droit absolu corrompt les tests employés pour évaluer les actions en vue d'un prêt possible, comme il empêche l'évaluation qui doit avoir lieu tous les jours pour déterminer la valeur de ces actions en bourse. A mesure que la révolution capitaliste avancerait, le danger d'une dislocation cyclique de l'économie diminuerait pour disparaître complètement. Ce danger menace constamment la bourse et explique certaines attitudes des sociétés anonymes et de la bourse sur la valeur des actions.

Les garanties qui seraient accordées pour établir les prêts nécessaires à l'acquisition de capitaux, pourraient

être le résultat d'arrangements variables, mais il serait désirable d'établir certaines périodes de paiements qui permettraient à l'emprunteur de toucher les revenus provenant du capital acheté avant de payer les sommes qu'il doit. Puisque la répartition du capital parmi les diverses couches de la société a pour but de permettre aux nouveaux capitalistes de participer à la production en tant que capitalistes, il est essentiel que leur revenu soit payé en entier pendant toute cette période de transition pour qu'ils puissent en employer la majeure partie à l'achat de biens de consommation. Une partie infime de ce revenu serait nécessaire pour amortir la dette représentée par l'achat de ce capital.

Le principe de la diversification des placements qui domine toute sage administration de capital, devrait être la condition de toute acquisition de capital par un foyer. L'adoption de ce principe et la préférence donnée à tous ceux qui veulent se constituer un capital, rendraient efficace cette répartition du capital parmi toute la population.

Le revenu dérivé du capital acquis grâce à un emprunt devrait être soustrait à l'impôt. Cette dernière mesure est pratiquée dans le cas de tous les paiements d'intérêt à l'heure actuelle. Tous les moyens possibles devraient être adoptés pour diriger les fonds des individus qui ont déjà des fortunes importantes vers des opérations financières qui faciliteraient la répartition de ce capital à travers toute la population.

Dans le cas des prêts faits en vue de l'acquisition de nouvelles actions, certains problèmes devraient être considérés. Une diversification intelligente serait imposée à ceux qui désireraient acquérir du capital. Elle établirait un équilibre entre les actions des sociétés anonymes bien connues et celles qui sont émises par de nouvelles sociétés

anonymes (1). Les actions émises par les nouvelles sociétés anonymes ne devraient pas pouvoir être achetées par les nouveaux capitalistes tant qu'elles n'auraient pas fait leurs preuves. Leurs actions devraient être exclues de la liste des petits capitalistes. Parce qu'elles sont essentiellement spéculatives, elles seraient possibles seulement pour les individus qui ont déjà des capitaux importants et qui peuvent se permettre ce risque (2).

Le programme destiné à créer de nouveaux capitalistes tiendrait compte des besoins considérables de capital de notre économie et aiderait la formation de certaines agglomérations de capitaux. Il veillerait aussi à la répartition de ce capital parmi toutes les couches sociales.

Le gouvernement qui encouragerait la formation de ce capital privé accomplirait son devoir en permettant à toutes les familles de la société de participer d'une façon efficace à la production. Par conséquent, un programme

(1) Les placements dans les entreprises d'utilité publique par exemple, seraient au premier rang des placements désirables pour les nouveaux capitalistes qui n'ont aucun capital et qui les feraient au moyen d'emprunt. Il semble certain que les besoins énormes d'électricité dans l'avenir, fourniront une occasion unique de placements pour les nouveaux capitalistes. Le Joint Committee Report de 1954 estimait qu'en 1965, une capitalisation annuelle de 35 milliards de dollars serait nécessaire (*Potential Economic Growth of the United States during the Next Decade*, Joint Committee Print page 11). Ce besoin de capital qui est considérable pourrait encore augmenter au début de l'établissement d'une économie capitaliste. Ceci prouve que cette transition pourrait se faire plus facilement à notre époque que dans le passé.

(2) Les travaux de trois savants, membres de l'Institut de Technologie de Californie, nous donnent une idée de ce que pourront être les besoins de capitaux de notre économie. Si l'industrie commence à se développer dans les pays sous-développés du monde entier, nous aurons besoin d'exploiter tous les dépôts de minéraux, tout le pétrole et tous les autres combustibles qui se trouvent dans le sol, et la quantité d'eau nécessaire surpassera nos ressources actuelles en eau douce. « A ce moment-là, l'industrie minière aura complètement disparu et sera remplacée par des industries chimiques dont les ramifications seront incalculables. Elles exploiteront la pierre, l'air, l'eau de mer, d'où sera extraite une multiplicité de produits, parmi lesquels nous trouverons l'eau douce, l'énergie électrique, les combustibles liquides et les métaux. » (Harrison, Brown, James Bonner, John Weir : « *The Next Hundred Years* », New York, 1957, page 151).

de prêts pour l'achat de capital serait accompagné d'assurances organisées par l'Etat qui protégeraient les organismes acquéreurs des nouvelles actions contre le risque de mévente. Ce programme serait entièrement justifié. Le principe général qui préside au programme de prêts de la Federal Housing Administration pour l'achat de maisons d'habitations pourrait être adapté à l'achat d'actions.

Le fait que les nouvelles émissions d'actions ne réussissent pas à produire un capital suffisant est souvent expliqué par le coût très élevé qui accompagne la vente de ces actions au public. Il serait désirable que le gouvernement protège la vente du capital par une assurance. Le danger que représente pour les agents de change l'incertitude de vendre assez d'actions dans une période voulue, et qui est la cause des frais causés par tout programme de vente de nouvelles actions, serait ainsi éliminé. Cette mesure devrait être accompagnée par une révision des lois fiscales, sur les bénéfices des sociétés anonymes qui empêchent les emprunts à longs termes. Ces mesures assureraient une répartition beaucoup plus facile et rapide du capital parmi toutes les couches de la société. Il est important de remarquer qu'une institution chargée de fournir une assurance de cette sorte, appelons-la société anonyme d'assurance pour la répartition du capital, ne fournirait pas directement le capital nécessaire aux entreprises qui voudraient courir de nouveaux risques. Ce rôle serait assumé par les actionnaires. Cette nouvelle société anonyme d'assurance se contenterait de garantir que l'achat des actions par le nouvel actionnaire serait payé.

Pendant les années de guerre, quand il était nécessaire de produire des armements et autres équipements militaires en même temps que des biens de consommation, nous avons fait face à cette double tâche par l'emploi intelligent du crédit privé et public. Il faut noter qu'en même temps de nouvelles formations de capital ont pris naissance. Qui peut donc douter que nous ne puissions financer dans l'avenir de vastes formations de capital grâce à nos institutions

privées et publiques ? Ce capital serait la propriété de nouveaux capitalistes. Ces formations de capital seraient financées de telle sorte que les dettes encourues pour les constituer seraient payées au fur et à mesure. La richesse créée par ce nouveau capital serait telle qu'elle rapporterait un ample bénéfice à ceux qui auraient eu le courage d'accorder du crédit aux nouveaux capitalistes.

Dans la période qui précéderait l'établissement du capitalisme et dans celle qui le suivrait, deux tendances devraient se développer simultanément pour maintenir notre société en parfait équilibre. L'expansion de notre économie devrait être assurée en même temps que le capital serait réparti d'une façon plus uniforme parmi toute la population. Certains organismes seraient donc créés pour mener à bien cette double mission. Ce sont les banques commerciales, les sociétés d'investissement et les autres institutions financières privées qui devraient être les premières à avoir le droit de fournir ce crédit. Le gouvernement devrait aider ces institutions si elles se trouvaient incapables de fournir le crédit nécessaire en fournissant une garantie des paiements ou en fournissant ce crédit lui-même.

Il n'y a pas lieu de craindre que le pouvoir du gouvernement ne soit considérablement accru, et que la liberté individuelle ne soit mise en danger si le gouvernement devait intervenir comme nous venons de l'indiquer. Les hommes qui ont présidé à la création de notre république, ont fait observer avec justesse que la liberté des citoyens est basée sur leur pouvoir économique qui modère le pouvoir politique du gouvernement. Si les principes qu'ils ont établis pour l'existence d'un gouvernement libre sont suivis dans notre société industrielle moderne, nous serons obligés de conclure que le pouvoir économique doit être largement réparti parmi toutes les couches sociales. Cela revient à dire que la propriété du capital doit être répartie de cette manière afin d'éviter la centralisation du pouvoir économique. On voit, par conséquent, que l'effort fait par le

gouvernement pour répartir la propriété du capital parmi tous les individus de la société revient à garantir que le pouvoir politique et économique seront séparés et que la liberté individuelle sera respectée (1).

BESOIN DE NOUVEAUX TYPES D'ASSURANCE

La répartition du capital parmi la population tout entière présente un autre problème qui doit être discuté.

A mesure que le capitalisme fonctionnerait, le risque de dislocations majeures de l'économie diminuerait et disparaîtrait enfin lorsqu'une économie capitaliste serait instaurée. Un des plus grands dangers que présente notre capitalisme mixte serait éliminé. Mais, un autre danger subsisterait : c'est celui qui est inhérent à toute économie industrielle basée sur la libre concurrence et qui est concrétisée par des pertes importantes de capital dues à la supériorité technique d'un concurrent. Lorsque les foyers dépendront davantage de leur capital pour vivre, ils seront davantage exposés à ce danger éventuel.

La solution de ce problème est offerte par le problème lui-même. La théorie sur laquelle toute assurance contre les accidents ou toute assurance sur la vie repose, est que le chef de famille (qui est le plus souvent l'assuré) représente celui qui fournit le support économique de toute la

(1) La doctrine du laissez-faire est fautive et a été réfutée par les événements historiques. Elle a fait, cependant, une impression si profonde sur certains esprits que l'idée de donner au gouvernement le droit d'intervenir par certains règlements, pour assurer la liberté économique et politique, fait craindre immédiatement l'avènement d'un régime totalitaire. Mais, si on maintient que la répartition du pouvoir économique ne peut pas être encouragée volontairement par le gouvernement, on en arrive à accepter une anarchie économique. De même ceux qui prétendent qu'une société libre est une société qui n'a pas de gouvernement civil, acceptent par là-même l'anarchie politique.

famille par son travail (1). La maladie, l'accident ou la mort amènent habituellement une perte de revenu pour la famille. C'est pour parer à ce danger que toute famille prend une assurance. Mais, lorsque la même famille est propriétaire d'un certain capital, sa participation à la production est indirecte, et la maladie ou l'incapacité causée par un accident ou la mort n'ont plus l'importance qu'elles représentaient lorsque le revenu de la famille était le seul résultat du travail du père de famille.

Lorsqu'une famille dépend pour son existence du revenu d'un capital, le premier danger auquel il faut parer est celui qui vient de la libre concurrence et du progrès technique. Ce danger peut être considérablement diminué par une diversification des investissements. Mais, de plus, il serait nécessaire d'organiser un système d'assurances afin de protéger le revenu d'une famille contre la faillite possible et simultanée de plusieurs entreprises. Ce genre d'assurances serait un développement logique de l'assurance sur la vie dans une société vraiment capitaliste.

De plus, bien qu'une économie capitaliste soit exempte de catastrophes économiques, elle serait cependant sujette à des variations cycliques qui dépendraient de la plus ou moins grande activité économique. Il est possible de concevoir que certaines assurances puissent être instituées par le gouvernement pour protéger les individus contre les effets des périodes de ralentissement économique. Ces assurances remplaceraient toutes les mesures prises actuellement par le gouvernement pour essayer de ranimer la vie économique dans des périodes de crise. Ces assurances pourraient être intégrées à l'impôt sur le revenu. Ce dernier pourrait diminuer en période de ralentissement éco-

(1) Les complications de nos lois sur les impôts, des lois régissant l'impôt sur le revenu personnel et des lois sur les successions sont très souvent la raison pour laquelle un individu prend une assurance sur la vie. Dans ces cas-là, le motif économique habituel fait défaut.

nomique et fournirait un certain revenu à l'assuré. Par contre, pendant les périodes de prospérité, il permettrait d'accumuler les primes.

LES NOUVEAUX CAPITALISTES

Pendant la période de transition qui nous amènerait au capitalisme, les efforts faits pour créer du travail artificiellement pour répartir équitablement les richesses deviendraient inutiles et le nombre d'individus qui chercheraient un gagne-pain pourrait être supérieur au nombre d'emplois offerts. L'effort qui doit être fait pour apprendre à l'être humain qu'il doit employer ses loisirs à travailler d'une manière disintéressée ne peut porter de fruits immédiatement. Certains foyers fournissent un effort considérable pour gagner de l'argent alors que leur capital constitue déjà un vrai monopole de la production. En effet, ils empêchent d'autres individus d'obtenir les emplois dont ils ont besoin pour vivre. Ces familles pourraient encore persister dans leur erreur et continuer à faire un travail que nous appelons de « subsistance » et qui absorbe toute leur énergie créatrice. C'est seulement lorsque la révolution capitaliste sera bien comprise que les individus déjà propriétaires d'un capital considérable, considèreront le travail désintéressé et créateur comme le seul travail auquel ils devraient se consacrer. Le faux idéal du plein emploi auquel nous sommes si attachés mourra alors lentement. Le gouvernement devra intervenir par certains règlements pour établir ce changement.

Lorsqu'on acceptera que toute personne qui pourrait être employée ne doit pas nécessairement l'être, il est évident que les individus qui seront les premiers à ne pas demander un emploi seront les possesseurs d'un capital si important qu'il peut être considéré comme un monopole

de la production (1).

Un nombre considérable de travaux purement mécaniques existeront toujours afin de créer la richesse nécessaire à un niveau de vie élevé. Nous les appelons « travaux de subsistance ». Des millions de travailleurs seront donc toujours occupés à ces travaux. Chaque membre de la société devrait apprendre en quoi ces travaux consistent et devrait avoir la possibilité de trouver un emploi de cette catégorie pendant un certain temps afin de les connaître. Une fois ce principe général établi, deux idées devront être soulignées. Lorsque les emplois offerts aux travailleurs capables de faire un travail mécanique sont moins nombreux que le nombre d'individus qui cherchent un travail de cette catégorie, le nombre de ceux qui l'obtiennent sera limité. De plus, lorsque le nombre de ces emplois ne sera pas suffisant pour satisfaire l'idéal de plein emploi de tous les individus qui veulent un travail semblable parce que n'étant pas capables d'en faire d'autres, ils préfèrent ces travaux, le gouvernement devra défendre à toute personne propriétaire d'un capital important d'accepter un travail dit de subsistance. En effet, grâce à son capital, cet individu participe à la production et le travail mécanique qu'il exécuterait nuirait au droit des autres.

Pendant la période de transition entre le capitalisme mixte et le capitalisme, un nombre de plus en plus considérable d'individus qui dépendaient pour leur existence de leurs salaires seuls, commenceront à compter d'une manière progressive sur le revenu de leur capital. Il faut compter parmi ces derniers, les employés qui font un travail technique et tous ceux qui s'occupent de la direction des entreprises. Ce changement sera très favorable au dé-

(1) Le capital qui constituerait un « monopole » du capital, serait fixé par la loi. Un des éléments à prendre en considération pour faire cette évaluation serait la différence entre le nombre des individus qui cherchent un gagne-pain, et le nombre de ceux qui en obtiennent un.

veloppement de l'économie. Ceux qui appartiendront à ce groupe seront tous ceux qui, grâce à leur éducation et grâce à leur expérience, auront toutes les qualités nécessaires pour devenir des capitalistes. Les travailleurs les plus responsables, dont le travail est le plus important, (Il faut compter parmi ceux-ci les techniciens et les employés engagés dans la direction d'une affaire), devraient constamment augmenter le nombre des capitalistes dont la participation à la production est assurée par la propriété de leur capital.

Les besoins de l'économie décideraient seuls si les membres d'une même famille pourraient participer à la production par leur travail alors que cette famille est propriétaire d'un capital important. Des règlements décideraient périodiquement la mesure dans laquelle la possession d'un capital empêcherait les membres d'une même famille de cumuler plusieurs emplois. Ces règlements seraient établis en fonction du développement technique et du niveau de vie désiré.

Pendant toute la période de transition, des règlements réduiraient le nombre des foyers qui dépendraient du salaire d'un ou de plusieurs de leurs membres pour que le nombre d'emplois disponibles dans l'économie ne soit jamais inférieur à celui de ces familles. Ceci reviendrait à supprimer tous les emplois créés artificiellement, le « featherbedding », le chômage payé, et tous les emplois que la technologie a rendus inutiles et que notre politique de plein emploi encourage. Tous les emplois résultant des subsides accordés aux agriculteurs disparaîtraient, ainsi que ceux qui découlent des achats inutiles faits pour la défense du pays alors qu'elle est déjà assurée. Il faut y ajouter tous les emplois qui font partie des programmes destinés à créer une répartition de la richesse basée sur le travail.

Ces changements seraient accompagnés par un autre mouvement ascendant dans l'économie, qui consisterait à faire entrer dans la classe des gens qui cessent de travailler pour gagner leur vie, toutes les familles qui ont un

capital considérable et dont l'importance est suffisante pour en faire un monopole de la production. Le niveau des salaires de tous ceux qui sont obligés de faire un travail mécanique pour vivre, devrait être suffisant pour leur procurer un niveau de vie confortable. Ces salaires ne dépasseraient pas le niveau établi par le jeu de l'offre et de la demande, mais il serait établi après qu'un certain nombre de travailleurs dont le travail est rendu inutile par le développement technique auraient été éliminés du marché.

Un des buts les plus importants de la révolution capitaliste consiste à rendre tous les hommes capitalistes, c'est-à-dire qu'ils devraient devenir aussi vite que possible propriétaires d'un capital qui leur permettrait de vivre. Nous arriverons d'autant plus vite à ce but que le développement technique sera plus rapide dans notre économie. Il s'ensuit que, durant la période de transition qui précédera l'établissement du capitalisme, tout obstacle aux progrès de la technique serait éliminé, afin d'arriver le plus vite possible à la situation idéale promise par le capitalisme où l'homme est libéré du travail mécanique abrutissant.

Les milliers de fermes qui sont tombées en désuétude doivent disparaître, car elles constituent un poids mort pour toute l'économie. La plupart d'entre elles ont cessé de pouvoir nourrir un foyer. Elles représentent un gaspillage énorme d'énergie humaine. Les millions de travailleurs qui, placés dans des emplois inutiles sont forcés d'agir comme s'ils participaient réellement à la production des richesses, devraient pouvoir gravir un échelon au point de vue économique. Ils devraient pouvoir remplacer ceux dont le travail est devenu plus important au point de vue économique. Et ceux-là enfin devraient arriver au sommet de l'échelle et devraient faire les travaux de subsistance essentiels. Ils remplaceraient ceux qui ont assez de capital pour s'abstenir de travailler et qui peuvent et doivent consacrer leur énergie aux travaux désintéressés et créateurs. Les membres d'un foyer qui possèdent un capital suffisant pour vivre, devraient progressivement se livrer à ce genre

de travail. Ceux dont le capital est si considérable qu'il a toutes les caractéristiques d'un monopole de la production devraient exclusivement s'adonner à ces travaux sans jamais aspirer à recevoir une rétribution quelconque.

A mesure que certains individus passeraient de la catégorie des travailleurs à celle des capitalistes, ils seraient suivis par d'autres, et ce mouvement ascendant se continuerait dans toute l'économie. La condition économique de chaque individu changerait et elle serait accompagnée par un changement radical des occupations, de l'énergie et des talents de chacun. Cette marche ascendante envisagée par la révolution capitaliste n'est pas seulement un changement dans la forme de la répartition qui progressivement serait basée sur le capital et non pas sur le travail. Ce serait aussi un changement dans la vie humaine qui deviendrait plus noble, plus généreuse, car les travaux monotones que fait l'homme pour gagner sa vie seraient lentement abandonnés, et remplacés par d'autres travaux désintéressés et essentiellement créateurs, accomplis dans le loisir. La récompense qui les accompagne serait purement morale, et les hommes les exécuteraient avec bonheur sans avoir besoin d'une rétribution quelconque.

Dans les sociétés pré-industrielles des siècles passés, ceux qui avaient la bonne fortune d'appartenir à la classe aisée, et qui, par conséquent, n'avaient pas besoin de gagner leur vie, s'adonnaient aux occupations désintéressées qui font la richesse morale d'une civilisation s'ils avaient la valeur nécessaire pour comprendre leur bonheur et leur devoir. Ils s'occupaient des arts, des sciences, d'études politiques et religieuses, parce qu'ils trouvaient dans ces occupations une satisfaction morale très grande et ne désiraient aucune rétribution. La vertu n'est pas la prérogative de quelques êtres seulement, et elle n'est certainement pas celle de ceux qui ont simplement la chance d'avoir assez de capital pour n'avoir pas besoin de gagne-pain. Pendant la période qui précèdera l'établissement du capitalisme,

un nombre de plus en plus grand d'individus jouiront de ce privilège et le devoir qui incombera au corps enseignant pendant et après les années d'étude de tout étudiant, consistera à préparer les hommes à employer leurs loisirs et à essayer de développer en eux les vertus nécessaires à cette nouvelle vie. En effet, ce travail qui occupera le temps précieux du loisir est plus difficile et plus noble que le travail abrutissant et mécanique qui est la part de tant d'hommes (1).

Une fois que la première partie de la période de transition entre le capitalisme mixte et le capitalisme aura pris fin, et que l'économie capitaliste fonctionnera d'une façon harmonieuse un effort soutenu devra être fait pour faire décroître constamment le nombre des foyers qui dépendent de leurs salaires pour vivre, et pour faire augmenter par contre le nombre de ceux qui vivront grâce aux revenus de leur capital. La vitesse à laquelle ces changements auront lieu sera déterminée par celle du progrès technique.

Au début de cette période transitoire, entre les deux systèmes économiques, la participation à la production basée sur le capital devra remplacer aussi vite que possible la participation basée sur le travail. Ceci fait, le change-

(1) Il y aura toujours un certain nombre d'individus qui ne seront jamais capables d'atteindre l'idéal que le Capitalisme envisage pour tous les hommes d'une société, car ils seront ou mentalement incompetents, ou moralement inférieurs. Il peut nous paraître à l'heure actuelle que ce nombre est plus considérable qu'il ne le sera effectivement, car nous n'avons jamais essayé le travail d'éducation qui sera essentiel en régime capitaliste. Mais il est plus que probable que quelques hommes appartenant à cette catégorie, seront toujours présents dans notre société. Ceux-là seront toujours obligés de gagner leur vie en faisant un travail mécanique de « subsistance ». S'ils n'en sont même pas capables, parce qu'ils sont mentalement inférieurs ou parce qu'ils n'ont pas su profiter du programme d'éducation tracé, ils recevront une aide financière fournie par un service de sécurité sociale qui pourvoira à leurs besoins. Exception faite de ce groupe d'incapables, qu'aucune société ne peut jamais complètement éliminer, une société capitaliste n'encouragera jamais l'aide que l'Etat donne à un individu pour lui permettre de vivre.

ment qui fera d'un travailleur manuel un capitaliste devra se produire graduellement. Ce changement pourra se produire chez certains assez tôt dans leur existence ; pour d'autres, il pourra avoir lieu beaucoup plus tard, surtout s'ils n'ont pas l'occasion ou la chance d'acquérir un capital grâce à un don, un héritage ou un autre événement qui les mettrait en possession de capital initial.

La récompense financière qui accompagne l'exécution de certains travaux n'est pas en rapport avec les bénéfices qui en découlent pour la société. Les individus qui s'adonnent à ces travaux devraient recevoir un encouragement très réel sous la forme d'une exemption de l'impôt sur le revenu ou d'une diminution de cet impôt. On peut compter l'enseignement parmi ces travaux, car il représente un travail créateur et désintéressé qui est une source de joie profonde pour ceux qu'y s'y livrent. Cette exemption de l'impôt sur le revenu pourrait permettre au corps enseignant d'avoir un revenu suffisant.

Il est à espérer qu'à mesure que le Capitalisme se stabilisera, l'enseignement et d'autres travaux de cette catégorie seront estimés à leur juste valeur, et qu'ils seront progressivement plus recherchés par tous ceux qui n'ont aucun besoin de rétribution financière ou dont les besoins sont assurés de plus en plus par le revenu qu'ils dérivent de leur capital. Alors que nous sommes à court de professeurs à l'heure actuelle, dans une société capitaliste nous devrions être à même de trouver un grand nombre d'individus qui, sûrs de leurs revenus, grâce au capital dont ils sont propriétaires, pourraient s'adonner aux joies de l'enseignement sans recevoir aucun paiement. Bien mieux, ils pourraient se trouver obligés de supporter certaines dépenses pour exercer cette profession et ils le feraient avec satisfaction.

Ce que nous disons de l'enseignement est vrai aussi d'autres travaux qui seraient l'occupation et non le métier de tous ceux qui ne seraient pas obligés de travailler pour vivre. Dans une société industrielle très développée,

dont l'économie serait capitaliste, il serait normal de voir s'engager dans ces travaux le clergé, les hommes de science, les philosophes, les musiciens, les poètes, les peintres, les avocats, les hommes d'Etat et tous ceux qui s'occupent de communiquer avec le grand public. Leur choix serait déterminé non par l'attrait d'un bénéfice quelconque, mais par le désir de donner libre cours à leur génie créateur. La valeur de leur travail ne serait pas mesurée par une rétribution en argent, mais par l'excellence du travail qu'ils accompliraient et par l'importance de ce travail par rapport au développement de la civilisation humaine.

Dans une économie capitaliste bien équilibrée, il serait naturel de voir les jeunes gens qui viennent de finir leurs études se diriger vers un travail régulier et monotone. A mesure qu'ils avanceraient en âge, ils deviendraient propriétaires d'un capital important grâce au mécanisme de la participation au capital, grâce aussi à quelque héritage ou don que faciliteraient les nouvelles lois. Ils profiteraient aussi de tout le programme d'emprunt destiné à permettre la création de nouveaux capitalistes. En conséquence, leur besoin de s'adonner à un gagne-pain monotone diminuerait.

Ils se rendraient compte alors qu'il est de leur devoir de prendre part à tous les travaux qui ont pour but d'enrichir une civilisation et qui sont plus difficiles que le travail routinier auquel ils se livrent pour gagner leur vie. Ils découvriraient que ce travail désintéressé qui fait progresser une civilisation est une source immense de satisfaction. Ils ne se considéreraient à aucun moment comme des paresseux sans emplois ou des individus inutiles à la société le jour où ils abandonneraient leur métier ou leur gagne-pain et qu'ils ne travailleraient plus pour créer des richesses. Ils ne seraient donc jamais « mis à la retraite », c'est-à-dire mis de côté, car ces mots pour eux n'auraient aucun sens.

Au lieu d'être obsédés par le cauchemar de la retraite et de l'existence vide qui accompagne l'arrêt de tout tra-

vail qui n'est qu'un gagne-pain, les hommes se prépareraient dès le début de leur vie d'adultes à la période heureuse où ils ne seraient plus obligés d'être astreints à un travail rémunéré, et où ils pourraient employer toutes leur intelligence et tous leurs talents à des travaux désintéressés. Ceci se produirait à mesure qu'ils auraient accumulé un certain capital qui leur permettrait de vivre sans être astreints à gagner leur vie. Ce loisir tant attendu et son programme de travail généreux serait enfin le leur. La réussite du système capitaliste et de son programme d'enseignement pourra être mesurée au nombre d'individus qui pourront jouir d'une telle vie.

CHAPITRE XV

RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

Nous avons souligné quelques-uns des problèmes qui se poseraient lorsqu'une économie dont la répartition des richesses est basée en partie sur le capital et en partie sur le travail, adopterait une répartition entièrement basée sur le capital. Nous avons souligné les vices du premier mode de la répartition des richesses et les mérites du second. Nous avons constamment rappelé les difficultés qui naissent de l'effort que nous faisons pour faire fonctionner un système de production basé sur le capital, ou qui tout au moins en garde les vestiges, avec une répartition des richesses basée sur le travail.

Il est vrai que nous semblons nous être habitués aux maux que nous cause l'impôt sur le revenu et qui nous paraissaient tout d'abord insupportables. Nous nous sommes habitués aux subventions qui sont accordées à certaines industries et non à d'autres. Nous considérons d'un œil placide l'intrusion du gouvernement dans nos entreprises, lorsqu'il assume la tâche de créer et de répartir les richesses. Mais, si nous semblons nous être habitués à tous ces changements dans notre économie, qui au début provoquaient notre indignation, nous devons cependant nous rendre compte que nous sommes loin d'être arrivés à la fin de nos tourments. Notre endurance est-elle sans limite ?

Nous avons vu comment une répartition des richesses basée sur le travail retarde le progrès technique, comment elle met en danger la propriété privée du capital et com-

ment elle augmente la concentration du pouvoir économique et politique dans les mains du gouvernement, et enfin comment elle menace la liberté individuelle. La conclusion à laquelle nous sommes amenés est donc inévitable : la situation actuelle contre laquelle nous nous élevons ne peut qu'empirer. La seule solution que nous puissions donc accepter est de substituer à notre système actuel un autre système qui serait le capitalisme.

La tâche importante et essentielle que doit accomplir la révolution capitaliste nous paraît difficile, car il s'agit de répartir le capital à travers toutes les couches sociales pour arriver à permettre à des millions d'individus de devenir des capitalistes. Mais, nous devons nous armer de courage pour surmonter les difficultés qui se dressent devant nous et nous essayerons de nous rendre bien compte du danger que nous courons en gardant notre capitalisme mixte.

Pour voir clairement le choix critique que nous devons faire nous devons résumer dans ces dernières pages les alternatives qui s'offrent à nous :

1. Le capitalisme reconnaît que le capital est le grand créateur des richesses dans une économie industrialisée qui a atteint sa maturité. Le capitalisme mixte, au contraire, continue à prétendre que le travail de l'homme est l'élément producteur de richesses le plus important.

2. Le capitalisme reconnaît que tout « gagne-pain » est caractérisé par son côté mécanique. C'est un mal que les hommes sont obligés de supporter, mais qui doit disparaître ou tout au moins être réduit à son minimum car il n'ennoblit pas l'homme. Le capitalisme mixte ne peut pas se permettre de reconnaître qu'une différence importante existe entre le travail qui est fait par l'homme lorsqu'il met en jeu toutes ces facultés créatrices, et le travail qui est fait pour un gain quelconque. Le capitalisme mixte ne peut pas accepter non plus la supériorité de tout travail humain qui enrichit la civilisation humaine par rapport à celui qui consiste à gagner de quoi vivre.

3. Le capitalisme permet d'entrevoir une réduction éventuelle des impôts qui ne seraient alors perçus que pour permettre au gouvernement d'assurer le coût de ses

services. Le capitalisme mixte au contraire est forcé d'envisager un accroissement continu des impôts, car le gouvernement doit trouver les fonds nécessaires à une répartition secondaire des richesses pour empêcher l'économie d'arriver de crise en crise à une catastrophe finale.

4. Le capitalisme encourage tout progrès technique qui rend la production des richesses plus rapide et plus efficace et qui en même temps soulage l'homme de tous les travaux mécaniques monotones. Le capitalisme mixte a tendance au contraire à retarder le progrès technique puisque la répartition des richesses est basée sur le travail de l'homme qu'ils essaie de ne pas supprimer.

5. La répartition du capital qui doit exister parmi toutes les familles de la société, et la création de nouveaux capitalistes peuvent être assurés par un système d'achat de capital qui commencerait à produire les fonds nécessaires au paiement de la dette créée par cet achat. La répartition des richesses basée sur le travail au contraire détruit la propriété privée du capital représentée par les biens d'équipement qui produisent la plus grande partie de la richesse économique de la nation.

6. En régime de capitalisme mixte, la répartition secondaire des richesses fondée sur le travail ne peut être arrêtée. Elle est commandée par le progrès technique et continuera jusqu'à ce que toute la richesse de l'économie soit répartie par le gouvernement central. En régime capitaliste au contraire le nombre croissant des propriétaires du capital établit une répartition directe et automatique de la richesse grâce à la part prise par chacun à la création des richesses.

7. En régime de capitalisme mixte, la propriété privée est lentement abolie, les droits de chaque propriétaire diminuent progressivement, tandis que le gouvernement assume la répartition des richesses pour maintenir l'économie en équilibre. Les pouvoirs économique et politique se trouvent bientôt concentrés dans les mains du gouvernement. En régime capitaliste au contraire, les droits de la propriété privée sont à nouveau respectés. Les pouvoirs économique et politique demeurent séparés, et le propriétaire de capital peut se servir de son indépendance économique pour se défendre contre les abus de pouvoir du gouvernement. Les différents individus qui composent une société ne peuvent protéger et renforcer les institutions politiques qui les régissent que dans la mesure où ils sont propriétaires de capital.

8. Le capitalisme est le seul système économique parfaitement compatible avec une démocratie. Seul, il lui assure des bases dont elle a besoin. En effet, il permet l'établissement d'une économie industrielle fondée sur des principes de justice qui est la contrepartie du système démocratique, seul système politique basé aussi sur la justice. Etant donné les conditions imposées par une société de masse, le capitalisme mixte s'éloigne de la démocratie pour se rapprocher de plus en plus du socialisme, autrement dit le capitalisme d'Etat et son inévitable séquelle l'Etat totalitaire.

9. Le capitalisme permet le bien-être et le progrès économique général en introduisant la justice dans la répartition des richesses. La liberté et la dignité humaine donc sont respectées. Le capitalisme mixte essaie d'arriver aux mêmes résultats en employant des mesures d'assistance et en faisant régner l'opportunisme dans la répartition des richesses. L'homme s'en trouve dégradé car il est placé dans la position d'un enfant dont les intérêts sont protégés par la bonté d'un père généreux, ou comme une marionnette dont on tire les fils pour servir des buts économiques dont il n'est pas maître.

10. Le capitalisme et la démocratie créent à eux deux une société sans classe dans laquelle tous les hommes sont citoyens et capitalistes. La vie généreuse qui était seulement le lot de quelques individus dans les ploutocraties qui ont précédé la révolution industrielle et dans les économies basées sur l'esclavage, est à la portée de tous. Le capitalisme mixte est toujours accompagné par une société divisée en classes. Une lutte constante entre les classes de cette société est la conséquence inévitable de la rivalité des intérêts et des efforts de chacun pour arriver au pouvoir. Le capitalisme met fin à ces luttes en faisant régner la justice et la liberté pour tous les individus. Le capitalisme mixte ne peut trouver une solution à ces rivalités qu'en arrivant au socialisme et à l'Etat totalitaire qui est une caricature de la société sans classe. En effet, dans l'Etat totalitaire, aucun citoyen ne peut jouir de la liberté politique ou économique.

APPENDICE

DECLIN DISSIMULE DE LA PRODUCTIVITE DU TRAVAIL DANS NOTRE ECONOMIE

Nous avons avancé que, sauf dans quelques cas, le rendement horaire du travail augmente. Mais, il ne faut pas oublier qu'il y a une différence entre l'ouvrier qui fait un travail mécanique et le technicien. En effet, le rendement et l'adresse de l'ouvrier diminuent tandis que le rendement et l'adresse du technicien et du directeur augmentent.

Les efforts des techniciens et des directeurs ont fait croître la productivité inhérente aux biens d'équipements (c'est-à-dire leur capacité physique de produire des richesses). Alors que cette dernière a augmenté chaque fois que le progrès technologique a progressé, la production inhérente du travail mécanique est restée constante. On peut donc dire que la puissance productrice du travail mécanique a décliné progressivement tandis que celle du capital a augmenté.

Si ce que nous avançons est vrai, nous pouvons affirmer, lorsque nous prenons en considération l'ensemble des richesses créées dans notre économie, que la contribution des ouvriers est bien inférieure à celle des propriétaires de capital. Nous pouvons affirmer, d'autre part, que, si le facteur de production est évalué d'après son pouvoir de créer des richesses, le rapport entre la productivité intrinsèque du travail et sa productivité économique doit être le même que celui qui existe entre la productivité intrinsèque du capital et la productivité écono-

mique de ce dernier, à la condition, toutefois, que la valeur de leur contribution relative soit déterminée objectivement par la concurrence. Dès lors, lorsque les facteurs de la production sont soumis à la loi de l'offre et de la demande, nous devrions trouver que la productivité économique des ouvriers a progressivement diminué (1).

D'après les statistiques qui étudient les parts du revenu national allouées au travail et au capital, on peut objecter que même si la contribution physique des ouvriers a diminué lentement, leur part dans la répartition des richesses, et par conséquent, leur productivité économique, ont augmenté considérablement.

Examinons donc les faits qui forment le point central du problème. La part du revenu national qui est celle du travail c'est-à-dire la part des richesses produites dans une année déterminée, a passé de 50 % de 1870 à 1880 à

(1) Bien qu'il semble à première vue que la productivité économique du travail doive varier par rapport à celle du capital, et se traduire par une augmentation ou une diminution de sa capacité physique de produire des richesses (c'est-à-dire par une augmentation ou une diminution de sa productivité inhérente), ce rapport est commandé en vérité par des facteurs autres que cette aptitude physique de produire des richesses. Analysons ces facteurs. (a) La formation du capital, tout au moins quand elle n'est pas stimulée artificiellement par le besoin du plein emploi, résulte uniquement de la demande croissante des besoins des consommateurs (demande de marchandises ou demande de services), qui rend nécessaire la formation de ce capital, tandis qu'une augmentation du nombre des travailleurs est un résultat de l'accroissement de la population et non pas le résultat d'une demande croissante des consommateurs. (b) Le progrès technique fait croître le besoin de capital, tandis qu'il fait croître le nombre des travailleurs qui veulent du travail. Une augmentation du nombre des travailleurs due à une demande plus grande de richesses, causée artificiellement à l'heure actuelle pour créer le plein emploi, donne l'impression que les machines inventées pour faciliter le travail, font croître le nombre des travailleurs nécessaires. (c) L'accroissement de la population dans une société industrielle avancée, accompagné de son besoin croissant de biens de consommation, fait augmenter le nombre des travailleurs qui veulent du travail beaucoup plus qu'il ne fait augmenter la nécessité d'employer un nombre plus grand de travailleurs. Deux facteurs restent constants : la population continue à croître, et le progrès technique continue.

58 % en 1929, 68 % en 1953, et 70 % en 1956 (1). D'après ces chiffres, il paraîtrait que la productivité économique des ouvriers qui font un travail mécanique et qui représentent les trois quarts de tous les travailleurs a augmenté sensiblement. Ceci n'est vrai que si leur part dans la répartition peut être prise comme une indication objective et sûre de la valeur de leur contribution à la production (2).

A première vue, il semble qu'il y ait, contradiction entre (1) notre analyse qui nous porte à affirmer que la productivité relative du travail mécanique a diminué en même temps que sa productivité inhérente, et (2) les statistiques qui établissent que les parts distribuées aux ouvriers ont augmenté depuis de nombreuses années et qu'elles ont atteint leur maximum dans le secteur le plus important de notre économie qui est représenté par les sociétés anonymes.

Si nous admettions que la part du revenu national que les travailleurs ont reçue est un indice objectif de la valeur de la contribution qu'ils ont fournie dans la création des richesses, il faudrait admettre alors que la productivité économique relative du travail a augmenté alors que sa puissance de production relative a décliné ; ou

(1) Voir *Historical Statistics of the United States, 1789 - 1945*, Bureau of Census, 1949 ; *National Income*, édition de 1954, Ministère du Commerce des Etats-Unis ; *Economic Report of the President*, 1957, page 132. Les statistiques pour une période précédant les années indiquées peuvent donner lieu à certaines questions. On peut demander, par exemple, quels travaux étaient exécutés chez l'habitant pour lesquels aucune somme d'argent n'était payée ? En ce qui concerne la richesse représentée par les sociétés anonymes qui représentent plus de la moitié du revenu national, la part du revenu total répartie aux employés est restée stable et représente 74 % de 1929 à 1951. Cette part a atteint 76 % en 1952, 77 % en 1953, et 79 % en 1956. Voir *National Income*, édition de 1954, page 9, et *Survey of Current Business*, Ministère du Commerce des Etats-Unis, juillet 1957, page 15, table 12.

(2) Voir *Statistical Abstract of the United States, 1956*, pages 208 à 214. Il semble que les salaires des ouvriers qui font un travail mécanique ont augmenté aussi rapidement, et quelques fois plus rapidement que les revenus des directeurs, et que ceux des techniciens.

bien nous serions obligés de mettre en doute ce fait et même de le considérer comme une illusion en dépit de toute l'évidence qui l'accompagne.

Nous pensons que la puissance de production intrinsèque du travail mécanique diminue relativement et que ce fait ne peut être mis en doute. Nous pensons aussi que la contradiction apparente entre le déclin de la productivité du travail et la part de plus en plus grande du revenu national qui lui est attribuée peut être expliquée.

Avant d'entrer dans les détails de notre explication, nous refusons d'admettre que la part du revenu national qui est attribuée aux ouvriers représente une évaluation objective de leur contribution à la production des richesses. Notre position sur ce problème est exactement l'opposé de celle prise par tous ceux qui prétendent que grâce à l'intervention des syndicats, soutenus par la loi et par le gouvernement, la contribution des ouvriers à la création des richesses a pu être évaluée équitablement. Nous avançons bien au contraire que ces interventions des syndicats, soutenus par la loi et par l'action gouvernementale ont empêché la concurrence de jouer pour établir la valeur de cette contribution. Il en résulte que la part du revenu national qui est celle des ouvriers n'est pas une indication valable de leur productivité économique.

Les travailleurs syndiqués constituent à peu près 35 % de la force ouvrière (les agriculteurs mis à part). Le niveau de leurs salaires n'est pas déterminé par une compétition honnête, mais au contraire le résultat des efforts concertés des syndicats pour faire augmenter les salaires accompagnés par toute une série de lois votées par le gouvernement fédéral et par les différents états qui ont pour but d'empêcher l'employeur de refuser les demandes d'augmentation faites par les employés (1).

(1) Pour une révision rapide de ces lois, voir Roscoe Pound *Legal Immunities of Labor Unions*, étude publiée l'année dernière par The American Association, Washington D. C.

Alors que nos lois reconnaissent que la contrainte physique et morale corrompt tout contrat et toute obligation qui en résulte, nous avons établi un système de convention collective pour établir les salaires et les autres avantages réclamés par les syndicats qui font de la contrainte l'argument principal dans toute discussion des salaires.

Avant de prouver ce que nous venons d'avancer, deux autres points doivent être exprimés. Le premier concerne l'impôt fédéral sur le revenu qui prend 52 % du revenu de toute société anonyme auquel il faut ajouter un certain pourcentage qui représente l'impôt sur le revenu perçu par la plupart des états. Ces sommes représentent une richesse créée par le capital, mais dans les statistiques, elles ne sont attribuées ni au capital, ni au travail. Ainsi la moitié de la richesse produite par le capital des sociétés anonymes est constamment absente de nos statistiques. Quand nous parlons de la répartition des richesses produites, on devrait ajouter à la part produite par le capital les sommes soustraites par l'impôt. S'il en était ainsi, la comparaison entre la productivité économique relative du capital et du travail changerait (1).

Le deuxième point que nous voulons étudier, est la répartition partielle faite aux actionnaires par les sociétés anonymes de la richesse créée par le capital de ces sociétés ; la moitié des gains des sociétés anonymes est généralement répartie parmi les actionnaires, une fois les

(1) Les contributions de l'employeur à la Sécurité Sociale, les impôts sur la propriété foncière et personnelle, et les autres impôts indirects représentent une richesse qui est produite par le capital, à condition que les prix des biens de consommation ne soient pas augmentés par contre coup. A part quelques cas très rares, la part de richesses qui est celle du travailleur, n'en est pas affectée. Les circonstances déterminent jusqu'à quel point le consommateur supporte le fardeau de ces impôts. Il semble qu'on puisse dire que des millions de dollars représentés par ces impôts, sont une richesse créée par le capital. Ils devraient être compris dans la part qui reviendrait au capital, avant que la productivité économique relative du capital et du travail, puisse être estimée.

impôts payés. Comme le Bureau of Census a bien su le noter, « certaines parties du revenu créé par la société anonyme, telle que les réserves qu'elle accumule, n'ont jamais été réparties parmi les actionnaires et elles ne le seront probablement jamais. » (1). Les sommes considérables que les sociétés anonymes accumulent pour constituer un nouveau capital doivent être aussi incluses dans toute estimation de la part de richesses créées par le capital et qui devraient appartenir de droit au propriétaire de ce capital. Le fait qu'elle ne le sont pas, donne une idée fautive de la productivité économique relative du capital et du travail. En effet, la productivité du capital est mesurée d'après la part attribuée aux propriétaires du capital dans une économie où la propriété privée du capital a été graduellement affaiblie.

Si nous gardons présents à l'esprit ces deux points, nous pouvons dire que la part des richesses qui est répartie parmi les propriétaires du capital est loin d'être une indication de la productivité économique du capital, et nous pouvons ajouter que la part des richesses réparties parmi les travailleurs sous forme de salaires, parce qu'elle n'est pas le résultat de la concurrence, ne nous donne plus une idée juste de la productivité économique relative du travail et du capital.

Cependant, on peut objecter que les salaires des travailleurs qui ne sont pas syndiqués — ils représentent à peu près 65 % des travailleurs employés dans l'industrie — ont augmenté presque aussi vite que les salaires des ouvriers syndiqués. Dès lors, on peut dire que lorsque les salaires sont établis d'après les lois de la concurrence, ils augmentent, et qu'en fait ils ont augmenté d'une façon constante depuis une trentaine d'années. On peut donc conclure que la part des richesses attribuée aux travailleurs a augmenté. Les tenants de cet argument ou-

(1) *Historical Statistics of the United States, 1789-1945*, page

blient de prendre en considération quelques points importants. En effet, les salaires établis par les syndicats ont eu pour effet de faire augmenter les salaires des ouvriers non syndiqués, et de les faire augmenter quelquefois plus vite que ceux des ouvriers syndiqués. Nous allons expliquer comment.

(1) Les syndicats recrutent leurs membres surtout parmi les ouvriers qui appartiennent aux industries importantes de l'économie : industries transformatrices, entreprises de transport par route, fer, air, marine marchande et entrepôts, construction, production d'énergie électrique, radio-diffusion, pétrole, caoutchouc, industries chimiques, etc... Parce que les ouvriers syndiqués appartiennent surtout à ces industriels, il s'ensuit que le nombre d'industries où les ouvriers non syndiqués peuvent entrer est très restreint. Un grand nombre de Sociétés Anonymes qui s'occupent des industries mentionnées ont atteint des proportions gigantesques et elles peuvent élever le prix de leurs marchandises afin de satisfaire les demandes d'augmentation de salaires présentées par les ouvriers spécialisés qu'elles emploient.

(2) Le pouvoir qu'ont les syndicats d'obtenir une augmentation de salaires pour leurs membres et d'obtenir pour eux d'autres avantages secondaires, affectent les ouvriers non syndiqués. En effet, les patrons qui emploient des ouvriers non syndiqués adoptent les salaires établis par les syndicats pour éviter que leurs ouvriers ne se syndiquent. Tout le monde connaît la pratique qui consiste à accorder aux employés de diverses catégories, aussi bien aux ouvriers des usines qu'aux employés de bureaux, les avantages qui viennent d'être accordés après une convention collective dans l'espoir que ces ouvriers et ces employés ne se syndiqueront pas. Tout le monde connaît ces patrons qui acceptent de payer des salaires plus élevés que ceux qui sont fixés par les syndicats, ou qui accordent à leurs ouvriers des avantages secondaires plus importants pour essayer d'éviter la pénétration désagréable des syn-

dicats dans leurs entreprises. Tout le monde, enfin, a entendu des chefs syndicalistes se plaindre que certains avantages sont accordés à de nombreux ouvriers sans que ces derniers ne soient forcés d'appartenir aux syndicats et de leur payer leur cotisation.

(3) L'augmentation des salaires obtenue par les ouvriers syndiqués qui représentent 35 % de l'effectif ouvrier est une majoration beaucoup plus considérable que celle qu'obtiendraient ces ouvriers si la concurrence jouait seule. Cette majoration représente une répartition secondaire des richesses qui se fait sentir bien au-delà des industries en question. Dans l'étude qu'a faite J. M. Keynes pour établir la méthode du « pump-priming », il montre que lorsque le gouvernement achète des biens d'équipements à certaines industries, le nombre des travailleurs augmente dans ces industries immédiatement. (1) Mais, le nombre des emplois créés croît bien plus encore. En effet, ces travailleurs qui viennent de recevoir une augmentation de salaires veulent acheter des biens de consommation. Leurs demandes créent de nouveaux emplois qui, eux-mêmes, créent de nouveaux revenus, etc... jusqu'à ce que la tendance à l'épargne de la plupart des individus mette une fin à l'essor donné à l'économie.

Un effet analogue de « multiplicateur » résulte du fait qu'une quantité considérable de richesses créées par le capital est soustraite à ce dernier pour être répartie parmi les forces ouvrières sous la forme d'augmentation de salaires obtenue grâce à l'action syndicale. Le revenu supplémentaire de l'ouvrier est aussi dépensé et redépensé, créant ainsi une série d'emplois. La part que les forces ouvrières reçoivent dans la répartition des richesses s'en trouve considérablement augmentée. Cet effet de multiplication pourrait profiter au capital et au travail

(1) *Théorie générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la monnaie*, Ch. 10.

également, mais les deux facteurs que nous avons étudiés plus haut (pages 311 et 312) empêchent le capital d'en retirer aucun bénéfice.

(4) Les industries dont les travailleurs sont syndiqués attirent les meilleurs ouvriers et l'employeur est tenté d'accéder plus rapidement aux demandes des ouvriers qui réclament une augmentation des salaires.

(5) Les syndicats ont tendance à retarder les progrès techniques. Cette attitude a pour résultat de diminuer la part des richesses qui est due au capital et d'augmenter celle des ouvriers. Ce retard imposé par les syndicats est loin d'être négligeable lorsque ceux-ci réclament des avantages supplémentaires pour les ouvriers qui sont coûteux à l'industrie, chaque fois que celle-ci désire introduire une amélioration technique qui provoque le renvoi d'un certain nombre d'ouvriers.

(6) La pression exercée par les syndicats pour obtenir une augmentation de salaires et d'autres avantages a certains résultats pendant une période de manque de travail accentué. Mais ces résultats sont tout autres lorsque cette condition économique existe en même temps qu'une politique gouvernementale de plein emploi. D'après tous les témoignages des chefs de syndicats qui ont paru devant le « Temporary National Economic Committee », en 1940, le résultat le plus tangible qu'ils aient pu obtenir (le nombre des ouvriers syndiqués de 1934 à 1941 était d'environ un million) a été d'obtenir sous forme d'augmentation de salaires, une compensation à la perte de revenu occasionnée par l'emploi de nouvelles machines qui ont rendu inutiles certains travaux. Ce témoignage a été fait alors que 10 à 14 millions d'ouvriers étaient sans emploi (1).

Depuis l'Employment Act de 1946 (2), et depuis son application effective, les syndicats ouvriers, bien qu'ils représentent seulement 35 % des forces ouvrières employés dans l'industrie ont réussi à obtenir des résultats

bien plus considérables que ceux que représentent certaines compensations accordées aux travailleurs pour la perte de revenu occasionnée par l'installation de nouvelles machines. L'effet du contrat collectif qui est ajouté par le tiers de la force ouvrière sur une économie qui déjà pratique le plein emploi, a le même effet qu'aurait un monopole de 35 % du marché de l'acier ou du blé sur le prix de cet acier ou de ce blé, dans une certaine année où la demande du blé ou de l'acier estimé au prix courant serait l'équivalent de tout ce que le marché peut fournir. En fait, il est impossible d'estimer à combien se monte cette répartition artificielle de la richesse nationale parmi les forces ouvrières, qu'elles soient formées d'ouvriers syndiqués ou non.

Une seule chose reste très claire. Grâce à ces différentes mesures, les salaires ont augmenté bien au-delà des sommes qu'ils auraient atteintes si la productivité économique du travail était évaluée d'après la loi de l'offre et de la demande.

Il y a toutes raisons de croire, cependant, que même si la concurrence jouait librement et si l'économie n'était pas gouvernée par une politique de plein emploi, le travail commanderait des salaires plus hauts que ceux qu'il devrait recevoir si sa productivité économique relative était en proportion directe avec sa capacité naturelle de production dans une économie industrielle avancée. D'abord

(1) Rapports, Part 30 : **Technology and Concentration of Economic Power.**

(2) Parmi les mesures prises pour rendre cette loi effective, il faut compter, outre l'emploi de la convention collective pour établir les salaires, (a) les subsides accordés facilement à l'industrie de la construction et aux industries qui fabriquent les machines ; (b) les subsides accordés à l'agriculture au moyen de l'achat des récoltes en surplus des besoins de la nation et l'établissement de prix rigides par le gouvernement ; (c) les dépenses excessives pour le matériel

il est un fait que les salaires ne peuvent tomber au-dessous d'un certain niveau où ils ne peuvent plus suffire aux besoins de l'homme. D'autre part, il est aussi un fait qu'une quantité considérable de main-d'œuvre ouvrière sera toujours nécessaire en dépit du progrès technique le plus avancé, bien que cet emploi reste inférieur à l'idéal du plein emploi. Enfin les ouvriers et les capitalistes sont tous les deux convaincus que la présence d'une pauvreté généralisée dans une société qui est capable de produire assez de richesses pour établir un niveau de vie très élevé, est le résultat d'une mauvaise administration au point de vue social et que des réformes politiques sévères sont nécessaires.

Toutes ces raisons auront pour effet d'empêcher la part de richesses répartie parmi les travailleurs de diminuer. Si l'on mesure la productivité du travail par cette part de la répartition, on dira qu'elle n'a pas diminué aussi vite que sa capacité de production. Mais, il n'en reste pas moins vrai que la productivité inhérente du travail, comparée à celle du capital en est arrivée au point où elle ne produit que 10 % de la richesse totale de l'économie. Ces différentes raisons empêchent de voir très clairement que la productivité économique du travail est inférieure à ce qu'elle paraît être.

de guerre, qui ont eu pour résultat de faire une place normale à la guerre dans notre société ; (d) le programme d'aide aux pays étrangers qui crée des emplois ; (e) les prêts sans intérêts, faits par le gouvernement aux industries qui construisent des usines et augmentent leur équipement. L'intérêt de ces prêts est déduit de la somme soumise à l'impôt sur le revenu ; (f) les prix sont déterminés par la loi, de manière à provoquer le plein emploi. Tous ces efforts ont réussi à créer le plein emploi, c'est-à-dire que quiconque cherche un emploi peut en obtenir un. Quelques individus peuvent en cumuler deux ou trois, si les heures de travail sont assez courtes. Le chômage est temporaire, ou dû à une grève.

TABLE DES MATIERES

Préface	7
PREMIERE PARTIE	
LA CONCEPTION D'UNE REVOLUTION CAPITALISTE	
Ch. I. — Pourquoi un manifeste capitaliste ?	21
Autrefois et aujourd'hui	21
Du sentiment prédominant de bonheur et de confort	23
Notre bien-être, résultat de la machine	26
Nos sentiments sur le socialisme	27
Le piège	29
Appel à la raison	31
Ch. II. — Liberté politique : Propriété et loisir	32
Les trois éléments de la liberté économique	32
Travail, Loisir et Liberté	36
Forme et caractère du travail humain	41
Description d'une société économiquement libre	45
Ch. III. — De quelques problèmes à résoudre	53
Organisation de la production	53
Répartition de la propriété	53
Liberté et égalité	53
Ch. IV. — Eléments d'Economie politique	55
Facteurs de production des richesses	55
Rôle de l'homme dans la production des richesses	58
Note technique sur la production du travail	63
Formes de la propriété	66
Première et seconde répartition des richesses	70
Ch. V. — Justice économique et droits économiques	76
Propriété et justice	76
La libre concurrence, mesure des valeurs économiques	81
Le problème de la justice et du bien-être dans une économie ..	86
Les trois principes fondamentaux de justice	93
Organisation d'une économie juste	96
Ch. VI. — Histoire économique : la classification des économies.	115
Première période économique des origines au XIX ^e siècle ..	115
Deuxième période : de 1800 à nos jours	118
Classification des systèmes économiques	119
Forme du capitalisme	122
Ch. VII. — L'Avenir économique	135
Les quatre formes du capitalisme	135
Les trois alternatives	142
Les deux révolutions socialistes	145
Le problème insoluble du Capitalisme mixte - l'inflation ..	164
Notre seul choix : le capitalisme	174
Ch. VIII. — La théorie du capitalisme	186
L'économie capitaliste	186
La politique du capitalisme	189
L'éthique du capitalisme	198

DEUXIEME PARTIE

LE PROGRAMME DE LA REVOLUTION CAPITALISTE

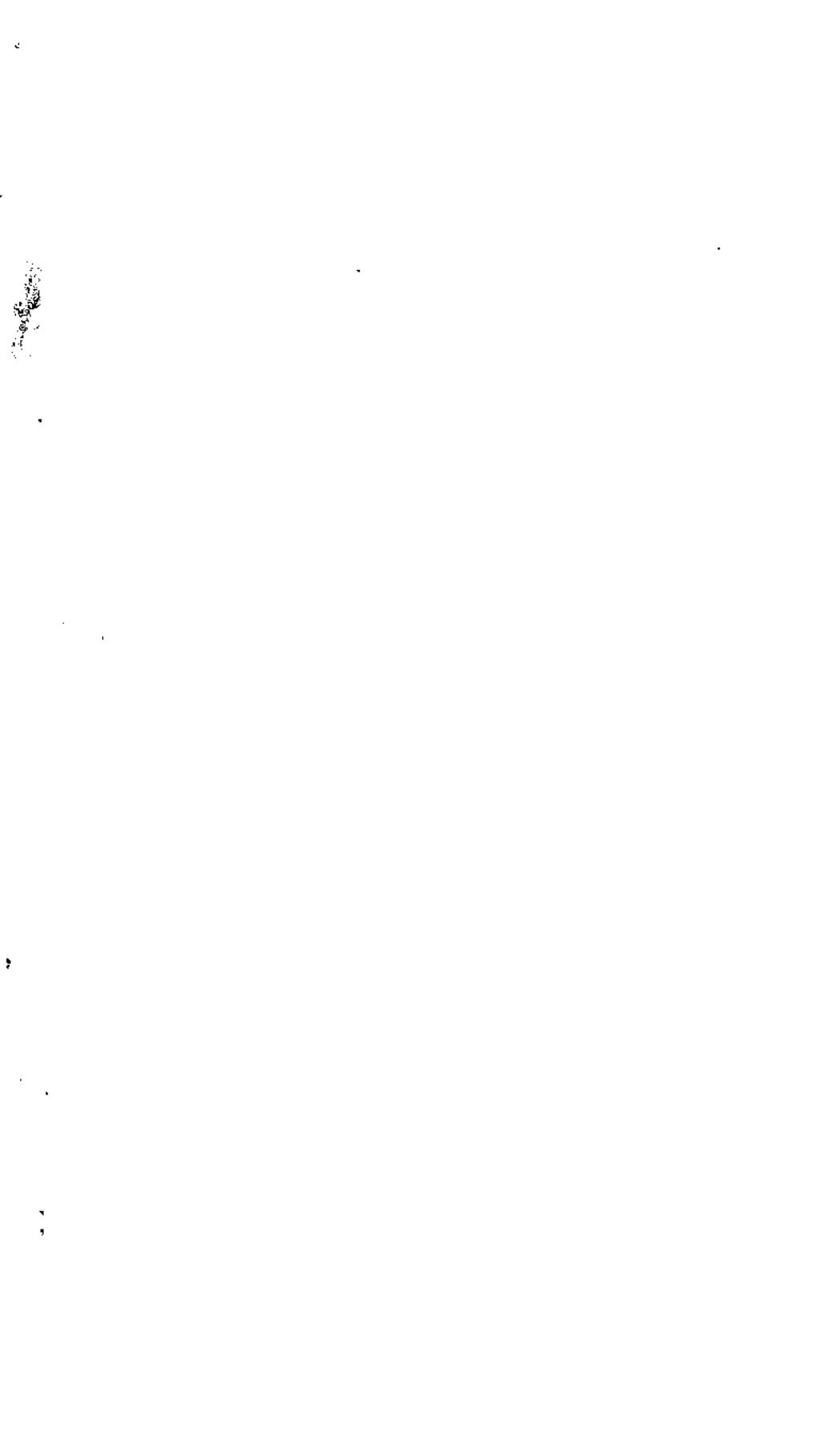
Ch. IX. — Exposé du programme pratique	205
Nature des propositions	205
Règles générales	209
Résolutions spécifiques	209
Ch. X. — Point de départ des réformes proposées	211
Situation actuelle	211
Rôle de la répartition principale	213
Sécurité individuelle et sécurité générale	217
Degré de concentration de la propriété du capital	219
Formes de concentration de la propriété du capital	221
Comment le capitalisme mixte traite de la concentration ..	225
Ch. XI. — Mesures destinées à favoriser la propriété	232
Plans pour établir une participation au capital	232
Modification de la fiscalité des successions et des dons	234
Modification de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ..	243
La politique gouvernementale qui encourage la concentration de la propriété et le monopole doit prendre fin	244
Ch. XII. — La société anonyme et la révolution capitaliste	248
La société anonyme dans notre économie mixte moderne	248
Rôle de la société anonyme dans la période de transition ..	251
Restauration des droits de propriété des actionnaires	255
Compétence financière et technique des sociétés anonymes ..	259
Autres changements affectant les sociétés anonymes	260
Ch. XIII. — Mesures contre l'accumulation excessive de capital ..	264
Préférence donnée aux investissements des petits ou des nou- veaux capitalistes	264
Impôts qui empêchent la concentration du capital personnel.	266
Ch. XIV. — Mesures en vue d'accroître le nombre des nouveaux capitalistes	271
Rôle principal du crédit dans une société capitaliste	271
Précédents historiques	272
Crédit et Répartition	282
Le financement des nouveaux capitalistes	284
Besoin de nouveaux types d'assurance	293
Les nouveaux capitalistes	295
Ch. XV. — Résumé et conclusions	304
Appendice	308

I. S. A. Imprimeur

N° d'Imprimeur 204.

N° Editeur 357.

Dépôt légal 1er Trim. 62.



Louis O. KELSO est né à Denver (Colorado), en 1912. Après avoir obtenu ses diplômes à l'Université du Colorado, il se spécialise dans la législation des sociétés anonymes et dans les questions de finances publiques.

Professeur à l'Université du Colorado en 1946, il fait partie, depuis 1947, d'une étude d'avocats à San Francisco.

Son intérêt pour les aspects politico-économiques du capitalisme date de la période de la grande dépression et n'a cessé de s'affirmer depuis. On doit à l'auteur du **Manifeste capitaliste** un ouvrage intitulé **The New Capitalists**. Un important traité de la théorie du Capitalisme est en cours de publication.

Mortimer ADLER, né à New York en 1902, a fait ses études à l'Université Columbia où il enseigne de 1923 à 1929. Professeur à l'Université de Chicago durant de longues années, il dirige à San Francisco l'Institut de Recherches philosophiques qu'il a fondé en 1952.

Promoteur du programme consacré aux grandes œuvres qu'ont adopté les institutions supérieures des Etats-Unis et les Cours destinés aux adultes, Mortimer Adler est l'un des directeurs de la Fondation des Grands Livres. Il a collaboré à l'édition des **Great Books of the Western World** et on lui doit l'étude consacrée à **The Great Idea** de l'Encyclopedia Britannica.

Son **Art de Lire** est bien connu des lecteurs français. Citons, parmi ses autres œuvres, **Art and Prudence**, **What to think about War and Peace**, enfin, une série d'articles sur la théorie de la Démocratie, publiés en collaboration avec le Père Walter Farrell, O. P., inspirés d'idées très proches de la thèse du **Manifeste capitaliste**.